

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1823

[C - 99/00472]

13 MAI 1999. — Loi portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Champ d'application

Art. 2. La présente loi est d'application aux membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des services de police et de l'inspection générale respectivement visés aux articles 116 et 143 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'exception des membres du personnel en service en vertu d'un contrat de travail.

CHAPITRE III. — Les transgressions disciplinaires

Art. 3. Tout acte ou comportement, même en dehors de l'exercice de la fonction, qui constitue un manquement aux obligations professionnelles ou qui est de nature à mettre en péril la dignité de la fonction, est une transgression disciplinaire et peut donner lieu à une sanction disciplinaire.

CHAPITRE IV. — Les sanctions disciplinaires

Art. 4. Les sanctions disciplinaires légères sont :

- 1° l'avertissement;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue de traitement;
- 4° la suspension par mesure disciplinaire de maximum quinze jours.

Art. 5. Les sanctions disciplinaires lourdes sont :

- 1° la suspension par mesure disciplinaire de plus de quinze jours;
- 2° la rétrogradation dans l'échelle de traitement;
- 3° la rétrogradation dans le grade;
- 4° la démission d'office;
- 5° la révocation.

Art. 6. Le Roi détermine les modalités relatives à l'exécution des sanctions disciplinaires.

Art. 7. Lorsque plusieurs transgressions disciplinaires sont imputées à un membre du personnel, une seule procédure peut être entamée à sa charge qui ne peut déboucher que sur une seule sanction disciplinaire.

Si une nouvelle transgression disciplinaire est imputée au membre du personnel en cours de procédure disciplinaire, une nouvelle procédure est entamée sans que la procédure déjà engagée ne soit interrompue pour autant.

En cas de connexité cette nouvelle transgression disciplinaire est toutefois examinée lors de la procédure en cours.

Art. 8. Les membres du personnel qui, dans des circonstances graves et urgentes, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution d'une mission de police administrative ou de police judiciaire, refusent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs ou s'abstiennent sciemment de les exécuter, encourent une sanction disciplinaire lourde. Toutefois un ordre manifestement illégal ne peut être exécuté.

Art. 9. L'avertissement est la mise en demeure que l'autorité disciplinaire adresse à un membre du personnel.

Art. 10. Le blâme est la désapprobation formelle que l'autorité disciplinaire adresse à un membre du personnel.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1823

[C - 99/00472]

13 MEI 1999. — Wet houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied

Art. 2. Deze wet is van toepassing op de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de politiediensten en de algemene inspectie bedoeld in respectievelijk de artikelen 116 en 143 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met uitzondering van de personeelsleden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III. — De tuchtvergrijpen

Art. 3. Elke handeling of gedraging, zelfs buiten de uitoefening van het ambt, die een tekortkoming aan de beroepslichten uitmaakt of die van aard is de waardigheid van het ambt in het gedrang te brengen, is een tuchtvergreep en kan aanleiding geven tot het opleggen van een tuchtstraf.

HOOFDSTUK IV. — De tuchtstraffen

Art. 4. De lichte tuchtstraffen zijn :

- 1° de waarschuwing;
- 2° de blaam;
- 3° de inhouding van wedde;
- 4° de schorsing bij tuchtmaatregel van ten hoogste vijftien dagen.

Art. 5. De zware tuchtstraffen zijn :

- 1° de schorsing bij tuchtmaatregel van meer dan vijftien dagen;
- 2° de terugzetting in weddeschaal;
- 3° de terugzetting in graad;
- 4° het ontslag van ambtswege;
- 5° de afzetting.

Art. 6. De Koning bepaalt de nadere regels inzake de uitvoering van de tuchtstraffen.

Art. 7. Wanneer aan een personeelslid meer dan één tuchtvergreep wordt toegerekend, kan tegen dat personeelslid slechts één tuchtprocedure worden aangespannen die slechts aanleiding kan geven tot één enkele tuchtstraf.

Wanneer aan het personeelslid in de loop van een tuchtprocedure een nieuw tuchtvergreep wordt toegerekend, wordt wegens dat tuchtvergreep een nieuwe tuchtprocedure aangespannen, zonder dat de lopende procedure daardoor gestuit wordt.

In geval van samenhang wordt het nieuwe tuchtvergreep evenwel behandeld tijdens de lopende procedure.

Art. 8. De personeelsleden die, in ernstige en dringende omstandigheden in het raam van de voorbereiding of de uitvoering van een opdracht van bestuurlijke of van gerechtelijke politie, weigeren aan de bevelen van hun oversten te gehoorzamen of er zich met opzet van onthouden die uit te voeren, worden bestraft met een zware tuchtstraf. Een kennelijk onwettig bevel mag evenwel niet worden uitgevoerd.

Art. 9. De waarschuwing is de aanmaning die de tuchtverheid aan een personeelslid richt.

Art. 10. De blaam is de formele afkeuring die de tuchtverheid aan een personeelslid richt.

Art. 11. La retenue de traitement est appliquée durant au maximum deux mois et s'élève au moins à deux pour cent et au plus à dix pour cent du traitement mensuel brut, dû pour le mois durant lequel la sanction disciplinaire fut portée à la connaissance du membre du personnel.

L'application de cette sanction ne peut avoir, pour le membre du personnel en cause, aucune autre conséquence pécuniaire que celle fixée à l'alinéa 1^{er}.

Cette sanction disciplinaire peut préciser qu'elle est exécutée au moyen de prestations non rémunérées; deux pour cent correspondant à trois heures.

Art. 12. Si la suspension par mesure disciplinaire est prononcée comme sanction disciplinaire légère elle s'élève à une période d'un maximum de quinze jours. Si elle est prononcée comme sanction disciplinaire lourde elle s'élève au maximum à trois mois. Elle place l'intéressé en position de non-activité.

La suspension par mesure disciplinaire a, tant qu'elle dure, pour conséquence, une perte de traitement de vingt-cinq pour cent du traitement brut pour les quinze premiers jours de suspension et de quarante pour cent à partir du seizième jour. L'autorité garantit à l'intéressé un traitement net dont le montant est égal au minimum de moyens d'existence tel que fixé par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence. En cas de prestations à temps partiel ce montant est limité à concurrence de l'importance des prestations.

Art. 13. La rétrogradation dans l'échelle de traitement consiste en l'attribution à un membre du personnel d'une échelle de traitement qui est immédiatement inférieure à la sienne, avec maintien de son ancienneté. La rétrogradation a également pour effet que le membre du personnel conserve cette même échelle durant les deux années suivantes.

Si le membre du personnel à qui cette sanction est infligée, se trouve dans la première échelle de son grade au moment où la sanction est infligée, la rétrogradation, implique qu'il perd durant les deux années suivantes le droit au paiement des augmentations intercalaires et à l'augmentation d'échelle de traitement, tout en conservant son ancienneté.

La rétrogradation dans l'échelle de traitement prend effet à partir du premier du mois qui suit celui au cours duquel cette sanction est portée à la connaissance de l'intéressé.

Art. 14. La rétrogradation dans le grade consiste en l'attribution au membre du personnel du grade immédiatement inférieur au sien, avec maintien de son ancienneté.

Si le membre du personnel à qui cette sanction est infligée est revêtu du premier grade du cadre le plus bas, au moment où la sanction est appliquée, la rétrogradation implique une perte d'ancienneté de trois ans.

La rétrogradation prend effet à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel cette sanction est portée à la connaissance de l'intéressé. Elle implique que le membre du personnel ne peut être nommé à un grade supérieur pendant les cinq ans qui suivent.

Si l'intéressé est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire ou d'officier de police administrative et si ces deux qualités ou l'une d'entre elles ne sont pas attribuées aux titulaires du grade dans lequel l'intéressé est rétrogradé, la rétrogradation entraîne la perte de ces qualités. Si certains titulaires du grade dans lequel l'intéressé est rétrogradé sont revêtus de l'une ou l'autre de ces qualités, l'autorité disciplinaire décide si le membre du personnel concerné conserve cette qualité.

Art. 15. La démission d'office fait perdre la qualité de membre du personnel.

Art. 16. La révocation fait perdre à l'intéressé sa qualité de membre du personnel et constitue, en ce qui concerne les conséquences au plan de la pension, la sanction disciplinaire la plus lourde.

CHAPITRE V. — *La procédure disciplinaire*

Section 1^{re}. — Les autorités compétentes

Art. 17. Les autorités disciplinaires sont d'une part, les autorités disciplinaires ordinaires et d'autre part, les autorités disciplinaires supérieures.

L'autorité disciplinaire ordinaire inflige les sanctions disciplinaires légères. L'autorité disciplinaire supérieure peut infliger les sanctions disciplinaires légères et lourdes.

Art. 11. De inhouding van wedde wordt toegepast gedurende ten hoogste twee maanden en bedraagt ten minste twee percent en ten hoogste tien percent van de brutomaandwedde, verschuldigd voor de maand waarin de tuchtstraf ter kennis werd gebracht van het personeelslid.

De toepassing van deze straf mag voor het betrokken personeelslid geen andere geldelijke gevolgen hebben dan die welke in het eerste lid zijn bepaald.

Deze tuchtstraf kan bepalen dat zij wordt uitgevoerd door middel van onbezoldigde prestaties, waarbij twee percent overeenstemt met drie uren.

Art. 12. De schorsing bij tuchtmaatregel wordt, indien opgelegd als lichte tuchtstraf, uitgesproken voor ten hoogste vijftien dagen. Indien zij wordt opgelegd als zware tuchtstraf, bedraagt zij ten hoogste drie maanden. Zij plaatst betrokkene in de stand van non-activiteit.

De schorsing bij tuchtmaatregel heeft zolang zij duurt, een weddeverlies tot gevolg van vijftientig percent van de brutowedde gedurende de eerste vijftien dagen van de schorsing en van veertig percent vanaf de zestiende dag. De overheid garandeert aan de betrokkene een nettowedde gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum zoals dat wordt vastgelegd krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum. In geval van deeltijdse prestaties wordt dit bedrag evenredig met de omvang van de prestaties beperkt.

Art. 13. De terugzetting in weddeschaal bestaat in de toekenning aan een personeelslid van een weddeschaal die onmiddellijk lager is dan de zijne, met behoud van zijn anciënniteit. De terugzetting houdt tevens in dat het personeelslid gedurende de twee navolgende jaren diezelfde weddeschaal behoudt.

Bevindt het personeelslid aan wie deze tuchtstraf is opgelegd zich, op het ogenblik dat de straf wordt toegepast, in de eerste schaal van zijn graad, dan houdt de terugzetting in dat het, met behoud van zijn anciënniteit, gedurende de twee navolgende jaren het recht verliest op de uitbetaling van de tussentijdse verhogingen en op verhoging van weddeschaal.

De terugzetting in weddeschaal gaat in vanaf de eerste van de maand die volgt op die waarin deze tuchtstraf aan de betrokkene is ter kennis gebracht.

Art. 14. De terugzetting in graad bestaat in de toekenning aan het personeelslid van de graad die onmiddellijk lager is dan de zijne, met behoud van zijn anciënniteit.

Bekleedt het personeelslid aan wie deze tuchtstraf is opgelegd de aanvangsgraad van het laagste kader op het ogenblik dat de straf wordt toegepast, dan heeft de terugzetting in graad een verlies van anciënniteit van drie jaar tot gevolg.

De terugzetting gaat in vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin deze tuchtstraf aan de betrokkene ter kennis is gebracht. Zij houdt in dat het personeelslid gedurende de vijf navolgende jaren niet kan worden bevorderd tot een hogere graad.

Indien de betrokkene de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of van officier van bestuurlijke politie bezit en indien één of beide van die hoedanigheden niet zijn toegekend aan de titularissen van de graad waarin betrokkene is teruggezet, dan heeft de terugzetting in graad het verlies van deze hoedanigheden tot gevolg. Indien slechts sommige titularissen van de graad waarin betrokkene is teruggezet, bekleed zijn met de ene of de andere hoedanigheid, dan beslist de tuchtverheid of het betrokken personeelslid die hoedanigheden behoudt.

Art. 15. Het ontslag van ambtswege heeft het verlies van de hoedanigheid van personeelslid tot gevolg.

Art. 16. De afzetting heeft het verlies tot gevolg van de hoedanigheid van personeelslid en is, voor wat de gevolgen op pensioengebied betreft, de zwaarste tuchtstraf.

HOOFDSTUK V. — *De tuchtprocedure*

Afdeling 1. — De bevoegde overheden

Art. 17. De tuchtverheden zijn enerzijds de gewone tuchtverheden en anderzijds de hogere tuchtverheden.

De gewone tuchtverheid legt de lichte tuchtstraffen op. De hogere tuchtverheid kan de lichte en de zware tuchtstraffen opleggen.

Art. 18. Tant qu'il n'y a pas de prononcé par l'autorité disciplinaire ordinaire, l'autorité disciplinaire supérieure peut évoquer ou continuer une affaire.

Art. 19. L'autorité disciplinaire ordinaire est :

1° en ce qui concerne les membres du personnel de la police locale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : le chef de corps;

b) pour les membres du cadre des officiers, le chef de corps et les membres du personnel de niveau 1 : le bourgmestre ou, selon le cas, le collège de police;

2° en ce qui concerne les membres du personnel de la police fédérale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : le chef de service;

b) pour les membres du cadre des officiers et les membres du personnel de niveau 1 : le directeur général;

c) pour les directeurs généraux et le commissaire général : les ministres de l'Intérieur et de la Justice, agissant conjointement à cet effet;

3° en ce qui concerne les membres du personnel de l'inspection générale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : l'inspecteur général;

b) pour l'inspecteur général, les membres du cadre des officiers et les membres de niveau 1 : les ministres de l'Intérieur et de la Justice agissant conjointement à cet effet.

Art. 20. L'autorité disciplinaire supérieure est :

1° en ce qui concerne les membres du personnel de la police locale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen, pour les officiers non visés au b), et tous les membres du personnel du cadre administratif et logistique : le bourgmestre, ou selon le cas, le collège de police. Pour les officiers non visés au b), le bourgmestre ou le collège de police peut décider, à chaque stade de la procédure, de se dessaisir de l'affaire au profit du ministre de l'Intérieur;

b) pour les officiers supérieurs et le chef de corps : le ministre de l'Intérieur;

2° en ce qui concerne les membres de la police fédérale :

a) pour les membres des cadres de base et moyen et les membres du personnel d'un niveau autre que le niveau 1 : le directeur général;

b) pour les membres du cadre des officiers et les membres du personnel de niveau 1 : le ministre de l'Intérieur;

c) pour les directeurs généraux et le commissaire général : les ministres de l'Intérieur et de la Justice, agissant conjointement à cet effet;

3° en ce qui concerne les membres du personnel de l'inspection générale : les ministres de l'Intérieur et de la Justice, agissant conjointement à cet effet.

Art. 21. À l'exception des fonctionnaires de liaison visés à l'article 105, alinéa 4, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les sanctions disciplinaires légères sont prononcées, dans le cas où un fonctionnaire de police est détaché dans un autre corps ou service, par l'autorité disciplinaire du corps ou service, où le membre du personnel concerné est détaché. Les sanctions disciplinaires lourdes sont dans ce cas prononcées par l'autorité disciplinaire supérieure du service d'origine, à la demande du service où le membre du personnel concerné est détaché.

Art. 22. En cas de mutation ou de transfert d'un corps de police vers un autre corps de police ou d'un service vers un autre service, seule l'autorité disciplinaire du nouveau corps ou du nouveau service, selon le cas, est compétente pour entamer ou poursuivre une procédure disciplinaire.

Art. 23. Si le membre du personnel qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire était au moment des faits, membre de l'inspection générale, les autorités compétentes sont toujours les autorités disciplinaires visées à l'article 19, 3°, et 20, 3°.

Art. 18. Zolang er nog geen uitspraak van de gewone tuchtoverheid is, kan de hogere tuchtoverheid een zaak evoceren en voortzetten.

Art. 19. De gewone tuchtoverheid is :

1° wat de personeelsleden van de lokale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : de korpschef;

b) voor de leden van het officierskader, de korpschef en de personeelsleden van niveau 1 : de burgemeester of, naargelang van het geval, het politiecollege;

2° wat de personeelsleden van de federale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : het diensthoofd;

b) voor de leden van het officierskader en de personeelsleden van het niveau 1 : de directeur-generaal;

c) voor de directeurs-generaal en de commissaris-generaal : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend;

3° wat de personeelsleden van de algemene inspectie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : de inspecteur-generaal;

b) voor de inspecteur-generaal, de leden van het officierskader en de personeelsleden van niveau 1 : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend.

Art. 20. De hogere tuchtoverheid is :

1° wat de personeelsleden van de lokale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader, de officieren niet bedoeld onder b), en alle personeelsleden van het administratief en logistiek kader : de burgemeester of naargelang van het geval, het politiecollege. Voor de officieren niet bedoeld onder b), kan de burgemeester of het politiecollege op elk ogenblik van de procedure beslissen de zaak voor bevoegdheid over te dragen aan de minister van Binnenlandse Zaken;

b) voor de hogere officieren en de korpschef : de minister van Binnenlandse Zaken;

2° wat de personeelsleden van de federale politie betreft :

a) voor de leden van het basis- en middenkader en de personeelsleden van een ander niveau dan het niveau 1 : de directeur-generaal;

b) voor de leden van het officierskader en de personeelsleden van niveau 1 : de minister van Binnenlandse Zaken;

c) voor de directeurs-generaal en de commissaris-generaal : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend;

3° wat de personeelsleden van de algemene inspectie betreft : de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, daartoe gezamenlijk optredend.

Art. 21. Met uitzondering van de verbindingsambtenaren bedoeld in artikel 105, vierde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, worden in geval dat een politieambtenaar bij een ander korps of dienst is gedetacheerd, de lichte tuchtstraffen opgelegd door de tuchtoverheden van het korps of de dienst waarbij het betrokken personeelslid is gedetacheerd. De zware tuchtstraffen worden in dat geval opgelegd door de hogere tuchtoverheid van de dienst van oorsprong, op vraag van de dienst waarbij het betrokken personeelslid is gedetacheerd.

Art. 22. In geval van mutatie of overgang van het ene korps naar het andere of van de ene dienst naar de andere, is enkel de tuchtoverheid van, naargelang van het geval, het nieuwe korps of de nieuwe dienst bevoegd om een tuchtprocedure aan te spannen of voort te zetten.

Art. 23. Indien het personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van een tuchtprocedure, op het ogenblik van de feiten lid was van de algemene inspectie, zijn de bevoegde overheden steeds de in artikel 19, 3°, en 20, 3°, bedoelde tuchtoverheden.

Art. 24. Dans les cas suivants, l'avis conforme du ministre de la Justice est requis pour une sanction de rétrogradation dans le grade, de démission d'office et de révocation et son avis pour les autres sanctions disciplinaires lourdes :

1° lorsque les faits ont été commis par des membres de la direction générale de la police judiciaire ou d'un service judiciaire déconcentré, dans le cas où le ministre de l'Intérieur est la seule autorité disciplinaire supérieure;

2° lorsque les faits concernent directement l'exécution d'une mission autre qu'une mission de police judiciaire et qui relève de la responsabilité du ministre de la Justice;

3° lorsqu'il s'agit de sanctionner un membre du personnel chargé de la gestion de la banque de données visée à l'article 44/4 de la loi sur la fonction de police.

Lorsque les faits commis concernent directement l'exécution d'une mission de police judiciaire, une sanction disciplinaire lourde ne peut être infligée qu'après l'avis du procureur du Roi, dont le membre du personnel de la police locale ou du service déconcentré au niveau de l'arrondissement relève territorialement est requis. Pour les autres membres du personnel de la police fédérale, l'avis du procureur fédéral ou de son délégué est requis.

Les avis mentionnés aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être motivés et sont rendus dans un délai de vingt jours à compter du jour qui suit celui de l'envoi de la proposition de sanction et avant que le conseil de discipline se prononce. Passé ce délai, l'autorité concernée est réputée ne pas désirer formuler d'avis complémentaire.

Section 2. — La procédure

Sous-section 1re. — Dispositions communes

Art. 25. Tout membre du personnel est tenu de collaborer loyalement aux enquêtes disciplinaires, même s'il en fait l'objet. En vue de la constatation des éventuelles transgressions disciplinaires, il fournit sa collaboration aux actes d'enquête disciplinaire, répond précisément aux questions qui lui sont posées et remet dans ce cadre les pièces qu'il a en sa possession. Il se soumet le cas échéant à un test d'haleine. En sa présence ou celle de son représentant et celle d'un tiers, les autorités disciplinaires ou leurs délégués peuvent fouiller dans les véhicules et effets personnels de l'intéressé qui se trouvent sur le lieu de travail lorsqu'il existe des indications concrètes d'une transgression disciplinaire à charge d'un ou plusieurs membres du personnel.

Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test d'haleine.

Art. 26. Lorsqu'une autorité disciplinaire est informée par les autorités visées au deuxième alinéa, de faits qui peuvent constituer une transgression disciplinaire, elle doit examiner si ces faits sont susceptibles d'entraîner une procédure disciplinaire et informer ces autorités des suites données à leur information.

Les autorités mentionnées à l'alinéa précédent sont :

1° le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice;

2° le gouverneur de province et le bourgmestre;

3° le procureur fédéral et le procureur général compétent, le procureur du Roi ou le juge d'instruction;

4° le président du comité permanent de contrôle des services de police;

5° l'inspecteur général des services de police;

6° chaque supérieur hiérarchique ou fonctionnel de l'autorité disciplinaire;

7° chaque supérieur hiérarchique ou fonctionnel du membre du personnel détaché.

Lorsque les autorités visées à l'alinéa 2 sont informées par l'autorité disciplinaire ordinaire que celle-ci estime que les faits ne sont pas susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elles peuvent porter l'affaire devant l'autorité disciplinaire supérieure qui se conforme alors aux dispositions de l'alinéa 1^{er}.

Art. 27. Si l'autorité disciplinaire ou le conseil de discipline estime qu'il y a des motifs sérieux pour ne pas confier à l'autorité hiérarchique une enquête ou la rédaction d'un rapport introductif, entre autres dans le cadre des procédures visées à l'article 26, 32, 38 et 49, alinéa 3, il peut faire appel à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

Art. 24. In de volgende gevallen is het eensluidend advies van de minister van Justitie vereist voor een straf van terugzetting in graad, ontslag van ambtswege en afzetting en zijn advies voor de overige zware tuchtstraffen :

1° wanneer feiten werden gepleegd door leden van de algemene directie van de gerechtelijke politie of van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, waarvoor de minister van Binnenlandse Zaken de enige hogere tuchtoverheid is;

2° wanneer feiten werden gepleegd die rechtstreeks betrekking hebben op de uitvoering van een andere opdracht dan een opdracht van gerechtelijke politie en die tot de verantwoordelijkheid van de minister van Justitie behoort;

3° wanneer het de bestraffing betreft van een personeelslid belast met het beheer van de gegevensbank bedoeld in artikel 44/4 van de wet op het politieambt.

Wanneer feiten werden gepleegd die rechtstreeks betrekking hebben op de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie kan een zware tuchtstraf slechts worden opgelegd na het advies van de procureur des Konings tot wiens ambtsgebied de lokale politie of de op arrondissementeel niveau gedeconcentreerde dienst van de federale politie waarvan het betrokken personeelslid deel uitmaakt, behoort. Voor de overige personeelsleden van de federale politie is het advies van de federale procureur of zijn gemachtigde vereist.

De in het eerste en tweede lid bedoelde adviezen moeten gemotiveerd zijn en worden verleend binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag waarop het voorstel tot straf wordt toegestuurd en vooraleer de tuchtraad zich uitsprekt. Eens die termijn verstreken is, wordt de betrokken overheid geacht geen aanvullend advies te willen verstrekken.

Afdeling 2. — De procedure

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 25. Elk personeelslid is ertoe gehouden lokaal mee te werken aan de tuchtonderzoeken, zelfs indien hij er het voorwerp van uitmaakt. Met het oog op het vaststellen van eventuele tuchtvergrijpen verleent hij zijn medewerking aan de tuchtrechtelijke onderzoeksdaden, antwoordt hij nauwgezet op de gestelde vragen en overhandigt hij in dat raam de stukken die hij in zijn bezit heeft. Hij onderwerpt zich in voorkomend geval aan een ademproef. In zijn aanwezigheid of die van zijn vertegenwoordiger en die van een derde, kunnen de tucht-overheden of hun afgevaardigden, wanneer er concrete aanwijzingen van een tuchtinbreuk bestaan ten laste van één of meerdere personeelsleden, de persoonlijke voertuigen en voorwerpen van betrokkene die zich op de werkplaats bevinden, doorzoeken.

De Koning bepaalt de nadere regels van de uitvoering van de ademtest.

Art. 26. Wanneer een tuchtoverheid door de in het tweede lid bedoelde overheden in kennis wordt gesteld van feiten die mogelijks een tuchtvergrijp uitmaken, dan is zij verplicht te onderzoeken of die feiten aanleiding dienen te geven tot het aanspannen van een tuchtprocedure en die overheden in te lichten omtrent het aan hun informatie gegeven gevolg.

De in het vorige lid bedoelde overheden zijn :

1° de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie;

2° de provinciegouverneur en de burgemeester;

3° de federale procureur en de bevoegde procureur-generaal, procureur des Konings of onderzoeksrechter;

4° de voorzitter van het vast comité van toezicht op de politiediensten;

5° de inspecteur-generaal van de politiediensten;

6° elke hiërarchische of functionele overste van de tuchtoverheid;

7° elke hiërarchische of functionele overste van een gedetacheerd personeelslid.

Indien de overheden bedoeld in het tweede lid er door de gewone tuchtoverheid van op de hoogte worden gebracht dat deze meent dat de feiten niet van aard zijn om tot een tuchtstraf te leiden, dan kunnen zij de zaak voor de hogere tuchtoverheid brengen die zich dan richt naar de bepalingen van het eerste lid.

Art. 27. Indien de tuchtoverheid of de tuchtraad van oordeel is dat er ernstige redenen zijn om een onderzoek of het opstellen van een inleidend verslag, onder andere in het raam van de procedures bedoeld in de artikelen 26, 32, 38 en 49, derde lid, niet toe te vertrouwen aan de hiërarchische overheid, kan zij daarvoor een beroep doen op de algemene inspectie van de federale en lokale politie.

Art. 28. Les autorités disciplinaires ainsi que les présidents, les assesseurs et le secrétaire du conseil de discipline et leurs suppléants ne peuvent notamment pas divulguer les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Art. 29. À chaque phase de la procédure, le membre du personnel concerné peut, au choix, se faire assister ou représenter par un avocat, un membre du personnel ou un membre d'une organisation syndicale agréée.

L'autorité disciplinaire ou, selon le cas, le conseil de discipline, peut toutefois ordonner la comparution personnelle de l'intéressé.

Art. 30. Lorsqu'une sanction disciplinaire est prononcée par le collège de police, les membres qui n'étaient pas en permanence présents durant l'ensemble des auditions, ne peuvent participer aux délibérations et au vote sur la sanction disciplinaire à prononcer.

Art. 31. Lorsqu'une transgression disciplinaire est mise à charge de membres du personnel qui sont chargés de la gestion de la banque de données prévue à l'article 44/4 de la loi sur la fonction de police, une procédure disciplinaire ne peut être entamée qu'avec l'autorisation du ministre compétent et après avis préalable de l'organe de contrôle prévu à l'article 44/7 de la même loi.

Sous-section 2

La procédure devant l'autorité disciplinaire ordinaire

Art. 32. L'autorité disciplinaire ordinaire qui constate ou acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer une transgression disciplinaire rédige, après avoir éventuellement ordonné une enquête, un rapport introductif.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire estime que les faits ne sont pas susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elle en fait le constat. Cette décision est motivée formellement et est portée à la connaissance de l'intéressé par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire estime que les faits sont susceptibles d'être punis par une sanction disciplinaire légère, elle entame une procédure disciplinaire.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire estime que les faits sont susceptibles d'être punis d'une sanction disciplinaire lourde, elle envoie le rapport introductif ainsi que toutes les pièces du dossier à l'autorité disciplinaire supérieure. Elle lui fait part, en même temps, des raisons pour lesquelles elle estime que les faits sont susceptibles d'être punis d'une sanction disciplinaire lourde.

Art. 33. L'autorité disciplinaire ordinaire qui estime que les faits sont susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire légère, porte le rapport introductif à la connaissance de l'intéressé, soit par remise dudit rapport contre accusé de réception, soit par envoi recommandé à la poste.

Le rapport introductif mentionne :

- 1° l'ensemble des faits mis à charge;
- 2° le fait qu'un dossier disciplinaire est constitué, qu'une sanction disciplinaire légère est envisagée et quelle sanction l'autorité disciplinaire envisage;
- 3° le droit pour l'intéressé de se faire représenter ou assister par un défenseur de son choix;
- 4° l'endroit et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté;
- 5° le droit pour l'intéressé de demander l'audition de témoins ou de déposer des pièces;
- 6° qu'un mémoire peut être déposé.

Art. 34. A sa demande le membre du personnel reçoit une copie gratuite du dossier disciplinaire.

Art. 35. Le membre du personnel concerné ou son défenseur introduit son mémoire dans les trente jours à compter du jour qui suit celui de la réception du rapport introductif. Passé ce délai, le membre du personnel est censé ne pas vouloir constituer de mémoire.

Art. 36. L'autorité disciplinaire ordinaire peut recueillir en tout temps, d'initiative ou sur demande du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les dépositions de témoins qu'elle estime nécessaires.

Les dépositions de témoins recueillies après consultation du dossier disciplinaire par le membre du personnel concerné lui sont communiquées. Il dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de ces dépositions, pour déposer, s'il échet, un mémoire complémentaire.

Art. 28. De tuchtoverheden alsmede de voorzitters, de bijzitters en de secretaris van de tuchtraad en hun plaatsvervangers mogen onder meer geen ruchtbaarheid geven aan de feiten en documenten waarvan zij in die hoedanigheid kennis hebben gekregen.

Art. 29. In elke stand van de procedure mag het betrokken personeelslid zich naar keuze laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een personeelslid of een lid van een erkende vakorganisatie.

De tuchtoverheid of, naargelang van het geval, de tuchtraad, kan evenwel de persoonlijke verschijning bevelen.

Art. 30. Indien een tuchtstraf opgelegd wordt door het politiecollege, mogen de leden ervan die niet permanent tijdens het geheel van de hoorzittingen aanwezig waren, niet deelnemen aan de beraadslaging noch aan de stemming over de op te leggen tuchtstraf.

Art. 31. Wanneer een tuchtvergrijp ten laste wordt gelegd van personeelsleden die belast zijn met het beheer van de gegevensbank bedoeld in artikel 44/4 van de wet op het politieambt, kan een tuchtprocedure slechts worden aangespannen met instemming van de bevoegde minister en na voorafgaand advies van het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7 van dezelfde wet.

Onderafdeling 2

De procedure voor de gewone tuchtoverheid

Art. 32. De gewone tuchtoverheid die feiten die mogelijk een tuchtvergrijp uitmaken, vaststelt of er kennis van krijgt, stelt een inleidend verslag op na eventueel een onderzoek te hebben bevolen.

Oordeelt de gewone tuchtoverheid dat de feiten niet moeten leiden tot een tuchtstraf, dan stelt zij dat vast. Die beslissing wordt formeel gemotiveerd en wordt ter kennis gebracht van de betrokkene door betekening tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief.

Oordeelt de gewone tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking kunnen komen voor een lichte tuchtstraf, dan leidt zij een tuchtprocedure in.

Oordeelt de gewone tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking komen voor een zware tuchtstraf, dan verzendt zij het inleidend verslag met alle stukken van het dossier naar de hogere tuchtoverheid. Tegelijkertijd deelt ze haar de redenen mee waarom zij meent dat de feiten van aard zijn om te worden gestraft met een zware tuchtsanctie.

Art. 33. De gewone tuchtoverheid die oordeelt dat de feiten in aanmerking komen voor een lichte tuchtstraf, brengt het inleidend verslag ter kennis van betrokkene, hetzij door afgifte ervan tegen ontvangstbewijs, hetzij bij een ter post aangetekende brief.

Het inleidend verslag vermeldt :

- 1° al de ten laste gelegde feiten;
- 2° het feit dat een tuchtdossier is aangelegd, dat een lichte tuchtstraf wordt overwogen en welke straf de tuchtoverheid voornemens is op te leggen;
- 3° het recht van de betrokkene om zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een verdediger van zijn keuze;
- 4° de plaats waar en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden ingezien;
- 5° het recht van de betrokkene om het horen van getuigen te vragen of stukken in te dienen;
- 6° dat een verweerschrift kan worden neergelegd.

Art. 34. Op zijn verzoek ontvangt het personeelslid een kosteloze kopie van het tuchtdossier.

Art. 35. Het betrokken personeelslid of zijn verdediger dient zijn verweer in binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de dag die volgt op die van de ontvangst van het inleidend verslag. Eens die termijn verstreken is, wordt het personeelslid geacht geen verweer te willen voeren.

Art. 36. De gewone tuchtoverheid kan te allen tijde, uit eigen beweging of op verzoek van het betrokken personeelslid of van zijn verdediger, de getuigenverklaringen akteren welke zij nodig acht.

De getuigenverklaringen ingewonnen na raadpleging van het tuchtdossier door het betrokken personeelslid, worden aan hem overgezonden. Hij beschikt over een termijn van vijf werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die verklaringen, om, in voorkomend geval, een aanvullend verweerschrift in te dienen.

Art. 37. Sur la base du dossier complet et du mémoire, l'autorité disciplinaire ordinaire communique par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, la décision au membre du personnel concerné. Sans préjudice de l'alinéa 2, la décision peut être soit, qu'elle a décidé de ne pas prononcer de sanction disciplinaire, soit qu'elle a décidé de saisir l'autorité disciplinaire supérieure, soit qu'elle a décidé de prononcer une des sanctions disciplinaires légères. La décision est communiquée au membre du personnel concerné, au plus tard quinze jours après l'écoulement du délai de trente jours visé à l'article 35.

Si l'autorité disciplinaire ordinaire envisage de prononcer la suspension disciplinaire, elle communique cette intention dans le même délai à l'intéressé et à l'autorité disciplinaire supérieure. Celle-ci peut décider, dans les trois jours ouvrables de la communication de l'intention de l'autorité disciplinaire ordinaire, d'évoquer l'affaire. A défaut d'avoir pris cette décision et de l'avoir portée à la connaissance de l'intéressé, et de l'autorité disciplinaire ordinaire dans le délai de trois jours ouvrables précité, la proposition de l'autorité disciplinaire ordinaire est considérée comme une décision définitive.

Lorsqu'aucune décision n'est prise dans le délai de quinze jours visé à l'alinéa premier, l'autorité disciplinaire ordinaire est considérée comme renonçant aux poursuites pour les faits qui étaient reprochés à l'intéressé.

Les décisions de l'autorité disciplinaire ordinaire visées à l'alinéa premier sont motivées formellement et immédiatement portées à la connaissance de l'autorité disciplinaire supérieure.

Sous-section 3

La procédure devant l'autorité disciplinaire supérieure

Art. 38. L'autorité disciplinaire supérieure qui constate ou qui acquiert connaissance de faits qui sont susceptibles de constituer une transgression disciplinaire, ou qui évoque une affaire, rédige un rapport introductif après avoir éventuellement fait procéder à une enquête. Lorsque l'autorité disciplinaire supérieure se saisit directement des faits ou évoque l'affaire, elle en informe l'autorité disciplinaire ordinaire. Cette information emporte dessaisissement de l'autorité disciplinaire ordinaire.

Si un rapport introductif lui a déjà été transmis, elle entame éventuellement une enquête complémentaire et complète si nécessaire le rapport introductif.

Si l'autorité disciplinaire supérieure estime que les faits ne sont pas susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire, elle le constate. Cette décision est formellement motivée et est portée à la connaissance de l'intéressé.

Si l'autorité disciplinaire supérieure estime que les faits peuvent entraîner une sanction disciplinaire légère, elle-même ou son délégué, agit comme l'autorité disciplinaire ordinaire, dans la mesure où cela est encore nécessaire.

Si l'autorité disciplinaire supérieure estime que les faits peuvent entraîner une sanction disciplinaire lourde, elle saisit le conseil de discipline par l'envoi du rapport introductif et du dossier et recueille en même temps l'avis des autorités visées à l'article 24.

Sous. — section 4. — La procédure devant le conseil de discipline

Art. 39. Le conseil de discipline est un organe permanent à l'échelon national comportant une ou plusieurs chambres francophones, une ou plusieurs chambres néerlandophones et une chambre germanophone. Les frais de fonctionnement du conseil de discipline sont à charge du ministre de l'Intérieur.

Art. 40. Chaque chambre compte trois membres :

1° un président, magistrat assis d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance;

2° deux assesseurs dont l'un est membre de la police fédérale et l'autre est membre de la police locale. Si le comparant est membre du cadre administratif et logistique, l'un des deux assesseurs est remplacé par un membre de ce cadre.

Le magistrat et les assesseurs ont en outre chacun un suppléant qui satisfait aux conditions respectives des membres effectifs.

Un secrétaire désigné par le ministre de l'Intérieur assiste chaque chambre.

Si le nombre d'affaires introduites l'exige, le Roi peut, sur proposition du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice, constituer des chambres supplémentaires.

Art. 37. Op grond van het volledige dossier en het verweer, deelt de gewone tuchtoverheid, bij afgifte tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief, aan het betrokken personeelslid de uitspraak mee. Onverminderd het tweede lid, kan de uitspraak ofwel zijn dat zij beslist heeft geen tuchtstraf op te leggen, ofwel dat zij beslist heeft de zaak aanhangig te maken bij de hogere tuchtoverheid, ofwel dat zij beslist heeft één van de lichte tuchtstraffen op te leggen. De uitspraak wordt uiterlijk vijftien dagen na het einde van de in artikel 35 bedoelde termijn van dertig dagen, meegedeeld aan het betrokken personeelslid.

Indien de gewone tuchtoverheid beoogt om de schorsing bij tuchtmaatregel op te leggen deelt zij deze intentie mede aan de betrokkene en aan de hogere tuchtoverheid binnen dezelfde termijn. Deze laatste kan, binnen de drie werkdagen volgend op de mededeling van de intentie van de gewone tuchtoverheid, de zaak evoceren. Bij gebrek aan een dergelijke beslissing en het ter kennis brengen ervan aan betrokkene en aan de gewone tuchtoverheid binnen de voormelde termijn van drie werkdagen, wordt het voorstel van de gewone tuchtoverheid geacht een definitieve beslissing te zijn.

Indien geen uitspraak wordt gedaan binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van vijftien dagen, dan wordt de gewone tuchtoverheid geacht af te zien van vervolging voor de feiten die de betrokkene ten laste worden gelegd.

De in het eerste lid bedoelde beslissingen van de gewone tuchtoverheid worden formeel gemotiveerd en onverwijld schriftelijk ter kennis gebracht van de hogere tuchtoverheid.

Onderafdeling 3

De procedure voor de hogere tuchtoverheid

Art. 38. De hogere tuchtoverheid die feiten die mogelijk een tuchtvergrijp uitmaken, vaststelt of er kennis van krijgt, of die een zaak evocert, stelt een inleidend verslag op na eventueel een onderzoek te hebben bevolen. Wanneer de hogere tuchtoverheid zich rechtstreeks belast met de feiten of de zaak evocert, stelt zij de gewone tuchtoverheid daarvan in kennis. Deze kennisgeving brengt onttrekking van de zaak mee voor de gewone tuchtoverheid.

Werd haar reeds een inleidend verslag toegestuurd, dan stelt zij eventueel een bijkomend onderzoek in en vult zij het inleidend verslag zodanig aan.

Ordeelt de hogere tuchtoverheid dat de feiten niet moeten leiden tot een tuchtstraf, dan stelt zij dat vast. Die beslissing wordt formeel gemotiveerd en wordt ter kennis gebracht van de betrokkene.

Ordeelt de hogere tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking komen voor een lichte tuchtstraf, dan handelt zij of haar afgevaardigde, voor zover als nog nodig zoals de gewone tuchtoverheid.

Ordeelt de hogere tuchtoverheid dat de feiten in aanmerking komen voor een zware tuchtstraf, dan maakt zij de zaak aanhangig bij de tuchtraad door de toezending van het inleidend verslag en het dossier en wint zij terzelfder tijd de adviezen in van de overheden bedoeld in artikel 24.

Onderafdeling 4. — De procedure voor de tuchtraad

Art. 39. De tuchtraad is een permanent orgaan op nationaal niveau met één of meer Nederlandstalige kamers, één of meer Franstalige kamers en één Duitstalige kamer. De werkingskosten van de tuchtraad komen ten laste van de minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 40. Elke kamer bestaat uit drie leden :

1° een voorzitter, zittende magistraat van een hof van beroep of van een rechtbank van eerste aanleg;

2° twee bijzitters waarvan één lid is van de federale politie en de andere lid is van de lokale politie. Indien de comparant lid is van het administratief en logistiek kader, wordt één van de bijzitters vervangen door een lid van dat kader.

De magistraat en de bijzitters hebben bovendien elk een plaatsvervanger die voldoet aan de respectievelijke voorwaarden van de werkende leden.

Een secretaris, aangewezen door de minister van Binnenlandse Zaken, staat elke kamer bij.

De Koning kan, op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie, indien het aantal ingediende zaken dit vereist, aanvullende kamers samenstellen.

Art. 41. Les magistrats effectifs et suppléants sont nommés par le Roi sur présentation du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice. Leur mandat est de cinq ans et est renouvelable.

Les assesseurs et leurs suppléants sont désignés par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur agissant conjointement à cet effet, parmi les membres du personnel figurant sur une liste double présentée par le commissaire général en ce qui concerne les membres de la police fédérale et par la commission permanente de la police locale pour les membres de la police locale.

Les magistrats et les assesseurs qui ont été nommés en remplacement de présidents ou de membres décédés ou démissionnaires terminent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Sur présentation conjointe des ministres de l'Intérieur et de la Justice, le Roi désigne le président du conseil de discipline parmi les magistrats effectifs. Il est particulièrement chargé de veiller à l'unité de jurisprudence.

Art. 42. Les magistrats effectifs de la chambre francophone et de la chambre néerlandophone du conseil de discipline exercent leur fonction à temps plein.

Pendant la durée de leur mandat, ils ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle. Le ministre de la Justice peut accorder des dérogations à cette incompatibilité à condition qu'elles n'empêchent pas les intéressés d'accomplir convenablement leur mission.

Ils reçoivent une rémunération égale au traitement dont ils bénéficient comme magistrat au moment de leur nomination conformément à l'article 41, ainsi que les augmentations et avantages y afférents.

Aux conditions fixées par le Roi, les magistrats de la chambre germanophone et les magistrats suppléants de toutes les chambres ont droit à des jetons de présence dont Il détermine le montant.

Les magistrats effectifs et suppléants bénéficient également d'indemnités pour frais de séjour et de transport aux conditions fixées par le Roi.

Art. 43. Le conseil de discipline siégeant en chambres réunies présidées par le président du conseil de discipline arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation aux ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Art. 44. La chambre francophone connaît de toutes les affaires qui doivent être traitées en français; la chambre néerlandophone de celles qui doivent être traitées en néerlandais et la chambre germanophone de celles qui doivent être traitées en allemand.

Art. 45. Le membre du personnel concerné est convoqué par le président de la chambre afin de comparaître devant le conseil de discipline au plus tard le soixantième jour qui suit la saisine de conseil de discipline par l'autorité disciplinaire supérieure conformément à l'article 38, alinéa 5. Une copie de la convocation adressée à l'inspection générale.

La convocation mentionne :

- 1° l'ensemble des faits visés dans le rapport introductif;
- 2° l'endroit, le jour et l'heure de l'audition, qui peut avoir lieu au plus tôt le trentième jour qui suit la notification de la convocation;
- 3° le droit pour l'intéressé de se faire représenter ou assister par un défenseur de son choix;
- 4° l'endroit et le délai dans lesquels le dossier disciplinaire peut être consulté;
- 5° le droit pour l'intéressé, jusqu'à la clôture de l'audition, de demander l'audition de témoins ou de déposer des pièces;
- 6° que, sauf cas de force majeure, la procédure devant le conseil de discipline est poursuivie, en l'absence de l'intéressé ou de son défenseur, et considérée comme ayant été menée contradictoirement.

Le rapport introductif est joint à la convocation.

A sa demande le membre du personnel reçoit une copie gratuite du dossier disciplinaire.

Art. 46. Au jour fixé dans la convocation, le membre du personnel se présente devant le conseil de discipline.

Lorsqu'un membre du personnel ne comparaît pas personnellement et que sa comparution personnelle n'est pas ordonnée, il peut se faire représenter et communiquer le nom de son défenseur à la chambre.

Art. 41. De werkende en de plaatsvervangende magistraten worden door de Koning benoemd op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie. Hun mandaat bedraagt vijf jaar en is hernieuwbaar.

De bijzitters en hun plaatsvervangers worden aangewezen door de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken, daartoe gezamenlijk optredend, onder de personeelsleden die voorkomen op een dubbele lijst die wordt voorgesteld door de commissaris-generaal, wat de leden van de federale politie betreft, en door de vaste commissie voor de lokale politie, wat de leden van de lokale politie betreft.

De magistraten en de bijzitters die werden benoemd ter vervanging van overleden of aftredende voorzitters of leden, voleindigen het mandaat van degenen die ze vervangen.

Onder de werkende magistraten wijst de Koning, op gezamenlijke voordracht van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, de voorzitter van de tuchtraad aan. Hij waakt in het bijzonder over de eenheid van rechtspraak.

Art. 42. De werkende magistraten van de Nederlandstalige en van de Franstalige kamer van de tuchtraad oefenen hun functie voltijds uit.

Tijdens de duur van hun mandaat mogen zij geen andere beroepsbezigheid uitoefenen. De minister van Justitie kan afwijkingen op die onverenigbaarheid toestaan op voorwaarde dat ze de betrokkenen niet beletten hun opdracht naar behoren te vervullen.

Zij ontvangen een bezoldiging die gelijk is aan de wedde met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen, die zij als magistraat genieten op het ogenblik van hun benoeming overeenkomstig artikel 41.

Onder de voorwaarden bepaald door de Koning hebben de magistraten van de Duitstalige kamer en de plaatsvervangende magistraten van alle kamers recht op presentiegelden waarvan Hij het bedrag vastlegt.

De werkende en plaatsvervangende magistraten genieten eveneens vergoedingen voor reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

Art. 43. De tuchtraad, zitting houdend in verenigde kamers die de voorzitter van de tuchtraad voorziet, stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie.

Art. 44. De Nederlandstalige kamer neemt kennis van alle zaken die in het Nederlands moeten worden behandeld; de Franstalige van die welke in het Frans moeten worden behandeld en de Duitstalige van die welke in het Duits moeten worden behandeld.

Art. 45. Het betrokken personeelslid wordt door de voorzitter van de kamer opgeroepen om voor de tuchtraad te verschijnen, uiterlijk op de zestigste dag nadat de hogere tuchtoverheid, overeenkomstig artikel 38, vijfde lid, de zaak bij de tuchtraad aanhangig heeft gemaakt. Een afschrift van de oproeping wordt aan de algemene inspectie verstuurd.

De oproeping vermeldt :

- 1° al de in het inleidend verslag vermelde feiten;
- 2° de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting, die ten vroegste de dertigste dag na de kennisgeving van de oproeping plaats kan hebben;
- 3° het recht van de betrokkene zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een verdediger van zijn keuze;
- 4° de plaats en de termijn waarbinnen het tuchtdossier kan worden ingezien;
- 5° het recht van de betrokkene om tot aan de afsluiting van het verhoor, het horen van getuigen te vragen en stukken in te dienen;
- 6° dat bij de afwezigheid van de betrokkene of zijn verdediger de procedure voor de tuchtraad, behoudens overmacht, wordt voortgezet en wordt geacht op tegenspraak te zijn gevoerd.

Het inleidend verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

Op zijn verzoek ontvangt het personeelslid een kosteloze kopie van het tuchtdossier.

Art. 46. Op de dag bepaald in de oproeping verschijnt het personeelslid voor de tuchtraad.

Wanneer het personeelslid niet persoonlijk verschijnt en zijn persoonlijke verschijning niet bevolen is, kan het zich laten vertegenwoordigen en de naam van zijn verdediger mededelen aan de kamer.

Sauf cas de force majeure, la procédure est poursuivie, en l'absence du membre du personnel ou de son défenseur, et considérée comme ayant été menée contradictoirement. Le conseil de discipline décide si l'absence pour cause de santé constitue un cas de force majeure.

Art. 47. Les séances sont publiques si le membre du personnel concerné ou son défenseur le requiert en début de procédure. Le président ne peut rejeter cette requête que dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs, la protection de la vie privée des parties ou des témoins ou la sécurité de personnes l'exigent ou, dans la mesure où le président l'estime strictement nécessaire, lorsque la publicité pourrait porter préjudice aux intérêts de la procédure disciplinaire.

Art. 48. Au début de la séance, l'autorité disciplinaire supérieure ou son délégué fait oralement rapport devant le conseil de discipline sur les faits reprochés au membre du personnel concerné. Elle donne aussi son avis concernant la qualification des faits en tant que transgressions disciplinaires et, le cas échéant, concernant la sanction à proposer, sauf si elle estime devoir le faire durant le déroulement ultérieur des débats devant le conseil de discipline.

Art. 49. La chambre prend, d'initiative ou à la requête du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les déclarations de témoins qu'elle estime nécessaires.

En tout cas, l'inspecteur général ou son délégué est entendu en sa qualité d'expert.

A chaque moment de la procédure, la chambre peut charger l'autorité disciplinaire supérieure ou son délégué d'entamer ou de faire entamer une enquête complémentaire.

De nouvelles pièces ou de nouveaux éléments peuvent être apportés jusqu'à la clôture des débats.

Art. 50. Le membre du personnel ou son défenseur sont entendus au cours des débats en leur défense. Ils peuvent en particulier répondre au point de vue de l'autorité disciplinaire supérieure ou de son délégué.

Art. 51. Le président clôt les débats et met l'affaire en délibéré.

Art. 52. Le conseil de discipline rend son avis motivé. Cet avis comporte :

1° l'exposé des faits et leur imputation au membre du personnel concerné;

2° la réponse à la question de savoir si les faits constituent une transgression disciplinaire au sens de l'article 3, s'ils sont considérés comme établis;

3° la sanction proposée.

Le conseil de discipline peut donner une autre qualification aux faits que celle donnée dans le rapport introductif, ainsi que proposer une autre sanction.

Art. 53. L'avis du conseil de discipline est notifié, dans les quinze jours de la clôture des débats, au membre du personnel concerné et à l'autorité disciplinaire supérieure. Si aucun avis n'est communiqué dans le délai prescrit, le président doit transmettre alors le dossier sans délai pour décision à l'autorité disciplinaire supérieure.

Art. 54. L'avis du conseil de discipline lie l'autorité disciplinaire supérieure en ce qui concerne l'exposé des faits et leur imputabilité au membre du personnel concerné. Si le conseil de discipline estime que les faits imputés au membre du personnel et considérés par lui comme établis, constituent une transgression disciplinaire au sens de l'article 3, cet avis lie l'autorité disciplinaire supérieure. Enfin, l'autorité disciplinaire supérieure ne peut infliger une sanction plus légère que celle proposée par le conseil de discipline.

Lorsque l'autorité disciplinaire supérieure envisage, dans les limites de l'alinéa 1^{er}, de s'écarter de l'avis, elle doit en indiquer les raisons et les porter, avec la sanction envisagée, à la connaissance de l'intéressé. Ce dernier peut remettre un mémoire dans les dix jours de la notification, à peine de déchéance.

Art. 55. L'autorité disciplinaire supérieure communique par envoi recommandé à la poste ou par notification avec accusé de réception, au membre du personnel concerné, sa décision dans un délai de trente jours après l'envoi de l'avis du conseil de discipline ou du dossier sans avis conformément à l'article 53, ou après qu'elle ait reçu le dernier mémoire écrit, conformément à l'article 54.

Behoudens overmacht, wordt bij afwezigheid van het personeelslid of zijn verdediger, de procedure voortgezet en wordt zij geacht op tegenspraak te zijn gevoerd. De tuchtraad oordeelt of de afwezigheid om gezondheidsredenen een geval van overmacht uitmaakt.

Art. 47. De zittingen zijn openbaar indien het betrokken personeelslid of zijn verdediger hierom verzoekt bij de aanvang van de procedure. De voorzitter kan dit verzoek enkel verwerpen in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen, de bescherming van het privé-leven van de partijen of van de getuigen of de veiligheid van personen dit eisen of, in de mate als door de voorzitter strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer de openbaarmaking de belangen van de tuchtprocedure zou schaden.

Art. 48. Bij de aanvang van de zitting brengt de hogere tuchtverheid of haar afgevaardigde voor de tuchtraad mondeling verslag uit over de feiten die het betrokken personeelslid ten laste worden gelegd. Zij geeft tevens haar standpunt omtrent de kwalificatie van die feiten als tuchtvergriep en, in voorkomend geval, omtrent de voor te stellen straf, tenzij zij meent dit te moeten doen tijdens het verdere verloop van de debatten voor de tuchtraad.

Art. 49. De kamer neemt, uit eigen beweging of op verzoek van het betrokken personeelslid of diens verdediger, de getuigenverklaringen op welke zij nuttig acht.

In ieder geval wordt de inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde in zijn hoedanigheid van deskundige, gehoord.

Op elk ogenblik van de procedure kan de kamer de hogere tuchtverheid of haar afgevaardigde gelasten een bijkomend onderzoek in te stellen of te doen instellen.

Tot het sluiten van de debatten kunnen nieuwe stukken of elementen worden aangebracht.

Art. 50. Het personeelslid of zijn verdediger worden in de loop van de debatten gehoord in hun verweer. Inzonderheid kunnen zij antwoorden op het standpunt van de hogere tuchtverheid of van diens afgevaardigde.

Art. 51. De voorzitter sluit de debatten en neemt de zaak in beraad.

Art. 52. De tuchtraad geeft zijn met redenen omkleed advies. Dit advies omvat :

1° de uiteenzetting van de feiten en de toerekening ervan aan het betrokken personeelslid;

2° het antwoord op de vraag of de feiten een tuchtvergriep in de zin van artikel 3 uitmaken voorzover zij bewezen worden geacht;

3° de voorgestelde straf.

De tuchtraad kan hierbij een andere kwalificatie van de feiten geven dan die welke in het inleidend verslag is opgenomen, alsook een andere straf voorstellen.

Art. 53. Het advies van de tuchtraad wordt binnen de vijftien dagen na het sluiten van de debatten ter kennis gebracht van het betrokken personeelslid en van de hogere tuchtverheid. Wordt geen advies meegedeeld binnen de voorgeschreven termijn, dan moet de voorzitter onverwijld het dossier voor beslissing doorsturen naar de hogere tuchtverheid.

Art. 54. Het advies van de tuchtraad bindt de hogere tuchtverheid wat de uiteenzetting van de feiten en de toerekening ervan aan het betrokken personeelslid betreft. Indien de tuchtraad oordeelt dat de aan het betrokken personeelslid ten laste gelegde en volgens haar bewezen feiten, een tuchtvergriep in de zin van artikel 3, uitmaken, dan bindt dit advies de hogere tuchtverheid. Ten slotte kan de hogere tuchtverheid geen lichtere straf opleggen dan die welke is voorgesteld door de tuchtraad.

Wanneer de hogere tuchtverheid binnen de perken van het eerste lid beoogt af te wijken van het advies, dan moet zij de redenen hiertoe aangeven en ze, samen met de voorgenomen straf, ter kennis brengen van de betrokkene. Deze kan een schriftelijk verweer indienen binnen de tien dagen na de kennisgeving, op straffe van verval.

Art. 55. De hogere tuchtverheid deelt, bij afgifte tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief, aan het betrokken personeelslid haar uitspraak mee binnen de dertig dagen nadat haar, overeenkomstig artikel 53, het advies van de tuchtraad of het dossier zonder advies werd toegestuurd, of nadat zij, overeenkomstig artikel 54, het laatste schriftelijk verweer heeft ontvangen.

Section 3. — Dispositions diverses

Art. 56. La notification du rapport introductif au membre du personnel doit avoir lieu dans les six mois qui suivent la prise de connaissance ou la constatation des faits par une autorité disciplinaire compétente. A défaut et sous réserve du second alinéa, aucune poursuite disciplinaire ne peut plus être intentée.

En cas d'information judiciaire ou de poursuites pénales pour les mêmes faits, ce délai commence à courir le jour où l'autorité disciplinaire est informée par l'autorité judiciaire, qu'une décision judiciaire définitive est prononcée ou que le dossier est classé sans suite ou l'action publique éteinte.

Art. 57. Les sanctions disciplinaires définitives portées à la connaissance de l'intéressé sont portées, sans délai, au feuillet des sanctions disciplinaires.

Sans préjudice de leur exécution, les sanctions disciplinaires visées à l'article 4, 1° et 2°, sont effacées d'office du feuillet des sanctions disciplinaires à l'issue d'une période de deux ans et les sanctions visées à l'article 4, 3° et 4°, à l'issue d'une période de trois ans, pour autant qu'aucune nouvelle sanction disciplinaire ne soit intervenue dans ce délai.

Sans préjudice de leur exécution, les sanctions disciplinaires lourdes sont effacées d'office du feuillet des sanctions disciplinaires à l'issue d'une période de cinq ans, pour autant qu'aucune nouvelle sanction disciplinaire ne soit intervenue dans ce délai.

Les délais fixés aux alinéas 2 et 3 courent à partir de la date à laquelle la sanction disciplinaire a été prononcé.

Art. 58. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

1° les règles détaillées de la procédure à suivre par les autorités visées dans la présente loi et par le conseil de discipline;

2° les chefs de service au sens de l'article 19, 2°, a);

3° les implications administratives de la préparation de la défense et de la comparution de l'intéressé et de son défenseur s'il est membre du personnel.

CHAPITRE VI. — *La suspension provisoire*

Art. 59. Sans préjudice d'autres mesures d'ordre qui peuvent notamment être prises à l'occasion d'une procédure disciplinaire, le bourgmestre ou, selon le cas, le collège de police peut suspendre provisoirement par mesure d'ordre le membre du personnel de la police locale qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire, d'une information judiciaire ou d'une poursuite pénale et dont la présence au sein de la police locale est incompatible avec l'intérêt du service.

Sans préjudice d'autres mesures d'ordre qui peuvent notamment être prises à l'occasion d'une procédure disciplinaire, le ministre de l'Intérieur peut suspendre provisoirement par mesure d'ordre le membre du personnel de la police fédérale qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire, ou d'une information judiciaire ou d'une poursuite pénale, et dont la présence au sein de la police fédérale est incompatible avec l'intérêt du service.

Art. 60. Si les faits concernent directement l'exécution des missions de police judiciaire ou d'une autre mission qui relève de la responsabilité du ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le bourgmestre ou le collège de police agit d'initiative ou à la demande du ministre de la Justice. La demande du ministre de la Justice au ministre de l'Intérieur est contraignante.

Si les faits qui se trouvent à la base de la suspension provisoire concernent directement l'exécution d'une mission de police judiciaire, l'autorité qui a prononcé la suspension informe le procureur du Roi territorialement compétent ou le procureur fédéral, selon la distinction établie à l'article 24, alinéa 2, de la suspension provisoire du membre du personnel.

L'avis conforme du ministre de la Justice est requis et sa demande est contraignante à l'égard de la suspension provisoire d'un membre du personnel de la direction générale de la police judiciaire, d'un service judiciaire déconcentré ou d'un membre du personnel chargé de la gestion de la banque de données visée à l'article 44/4 de la loi sur la fonction de police.

Art. 61. La suspension provisoire est prononcée pour une durée maximale de quatre mois.

La suspension provisoire peut être prolongée, selon le cas, par le ministre de l'Intérieur ou par le bourgmestre ou le collège de police sans que sa durée puisse excéder un an.

Afdeling 3. — Diverse bepalingen

Art. 56. De betekening van het inleidend verslag aan het personeelslid moet geschieden binnen zes maanden na de kennisneming of vaststelling van de feiten door een bevoegde tuchtoverheid. Bij ontstentenis en onder voorbehoud van het tweede lid, kan geen tuchtvordering meer worden ingesteld.

In het geval dat een opsporingsonderzoek loopt of de strafvervolging is ingesteld voor dezelfde feiten, begint die termijn te lopen de dag dat de tuchtoverheid door de gerechtelijke overheid ervan in kennis gesteld wordt dat er een gerechtelijke eindbeslissing werd genomen of dat het dossier geseponeerd is dan wel de strafvordering vervallen is.

Art. 57. De tuchtstraffen die ter kennis van de betrokkene werden gebracht, worden zonder verwijl op het blad der tuchtstraffen ingeschreven.

Onverminderd hun uitvoering, worden de tuchtstraffen bedoeld in artikel 4, 1° en 2°, na een termijn van twee jaar en de tuchtstraffen bedoeld in artikel 4, 3° en 4°, na een termijn van drie jaar, van ambtswege op het blad der tuchtstraffen uitgewist voor zover er binnen die termijn geen nieuwe tuchtstraf werd uitgesproken.

Onverminderd hun uitvoering worden de zware tuchtstraffen, na een termijn van vijf jaar van ambtswege op het blad der tuchtstraffen uitgewist voorzover er binnen die termijn geen nieuwe tuchtstraf werd uitgesproken.

De in het tweede en derde lid vastgestelde termijnen lopen vanaf de datum waarop de tuchtstraf wordt uitgesproken.

Art. 58. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit :

1° de gedetailleerde regels van de procedure te volgen door de overheden bedoeld in deze wet en door de tuchtraad;

2° de diensthooftden in de zin van artikel 19, 2°, a);

3° de administratieve implicaties van de voorbereiding van de verdediging en van de verschijning van betrokkene en van zijn verdediger wanneer hij personeelslid is.

HOOFDSTUK VI. — *De voorlopige schorsing*

Art. 59. Onverminderd andere ordemaatregelen die onder meer ter gelegenheid van een tuchtvordering kunnen getroffen worden, kan de burgemeester of, naar gelang van het geval, het politiecollege, het personeelslid van de lokale politie tegen wie een tuchtprocedure of een opsporingsonderzoek loopt of een strafvervolging werd ingesteld en wiens aanwezigheid bij de lokale politie onverenigbaar is met het belang van de dienst, bij ordemaatregel voorlopig schorsen.

Onverminderd andere ordemaatregelen die ondermeer ter gelegenheid van een tuchtvordering kunnen getroffen worden, kan de minister van Binnenlandse Zaken het personeelslid van de federale politie tegen wie een tuchtprocedure of een opsporingsonderzoek loopt of een strafvervolging werd ingesteld en wiens aanwezigheid bij de federale politie onverenigbaar is met het belang van de dienst, bij ordemaatregel voorlopig schorsen.

Art. 60. Hebben de feiten rechtstreeks betrekking op de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie of van een andere opdracht die tot de verantwoordelijkheid van de minister van Justitie behoort, dan handelt de minister van Binnenlandse Zaken of de burgemeester of het politiecollege uit eigen beweging of op verzoek van de minister van Justitie. Het verzoek van de minister van Justitie aan de minister van Binnenlandse Zaken is bindend.

Hebben de feiten die ten grondslag liggen aan de voorlopige schorsing rechtstreeks betrekking op de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie, dan licht de schorsende overheid de territoriaal bevoegde procureur des Konings of de federale procureur, naargelang het onderscheid gemaakt in artikel 24, tweede lid, in over de voorlopige schorsing van het personeelslid.

Voor de voorlopige schorsing van een personeelslid van de algemene directie van de gerechtelijke politie, van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst of van een personeelslid dat belast is met het beheer van de gegevensbank bedoeld in artikel 44/4 van de wet op het politieambt, is het eensluidend advies van de minister van Justitie vereist of is zijn verzoek bindend.

Art. 61. De voorlopige schorsing wordt uitgesproken voor ten hoogste vier maanden.

De voorlopige schorsing mag worden verlengd door, naar gelang van het geval, de minister van Binnenlandse Zaken of de burgemeester of het politiecollege zonder dat haar duur een jaar mag overschrijden.

Si une information judiciaire ou une poursuite pénale est en cours au sujet des faits qui motivent la suspension provisoire, celle-ci peut être prolongée pendant la durée de la procédure pénale par le ministre de l'Intérieur, le bourgmestre ou le collège de police sans que la suspension puisse toutefois s'étendre au-delà de quatre mois après qu'une décision judiciaire définitive ait été prononcée ou que le dossier soit classé sans suite ou l'action publique éteinte.

Le ministre de l'Intérieur associe le ministre de la Justice de la manière prévue à l'article 60.

Art. 62. Avant de pouvoir prononcer une suspension provisoire, les autorités visées à l'article 59, ou leur délégué, doivent entendre l'intéressé.

Art. 63. En cas d'urgence, l'autorité disciplinaire ordinaire du membre du personnel visé à l'article 59, premier alinéa, peut prendre la décision de suspension provisoire visée à cet alinéa. L'intéressé est entendu sans délai après le prononcé. Cette décision cesse de produire ses effets après dix jours, à moins qu'elle ne soit confirmée endéans ce délai par le bourgmestre ou le collège de police sur la base du dossier, en ce compris l'audition, qui est transmis par l'autorité disciplinaire ordinaire.

En cas d'urgence, l'autorité disciplinaire ordinaire du membre du personnel visé à l'article 59, deuxième alinéa, peut prendre la décision de suspension provisoire visée à cet alinéa. L'intéressé est entendu sans délai après le prononcé. Cette décision cesse de produire ses effets après dix jours, à moins qu'elle ne soit confirmée endéans ce délai par le ministre de l'Intérieur sur la base du dossier, en ce compris l'audition, qui est transmis par l'autorité disciplinaire ordinaire. Le ministre de l'Intérieur associe en la matière le ministre de la Justice de la manière prévue par l'article 60.

Art. 64. L'autorité qui prononce la suspension provisoire peut décider que celle-ci comportera retenue de traitement. La retenue de traitement ne peut excéder vingt-cinq pour cent du traitement brut. L'autorité garantit à l'intéressé un traitement net égal au montant de minimum de moyens d'existence tel que fixé en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyen d'existence. En cas de prestations à temps partiel ce montant est réduit proportionnellement à l'ampleur des prestations.

Art. 65. Si, à la suite d'une suspension provisoire, la sanction disciplinaire de l'avertissement ou du blâme est infligée, celle-ci entre en vigueur le jour où elle est prononcée; dans ce cas ainsi que lorsque aucune sanction disciplinaire n'est prononcée, la suspension provisoire est réputée rapportée et l'autorité rembourse le traitement éventuellement retenu à l'intéressé.

Si, à la suite d'une suspension provisoire, la sanction disciplinaire de la retenue de traitement, de la suspension par mesure disciplinaire, de la rétrogradation dans l'échelle de traitement ou dans le grade, de la démission d'office ou de la révocation est infligée, la sanction disciplinaire peut produire ses effets au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de la suspension provisoire; le montant de traitement éventuellement retenu pendant la suspension provisoire, est déduit du montant de la perte de traitement lié à la sanction disciplinaire; si le montant du traitement retenu est plus important que le montant de la perte de traitement lié à la sanction disciplinaire, l'autorité rembourse la différence à l'intéressé.

CHAPITRE VII. — Dispositions diverses, modificatives, abrogatoires, transitoires et finales

Section 1re. — Disposition diverse

Art. 66. Le commissaire général de la police fédérale exerce à l'égard des membres du personnel qui relèvent directement de lui les attributions visées aux articles 19, 2°, b) et 20, 2°, a).

Section 2. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 67. A l'article 126, § 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont apportées les modifications suivantes :

1° entre le premier et le deuxième alinéa un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

« Est puni des peines portées par l'alinéa précédent, celui qui, sciemment et volontairement, amène de quelque manière que ce soit, un membre du personnel de la police intégrée à qui l'ordre d'une des autorités visées au § 2 a été donné, à ne pas donner suite à cet ordre. »;

2° à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots « pour cette infraction » sont remplacés par les mots « pour les infractions visées aux alinéas 1 er et 2 ».

Wanneer echter een opsporingsonderzoek loopt of een strafvervolgning werd ingesteld wegens de feiten die de voorlopige schorsing motiveren, dan mag de schorsing tijdens de duur van de strafprocedure door de minister van Binnenlandse Zaken of de burgemeester of het politiecollege worden verlengd zonder dat zij de vier maanden mag overschrijden nadat er een gerechtelijke eindbeslissing werd genomen of nadat het dossier werd geseponeerd dan wel de strafvordering vervallen is.

De minister van Binnenlandse Zaken betreft hierbij de minister van Justitie op de wijze bepaald bij artikel 60.

Art. 62. Vooraleer de in artikel 59 bedoelde overheden een voorlopige schorsing kunnen uitspreken, dienen zij of hun gemachtigde betrokkene te horen.

Art. 63. In geval van dringende noodzakelijkheid kan de gewone tuchtoverheid van het in artikel 59, eerste lid, bedoelde personeelslid, de in dat lid bedoelde beslissing van voorlopige schorsing nemen. Betrokkene wordt onverwijld na de uitspraak gehoord. Die beslissing vervalt na tien dagen, tenzij zij door de burgemeester of het politiecollege binnen die termijn wordt bekrachtigd op grond van het dossier, met inbegrip van het verhoor, dat door de gewone tuchtoverheid wordt overgezonden.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de gewone tuchtoverheid van het in artikel 59, tweede lid, bedoelde personeelslid, de in dat lid bedoelde beslissing van voorlopige schorsing nemen. Betrokkene wordt onverwijld na de uitspraak gehoord. Die beslissing vervalt na tien dagen, tenzij zij door de minister van Binnenlandse Zaken binnen die termijn wordt bekrachtigd op grond van het dossier, met inbegrip van het verhoor, dat door de gewone tuchtoverheid wordt overgezonden. De minister van Binnenlandse Zaken betreft hierbij de minister van Justitie op de wijze bepaald bij artikel 60.

Art. 64. De overheid die de voorlopige schorsing uitspreekt, kan beslissen dat die schorsing een inhouding van wedde omvat. De inhouding van wedde mag ten hoogste vijftieng procent van de brutowedde bedragen. De overheid waarborgt aan de betrokkene een nettowedde gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum zoals dat wordt vastgesteld krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum. In geval van deeltijdse prestaties wordt dat bedrag evenredig met de omvang van de prestaties beperkt.

Art. 65. Indien, in aansluiting op een voorlopige schorsing, de tuchtstraf waarschuwing of blaam wordt opgelegd, dan gaat de tuchtstraf in op de dag dat ze uitgesproken wordt; in dat geval evenals wanneer geen enkele tuchtstraf wordt uitgesproken, wordt de voorlopige schorsing als ingetrokken beschouwd en de eventueel ingehouden wedde wordt door de overheid aan de betrokkene terugbetaald.

Indien in aansluiting op een voorlopige schorsing, de tuchtstraf inhouding van wedde, schorsing bij tuchtmaatregel, terugzetting in weddeschaal, terugzetting in graad, ontslag van ambtswege of afzetting opgelegd wordt, dan heeft de tuchtstraf uitwerking ten vroegste met ingang van de dag waarop de voorlopige schorsing is ingegaan; het bedrag van de tijdens de voorlopige schorsing eventueel ingehouden wedde wordt in mindering gebracht op het bedrag van het weddeverlies verbonden aan de tuchtstraf; indien het bedrag van de ingehouden wedde groter is dan het bedrag van het weddeverlies verbonden aan de tuchtstraf, wordt het verschil door de overheid aan de betrokkene terugbetaald.

HOOFDSTUK VII. — Diverse, wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Afdeling 1. — Diverse bepaling

Art. 66. De commissaris-generaal van de federale politie oefent, ten opzichte van de personeelsleden die rechtstreeks onder hem ressorteren, de bevoegdheden uit, bedoeld in de artikelen 19°, 2°, b) en 20°, 2°, a).

Afdeling 2. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 67. In artikel 126, § 3, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en tweede lid wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Met de straffen in het vorige lid bepaald wordt gestraft, hij die, wetens en willens, een personeelslid van de geïntegreerde politie tot wie het bevel van een in § 2 bedoelde overheid was gericht, er op enige wijze toe brengt geen gevolg te geven aan dat bevel. »;

2° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden « dit misdrijf » vervangen door de woorden « de in het eerste en tweede lid bedoelde misdrijven ».

Art. 68. Les modifications suivantes sont apportées dans la nouvelle loi communale :

1° à l'article 282, 3°, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « 153, 195 et 216, alinéa 1 er » sont remplacés par les mots « et 153 »;

2° à l'article 286, alinéa 3, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « au comptable spécial, au commissaire de police, au commissaire de police en chef, au commissaire de police-adjoint, au garde champêtre en chef, au garde champêtre unique, ni au commissaire de brigade » sont remplacés par les mots « et au comptable spécial »;

3° à l'article 287, § 1 er, alinéa 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « au comptable spécial ni au personnel de police » sont remplacés par les mots « et au comptable spécial »;

4° à l'article 288, alinéa 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, les mots « au comptable spécial, ni au personnel de police » sont remplacés par les mots « et au comptable spécial »;

5° le titre XIV, chapitre IV, section 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, constitué par les articles 289 à 297 inclus, est abrogé;

6° l'article 299, deuxième alinéa, inséré par la loi du 24 mai 1991, est abrogé;

7° l'article 305, § 2, inséré par la loi du 24 mai 1991, est remplacé par la disposition suivante : « Les membres du conseil communal ou du collège des bourgmestres et échevins qui n'étaient pas présents durant l'ensemble des séances, ne peuvent prendre part aux délibérations, ni participer aux votes sur la mesure disciplinaire à prononcer. »;

8° l'article 308, inséré par la loi du 24 mai 1991, est abrogé.

Art. 69. Dans la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, les dispositions suivantes sont abrogées :

1° le chapitre II du titre IV, modifié par les lois des 24 juillet 1992, 3 avril 1997, 16 juillet 1997, 10 février 1998 et 25 mars 1998;

2° l'article 29, modifié par la loi du 24 juillet 1992;

3° l'article 33 de la même loi, réintroduit par la loi du 9 décembre 1994 et modifié par la loi du 10 février 1998.

Art. 70. Le chapitre VII de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets est abrogé.

Section 3. — Dispositions transitoires

Art. 71. La présente loi est d'application aux membres du personnel visés à l'article 2 nonobstant le fait qu'ils ont, selon le cas, en vertu de l'article 236, deuxième alinéa, de l'article 242, deuxième alinéa, ou de l'article 243, troisième alinéa, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, choisi de rester soumis à leur ancienne situation juridique.

Si, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, tous les corps de police locale ne sont pas constitués, la présente loi est applicable à partir de la date précitée aux membres des corps de police communale, y compris les auxiliaires de police, ainsi qu'aux membres du corps administratif et logistique des corps de police locale qui en application de l'article 235 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui n'ont pas encore été transférés au cadre opérationnel ou administratif et logistique de la police locale. Dans ce cas, selon le cas, les compétences reconnues au chef de corps et au bourgmestre ou au collègue de police, sont exercées respectivement par le chef de corps ou le bourgmestre de la commune concernée ou respectivement par le chef de police et le(s) bourgmestre(s) visés dans l'article 249 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégrée, structuré à deux niveaux.

Art. 72. Les procédures pendantes lors de la mise en vigueur de la présente loi et portant sur des membres du personnel auxquels cette loi est applicable, sont menées à leur terme conformément aux dispositions applicables avant la mise en vigueur de la présente loi.

Art. 68. In de nieuwe gemeentewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 282, 3°, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden « 153, 195 en 216, eerste lid » vervangen door de woorden « en 153 »;

2° in artikel 286, derde lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden « , de bijzondere rekenplichtige, de commissaris van politie, de hoofdcommissaris van politie, de adjunct-commissaris van politie, de hoofdveldwachter, de enige veldwachter en de brigade-commissaris » vervangen door de woorden « en de bijzondere rekenplichtige »;

3° in artikel 287, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden, « de bijzondere rekenplichtige en het personeel van de politiediensten » vervangen door de woorden « en de bijzondere rekenplichtige »;

4° in artikel 288, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de woorden « de bijzondere rekenplichtige en het politiepersoneel » vervangen door de woorden « en de bijzondere rekenplichtige »;

5° titel XIV, hoofdstuk IV, afdeling 2, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, bestaande uit de artikelen 289 tot en met 297, wordt opgeheven;

6° artikel 299, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, wordt opgeheven;

7° artikel 305, § 2, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, wordt vervangen door volgende bepaling : « De leden van de gemeenteraad of van het college van burgemeester en schepenen die niet permanent tijdens het geheel van de hoorzittingen aanwezig waren, mogen niet deelnemen aan de beraadslagingen noch aan de stemming over de op te leggen tuchtmaatregel. »;

8° artikel 308, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, wordt opgeheven.

Art. 69. In de wet van 27 december 1973 houdende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, worden de volgende bepalingen opgeheven :

1° hoofdstuk II van titel IV, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1992, 3 april 1997, 16 juli 1997, 10 februari 1998 en 25 maart 1998;

2° artikel 29, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1992;

3° artikel 33, opnieuw ingevoerd bij de wet van 9 december 1994 en gewijzigd bij de wet van 10 februari 1998.

Art. 70. Hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

Art. 71. Deze wet is van toepassing op de in artikel 2 bedoelde personeelsleden ongeacht de vraag of zij, naar gelang van het geval, met toepassing van artikel 236, tweede lid, van artikel 242, tweede lid, of van artikel 243, derde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, beslist hebben onderworpen te blijven aan hun vroegere rechtspositie.

Indien op de datum van inwerkingtreding van deze wet niet alle lokale politiekorpsen zijn opgericht, is deze wet vanaf voormelde datum toepasselijk op de leden van de gemeentelijke politiekorpsen met inbegrip van de hulpagenten van politie alsook op de leden van het administratief en logistiek kader van de gemeentelijke politiekorpsen die met toepassing van artikel 235 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, nog niet zijn overgegaan naar het operationeel of het administratief en logistiek kader van de lokale politie. In dat geval worden, naar gelang van het geval, de bevoegdheden die deze wet toekent aan de korpschef en de burgemeester of het politiecollege uitgeoefend door respectievelijk de korpschef of de burgemeester van de betrokken gemeente of door respectievelijk de politiechef en de burgemeester(s) bedoeld in artikel 249 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Art. 72. De bij de inwerkingtreding van deze wet hangende procedures met betrekking tot de personeelsleden op wie deze wet van toepassing is, worden afgehandeld overeenkomstig de voor de inwerkingtreding van deze wet toepasselijke regels.

Art. 73. Par dérogation à l'article 41, alinéa 2, la première désignation de l'un des deux assesseurs de chaque chambre du conseil de discipline et de son suppléant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, vaut pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

Section 4. — Disposition finale

Art. 74. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui ne peut être postérieure au 1er janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session 1998-1999 :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1965/1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1965/2. — Amendements, n°s 1965/3 à 5. — Rapport, n° 1965/6. — Texte adopté par la commission, n° 1965/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1965/8.

Annales parlementaires : 24 et 25 mars 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1332/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1332/2.

Art. 73. In afwijking op artikel 41, tweede lid, geldt de eerste aanwijzing, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, van één van de twee bijzitters van elke kamer van de tuchtraad en van zijn vervanger voor een periode van drie jaar en is zij éénmaal hernieuwbaar.

Afdeling 4. — Slotbepaling

Art. 74. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Zitting 1998-1999 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 1965/1. — Advies van de Raad van State, nr. 1965/2. — Amendementen, nrs. 1965/3 tot 5. — Verslag, nr. 1965/6. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1965/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1965/8.

Parlementaire Handelingen : 24 en 25 maart 1999.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1332/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-1332/2.

F. 99 — 1824

[C - 99/00392]

25 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter certaines dispositions de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football (ci-après « la loi »). Ces dispositions ont trait à la « sécurité active », c'est-à-dire la mise en œuvre de moyens en personnel et en matériel nécessaire pour garantir le déroulement paisible de l'événement. Plus spécifiquement, est ici réglé le statut des stewards.

La fonction du steward est définie de manière générale à l'article 2, 5°, de la loi, et plus explicitement exposée en ses articles 12 à 17. Il convient à présent d'en définir les conditions générales de sélection, de recrutement et de formation, afin que les stewards de chaque club concerné présentent les mêmes garanties et les mêmes capacités.

Le steward est en effet appelé à jouer un rôle de premier plan dans la manière dont le spectateur « vivra » la rencontre : si l'accueil et l'orientation dans les tribunes sont importants, le spectateur doit également se sentir rassuré par la présence de stewards prêts à intervenir pour calmer les esprits en cas de tension, voire à avertir directement les personnes chargées des secours ou du maintien de l'ordre en cas de tension persistante.

N. 99 — 1824

[C - 99/00392]

25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de uitvoering van enkele bepalingen van artikel 8 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden (hieronder « de wet »). Deze bepalingen hebben betrekking op de « actieve veiligheid », d.w.z. het inzetten van het nodige personeel en materiaal om het vreedzame verloop van het gebeuren te garanderen. Meer in het bijzonder, wordt hier het statuut geregeld van de stewards.

De functie van de steward wordt op algemene wijze gedefinieerd in artikel 2, 5°, van de wet, en wordt explicieter uiteengezet in zijn artikelen 12 tot 17. Het past om thans de algemene voorwaarden van selectie, werving en opleiding te bepalen opdat de stewards van elke betrokken club dezelfde garanties en dezelfde capaciteiten zouden vertonen.

De steward is immers bestemd om een vooraanstaande rol te spelen in de wijze waarop de toeschouwer de wedstrijd zal beleven : indien het onthaal en de plaatsaanduiding in de tribunes belangrijk is, moet de toeschouwer zich evenzeer gerustgesteld voelen door de aanwezigheid van de stewards, klaar om tussen te komen om de gemoederen te bedaren in geval van spanning, en zelfs om onmiddellijk de personen belast met de hulpverlening of de ordehandhaving te verwittigen in geval van hardnekkige spanning.

La sélection et la formation du steward prennent dès lors tout leur sens, vu les responsabilités qui pèsent sur celui-ci. Soulignons aussi l'importance de la moralité de l'intéressé : il ne doit en aucun cas avoir été l'auteur d'un comportement qu'il est censé devoir éviter, c'est-à-dire d'un comportement susceptible de donner lieu à une exclusion de droit civil, ou une interdiction de stade judiciaire ou administrative.

La compétence qui lui est accordée à l'article 13 de la loi d'effectuer un contrôle superficiel des vêtements et bagages des spectateurs nécessite également une sélection rigoureuse et une formation pointue des candidats. Le volet théorique de la formation doit leur donner une connaissance de base des exigences que réclame la fonction, tandis que le volet théorique de la formation et le stage leur permettront de connaître leur stade et les supporters de l'équipe locale ainsi que d'acquérir une certaine expérience de terrain; c'est également l'occasion idéale d'entrer en contact étroit avec les services de police et d'intervention locaux.

Cette formation « de base » est complétée par une formation continue, prenant la forme primo d'un recyclage annuel, par lequel les stewards prennent connaissance des évolutions des matières faisant l'objet des volets théorique et pratique de la formation « de base » et secundo de briefings avant chaque rencontre. L'importance qu'il faut accorder à ce briefing est fonction des spécificités de la rencontre : c'est ainsi qu'un match international devrait requérir une autre préparation que pour un match de championnat, et si nécessaire plus étendue. Encore faut-il faire la différence entre un match « à surveillance accrue » et un match ordinaire, entre un match international opposant des équipes nationales et un match international interclubs, etc.

Les chefs de division et le chef-steward reçoivent une formation commune.

Afin de ne pas être amené, en cas d'incident, à devoir intervenir également en tant qu'agent de la force publique, et afin de rester disponible pour le service d'incendie au cas où une intervention s'avérerait nécessaire, il est recommandé qu'en pratique le steward ne soit pas membre d'un service de police local ni du service local d'incendie. Cela n'est cependant pas imposé comme tel dans l'arrêté royal.

Il y a entre le steward et l'organisateur un lien juridique, concrétisé par la convention visée à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté. Si le steward est rémunéré, cette relation juridique prend la forme d'un contrat de travail; il s'agira dès lors de respecter les dispositions, impératives, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, spécialement les modalités de rupture du contrat. A cet égard, les causes de révocation du steward non-rémunéré, énoncées à l'article 14, §1^{er}, de l'arrêté, ne peuvent justifier la révocation du steward rémunéré que si l'organisateur-employeur considère qu'elles sont constitutives de motif grave.

Cette distinction a été faite pour répondre aux observations formulées par la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis L.29.015/4 du 26 mars 1999.

Il doit par ailleurs être souligné que, contrairement à ce qu'estime le Conseil d'Etat, le statut des stewards de football n'entre pas dans le champ d'application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage telle que modifiée par un récent projet de loi. Ce projet de loi précise explicitement en son article 17 que sont exclues de son champ d'application « les personnes dont les tâches et les compétences sont définies par une autre réglementation. [...] Ainsi, les stewards concernés par la sécurité lors des matches de football sont exclus du champ d'application de la présente loi » (Documents parlementaires, Chambre, Session ordinaire, 1998-1999, n° 2027/1, p. 14).

La règle présidant au déploiement des stewards a pour objet de prévoir une certaine souplesse dans le nombre de stewards à engager, en fonction du nombre effectif de spectateurs que peut attirer un match; bien qu'un service minimum doive être assuré, on ne peut exiger de l'organisateur qu'il déploie lors de chaque rencontre un même nombre de stewards, alors que par hypothèse le nombre de spectateurs d'un match à l'autre peut varier du simple au double. C'est pourquoi la proportion est fixée à un steward pour trois cents spectateurs pour lesquels des titres d'accès ont été délivrés, étant entendu que si le calcul aboutit à un nombre comptant des décimales, il est arrondi à l'unité supérieure : c'est la seule manière de respecter la proportion 1/300. Le nombre de spectateurs présents ne peut être supérieur au nombre de titres d'accès délivrés. Dans la mesure où le nombre de spectateurs attendus ne pourrait pas être précisément prédéterminé, l'organisateur devra donc également prévoir une réserve suffisante de stewards pour toujours pouvoir respecter la proportion imposée.

De selectie en de vorming van de steward hebben derhalve hun volle betekenis, gelet op de verantwoordelijkheden die op hem wegen. Onderlijnen we ook de belangrijkheid van de moraliteit van de betrokkene : hij mag in geen enkel geval een gedrag vertonen dat hij geacht wordt te moeten vermijden, t.z. een gedrag dat vatbaar is om een uitsluiting van burgerlijk recht op te lopen of een gerechtelijk of administratief stadionverbod.

De bevoegdheid die hem is toegewezen in artikel 13 van de wet om een oppervlakkige controle te verrichten van de kledij en bagage van de toeschouwers maakt ook een rigoureuze selectie en een verregaand gespecialiseerde opleiding van de kandidaten noodzakelijk. Het theoretische gedeelte van de opleiding moet hen een basiskennis geven van de vereisten die de functie stelt, terwijl het praktische gedeelte van de opleiding en de stage hen in staat zal stellen hun stadion en de supporters van de plaatselijke ploeg te kennen en een zekere ervaring op het terrein op te doen; het is tevens de ideale gelegenheid om in nauw contact te treden met de politiediensten en de lokale interventiediensten.

Deze « basis »opleiding wordt aangevuld met een permanente opleiding, die de vorm aanneemt van ten eerste een jaarlijkse bijscholing, waardoor de stewards kennis nemen van de evoluties betreffende de onderwerpen die het voorwerp uitmaken van het theoretische en het praktische gedeelte van de « basis »opleiding en van ten tweede briefings voor elke wedstrijd. Het belang dat deze briefing heeft hangt af van de aard van de wedstrijd : het is zo dat een internationale wedstrijd een andere, en waar nodig meer uitgebreide, voorbereiding vereist dan een competitiewedstrijd. Ook moet men het onderscheid maken tussen een wedstrijd « met verhoogd toezicht » en een gewone wedstrijd, tussen een internationale wedstrijd tussen nationale ploegen en een internationale wedstrijd tussen clubs.

De divisiechefs en de hoofdsteward krijgen een gemeenschappelijke opleiding.

Om, in geval van incident, niet terzelfdertijd te moeten optreden als lid van de openbare macht en om beschikbaar te blijven voor de brandweerdienst in het geval waarin een interventie zou nodig blijken, verdient het in de praktijk aanbeveling dat de steward geen lid van een lokale politiedienst, noch van de plaatselijke brandweerdienst is. Dit wordt als dusdanig echter niet opgelegd in het koninklijk besluit.

Er bestaat een juridische band tussen de steward en de organisator die geconcretiseerd wordt door de overeenkomst voorzien in artikel 3, tweede lid van het besluit. Indien de steward bezoldigd wordt neemt deze band de vorm aan van een arbeidsovereenkomst; men zal dan ook de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, meer bepaald de regelingen voor de verbrekking van de arbeidsovereenkomst, moeten naleven. Daaromtrent kunnen de redenen tot de ontzetting uit de functie van de niet-bezoldigde steward, uitgedrukt in artikel 14, § 1, van het besluit, het ontslag van de bezoldigde steward alleen rechtvaardigen indien de organisator-werkgever meent dat zij een dringende reden uitmaken.

Dit onderscheid werd gemaakt om te beantwoorden aan de opmerkingen geformuleerd door de afdeling wetgeving van de Raad van State in zijn advies L.29.015/4 van 26 maart 1999.

Bovendien moet onderstreept worden dat, in tegenstelling tot wat de Raad van State meent, het statuut van de voetbalstewards niet onder het toepassingsgebied van de wet van 10 april 1990 op de bewakings-ondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten valt, zoals gewijzigd door een recent wetsontwerp; dit wetsontwerp bepaalt in artikel 17 uitdrukkelijk dat uitgesloten worden van het toepassingsgebied « de personen wiens taken en bevoegdheden worden bepaald door een andere wetgeving. [...] Zo worden de stewards die betrokken worden bij de veiligheid bij voetbalwedstrijden van het toepassingsgebied van deze wet uitgesloten » (Parlementaire stukken, Kamer, Gewone zitting, 1998-1999, nr. 2027/1, p. 14).

De regel die ten grondslag ligt aan de inzet van stewards heeft tot voorwerp een zekere soepelheid in het aantal aan te werven stewards te voorzien, in functie van het effectief aantal toeschouwers die een match kan aantrekken; hoewel een minimale dienst moet verzekerd worden, kan men van de organisator niet eisen dat hij bij elke wedstrijd een zelfde aantal stewards inzet, terwijl bij hypothese het aantal toeschouwers bij de ene of de andere wedstrijd tot twee maal zo hoog kan zijn. Dit is waarom de verhouding bepaald is op 1 steward voor driehonderd toeschouwers waarvoor toegangsbewijzen ter beschikking zijn gesteld, met dien verstande dat indien de berekening uitkomt op een aantal dat decimale omvat, het afgerond wordt op de hogere eenheid : dit is de enige manier om de verhouding 1/300 te respecteren. Het aantal aanwezige toeschouwers kan niet hoger zijn dan het aantal ter beschikking gestelde toegangsbewijzen. In de mate dat het aantal te verwachten toeschouwers niet precies zou kunnen worden voorspeld, zal de organisator dan ook een voldoende reserve aan stewards moeten voorzien om de opgelegde verhouding in elk geval te kunnen respecteren.

Cette proportion d'un steward pour 300 spectateurs n'est bien entendu qu'un minimum; les autorités locales peuvent prévoir des règles plus strictes, soit de manière générale, soit pour certains matches déterminés. Rien n'empêche donc qu'une convention conclue entre un club et le bourgmestre de la commune prévoie qu'il faudra un steward pour deux cents, cent cinquante, ... spectateurs.

Il est de toute manière requis qu'il faut au moins 10 stewards par rencontre, quel que soit le nombre réel de spectateurs. Ce nombre minimum est abaissé à 5 pour les clubs de deuxième division.

Il convient de souligner le rôle essentiel que remplit la fédération sportive coordinatrice. C'est en effet elle qui assure l'organisation de la partie théorique de la formation, la coordination des volets pratiques de la formation et des stages, la formation spécifique des chefs de division et du chef-steward et la délivrance des cartes d'identification des stewards; c'est ainsi l'uniformité du profil du steward qui est assurée. C'est elle aussi qui assure la coordination de la rédaction des accords d'échange de stewards entre les organisateurs et qui fixe les conditions de promotion des stewards.

Telles sont les dispositions contenues dans le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de proposer à Votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions de nomination et le statut des stewards", a donné le 26 mars 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en ces termes :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration; ».

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

Observations générales

1. L'article 2 du projet prévoit qu'il s'applique "à tous les stewards au sens de l'article 2, 5°, de la loi, que ceux-ci soient engagés par l'organisateur en tant que volontaires bénévoles ou en tant que professionnels rémunérés".

L'article 7 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football dispose :

« Les organisateurs d'un match national de football ou d'un match international de football engagent des stewards des deux sexes. »

Selon l'article 2, 5°, de la même loi, le steward est "une personne physique engagée par l'organisateur".

Des travaux préparatoires de la loi, il ressort que cet engagement peut être bénévole ou effectué contre rémunération (1).

Dans les deux cas, un lien juridique est établi entre l'organisateur du match de football et le steward, personne physique. Lorsque la fonction est exercée contre rémunération, l'organisateur et le steward sont liés

Deze verhouding van één steward voor 300 toeschouwers is natuurlijk slechts een minimum; de lokale overheden kunnen in strengere regels voorzien, hetzij op een algemene manier, hetzij voor bepaalde vastgestelde wedstrijden. Niets belet dus dat een overeenkomst afgesloten tussen een club en de burgemeester van de gemeente voorziet dat er één steward voor tweehonderd, honderdvijftig, ... toeschouwers moet zijn.

In elk geval zijn minimum 10 stewards per wedstrijd vereist, wat ook het reële aantal toeschouwers is. Dit minimum aantal wordt verlaagd tot vijf voor de clubs van tweede afdeling.

Het past de essentiële rol die de overkoepelende sportbond vervult, te onderstrepen. Het is immers deze die de organisatie van het theoretische gedeelte van de opleiding verzekert, de coördinatie van de praktische gedeeltes van de opleiding en de stages, de specifieke opleiding van de divisiechefs en de hoofdsteward en de aflevering van de identificatiekaarten van de stewards; het is zo dat de uniformiteit van het profiel van de steward wordt verzekerd. Het is deze ook die de coördinatie verzekert van het sluiten van de overeenkomsten tot uitwisseling van stewards tussen organisatoren en die de promotievoorwaarden van de stewards bepaalt.

Dit zijn de bepalingen vervat in het ontwerp van besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 maart 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden van benoeming en het statuut van de stewards", heeft op 26 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef als volgt :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet voor de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerking-treding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur; ».

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat het van toepassing is "op alle stewards in de zin van artikel 2, 5°, van de wet, ongeacht of deze door de organisator worden aangeworven als onbezoldigde vrijwilligers dan wel als betaalde professionelen".

Artikel 7 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden bepaalt :

« De organisatoren van een nationale voetbalwedstrijd of van een internationale voetbalwedstrijd werven mannelijke en vrouwelijke stewards aan. »

Volgens artikel 2, 5°, van dezelfde wet is de steward "een natuurlijke persoon, aangeworven door de organisator".

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet blijkt dat die dienstverhouding gebaseerd kan zijn op vrijwilligerswerk of bezoldigd kan zijn (1).

In beide gevallen bestaat een juridische band tussen de organisator van de voetbalwedstrijd en de steward, een natuurlijke persoon. Wanneer de functie wordt uitgeoefend tegen bezoldiging, zijn de

par un contrat de travail. Il ne fait pas de doute en effet que le steward est dans un lien de subordination à l'égard de l'organisateur qui l'a engagé.

A cet égard l'article 14 du projet qui traite de la "révocation" des stewards pose problème et appelle l'observation suivante :

Si le steward a été engagé dans les liens d'un contrat de travail, il ne peut être mis fin au contrat que dans les conditions fixées par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, lesquelles sont impératives.

La loi précitée du 21 décembre 1998 ne déroge pas à la loi du 3 juillet 1978 et n'habilite pas davantage le Roi à le faire.

Il s'ensuit que l'organisateur ne pourra mettre fin au contrat pour l'une des causes énumérées à l'article 14 du projet que dans la mesure où celle-ci constitue une cause de rupture de contrat prévue par la susdite loi du 3 juillet 1978.

2. Le Gouvernement a déposé un projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

Le texte de ce projet, tel qu'il a été adopté par la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (2) le 19 mars 1999, soumet à autorisation l'activité consistant en la "surveillance et le contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité dans les lieux accessibles au public".

Compte tenu des tâches qui leur sont confiés par la loi du 21 décembre 1998, les services de stewards, engagés par les organisateurs de matches de football, entrent dans la définition des services internes de gardiennage visés par l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 10 avril 1990, tel que modifié par ce projet de loi.

Or, les conditions posées par le présent projet au recrutement de stewards différent de celles prévues par le projet de loi.

Si celui-ci devait être adopté tel quel, il conviendrait d'adapter le présent projet en conséquence.

Observations particulières

Intitulé

L'intitulé ne reflète qu'incomplètement l'objet du projet d'arrêté.

Dans l'intérêt de la sécurité juridique et par souci de précision, il devrait être rédigé comme suit :

« Projet d'arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football. »

Préambule

Le fondement légal de l'arrêté en projet est contenu à l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football. L'alinéa 1^{er} du préambule sera modifié en conséquence.

Dispositif

Article 1^{er}

Le 1° de cet article peut être omis. En effet, la définition qu'il contient peut être reproduite dans chaque disposition du projet sans pour autant que la rédaction du texte ne s'en trouve alourdie.

Article 4

Cet article fait peser sur la fédération sportive coordinatrice des obligations mal définies (que signifie en effet être "responsable de la rédaction d'un accord national" ? Comment la fédération sportive coordinatrice pourrait-elle "faire respecter cet accord par les organisateurs" ?).

Il ne peut trouver dans l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 précitée son fondement légal. Celui-ci ne peut pareillement être trouvé dans l'article 11, 1°, de la loi du 21 décembre 1998, qui n'habilite pas le Roi à cet effet.

A défaut de fondement légal, l'article examiné doit être omis.

Articles 10, 12, et 13

Les articles 10, § 1, 12, § 2, et 13 du projet disposent que les programmes de formation des stewards, le programme de leur recyclage annuel et celui de la formation spécifique supplémentaire des chefs de division et des chefs-stewards, doivent être agréés ou reconnus par le Ministre de l'Intérieur.

organisateur en de steward gebonden door een arbeidsovereenkomst. Er bestaat immers geen twijfel over dat er een band van ondergeschiktheid bestaat tussen de steward en de organisator die hem in dienst heeft genomen.

In dat opzicht vormt artikel 14 van het ontwerp, dat handelt over de "ontzetting" van de stewards, een probleem en behoort erbij de volgende opmerking te worden gemaakt :

Indien de steward in dienst genomen is op basis van een arbeidsovereenkomst, kan de overeenkomst alleen worden beëindigd onder de voorwaarden gesteld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, welke voorwaarden dwingend zijn.

De voormelde wet van 21 december 1998 wijkt niet af van de wet van 3 juli 1978 en machtigt evenmin de Koning om ervan af te wijken.

Daaruit volgt dat de organisator de overeenkomst alleen kan beëindigen om een van de redenen opgenoemd in artikel 14 van het ontwerp, in zoverre deze reden een van de redenen vormt om een overeenkomst te verbreken, waarin de voormelde wet van 3 juli 1978 voorziet.

2. De Regering heeft een ontwerp van wet ingediend tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

De tekst van dat ontwerp, zoals hij op 19 maart 1999 is goedgekeurd door de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt (2), stelt een vergunningsplicht in voor de activiteit die bestaat in "toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op voor het publiek toegankelijke plaatsen".

Gelet op de taken die hun zijn opgedragen bij de wet van 21 december 1998, vallen de diensten van de stewards, in dienst genomen door de organisatoren van voetbalwedstrijden, onder de definitie van de interne bewakingsdiensten bedoeld in artikel 1, § 2, van de wet van 10 april 1990, zoals het is gewijzigd bij dat wetsontwerp.

De bij het onderhavige ontwerp gestelde voorwaarden voor het aanwerven van stewards verschillen evenwel van die waarin het wetsontwerp voorziet.

Mocht dat wetsontwerp als zodanig worden goedgekeurd, dan zou het onderhavige ontwerp dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het opschrift sluit slechts gedeeltelijk aan bij het onderwerp van het ontwerpbesluit.

Ter wille van de rechtszekerheid en de duidelijkheid zou het als volgt moeten worden gesteld :

« Ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards. »

Aanhef

De rechtsgrond van het ontworpen besluit ligt vervat in artikel 8 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. Het eerste lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Dispositief

Artikel 1

Onderdeel 1° van dit artikel mag vervallen. De definitie die erin is vervat kan immers worden weergegeven in elke bepaling van het ontwerp zonder dat de redactie van de tekst erdoor te log wordt.

Artikel 4

Dit artikel doet op de overkoepelende sportbond verplichtingen rusten die niet duidelijk omschreven worden (wat betekent immers "verantwoordelijk voor het opstellen van een nationale overeenkomst" ? Hoe zou de overkoepelende sportbond "de organisatoren deze overeenkomst (laten) naleven" ?).

Het kan zijn rechtsgrond niet ontleen aan artikel 8 van de voormelde wet van 21 december 1998. Het kan die rechtsgrond evenmin ontleen aan artikel 11, 1°, van de wet van 21 december 1998, dat de Koning daartoe niet machtigt.

Bij gebrek aan rechtsgrond moet het onderzochte artikel vervallen.

Artikelen 10, 12 en 13

De artikelen 10, § 1, 12, § 2, en 13 van het ontwerp bepalen dat de programma's van de opleiding van de stewards, het programma van hun jaarlijkse bijscholing en dat van de bijkomende specifieke opleiding voor divisiechefs en hoofdstewards door de Minister van Binnenlandse Zaken moeten worden goedgekeurd of erkend.

Les dispositions précitées ne prévoient toutefois pas dans quelles conditions et selon quelles procédures les agréments et la reconnaissance seront accordés ou refusés.

Le projet doit être complété sur ces points.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat;

Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été rédigé par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Nikis, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

Notes

(1) Rapport fait au nom de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, doc. parl., Chambre, session 97-98, n° 1572/5, p. 24.

(2) Doc. parl., Chambre, n° 2027/4-98/99.

25 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, notamment l'article 8;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, donné le 19 août 1998;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, et à moins qu'il n'en soit précisé autrement, il convient d'entendre par « l'organisateur » : l'organisateur d'un match national de football ou d'un match international de football au sens de l'article 2 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté sont d'application à tous les stewards au sens de l'article 2, 5^e, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, que ceux-ci soient engagés par l'organisateur en tant que volontaires non-rémunérés ou en tant que professionnels rémunérés.

CHAPITRE II. — Responsabilité des organisateurs et de la fédération sportive coordinatrice à l'égard des stewards

Art. 3. L'appel aux candidats, la sélection, le recrutement et la formation des stewards incombent à l'organisateur, conformément à l'article 7 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

L'organisateur conclut une convention écrite avec les candidats stewards et les stewards engagés.

Il fait le nécessaire pour contrôler à intervalles réguliers si tous les candidats stewards et les stewards satisfont encore aux conditions en matière de sélection, engagement et formation. En cas de révocation ou de licenciement d'un steward, au sens de l'article 14 du présent arrêté,

De voormelde bepalingen vermelden evenwel niet onder welke voorwaarden en volgens welke procedures die goedkeuring en erkenning wordt verleend of geweigerd.

Het ontwerp moet op die punten worden aangevuld.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;

Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd opgesteld door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Nikis, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

Nota's

(1) Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Binnenlandse Zaken, De Algemene Zaken en het Opmerbaar Ambt, Gedr. St., Kamer, zitting 97-98, nr. 1572/5, blz. 24.

(2) Gedr. St., Kamer, nr. 2027/4-98/99.

25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 19 augustus 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet vóór de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerking-treding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 7 april 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, en behoudens anders-luidende bepaling, wordt begrepen onder « de organisator » : de organisator van een nationale voetbalwedstrijd of van een internationale voetbalwedstrijd in de zin van artikel 2 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op alle stewards in de zin van artikel 2, 5^e, van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, ongeacht of deze door de organisator worden aangeworven als onbezoldigde vrijwilligers dan wel als bezoldigde professionelen.

HOOFDSTUK II. — Verantwoordelijkheid van de organisatoren en van de overkoepelende sportbond voor stewards

Art. 3. De organisator is overeenkomstig artikel 7 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden verantwoordelijk voor de oproep tot de kandidaten, de selectie, de werving en de opleiding van de stewards.

De organisator gaat een schriftelijke overeenkomst aan met de aangeworven kandidaat-stewards en stewards.

Hij doet het nodige om op regelmatige tijdstippen te controleren of alle kandidaat-stewards en stewards nog voldoen aan de voorwaarden inzake selectie, werving en opleiding. Bij ontzetting of ontslag van een steward in de zin van artikel 14 van dit besluit, verwittigt hij

il en avertit immédiatement la fédération sportive coordinatrice afin que la carte d'identification de steward soit retirée à l'intéressé, conformément à l'article 14 du présent arrêté.

Art. 4. L'organisateur conclut avec le club visiteur un accord réglant l'échange de stewards entre eux, ainsi que l'obligation pour le responsable de la sécurité d'informer les stewards du club visiteur.

Conformément à l'article 11 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, la fédération sportive coordinatrice assure la coordination de ces conventions.

CHAPITRE III. — *Les stewards et leur organisation*

Art. 5. Les stewards, engagés par l'organisateur en vertu de l'article 7 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, sont classés selon la hiérarchie suivante : steward, chef de division, chef steward.

Les chefs de division supervisent et assistent les stewards dans une partie définie des tribunes; ils font exécuter les instructions du chef steward.

Le chef steward coordonne et assure la supervision générale du travail des stewards.

Art. 6. Sans préjudice de l'article 13 du présent arrêté, la fédération sportive coordinatrice détermine les conditions que les stewards doivent remplir pour avancer dans la hiérarchie.

Art. 7. Les stewards sont impliqués dans la coordination de la sécurité lors de rencontres de football; ils sont représentés par le chef steward aux réunions du conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football visé à l'article 9 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

CHAPITRE IV. — *Sélection, recrutement et formation des candidats stewards et des stewards*

Art. 8. Les conditions minimales que doivent remplir les candidats stewards et les stewards sont :

- 1° avoir atteint l'âge de 18 ans;
- 2° être en possession d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs;
- 3° ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq années précédant son engagement d'une mesure d'interdiction civile, administrative ou judiciaire de stade ou d'une interdiction de stade à titre de mesure de sûreté;
- 4° présenter l'aptitude physique requise pour exercer la fonction; cette aptitude est vérifiée chaque année au moyen d'un examen médical;
- 5° présenter un profil psychologique adéquat. Ce profil est évalué par le responsable de la sécurité, le chef-steward et un officier de police sur la base d'un entretien avec le candidat. Les éléments suivants sont évalués lors de l'examen du profil psychologique :

- Stabilité psychique;
- Gestion des émotions / résistance au stress;
- Rationalité suffisante;
- Capacités d'observation;
- Dispositions à passer à l'action;
- Sens des responsabilités.

Art. 9. Le candidat steward ayant satisfait aux conditions énoncées à l'article 8 du présent arrêté est admis à la formation de steward.

Art. 10. § 1^{er}. La formation, dont le programme doit être agréé par le Ministre de l'Intérieur, comprend un volet théorique, un volet pratique et un stage :

1° le volet théorique dure au moins six heures; il est prodigué par la fédération sportive coordinatrice visée à l'article 11 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football et consiste au minimum en l'apprentissage des sujets suivants :

- Organisation et procédures de sécurité;
- Législation de base;
- Psychologie des foules;
- Techniques d'observation;
- Techniques de contrôle d'accès;

onmiddellijk de overkoepelende sportbond teneinde de stewardidentificatiekaart van de betrokkene in te trekken overeenkomstig artikel 14 van dit besluit.

Art. 4. De organisator sluit met de bezoekende club een overeenkomst, die de organisatie van de onderlinge uitwisseling van stewards en de verplichting voor elke veiligheidsverantwoordelijke om de stewards van de bezoekende club te informeren regelt.

Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, verzekert de overkoepelende sportbond de coördinatie van deze overeenkomsten.

HOOFDSTUK III. — *De stewards en hun organisatie*

Art. 5. De stewards, aangeworven door de organisator krachtens artikel 7 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, worden onderverdeeld op basis van volgende hiërarchie : steward, divisiechef, hoofdsteward.

De divisiechefs superviseren en assisteren de stewards in een welbepaalde afdeling van de tribunes; ze laten de onderrichtingen van de hoofdsteward uitvoeren.

De hoofdsteward coördineert en staat in voor het algemeen toezicht op het werk van de stewards.

Art. 6. Onverminderd artikel 13 van dit besluit, bepaalt de overkoepelende sportbond de voorwaarden die de stewards moeten vervullen om te vorderen in de hiërarchie.

Art. 7. De stewards worden betrokken bij de coördinatie van de veiligheid bij voetbalwedstrijden; ze worden op de vergaderingen van de lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden, bedoeld in artikel 9 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, vertegenwoordigd door de hoofdsteward.

HOOFDSTUK IV. — *Selectie, werving en opleiding van kandidaat-stewards en stewards*

Art. 8. De minimumvoorwaarden waaraan de kandidaat-stewards en de stewards dienen te voldoen zijn :

- 1° de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;
- 2° in het bezit zijn van een getuigschrift van goed gedrag en zeden;
- 3° gedurende de vijf jaar voorafgaand aan zijn aanwerving niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een burgerrechtelijk, administratief of gerechtelijk stadionverbod of van een stadionverbod als beveiligingsmaatregel;
- 4° de vereiste fysieke geschiktheid hebben om de functie uit te oefenen; deze geschiktheid wordt elk jaar gecontroleerd aan de hand van een medisch onderzoek;
- 5° over een gepast psychologisch profiel beschikken. Dit profiel wordt geëvalueerd door de veiligheidsverantwoordelijke, de hoofdsteward en een politie-officier op basis van een onderhoud met de kandidaat. Bij het testen van het psychologisch profiel worden volgende elementen geëvalueerd :

- Psychische stabiliteit;
- Emotionele beheertheid / stressbestendigheid;
- Voldoende rationaliteit;
- Observatievermogen;
- Actiebereidheid;
- Verantwoordelijkheidszin.

Art. 9. De kandidaat-steward die aan de in artikel 8 van dit besluit vermelde voorwaarden voldoet wordt toegelaten tot de opleiding tot steward.

Art. 10. § 1. De opleiding, waarvan het programma door de Minister van Binnenlandse Zaken moet erkend worden, omvat een theoretisch gedeelte, een praktisch gedeelte en een stage :

1° het theoretische gedeelte duurt minstens zes uur; het wordt verstrekt door de overkoepelende sportbond bedoeld in artikel 11 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden en bestaat minstens in het aanleren van de volgende onderwerpen :

- Organisatie en veiligheidsprocedures;
- Basiswetgeving;
- Massapsychologie;
- Observatietechnieken;
- Toegangscontroletechnieken;

— Gestion des conflits;

2° le volet pratique dure au moins six heures; il est prodigué par l'organisateur en collaboration avec les services de police, le service d'incendie et un service d'intervention médicale, et comprend au minimum les :

— Techniques d'identification;

— Premiers soins et procédures d'évacuation du stade;

— Connaissance du club, en ce compris son règlement d'ordre intérieur, et des groupes à risques locaux;

— Collaboration avec les services de police, d'incendie, d'intervention médicale et sociaux locaux;

— Fourniture des informations nécessaires relatives au comportement des supporters des clubs les plus importants.

3° le stage consiste en l'accompagnement et l'assistance de stewards nommés pendant au moins cinq matches.

La fédération sportive coordinatrice assure la coordination des volets pratiques et des stages assurés par les organisateurs.

§ 2. Le candidat est évalué à la fin de chaque volet et du stage. L'évaluation du volet théorique est faite par les formateurs; l'évaluation du volet pratique et du stage est faite par le responsable de la sécurité et par le chef-steward.

Art. 11. En cas d'évaluation positive pour la formation complète, le candidat steward est nommé steward pour des matches nationaux de football, et reçoit de la fédération sportive coordinatrice la carte d'identification de steward visée à l'article 17 du présent arrêté.

Art. 12. § 1^{er}. Le steward bénéficie d'une formation continue, consistant d'une part en un recyclage annuel, et d'autre part en des briefings.

§ 2. Le recyclage annuel, dont le programme doit être agréé par le Ministre de l'Intérieur, dure au moins six heures. Il est assuré par l'organisateur et porte au moins sur les éventuelles modifications et évolutions des matières faisant l'objet des volets théorique et pratique de la formation.

Le briefing a lieu avant chaque rencontre, sous la direction du responsable de la sécurité. Les stagiaires, les stewards de l'organisateur ainsi que les stewards du club visiteur sont présents à ce briefing, durant lequel l'information utile relative à l'infrastructure du stade et à la collaboration entre les stewards et les services d'ordre est délivrée. Ce briefing tient compte des spécificités de la rencontre.

CHAPITRE V. — *Conditions spécifiques aux chefs de division et au chef-steward*

Art. 13. Pour qu'un steward puisse intervenir en tant que chef de division ou chef-steward, il doit suivre une formation spécifique supplémentaire, d'au moins six heures, en plus de la formation prévue à l'article 10 du présent arrêté. Cette formation spécifique est organisée par la fédération sportive coordinatrice et est reconnue par le Ministre de l'Intérieur. Cette formation traite au moins de la gestion humaine et des techniques de communication.

CHAPITRE VI. — *Révocation*

Art. 14. § 1^{er}. Le steward non-rémunéré est révoqué de ses fonctions par l'organisateur, avec retrait immédiat de sa carte d'identification de steward par la fédération sportive coordinatrice, si :

— il ne dispose plus de la capacité physique demandée ou du profil psychologique adéquat pour exercer les fonctions;

— il ne suit pas le recyclage annuel prescrit à l'article 12, §2, alinéa 1^{er}, du présent arrêté;

— il fait l'objet d'une interdiction de stade civile, administrative ou judiciaire ou d'une interdiction de stade à titre de mesure de sûreté;

— il ne peut plus produire de certificat de bonnes conduites, vie et mœurs;

— il a commis une faute grave dans l'exercice de ses fonctions, constatée par le responsable de la sécurité ou par le conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football.

Le steward rémunéré est licencié conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Sa carte d'identification de steward est immédiatement retirée par la fédération sportive coordinatrice.

— Conflictbeheer;

2° het praktische gedeelte duurt minstens zes uur; het wordt verstrekt door de organisator in samenwerking met de politiediensten, de brandweer en een medische interventiedienst en bestaat minstens uit :

— Identificatietechnieken;

— Eerste zorgen en procedures voor evacuatie van het stadion;

— Kennis van de club, inclusief zijn reglement van inwendige orde, en van de lokale risicogroepen;

— Samenwerking met de lokale politiediensten, brandweer, medische interventiedienst en sociale diensten;

— Het verstrekken van de nodige inlichtingen omtrent het supportersgedrag van de belangrijkste clubs.

3° de stage omvat het vergezellen en assisteren van benoemde stewards gedurende minstens vijf wedstrijden.

De overkoepelende sportbond zorgt voor de coördinatie van de door de organisatoren verzekerde praktische gedeeltes en stages.

§ 2. Op het einde van elk gedeelte en van de stage wordt de kandidaat geëvalueerd. Voor het theoretische gedeelte gebeurt de evaluatie door de lesgevers; voor het praktische gedeelte en de stage gebeurt de evaluatie door de veiligheidsverantwoordelijke en de hoofdsteward.

Art. 11. In geval van positieve evaluatie voor de volledige opleiding wordt de kandidaat-steward benoemd als steward voor nationale voetbalwedstrijden en ontvangt hij van de overkoepelende sportbond de steward-identificatiekaart, bedoeld in artikel 17 van dit besluit.

Art. 12. § 1. De steward krijgt een permanente opleiding, die enerzijds bestaat uit een jaarlijkse bijscholing en anderzijds uit briefings.

§ 2. De jaarlijkse bijscholing, waarvan het programma moet erkend worden door de Minister van Binnenlandse Zaken, duurt minstens zes uur. Zij wordt verzekerd door de organisator en heeft ten minste betrekking op de eventuele wijzigingen en evoluties betreffende de onderwerpen die het voorwerp uitmaken van het theoretische en het praktische gedeelte van de opleiding.

Elke wedstrijd wordt voorafgegaan door een briefing onder leiding van de veiligheidsverantwoordelijke. Op deze briefing zijn de stagiairs en de stewards van de organisator en van de bezoekende ploeg aanwezig, en wordt de nodige informatie betreffende de infrastructuur van het stadion en betreffende de samenwerking tussen de stewards en de ordediensten verschaft. Deze briefing houdt rekening met de eigenheid van de wedstrijd.

HOOFDSTUK V. — *Specifieke voorwaarden voor de divisiechefs en voor de hoofdsteward*

Art. 13. Opdat een steward zou kunnen optreden als divisiechef of hoofdsteward, dient hij naast de in artikel 10 van dit besluit voorziene opleiding een bijkomende specifieke opleiding te volgen van minstens zes uur. Deze specifieke opleiding wordt georganiseerd door de overkoepelende sportbond en wordt erkend door de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze opleiding behandelt minstens het leidinggeven en communicatietechnieken.

HOOFDSTUK VI. — *Ontzetting*

Art. 14. § 1. De onbezoldigde steward wordt door de organisator ontzet uit zijn functie als steward, met onmiddellijke intrekking van zijn stewardidentificatiekaart door de overkoepelende sportbond, indien :

— hij niet meer beschikt over de vereiste fysieke geschiktheid en/of het gepast psychologisch profiel om de functie uit te oefenen;

— hij de jaarlijkse bijscholing, zoals voorgeschreven in artikel 12, § 2, eerste lid, van dit besluit, niet volgt;

— hij het voorwerp uitmaakt van een burgerrechtelijk, administratief of gerechtelijk stadionverbod of van een stadionverbod als beveiligingsmaatregel;

— hij geen getuigschrift van goed gedrag en zeden meer kan voorleggen;

— Hij een ernstige tekortkoming heeft begaan in de uitoefening van zijn functie, vastgesteld door de veiligheidsverantwoordelijke of door de lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

De bezoldigde steward wordt ontslagen conform de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Zijn stewardidentificatiekaart wordt door de overkoepelende sportbond onmiddellijk ingetrokken.

§ 2. Quand le steward révoqué ou licencié désire à nouveau être engagé en tant que steward, il doit de nouveau remplir toutes les conditions et effectuer à nouveau la procédure entière de sélection telle que prévue aux articles 8, 9 et 10 du présent arrêté.

CHAPITRE VII. — *Nombre de stewards à déployer*

Art. 15. L'organisateur déploie le nombre de stewards déterminé en divisant par 300 le nombre de places pour lesquelles des titres d'accès ont été mis à disposition pour la rencontre, sans que cependant le nombre de stewards à déployer puisse être inférieur à 10; ce nombre minimum de 10 est ramené à 5 s'il s'agit d'un club qui évolue en deuxième division nationale.

Art. 16. § 1^{er}. Le responsable de la sécurité peut tenir compte des stewards qui accompagnent le club visiteur pour déterminer le nombre de stewards à déployer lors du match en question, étant entendu que le nombre de stewards de l'organisateur doit toujours représenter au moins les deux tiers du nombre total de stewards à déployer.

Dans ce cas, les stewards du club visiteur épaulent les stewards de l'organisateur, en respectant le dispositif de sécurité établi par les services compétents.

§ 2. Le responsable de la sécurité ne peut pas tenir compte des stagiaires visés aux articles 9 à 11 du présent arrêté pour déterminer le nombre de stewards à déployer lors du match en question.

En outre, il ne peut être tenu compte que des stewards qui étaient présents au briefing visé à l'article 12, § 2, alinéa 2, du présent arrêté.

CHAPITRE VIII. — *Équipement*

Art. 17. Les stewards et les stagiaires portent un survêtement fluorescent d'une couleur déterminée par la fédération sportive coordinatrice n'arborant que l'inscription STEWARD; les chefs de compartiment et chefs stewards portent en outre un signe distinctif.

Les stewards sont en possession d'une carte d'identification délivrée par la fédération sportive coordinatrice. Cette carte comporte une photographie d'identité.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 18. Les stewards titulaires d'une carte d'identification délivrée par la fédération sportive coordinatrice avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont présumés répondre aux conditions fixées aux articles 10 et 11 du présent arrêté pour autant qu'ils aient suivi avant le 31 décembre 1999 un premier recyclage annuel tel que prévu à l'article 12 du présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT
Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

§ 2. Wanneer de ontzette of ontslagen steward opnieuw als steward wenst ingezet te worden, dient hij opnieuw aan alle voorwaarden te voldoen en de volledige selectieprocedure zoals voorzien in de artikelen 8, 9 en 10 van dit besluit opnieuw te doorlopen.

HOOFDSTUK VII. — *Aantal in te zetten stewards*

Art. 15. De organisator zet het aantal stewards in dat bepaald wordt door het aantal toeschouwers waarvoor toegangsbewijzen voor de wedstrijd ter beschikking gesteld zijn te delen door 300, zonder dat het aantal in te zetten stewards evenwel kleiner kan zijn dan 10; dit minimum aantal van 10 wordt herleid tot 5 indien het gaat om een club die in tweede nationale afdeling speelt.

Art. 16. § 1. De veiligheidsverantwoordelijke mag rekening houden met de stewards die de bezoekende ploeg vergezellen om het aantal stewards te bepalen dat tijdens bedoelde wedstrijd moet ingezet worden, met dien verstande dat het aantal stewards van de organisator steeds minimum twee derden van het totaal in te zetten aantal stewards moet bedragen.

In dat geval staan de stewards van de bezoekende ploeg de stewards van de organisator bij. Hierbij respecteren ze het door de bevoegde diensten ingezette veiligheidsapparaat.

§ 2. De veiligheidsverantwoordelijke mag geen rekening houden met de stagiaires bedoeld in de artikelen 9 tot en met 11 van dit besluit om het aantal stewards te bepalen die tijdens bedoelde wedstrijd moeten ingezet worden.

Bovendien mag enkel rekening gehouden worden met de stewards die aanwezig zijn op de briefing bedoeld in artikel 12, § 2, tweede lid, van dit besluit.

HOOFDSTUK VIII. — *Uitrusting*

Art. 17. De stewards en de stagiaires dragen een fluorescerende bovenkledij waarvan de kleur bepaald wordt door de overkoepelende sportbond, met het opschrift STEWARD; de divisiechefs en de hoofd-stewards dragen bovendien een onderscheidingsteken.

De stewards zijn in het bezit van een identificatiekaart, afgeleverd door de overkoepelende sportbond. Deze kaart bevat een pasfoto.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 18. De stewards die houder zijn van een identificatiekaart afgeleverd door de overkoepelende sportbond voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, worden verondersteld te beantwoorden aan de voorwaarden vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van dit besluit, voor zover zij voor 31 december 1999 een eerste jaarlijkse bijscholing hebben gevolgd, zoals voorzien in artikel 12 van dit besluit.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT
Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 1825 (99 — 1531) [C — 99/21305]

4 MAI 1999. — Arrêté royal relatif à la composition et au fonctionnement des cabinets ministériels fédéraux et au personnel des ministères appelé à faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 104 du 29 mai 1999, dans le texte français :

- p. 19336, à l'article 6, alinéa 1^{er}, il y a lieu de lire :

« Le nombre de membres du personnel d'exécution dont la rémunération est réglée en application de l'article 12 ou de l'article 16 de cet arrêté, est limité à 75 % du cadre autorisé, sauf pour les agents en provenance des institutions publiques de crédit, des entreprises publiques autonomes, des institutions publiques de sécurité sociale et des autres organismes d'intérêt public, qui ressortissent à la compétence des membres du Gouvernement concernés. »

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 1825 (99 — 1531) [C — 99/21305]

4 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de samenstelling en de werking van de federale ministeriële kabinetten en betreffende het personeel van de ministeries aangewezen om van het kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest deel uit te maken. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 104 van 29 mei 1999, in de Nederlandse tekst :

- blz. 19336, in artikel 6, eerste lid, moet worden gelezen :

« Het aantal uitvoerende personeelsleden waarvan de bezoldiging geregeld wordt met toepassing van artikel 12 of artikel 16 van dit besluit, is beperkt tot 75 % van het toegestane kader, behalve voor de ambtenaren komende van de openbare kredietinstellingen, van de autonome overheidsbedrijven, van de openbare instellingen van sociale zekerheid en van de andere instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheid vallen van de betrokken Regeringsleden. »

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 1826

[99/14072]

22 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant simplification de la carrière des agents du Ministère des Communications et de l'Infrastructure

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 juillet 1998;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 octobre 1996;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant simplification de la carrière des agents du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Vu l'avis du Conseil de Direction;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 mars 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 mars 1999;

Vu le protocole du 15 mars 1999 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité VI, « Communications et Infrastructure »;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est important, suite à la restructuration de l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation suite au transfert de la police maritime vers la Gendarmerie, de fixer sans délai les rangs et les dénominations de grade de certains grades particuliers de cette administration;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant simplification de la carrière des agents du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, le paragraphe suivant est ajouté :

« § 3. Au Ministère des Communications et de l'Infrastructure les grades suivants sont créés :

au rang 13 : inspecteur de la navigation en chef (pont);

au rang 10 : inspecteur de la navigation (pont);

au rang 28 : inspecteur de la navigation (machines);

au rang 22 : contrôleur de la navigation en chef;

au rang 20 : contrôleur de la navigation. »

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, le paragraphe suivant est ajouté :

« § 4. Au Ministère des Communications et de l'Infrastructure, les grades suivants sont rayés :

au rang 13 : commissaire maritime en chef;

au rang 13 : inspecteur maritime en chef (pont);

au rang 10 : commissaire maritime;

au rang 10 : inspecteur maritime (pont);

au rang 28 : inspecteur maritime (machines);

au rang 26 : agent-technicien de la police maritime;

au rang 22 : premier lieutenant de la police maritime;

au rang 22 : lieutenant de la police maritime;

au rang 22 : jaugeur en chef;

au rang 20 : agent de la police maritime;

au rang 20 : jaugeur. »

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 1826

[99/14072]

22 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbanen van de ambtenaren van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbanen van de ambtenaren van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het protocol van 15 maart 1999 waarin de conclusies van de onderhandeling binnen het Sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur », worden vermeld;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het van belang is, ingevolge de herstructurering van het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart naar aanleiding van de overheveling van de zeevaartpolitie naar de Rijkswacht, onverwijld over te gaan tot de vaststelling van de rangen en graadbenamingen van sommige bijzondere graden van dit Bestuur;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbanen van de ambtenaren van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, wordt volgende paragraaf toegevoegd :

« § 3. Bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur worden volgende graden opgericht :

in rang 13 : hoofdscheepsvaartinspecteur (dek);

in rang 10 : scheepsvaartinspecteur (dek);

in rang 28 : scheepvaartinspecteur (machines);

in rang 22 : hoofdscheepvaartcontroleur;

in rang 20 : scheepvaartcontroleur. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt volgende paragraaf toegevoegd :

« § 4. Bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur worden volgende graden geschrapt :

in rang 13 : hoofdwaterschout;

in rang 13 : hoofdzeevaartinspecteur (dek);

in rang 10 : waterschout;

in rang 10 : zeevaartinspecteur (dek);

in rang 28 : zeevaartinspecteur (machines);

in rang 26 : agent-technicus der zeevaartpolitie;

in rang 22 : eerste luitenant der zeevaartpolitie;

in rang 22 : luitenant der zeevaartpolitie;

in rang 22 : hoofdscheepsmeter;

in rang 20 : agent der zeevaartpolitie;

in rang 20 : scheepsmeter. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté le paragraphe suivant est ajouté :

« § 3. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé « I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section A, Personnel administratif » et sous intitulé « II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif », les grades suivants sont insérés :

- au rang 13 : inspecteur de la navigation en chef (pont);
- au rang 10 : inspecteur de la navigation (pont);
- au rang 28 : inspecteur de la navigation (machines);
- au rang 22 : contrôleur de la navigation en chef;
- au rang 20 : contrôleur de la navigation. »

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté le paragraphe suivant est ajouté :

« § 4. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, sous l'intitulé « I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise, Section A, Personnel administratif » et sous intitulé « II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française, Section A, Personnel administratif », les grades suivants sont insérés sous la rubrique « grades rayés » :

- rang 13 : commissaire maritime en chef;
- rang 13 : inspecteur maritime en chef (pont);
- rang 10 : commissaire maritime;
- rang 10 : inspecteur maritime (pont);
- rang 28 : inspecteur maritime (machines);
- rang 26 : agent-technicien de la police maritime;
- rang 22 : premier lieutenant de la police maritime;
- rang 22 : lieutenant de la police maritime;
- rang 22 : jaugeur en chef;
- rang 20 : agent de la police maritime;
- rang 20 : jaugeur. »

Art. 5. A l'article 6 du même arrêté le paragraphe suivant est ajouté :

« § 4. Les agents, titulaires de l'un des grades repris dans la colonne de gauche, sont nommés d'office au grade mentionné en regard de chacun d'eux dans la colonne de droite :

Inspecteur maritime en chef (pont)	} Inspecteur de la navigation en chef (pont)
Commissaire maritime en chef	
Commissaire maritime	} Inspecteur de la navigation (pont)
Inspecteur maritime (pont)	
Inspecteur maritime (machines)	} Inspecteur de la navigation (machines)
Premier lieutenant de la police maritime	
Lieutenant de la police maritime	} Contrôleur de la navigation en chef
Jaugeur en chef	
Agent de la police maritime	} Contrôleur de la navigation
Jaugeur	

Les agents de niveau 1, nommés d'office à un grade de niveau 1, conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté de grade acquise dans le grade dont ils étaient titulaires.

Les agents de niveau 2+ nommés d'office à un grade de niveau 2+ conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté de grade acquise dans le grade dont ils étaient titulaires.

Pour le calcul de l'ancienneté de grade du premier lieutenant de la police maritime (rang 22) nommé d'office au grade de contrôleur de la navigation en chef (rang 22), les services admissibles prestés dans les grades antérieurement rayés de premier lieutenant de la police maritime (rang 24), lieutenant de la police maritime (rang 23) et premier lieutenant de la police maritime (rang 22) sont censés avoir été accomplis dans le grade de contrôleur de la navigation en chef (rang 22).

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt volgende paragraaf toegevoegd :

« § 3. In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden onder het opschrift « I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », en onder het opschrift « II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », de volgende graden ingevoegd :

- in rang 13 : hoofdscheepvaartinspecteur (dek);
- in rang 10 : scheepvaartinspecteur (dek);
- in rang 28 : scheepvaartinspecteur (machines);
- in rang 22 : hoofdscheepvaartcontroleur;
- in rang 20 : scheepvaartcontroleur. »

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt volgende paragraaf toegevoegd :

« § 4. In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden onder het opschrift « I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », en onder het opschrift « II. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen, Afdeling A, Administratief personeel », de volgende graden ingevoegd onder de rubriek « geschrapte graden » :

- in rang 13 : hoofdwaterschout;
- in rang 13 : hoofdzeevaartinspecteur (dek);
- in rang 10 : waterschout;
- in rang 10 : zeevaartinspecteur (dek) :
- in rang 28 : zeevaartinspecteur (machines);
- in rang 26 : agent-technicus der zeevaartpolitie;
- in rang 22 : eerste luitenant der zeevaartpolitie;
- in rang 22 : luitenant der zeevaartpolitie;
- in rang 22 : hoofdscheepsmeter;
- in rang 20 : agent der zeevaartpolitie;
- in rang 20 : scheepsmeter. »

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt volgende paragraaf toegevoegd :

« § 4. De ambtenaren die titularis zijn van één van de graden opgenomen in de linkerkolom, worden ambtshalve benoemd tot de graad die tegenover elk van hen vermeld is in de rechterkolom :

Hoofdzeevaartinspecteur (dek)	} Hoofdscheepvaartinspecteur (dek)
Hoofdwaterschout	
Waterschout	} Scheepvaartinspecteur (dek)
Zeevaartinspecteur (dek)	
Zeevaartinspecteur (machines)	} Scheepvaartinspecteur (machines)
Eerste luitenant der zeevaartpolitie	
Luitenant der zeevaartpolitie	} Hoofdscheepvaartcontroleur
Hoofdscheepsmeter	
Agent der zeevaartpolitie	} Scheepvaartcontroleur
Scheepsmeter	

De ambtenaren van niveau 1 die ambtshalve benoemd worden tot een graad van niveau 1 behouden in hun nieuwe graad de graad-anciënniteit verkregen in de graad waarvan zij titularis waren.

De ambtenaren van niveau 2+ die ambtshalve benoemd worden tot een graad van niveau 2+ behouden in hun nieuwe graad de graad-anciënniteit verworven in de graad waarvan zij titularis waren.

Voor de berekening van de graad-anciënniteit van de eerste luitenant der zeevaartpolitie (rang 22) die ambtshalve benoemd wordt tot de graad van hoofdscheepvaartcontroleur (rang 22), worden de in aanmerking komende diensten die verricht zijn in de vroegere geschrapte graden van eerste luitenant der zeevaartpolitie (rang 24), luitenant der zeevaartpolitie (rang 23) en eerste luitenant der zeevaartpolitie (rang 22) geacht verricht te zijn in de graad van hoofdscheepvaartcontroleur (rang 22).

Les agents nommés d'office à un grade de rang 22 et qui ne sont pas visés par l'alinéa quatre du présent paragraphe, conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté de grade acquise dans le grade dont ils étaient titulaires.

Les agents de rang 20 nommés d'office à un grade de rang 20 conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté de grade acquise dans le grade dont ils étaient titulaires.

L'ancienneté pécuniaire acquise par ces agents est censée être acquise dans la nouvelle échelle pécuniaire. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1999.

Art. 7. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

De ambtenaren die ambtshalve benoemd worden tot een graad van rang 22 en die niet bedoeld zijn in het vierde lid van onderhavige paragraaf, behouden in hun nieuwe graad de graadanciënniteit verkregen in de graad waarvan zij titularis waren.

De ambtenaren van rang 20 die ambtshalve benoemd worden tot een graad van rang 20 behouden in hun nieuwe graad de graadanciënniteit verworven in de graad waarvan zij titularis waren.

De door deze ambtenaren verkregen weddeanciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddeschaal. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 7. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

F. 99 — 1827

[99/14074]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif au recrutement et à la promotion de certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 35, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1969, du 30 janvier 1978, du 12 août 1981, du 28 octobre 1988 et du 14 septembre 1994 et l'article 66, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1969 et du 31 mai 1988;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif au recrutement et à la promotion de certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Vu l'avis du Conseil de Direction;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 18 janvier 1999;

Vu l'avis du Secrétaire permanent de Recrutement;

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 mars 1999;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 5 mars 1999;

Vu le protocole du 15 mars 1999 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité VI « Communications et Infrastructure »;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire, suite à la restructuration de l'Administration des Affaires Maritimes et de la Navigation suite au transfert de la police maritime vers la Gendarmerie, d'adapter les modalités selon lesquelles doivent s'effectuer les recrutements et les promotions des membres du personnel et de garantir les droits des membres du personnel;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 6 de l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif au recrutement et à la promotion de certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, les paragraphes suivants sont ajoutés :

§ 3. Les fonctionnaires titulaires du grade de contrôleur de la navigation en chef (rang 22) qui réussissent le concours d'accession spéciale au niveau supérieur organisé une fois dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 20 avril 1999 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du

N. 99 — 1827

[99/14074]

1 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 35, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 30 januari 1978, 12 augustus 1981, 28 oktober 1988 en 14 september 1994 en op artikel 66, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 31 mei 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 18 januari 1999;

Gelet op het advies van de Vaste Wervingsecretaris;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het protocol van 15 maart 1999 waarin de conclusies van de onderhandeling binnen het Sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur » worden vermeld;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is, ingevolge de herstructurering van het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart naar aanleiding van de overheveling van de zeevaartpolitie naar de Rijkswacht, over te gaan tot de aanpassing van de wijze waarop de aanwervingen en de bevorderingen van de personeelsleden dienen te geschieden en de rechten van de personeelsleden te waarborgen;

Op de voordracht van Onze minister van Vervoer en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur worden volgende paragrafen toegevoegd :

§ 3. De ambtenaren titularis van de graad van hoofdscheepvaartcontroleur (rang 22) die slagen voor het bijzonder overgangsexamen dat eenmalig ingericht wordt binnen een tijdspanne van één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998

Ministère des Communications et de l'Infrastructure, sont promus au grade de chef-expert en navigation (rang 28), à condition d'une vacance d'emploi.

§ 4. Les fonctionnaires titulaires du grade de contrôleur de la navigation (rang 20) qui réussissent le concours d'accession spéciale au niveau supérieur organisé une fois dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 20 avril 1999 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, sont promus au grade d'expert en navigation (rang 26), à condition d'une vacance d'emploi.

§ 5. Si le nombre de lauréats des concours d'accession spéciale au niveau supérieur, mentionné aux § 3 et 4 de cet article, ne dépasse pas le nombre de vacances d'emploi, les concours d'accession spéciale au niveau supérieur mentionné aux § 3 et 4 de cet article, peuvent, selon le cas, être organisé une deuxième fois.

§ 6. Si le nombre de lauréats des concours d'accession spéciale au niveau supérieur mentionné aux § 3, 4 et 5 du présent article dépasse le nombre de vacance d'emploi, les lauréats préservent par priorité leurs droits à la promotion.

§ 7. Le programme du concours d'accession au niveau supérieur mentionné aux § 3 et 4 du présent article, est fixé par le Secrétaire permanent de recrutement, après l'avis du Ministre compétent pour le Ministère des Communications et de l'Infrastructure.

Art. 2. § 1er. les membres du personnel qui, avant le 1er avril 1999, étaient occupés au Ministère des Communications et de l'Infrastructure et titulaires du grade d'expert en navigation (rang 26), entrent en ligne de compte pour une première occupation des emplois vacants de chef-expert en navigation (rang 28), uniquement pour une promotion à ce grade dans un emploi vacant qui était repris dans le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure avant le 1er avril 1999.

§ 2. Les contrôleurs de la navigation en chef (rang 22) lauréats de l'examen particulier de promotion au grade de chef-expert en navigation (rang 28), entrent en ligne de compte pour une première occupation des emplois vacants de chef-expert en navigation (rang 28), uniquement pour une promotion à ce grade dans un emploi vacant en fonction du nombre d'emplois diminué des emplois réservés tels que mentionnés au § 1er de cet article.

Art. 3. L'annexe jointe à l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif au recrutement et à la promotion de certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, est abrogée et remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 4. Articles 4 et 7 de l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif au recrutement et à la promotion de certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure sont abrogés.

Art. 5. Les procédures de recrutement, de promotion, de changement de grade ou de mise à la retraite qui sont en cours à la date de publication du présent arrêté, pour les agents y visés, sont poursuivies sur base des dispositions prévues par le présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1999.

Art. 7. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Zermatt, le 1^{er} avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,

M. DAERDEN

tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur worden bevorderd tot de graad van hoofdscheepvaartdeskundige (rang 28), op voorwaarde dat er een vacante betrekking is.

§ 4. De ambtenaren titularis van de graad van scheepvaartcontroleur (rang 20) die slagen voor het bijzonder overgangsexamen dat eenmalig ingericht wordt binnen een tijdspanne van één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur worden bevorderd tot de graad van scheepvaartdeskundige (rang 26), op voorwaarde dat er een vacante betrekking is.

§ 5. Indien het aantal laureaten voor het bijzonder overgangsexamen vermeld in § 3 en 4 van dit artikel het aantal vacante betrekkingen niet overschrijdt, kunnen de bijzondere overgangsexamens vermeld in § 3 en 4 van dit artikel, naargelang het geval, een tweede maal worden ingericht.

§ 6. Indien het aantal laureaten voor de bijzondere overgangsexamens vermeld in § 3, 4 en 5 van onderhavig artikel het aantal vacante betrekkingen overschrijdt, behouden de laureaten bij voorrang hun recht op bevordering.

§ 7. Het examenprogramma voor het in § 3 en 4 van onderhavig artikel vermelde bevorderingsexamen voor overgang naar het hoger niveau wordt vastgesteld door de Vaste Wervingssecretaris na advies van de minister die het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 2. § 1. De personeelsleden, die vóór 1 april 1999 bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur tewerkgesteld waren en titularis waren van de graad van scheepvaartdeskundige (rang 26), komen voor de eerste invulling van vacante betrekkingen van hoofdscheepvaartdeskundige (rang 28), enkel in aanmerking voor de bevordering tot deze graad in een vacante betrekking die opgenomen was in de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur vóór 1 april 1999.

§ 2. De hoofdscheepvaartcontroleurs (rang 22), laureaten van het bijzonder overgangsexamen tot de graad van hoofdscheepvaartdeskundige (rang 28) komen, voor de eerste invulling van de vacante betrekkingen van hoofdscheepvaartdeskundige (rang 28), enkel in aanmerking voor de bevordering tot deze graad in een vacante betrekking ten belope van het totaal aantal betrekkingen verminderd met de voorbehouden betrekkingen zoals voorzien in § 1 van dit artikel.

Art. 3. De bijlage gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur wordt opgeheven en vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 4. Artikelen 4 en 7 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur worden opgeheven.

Art. 5. De procedures inzake aanwerving, bevordering, verandering van graad of pensioenstelling die aan de gang zijn op de datum van bekendmaking van dit besluit, voor de erin bedoelde ambtenaren, worden verder gezet volgens de bepalingen van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 7. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Zermatt, 1 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,

M. DAERDEN

Annexe

Rang hiérarchique	Grade	Mode d'attribution	Grades y donnant accès	Conditions particulières
13	directeur nautique	changement de grade avancement de grade	inspecteur de la navigation en chef (pont) inspecteur de la navigation (pont)	
13	inspecteur de la navigation en chef (pont)	avancement de grade	inspecteur de la navigation (pont) chargé de mission	
10	chargé de mission	changement de grade recrutement	inspecteur de la navigation (pont)	posséder le diplôme de licencié en sciences nautiques ou le brevet de capitaine au long cours <u>pour le recrutement :</u> — posséder le diplôme de licencié en sciences nautiques ou bénéficier de tous les droits accordés aux titulaires du grade et aux porteurs du diplôme de licencié en sciences nautiques en application de la loi du 15 juillet 1985 portant organisation de l'enseignement supérieur maritime et des études en sciences nautiques — posséder le brevet de capitaine au long cours et avoir exercé en mer pendant au moins 5 ans les fonctions d'officier du service pont — posséder un permis de conduire catégorie B
10	inspecteur de la navigation (pont)	changement de grade accession au niveau supérieur recrutement	chargé de mission titulaires d'un grade des rangs 28, 26, 22 et 20	<u>pour le changement de grade :</u> — posséder le diplôme de licencié en sciences nautiques ou le brevet de capitaine au long cours — réussir la vérification des aptitudes professionnelles en rapport avec les connaissances techniques et pratiques nécessaires à l'exercice de la fonction — posséder un permis de conduire catégorie B <u>pour l'accession au niveau supérieur :</u> — posséder le diplôme de licencié en sciences nautiques ou le brevet de capitaine au long cours — réussir le concours d'accession au niveau supérieur en rapport avec les connaissances techniques et pratiques nécessaires à l'exercice de la fonction — posséder un permis de conduire catégorie B <u>pour le recrutement :</u> — posséder le diplôme de licencié en sciences nautiques ou bénéficier de tous les droits accordés aux titulaires du grade et aux porteurs du diplôme de licencié en sciences nautiques en application de la loi du 15 juillet 1985 portant organisation de l'enseignement supérieur maritime et des études en sciences nautiques — posséder le brevet de capitaine au long cours et avoir exercé en mer pendant au moins 5 ans les fonctions d'officier du service pont — posséder un permis de conduire catégorie B
28	inspecteur de la navigation (machines)	changement de grade	titulaires d'un grade de rang 28	<u>pour le changement de grade :</u> — posséder le brevet d'officier mécanicien de 1ère classe — réussir la vérification des aptitudes professionnelles en rapport avec les connaissances techniques et pratiques nécessaires à l'exercice de la fonction — 6 ans d'ancienneté de niveau sauf pour les agents qui étaient en service avant le 1er juillet 1993 et qui comptent 6 ans d'ancienneté dans le niveau 2 et le niveau 2+ — posséder un permis de conduire catégorie B

Rang hiérarchique	Grade	Mode d'attribution	Grades y donnant accès	Conditions particulières
		avancement de grade	titulaires d'un grade de rang 26	<p><u>pour l'avancement de grade :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — posséder le brevet d'officier mécanicien de 1ère classe — réussir l'épreuve de capacité en rapport avec les connaissances techniques et pratiques nécessaires à l'exercice de la fonction — 6 ans d'ancienneté de niveau sauf pour les agents qui étaient en service avant le 1er juillet 1993 et qui comptent 6 ans d'ancienneté dans le niveau 2 et le niveau 2+ — posséder un permis de conduire catégorie B <p><u>pour le recrutement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — posséder le brevet d'officier mécanicien de 1ère classe — l'article 16bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat n'est pas d'application — posséder un permis de conduire catégorie B
28	chef-expert en navigation	avancement de grade	expert en navigation	
26	expert en navigation	recrutement		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

—

Bijlage

Hiërarchische rang	Graad	Wijze van toekenning	Toeganggevende graden	Bijzondere voorwaarden
13	nautisch directeur	verandering van graad verhoging in graad	hoofdscheepvaartin- specteur (dek) scheepvaartinspec- teur (dek)	
13	hoofdscheepvaartin- specteur (dek)	verhoging in graad	scheepvaartinspec- teur (dek) zendingsgelastige	
10	zendingsgelastige	verandering van graad aanwerving	scheepvaartinspec- teur (dek)	<p>in het bezit zijn van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen of het brevet van kapitein ter lange omvaart</p> <p><u>voor de werving :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — in het bezit zijn van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen of genieten van alle rechten toegekend aan de titularissen van de graad en aan de houders van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen in toepassing van de wet van 15 juli 1985 tot organisatie van het maritiem hoger onderwijs en de studiën in de nautische wetenschappen — in het bezit zijn van het brevet van kapitein ter lange omvaart en ten minste vijf jaar op zee werkzaam als officier in dekdienst — in het bezit zijn van het rijbewijs categorie B

Hiërarchische rang	Graad	Wijze van toekenning	Toeganggevende graden	Bijzondere voorwaarden
10	scheepvaartinsp- teur (dek)	verandering van graad overgang naar het hoger niveau aanwerving	zendingsgelastige titularissen van een graad van de ran- gen 28, 26, 22 en 20	<p><u>voor de verandering van graad :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — in het bezit zijn van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen of het brevet van kapitein ter lange omvaart — slagen voor het onderzoek naar de beroepsge- schiktheid i.v.m. de technische en praktische kennis vereist voor het uitoefenen van de functie — in het bezit zijn van het rijbewijs categorie B <p><u>voor de overgang naar het hoger niveau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — in het bezit zijn van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen of het brevet van kapitein ter lange omvaart — slagen voor het vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau i.v.m. de technische en praktische kennis vereist voor het uitoefenen van de functie — in het bezit zijn van het rijbewijs categorie B <p><u>voor de werving</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — in het bezit zijn van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen of genieten van alle rechten toegekend aan de titularissen van de graad en aan de houders van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen in toepassing van de wet van 15 juli 1985 tot organisatie van het maritiem hoger onderwijs en de studiën in de nautische wetenschappen — in het bezit zijn van het brevet van kapitein ter lange omvaart en ten minste vijf jaar op zee werkzaam als officier in dekdienst — in het bezit zijn van het rijbewijs categorie B
28	scheepvaartinspec- teur (machines)	verandering van graad verhoging in graad aanwerving	titularissen van een graad van rang 28 titularissen van een graad van rang 26	<p><u>voor de verandering van graad :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — in het bezit zijn van het brevet van officier- werktuigkundige 1e klasse — slagen voor het onderzoek naar de beroepsge- schiktheid i.v.m. de technische en praktische kennis vereist voor het uitoefenen van de functie — 6 jaar niveau/anciënniteit behalve voor de ambtenaren die in dienst waren vóór 1 juli 1993, waarvoor 6 jaar anciënniteit in niveau 2+ en niveau 2 samen geldt — in het bezit zijn van het rijbewijs categorie B <p><u>voor de verhoging in graad :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — in het bezit zijn van het brevet van officier- werktuigkundige 1e klasse — slagen voor de bekwaamheidsproef i.v.m. de technische en praktische kennis vereist voor het uitoefenen van de functie — 6 jaar niveau-anciënniteit behalve voor de ambtenaren die in dienst waren vóór 1 juli 1993, waarvoor 6 jaar anciënniteit in niveau 2+ en niveau 2 samen geldt — in het bezit zijn van het rijbewijs categorie B <p><u>voor de werving :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — in het bezit zijn van het brevet van officier- werktuigkundige 1e klasse — in het bezit zijn van het rijbewijs categorie B
28	hoofdscheepvaart- deskundige	verhoging in graad	scheepvaartdeskun- dige	
26	scheepvaartdeskun- dige	aanwerving		

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 1 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

F. 99 — 1828

[99/14070]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant le statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1999 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant simplification de la carrière des agents du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 1999;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 5 mars 1999;

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 mars 1999;

Vu le protocole du 15 mars 1999 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité VI, « Communications et Infrastructure »;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire, suite à la restructuration de l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation, de fixer sans délai les échelles de traitement liées aux grades particuliers de cette Administration, afin d'assurer le paiement à temps de ces rémunérations;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Régime organique*

Article 1^{er}. L'article 13 de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. § 1^{er}. L'échelle de traitement liée aux grades particuliers d'inspecteur de la navigation (pont) (R.10) et de chargé de mission (R.10) est fixée comme suit :

979 643 — 1 341 908
3¹ X 10 676
2² X 12 465
4² X 28 463
5² X 38 291
(Cl. 24 a.)
(N.1 - G.B.)

§ 2. L'inspecteur de la navigation (pont) et le chargé de mission qui comptent quatre ans d'ancienneté de grade, obtiennent l'échelle de traitement 10 C.

§ 3. L'échelle de traitement 13 A est liée aux grades particuliers d'inspecteur de la navigation en chef (pont) (R.13) et de directeur nautique (R.13).

§ 4. L'inspecteur de la navigation en chef (pont) et le directeur nautique qui comptent au moins trois ans d'ancienneté de grade, peuvent obtenir, dans les limites des emplois vacants, l'échelle de traitement 13 B. »

Art. 2. L'article 14 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 14. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 13, § 1^{er}, l'inspecteur de la navigation (pont) (R.10), revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime (R.10) et qui n'a pas réussi l'examen des aptitudes professionnelles, obtient l'échelle de traitement 10 A.

N. 99 — 1828

[99/14070]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, eerste lid, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbanen van de ambtenaren van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het akkoord van onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het protocol van 15 maart 1999 waarin de conclusies van de onderhandeling binnen het Sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur », worden vermeld;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is, ingevolge de herstructurering van het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart, onverwijld over te gaan tot de vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij dit Bestuur, teneinde de tijdige uitbetaling van deze bezoldigingen te kunnen verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Organieke Regeling*

Artikel 1. Artikel 13 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 13. § 1. De weddeschaal verbonden aan de bijzondere graden van scheepvaartinspecteur (dek) (R.10) en zendingsgelastigde (R.10) wordt vastgesteld als volgt :

979 643 — 1 341 908
3¹ X 10 676
2² X 12 465
4² X 28 463
5² X 38 291
(Kl. 24 j.)
(N.1 - G.B.)

§ 2. De scheepvaartinspecteur (dek) en de zendingsgelastigde die vier jaar graadanciënniteit hebben, genieten de weddeschaal 10 C.

§ 3. Aan de bijzondere graden van hoofdscheepvaartinspecteur (dek) (R.13) en van nautisch directeur (R.13) wordt de weddeschaal 13 A verbonden.

§ 4. De hoofdscheepvaartinspecteur (dek) en de nautisch directeur die tenminste drie jaar graadanciënniteit hebben, kunnen, voor zover er vacante betrekkingen zijn, de weddeschaal 13 B bekomen. »

Art. 2. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 14. § 1. In afwijking van artikel 13, § 1, bekomt de scheepvaartinspecteur (dek) (R.10), voorheen bekleed met de geschrapte graad van waterschout (R.10) en die niet geslaagd is voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid, de weddeschaal 10 A.

§ 2. Par dérogation à l'article 13, § 2, l'inspecteur de la navigation (pont), revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime (R.10), qui n'a pas réussi l'examen des aptitudes professionnelles et qui compte quatre ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 10 B.

§ 3. Par dérogation à l'article 13, § 2, l'inspecteur de la navigation (pont), revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime (R.10), qui n'a pas réussi l'examen des aptitudes professionnelles et qui compte douze ans d'ancienneté de grade, peut obtenir l'échelle de traitement 10 C dans les limites des emplois vacants. »

Art. 3. L'article 16 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 16. L'échelle de traitement liée au grade particulier d'inspecteur de la navigation (machines) (R.28) est fixée comme suit :

979 643 — 1 341 908
 3¹ X 10 676
 2² X 12 465
 4² X 28 463
 5² X 38 291
 (Cl. 24 a.)
 (N.2+ - G.A.) »

Art. 4. Les articles 20 et 22 du même arrêté sont abrogés.

Art. 5. L'article 24 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 24. § 1^{er}. L'échelle de traitement 20 A est liée au grade particulier de contrôleur de la navigation (R.20).

§ 2. Le contrôleur de la navigation qui compte quatre ans d'ancienneté de grade, obtient l'échelle de traitement 20 B.

§ 3. Le contrôleur de la navigation qui réussit l'examen d'avancement barémique obtient l'échelle de traitement 20 E.

§ 4. L'échelle de traitement 22 A est liée au grade particulier de contrôleur de la navigation en chef (R.22).

§ 5. Le contrôleur de la navigation en chef qui compte au moins six ans d'ancienneté de grade peut obtenir, dans les limites des emplois vacants, l'échelle de traitement 22 B. »

CHAPITRE II. — Régime transitoire

Art. 6. A l'article 28 du même arrêté, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le traitement des agents qui, conformément à l'arrêté royal du 22 mars 1999 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant simplification de la carrière des agents du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, sont nommés d'office dans un nouveau grade, est fixé, à partir du 1^{er} avril 1999, dans l'échelle de traitement de ce grade conformément au tableau de conversion, comme repris à l'annexe V. »

Art. 7. Dans l'article 29 du même arrêté les mentions des augmentations intercalaires dans l'échelle de traitement « 11² X 38 291 » et « 11² X 24 907 » sont remplacées respectivement par les mentions « 7² X 38 291 » et « 1² X 24 907 ».

Art. 8. L'article 30 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 30. Par dérogation à l'article 14, § 1^{er}, l'agent nommé au grade d'inspecteur de la navigation (pont), revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime (R.10), qui n'a pas réussi l'examen des aptitudes professionnelles et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

895 653 — 1 272 865
 3¹ X 21 373
 11² X 28 463
 (Cl. 24 a.)
 (N.1 - G.B.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

§ 2. In afwijking van artikel 13, § 2, bekomt de scheepvaartinspecteur (dek), voorheen bekleed met de geschrapte graad van waterschout (R.10), die niet geslaagd is voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid en die vier jaar graadanciënniteit heeft, de weddeschaal 10 B.

§ 3. In afwijking van artikel 13, § 2, kan de scheepvaartinspecteur (dek), voorheen bekleed met de geschrapte graad van waterschout (R.10), die niet geslaagd is voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid en die twaalf jaar graadanciënniteit heeft, de weddeschaal 10 C bekomen voor zover er vacante betrekkingen zijn. »

Art. 3. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 16. De weddeschaal verbonden aan de bijzondere graad van scheepvaartinspecteur (machines) (R.28) wordt vastgesteld als volgt :

979 643 — 1 341 908
 3¹ X 10 676
 2² X 12 465
 4² X 28 463
 5² X 38 291
 (Kl. 24 j.)
 (N.2+ - G.A.) »

Art. 4. De artikelen 20 en 22 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 5. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 24. § 1. Aan de bijzondere graad van scheepvaartcontroleur (R.20) wordt de weddeschaal 20 A verbonden.

§ 2. De scheepvaartcontroleur die vier jaar graadanciënniteit heeft, geniet de weddeschaal 20 B.

§ 3. De scheepvaartcontroleur die slaagt voor het examen voor verhoging in weddeschaal, bekomt de weddeschaal 20 E.

§ 4. Aan de bijzondere graad van hoofdscheepvaartcontroleur (R.22) wordt de weddeschaal 22 A verbonden.

§ 5. De hoofdscheepvaartcontroleur die tenminste zes jaar graadanciënniteit heeft, kan, voor zover er vacante betrekkingen zijn, de weddeschaal 22 B bekomen. »

HOOFDSTUK II. — Overgangsregeling

Art. 6. In artikel 28 van hetzelfde besluit, waarvan de tegenwoordige tekst de § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De wedde van de ambtenaren die, krachtens het koninklijk besluit van 22 maart 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbanen van de ambtenaren van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, ambts-halve worden benoemd in een nieuwe graad, wordt, vanaf 1 april 1999, vastgesteld in de weddeschaal van die graad overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde conversietabel, zoals opgenomen in bijlage V. »

Art. 7. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de vermeldingen van de tussentijdse verhogingen in de weddeschaal « 11² X 38 291 » en « 11² X 24 907 » respectievelijk vervangen door de vermeldingen « 7² X 38 291 » en « 1² X 24 907 ».

Art. 8. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 30. In afwijking van artikel 14, § 1, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartinspecteur (dek), voorheen bekleed met de geschrapte graad van waterschout (R.10), die niet geslaagd is voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

895 653 — 1 272 865
 3¹ X 21 373
 11² X 28 463
 (Kl. 24 j.)
 (N.1 - G.B.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 9. L'article 31 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 31. Par dérogation à l'article 14, § 1^{er}, l'agent nommé au grade d'inspecteur de la navigation (pont), revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime (R.10), qui n'a pas réussi l'examen des aptitudes professionnelles et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

919 409 — 1 296 621
3¹ X 21 373
11² X 28 463
(Cl. 24 a.)
(N.1 - G.B.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 10. L'article 32 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 32. Par dérogation aux articles 13, § 2 et 14, §§ 2 et 3, l'agent nommé au grade d'inspecteur de la navigation (pont), revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime (R.10) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

1 000 957 — 1 548 604
3¹ X 35 618
9² X 48 977
(Cl. 24 a.)
(N.1 - G.B.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 11. L'article 33 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 33. Par dérogation à l'article 13, § 3, l'agent nommé au grade d'inspecteur de la navigation en chef (pont), revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime en chef (R.13) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

1 193 293 — 1 781 012
11² X 53 429
(Cl. 24 a.)
(N.1 - G.B.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 12. Dans l'article 34 du même arrêté, les mots « Par dérogation à l'article 14, § 4 » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 13, § 3 ».

Art. 13. Un article 37bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 37bis. Par dérogation à l'article 18, § 1^{er}, l'agent nommé au grade d'expert en navigation, revêtu auparavant du grade de contrôleur de la navigation (R.20), qui a réussi le concours d'accession spéciale au niveau supérieur et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

762 318 — 1 128 806
3¹ X 10 676
2² X 14 232
2² X 28 463
10² X 24 907
(Cl. 23 a.)
(N.2+ - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 14. L'article 39 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 39. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation, revêtu auparavant du grade rayé d'agent de la police maritime (R.20) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

546 922 — 884 947
3¹ X 10 676
1² X 10 676
1² X 14 232
2² X 28 463
9² X 24 907
(Cl. 20 a.)
(N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 9. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 31. In afwijking van artikel 14, § 1, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartinspecteur (dek), voorheen bekleed met de geschrapte graad van waterschout (R.10), die niet geslaagd is voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

919 409 — 1 296 621
3¹ X 21 373
11² X 28 463
(Kl. 24 j.)
(N.1 - G.B.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 10. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 32. In afwijking van de artikelen 13, § 2 en 14, §§ 2 en 3, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartinspecteur (dek), voorheen bekleed met de geschrapte graad van waterschout (R.10) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

1 000 957 — 1 548 604
3¹ X 35 618
9² X 48 977
(Kl. 24 j.)
(N.1 - G.B.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 11. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 33. In afwijking van artikel 13, § 3, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van hoofdscheepvaartinspecteur (dek), voorheen bekleed met de geschrapte graad van hoofdwaterschout (R.13) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

1 193 293 — 1 781 012
11² X 53 429
(Kl. 24 j.)
(N.1 - G.B.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 12. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de woorden « In afwijking van artikel 14, § 4 » vervangen door de woorden « In afwijking van artikel 13, § 3 ».

Art. 13. Een artikel 37bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 37bis. In afwijking van artikel 18, § 1, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartdeskundige, voorheen bekleed met de graad van scheepvaartcontroleur (R.20), die geslaagd is voor het bijzonder overgangsexamen naar het hoger niveau en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

762 318 — 1 128 806
3¹ X 10 676
2² X 14 232
2² X 28 463
10² X 24 907
(Kl. 23 j.)
(N.2+ - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 14. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 39. In afwijking van artikel 24, § 1, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van agent der zeevaartpolitie (R.20) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

546 922 — 884 947
3¹ X 10 676
1² X 10 676
1² X 14 232
2² X 28 463
9² X 24 907
(Kl. 20 j.)
(N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 15. L'article 40 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 40. Par dérogation à l'article 24, § 2, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation, revêtu auparavant du grade rayé d'agent de la police maritime (R.20) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

578 561 — 913 030
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 11² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 16. L'article 41 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 41. Par dérogation à l'article 24, § 3, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation, revêtu auparavant du grade rayé d'agent de la police maritime (R.20) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

762 318 — 1 128 806
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 17. Un article 41bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 41bis. Par dérogation à l'article 24, § 4, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation en chef, revêtu auparavant du grade rayé de lieutenant de la police maritime (R.22) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

780 127 — 1 146 615
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 18. Un article 41ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 41ter. Par dérogation à l'article 24, § 4, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation en chef, revêtu auparavant du grade rayé de premier lieutenant de la police maritime (R.22) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

812 184 — 1 178 672
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 19. L'article 44 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 44. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation, revêtu auparavant du grade rayé de jaugeur (R.20) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

546 922 — 884 947
 3¹ X 10 676
 1² X 10 676
 1² X 14 232
 2² X 28 463
 9² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 15. Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 40. In afwijking van artikel 24, § 2, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van agent der zeevaartpolitie (R.20) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

578 561 — 913 030
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 11² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 16. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 41. In afwijking van artikel 24, § 3, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van agent der zeevaartpolitie (R.20) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

762 318 — 1 128 806
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 17. Een artikel 41bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 41bis. In afwijking van artikel 24, § 4, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van hoofdscheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van luitenant der zeevaartpolitie (R.22) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

780 127 — 1 146 615
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 18. Een artikel 41ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 41ter. In afwijking van artikel 24, § 4, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van hoofdscheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van eerste luitenant der zeevaartpolitie (R.22) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

812 184 — 1 178 672
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 19. Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 44. In afwijking van artikel 24, § 1, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van scheepsmeter (R.20) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

546 922 — 884 947
 3¹ X 10 676
 1² X 10 676
 1² X 14 232
 2² X 28 463
 9² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 20. L'article 45 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 45. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation, revêtu auparavant du grade rayé de jaugeur (R.20) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

558 138 — 892 607
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 11² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 21. L'article 46 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 46. Par dérogation à l'article 24, § 3, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation, revêtu auparavant du grade rayé de jaugeur (R.20) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

762 318 — 1 128 806
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

Art. 22. L'article 47 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 47. Par dérogation à l'article 24, § 4, l'agent nommé au grade de contrôleur de la navigation en chef, revêtu auparavant du grade rayé de jaugeur en chef (R.22) et qui était rémunéré dans l'échelle de traitement qui est fixée comme suit :

762 318 — 1 128 806
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Cl. 20 a.)
 (N.2 - G.A.)

conserve l'avantage de cette échelle. »

CHAPITRE III. — Dispositions particulières

Art. 23. Dans l'article 89 du même arrêté, les mots « nommé au grade d'agent de la police maritime » et « organisé dans le nouveau grade d'agent de la police maritime (R.20) » sont remplacés respectivement par les mots « nommé au grade de contrôleur de la navigation » et « organisé dans le nouveau grade de contrôleur de la navigation (R.20) ».

Art. 24. Dans l'article 90 du même arrêté, les mots « respectivement organisé dans le nouveau grade d'agent de la police maritime (R.20) ou de jaugeur (R.20) » sont remplacés par les mots « organisé dans le nouveau grade de contrôleur de la navigation (R.20) ».

Art. 25. Un article 90bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 90bis. L'agent qui a réussi un examen d'avancement barémique dans les grades rayés d'agent de la police maritime (R.20) ou de jaugeur (R.20), est censé être lauréat d'un examen d'avancement barémique organisé dans le nouveau grade de contrôleur de la navigation (R.20). »

Art. 26. L'article 92 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 92. Par dérogation aux articles 6, alinéa 3, 7, 21, alinéa 1^{er}, et 24 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, pour le chargé de mission revêtu auparavant du grade de chargé de mission (R.10), l'inspecteur de la navigation (pont) revêtu auparavant du grade rayé d'inspecteur maritime (pont) (R.10) ou de commissaire maritime (R.10), l'inspecteur de la navigation en chef (pont) revêtu auparavant du grade rayé de commissaire maritime en

Art. 20. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 45. In afwijking van artikel 24, § 1, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van scheepsmeter (R.20) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

558 138 — 892 607
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 11² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 21. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 46. In afwijking van artikel 24, § 3, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van scheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van scheepsmeter (R.20) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

762 318 — 1 128 806
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

Art. 22. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 47. In afwijking van artikel 24, § 4, behoudt de ambtenaar benoemd in de graad van hoofdscheepvaartcontroleur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van hoofdscheepsmeter (R.22) en die bezoldigd werd in de weddeschaal die wordt vastgesteld als volgt :

762 318 — 1 128 806
 3¹ X 10 676
 2² X 14 232
 2² X 28 463
 10² X 24 907
 (Kl. 20 j.)
 (N.2 - G.A.)

het voordeel van deze schaal. »

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen

Art. 23. In artikel 89 van hetzelfde besluit worden de woorden « benoemd in de graad van agent der zeevaartpolitie » en « ingericht in de nieuwe graad van agent der zeevaartpolitie (R.20) » respectievelijk vervangen door de woorden « benoemd in de graad van scheepvaartcontroleur » en « ingericht in de nieuwe graad van scheepvaartcontroleur (R.20) ».

Art. 24. In artikel 90 van hetzelfde besluit worden de woorden « onderscheidenlijk ingericht in de nieuwe graad van agent der zeevaartpolitie (R.20) of scheepsmeter (R.20) » vervangen door de woorden « ingericht in de nieuwe graad van scheepvaartcontroleur (R.20) ».

Art. 25. Een artikel 90bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 90bis. De ambtenaar die geslaagd is voor een examen voor verhoging in weddeschaal in de geschrapte graad van agent der zeevaartpolitie (R.20) of scheepsmeter (R.20), wordt geacht laureaat te zijn van een examen voor verhoging in weddeschaal ingericht in de nieuwe graad van scheepvaartcontroleur (R.20). »

Art. 26. Artikel 92 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 92. In afwijking van de artikelen 6, derde lid, 7, 21, eerste lid en 24 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de ministeries, worden voor de zendingsgelastigde voorheen bekleed met de graad van zendingsgelastigde (R.10), de scheepvaartinspecteur (dek) voorheen bekleed met de geschrapte graad van zeevaartinspecteur (dek) (R.10) of van waterschout (R.10), de hoofdscheepvaartinspecteur(dek) voorheen bekleed

chef (R.13), le directeur nautique revêtu auparavant du grade de directeur nautique (R.13) et l'inspecteur de la navigation en chef (pont) revêtu auparavant du grade rayé d'inspecteur maritime en chef (pont) (R.13), tous les services prestés auparavant dans le groupe A sont censés intégralement être prestés dans le groupe B. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 27. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1999, à l'exception de l'article 7 qui produit son effet le 1^{er} juillet 1998.

Art. 28. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

met de geschrapte graad van hoofdwaterschout (R.13), de nautisch directeur voorheen bekleed met de graad van nautisch directeur (R.13) en de hoofdscheepvaartinspecteur (dek) voorheen bekleed met de geschrapte graad van hoofdzeevaartinspecteur (dek) (R.13), alle vroeger in groep A gepresteerde diensten integraal geacht te hebben behoord tot groep B. »

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 27. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1999, met uitzondering van artikel 7 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1998.

Art. 28. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

Annexe V

Tableau de conversion

Ancien grade	Echelle de traitement liée à l'ancien grade	Nouveau grade	Echelle de traitement liée au nouveau grade
PERSONNEL ADMINISTRATIF			
NIVEAU 1			
Inspecteur maritime (pont)	979.643 – 1.341.908 3 ¹ × 10 676 2 ² × 12 465 4 ² × 28 463 5 ² × 38 291 10 C	Inspecteur de la navigation (pont)	979.643 – 1.341.908 3 ¹ × 10 676 2 ² × 12 465 4 ² × 28 463 5 ² × 38 291 10 C
Commissaire maritime	10 A 10 B 10 C	Inspecteur de la navigation (pont)	10 A (*) ou 979 643 – 1 341 908 (**) 3 ¹ × 10 676 2 ² × 12 465 4 ² × 28 463 5 ² × 38 291 10 B (*) ou 10 C (**) 10 C
Inspecteur maritime en chef (pont)	13 A 13 B	Inspecteur de la navigation en chef (pont)	13 A 13 B
Commissaire maritime en chef	13 A 13 B	Inspecteur de la navigation en chef (pont)	13 A 13 B
(*) : pour ceux qui n'ont pas réussi l'examen des aptitudes professionnelles. (**) : pour les lauréats de l'examen des aptitudes professionnelles.			
NIVEAU 2+			
Inspecteur maritime (machines)	979.643 – 1.341.908 3 ¹ × 10 676 2 ² × 12 465 4 ² × 28 463 5 ² × 38 291	Inspecteur de la navigation (machines)	979.643 – 1.341.908 3 ¹ × 10 676 2 ² × 12 465 4 ² × 28 463 5 ² × 38 291

NIVEAU 2			
Jaugeur	20 A 20 B 20 E	Contrôleur de la navigation	20 A 20 B 20 E
Agent de la police maritime	20 A 20 B 20 E	Contrôleur de la navigation	20 A 20 B 20 E
Jaugeur en chef	22 A 22 B	Contrôleur de la navigation en chef	22 A 22 B
Lieutenant de la police maritime	780.127 – 1.146.615 $3^1 \times 10\ 676$ $2^2 \times 14\ 232$ $2^2 \times 28\ 463$ $10^2 \times 24\ 907$	Contrôleur de la navigation en chef	22 A
Premier lieutenant de la police maritime	812.184 – 1.178.672 $3^1 \times 10\ 676$ $2^2 \times 14\ 232$ $2^2 \times 28\ 463$ $10^2 \times 24\ 907$	Contrôleur de la navigation en chef	22 B

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

—
Bijlage V

Conversietabel

Oude graad	Weddeschaal verbonden aan de oude graad	Nieuwe graad	Weddeschaal verbonden aan de nieuwe graad
ADMINISTRATIEF PERSONEEL			
NIVEAU 1			
Zeevaartinspecteur (dek)	979.643 – 1.341.908 $3^1 \times 10\ 676$ $2^2 \times 12\ 465$ $4^2 \times 28\ 463$ $5^2 \times 38\ 291$ 10 C	Scheepvaartinspecteur (dek)	979.643 – 1.341.908 $3^1 \times 10\ 676$ $2^2 \times 12\ 465$ $4^2 \times 28\ 463$ $5^2 \times 38\ 291$ 10 C
Waterschout	10 A 10 B 10 C	Scheepvaartinspecteur (dek)	10 A (*) of 979 643 – 1 341 908 (**) $3^1 \times 10\ 676$ $2^2 \times 12\ 465$ $4^2 \times 28\ 463$ $5^2 \times 38\ 291$ 10 B (*) of 10 C (**) 10 C
Hoofdzeevervaartinspecteur (dek)	13 A 13 B	Hoofdscheepvaartinspecteur (dek)	13 A 13 B
Hoofdwaterschout	13 A 13 B	Hoofdscheepvaartinspecteur (dek)	13 A 13 B
(*) : voor degenen die niet geslaagd zijn voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid. (**) : voor de laureaten van het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid.			

NIVEAU 2+			
Zeevaartinspecteur (machines)	979.643 – 1.341.908 3 ¹ × 10 676 2 ² × 12 465 4 ² × 28 463 5 ² × 38 291	Scheepvaartinspecteur (machines)	979.643 – 1.341.908 3 ¹ × 10 676 2 ² × 12 465 4 ² × 28 463 5 ² × 38 291
NIVEAU 2			
Scheepsmeter	20 A 20 B 20 E	Scheepvaartcontroleur	20 A 20 B 20 E
Agent der zeevaartpolitie	20 A 20 B 20 E	Scheepvaartcontroleur	20 A 20 B 20 E
Hoofdscheepsmeter	22 A 22 B	Hoofdscheepvaartcontroleur	22 A 22 B
Luitenant der zeevaartpolitie	780.127 – 1.146.615 3 ¹ × 10 676 2 ² × 14 232 2 ² × 28 463 10 ² × 24 907	Hoofdscheepvaartcontroleur	22 A
Eerste luitenant der zeevaartpolitie	812.184 – 1.178.672 3 ¹ × 10 676 2 ² × 14 232 2 ² × 28 463 10 ² × 24 907	Hoofdscheepvaartcontroleur	22 B

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY



F. 99 — 1829

[99/14073]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du secteur VI, "Communications et Infrastructure", donné le 15 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 mars 1999;

N. 99 — 1829

[99/14073]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van de Sector VI "Verkeer en Infrastructuur", gegeven op 15 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 mars 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. 1° Dans l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, sous la rubrique "II. Services extérieurs de l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation, II. 1. Personnel administratif", les mentions suivantes :

"Niveau 1

Conseiller adjoint 2

Niveau 2+

Chef-expert en navigation 5

Expert en navigation 8"

sont remplacées par les mentions suivantes :

"Niveau 1

Conseiller adjoint 1

Niveau 2+

Chef-expert en navigation 12

Expert en navigation 19"

2° Dans l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, sous la rubrique "II. Services extérieurs de l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation, II. 1. Personnel administratif", les mentions suivantes sont ajoutées :

"Niveau 1

Conseiller général 1

Ingénieur industriel-directeur 1

Inspecteur de la navigation en chef (pont) 2

Inspecteur de la navigation (pont) 14

Niveau 2+

Inspecteur de la navigation (machines) 11

Niveau 2

Contrôleur de la navigation en chef 21

Contrôleur de la navigation 49"

3° Dans l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, sous la rubrique "II. Services extérieurs de l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation, II. 1. Personnel administratif", les mentions suivantes sont rayées :

"Niveau 1

Commissaire maritime en chef 2

Inspecteur maritime en chef (pont) 1

Commissaire maritime 5

Inspecteur maritime (pont) 9

Niveau 2+

Inspecteur maritime (machines) 11

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 maart 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. 1° In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, onder de rubriek "II. Buitendiensten van het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart, II. 1. Administratief personeel", worden de volgende vermeldingen :

"Niveau 1

Adjunct-adviseur 2

Niveau 2+

Hoofdscheepvaartdeskundige 5

Scheepvaartdeskundige 8"

door de volgende vermeldingen vervangen :

"Niveau 1

Adjunct-adviseur 1

Niveau 2+

Hoofdscheepvaartdeskundige 12

Scheepvaartdeskundige 19"

2° In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, onder de rubriek "II. Buitendiensten van het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart, II. 1. Administratief personeel" worden de volgende vermeldingen toegevoegd :

"Niveau 1

Adviseur-generaal 1

Industrieel ingenieur-directeur 1

Hoofdscheepvaartinspecteur (dek) 2

Scheepvaartinspecteur (dek) 14

Niveau 2+

Scheepvaartinspecteur (machines) 11

Niveau 2

Hoofdscheepvaartcontroleur 21

Scheepvaartcontroleur 49"

3° In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, onder de rubriek "II. Buitendiensten van het bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart, "II. 1. Administratief personeel" worden de volgende vermeldingen geschrapt :

"Niveau 1

Hoofdwaterschout 2

Hoofdzeevaartinspecteur (dek) 1

Waterschout 5

Zeevaartinspecteur (dek) 9

Niveau 2+

Zeevaartinspecteur (machines) 11

<u>Niveau 2</u>	
Jaugeur en chef	5
Jaugeur	10
Premier lieutenant de la police maritime	7
Lieutenant de la police maritime	16
Agent de la police maritime	53"

4° A l'article 1er, § 2, 1er alinéa de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, les mentions suivantes sont ajoutées :

"Niveau 1

Inspecteur de la navigation en chef (pont) (*)	1
Conseiller adjoint (*)	1"

5° A l'article 1er, § 2, dernier alinéa de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, les mentions suivantes sont ajoutées :

"Ingénieur industriel-directeur	1
Ingénieur	1"

6° A l'article 1er, § 2, dernier alinéa de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, la mention suivante :

"Agent de la police maritime (niveau 2) est remplacée par la mention :	1"
"Contrôleur de la navigation	1".

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1999.

Art. 3. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

<u>Niveau 2</u>	
Hoofdscheepsmeter	5
Scheepsmeter	10
Eerste luitenant der zeevaartpolitie	7
Luitenant der zeevaartpolitie	16
Agent der zeevaartpolitie	53"

4° Aan artikel 1, § 2, eerste lid van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, worden de volgende vermeldingen toegevoegd :

"Niveau 1

Hoofdscheepvaartinspecteur (dek) (*)	1
Adjunct-adviseur (*)	1"

5° Aan artikel 1, § 2, laatste lid van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, worden de volgende vermeldingen toegevoegd :

"Industrieel ingenieur-directeur	1
Ingenieur	1"

6° In artikel 1, § 2, laatste lid van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, wordt de volgende vermelding :

"Agent der zeevaartpolitie (niveau 2) vervangen door de vermelding :	1"
"Scheepvaartcontroleur	1".

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1999.

Art. 3. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

F. 99 — 1830

[99/14071]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 juin 1998 fixant les dispositions particulières assurant au Ministère des Communications et de l'Infrastructure l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat

Le Ministre des Transports,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 juillet 1998;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 mars 1998;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1998 fixant les dispositions particulières assurant au Ministère des Communications et de l'Infrastructure l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

N. 99 — 1830

[99/14071]

1 APRIL 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 juni 1998 tot vaststelling van de bijzondere bepalingen om bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur te voorzien in de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

De Minister van Vervoer,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 1998 tot vaststelling van de bijzondere bepalingen om bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur te voorzien in de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Vu l'avis du Conseil de Direction;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 1999;
 Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 mars 1999;
 Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 mars 1999;
 Vu le protocole du 15 mars 1999 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du comité VI, « Communications et Infrastructure »;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;
 Vu l'urgence;
 Considérant qu'il est nécessaire, afin de ne pas causer préjudice aux titulaires des grades concernés dans leur nouvelle carrière, d'adapter sans délai les modalités selon lesquelles doivent s'effectuer les recrutements et les promotions des membres du personnel,

Arrête :

Article 1^{er}. Les mentions reprises à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 juin 1998 fixant les dispositions particulières assurant au Ministère des Communications et de l'Infrastructure l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, relatif aux dispositions reprises dans l'annexe I du présent arrêté, sont remplacées par les dispositions reprises dans l'annexe II du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Bruxelles, le 1^{er} avril 1999.

M. DAERDEN

Gelet op het advies van de Directieraad;
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 1999;
 Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 maart 1999;
 Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 1999;
 Gelet op het protocol van 15 maart 1999 waarin de conclusies van de onderhandeling binnen het Sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur », worden vermeld;
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
 Overwegende dat het noodzakelijk is, teneinde de titularissen van de betrokken graden in hun nieuwe loopbaan niet te benadelen onverwijd over te gaan tot de aanpassing van de wijze waarop de aanwervingen en de bevorderingen van de personeelsleden dienen te geschieden,

Besluit :

Artikel 1. De vermeldingen opgenomen in de bijlage I van het ministerieel besluit van 23 juni 1998 tot vaststelling van de bijzondere bepalingen om bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur te voorzien in de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, met betrekking tot de in bijlage I van onderhavig besluit opgenomen bepalingen, worden vervangen door bepalingen vervat in bijlage II van onderhavig besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Brussel, 1 april 1999.

M. DAERDEN

Annexe I

Rang hiérarchique	Grade	Mode d'attribution	Grades y donnant accès	Conditions particulières
22	joueur en chef	avancement de grade	joueur	
22	premier lieutenant de la police maritime	changement de grade	lieutenant de la police maritime	au moins 6 ans d'ancienneté de grade (application de l'article 66, 3 ^e alinéa, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat)
22	lieutenant de la police maritime	avancement de grade	agent de la police maritime	
20	joueur	recrutement		
20	agent de la police maritime	recrutement		<u>pour le recrutement</u> : — posséder un permis de conduire valable pour catégorie B — ne pas avoir atteint l'âge de 30 ans

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1999.

Le Ministre des Transports,

M. DAERDEN

Bijlage I

Hiërarchische rang	Graad	Wijze van toekenning	Toegang gevende graden	Bijzondere voorwaarden
22	hoofdscheepsmeter	verhoging in graad	scheepsmeter	
22	eerste luitenant der zeevaartpolitie	verandering van graad	luitenant der zeevaartpolitie	ten minste zes jaar graadanciënniteit (toepassing van artikel 66, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel)
22	luitenant der zeevaartpolitie	verhoging in graad	agent der zeevaartpolitie	
20	scheepsmeter	aanwerving		
20	agent der zeevaartpolitie	aanwerving		voor de werving : — in het bezit van een rijbewijs geldig voor de categorie B — de leeftijd van 30 jaar niet bereikt hebben

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 april 1999.

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

Annexe II

Rang hiërarchique	Grade	Mode d'attribution	Grades y donnant accès	Conditions particulières
22	contrôleur de la navigation en chef	avancement de grade	contrôleur de la navigation	
20	contrôleur de la navigation	recrutement		pour le recrutement : — posséder un permis de conduire valable pour la catégorie B

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1999.

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Bijlage II

Hiërarchische rang	Graad	Wijze van toekenning	Toegang gevende graden	Bijzondere voorwaarden
22	hoofdscheepvaartcontroleur	verhoging in graad	scheepvaartcontroleur	
20	scheepvaartcontroleur	aanwerving		voor de werving : — in het bezit van een rijbewijs geldig voor de categorie B

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 april 1999.

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

F. 99 — 1831

[99/14069]

21 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 juin 1998 pris en exécution de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure

Le Ministre des Transports,

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'infrastructure, modifié par l'arrêté royal du 20 avril 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1998 pris en exécution de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du secteur VI, « Communications et Infrastructure », donné le 15 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 mars 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 mars 1999;

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 juin 1998 pris en exécution de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, sous la rubrique « Personnel administratif », les mentions suivantes :

"1 des 4 emplois d'ingénieur industriel-directeur est rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

1 des 3 emplois de commissaire maritime en chef et de directeur nautique ensemble, est rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

l'emploi d'inspecteur maritime en chef (pont) peut être rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

4 des 11 emplois de commissaire maritime sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

1 des 5 emplois de chef-expert en navigation est rémunéré par l'échelle de traitement, qui est fixée comme suit :

904 248 — 1 281 790
3¹ X 21 373
11² X 28 493
(Cl. 23 a.)
(N.2+ — G.A.)

1 des 5 emplois de jaugeur en chef est rémunéré par l'échelle de traitement 22 B;"

sont remplacées par les mentions suivantes :

"1 des 5 emplois d'ingénieur industriel-directeur est rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

l'emploi de directeur nautique peut être rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

1 des 2 emplois d'inspecteur de la navigation en chef (pont) est rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

2 des 5 emplois d'inspecteur de la navigation (pont), revêtus auparavant du grade rayé de commissaire maritime (R.10) et qui n'ont pas réussi l'examen des aptitudes professionnelles, peuvent être rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

3 des 12 emplois de chef-expert en navigation sont rémunérés par l'échelle de traitement, qui est fixée comme suit :

904 248 — 1 281 790
3¹ X 21 373
11² X 28 493
(Cl. 23 a.)
(N.2+ — G.A.)

6 des 21 emplois de contrôleur de la navigation en chef sont rémunérés par l'échelle de traitement 22 B;"

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 20 avril 1999 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cadre organique du Ministère des Communications et de l'Infrastructure.

Bruxelles, le 21 avril 1999.

M. DAERDEN

N. 99 — 1831

[99/14069]

21 APRIL 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 juni 1998 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

De Minister van Vervoer,

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 april 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 1998 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van de Sector VI, « Verkeer en Infrastructuur », gegeven op 15 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 maart 1999;

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 23 juni 1998 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, onder de rubriek « Administratief personeel », worden de volgende vermeldingen :

"1 van de 4 betrekkingen van industrieel ingenieur-directeur wordt bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

1 van de 3 betrekkingen van hoofdwaterschout en nautisch directeur samen, wordt bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

de betrekking van hoofdzeevaartinspecteur (dek) mag worden bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

4 van de 11 betrekkingen van waterschout worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

1 van de 5 betrekkingen van hoofdscheepvaartdeskundige wordt bezoldigd in de weddeschaal, die wordt vastgesteld als volgt :

904 248 — 1 281 790
3¹ X 21 373
11² X 28 493
(Kl. 23 j.)
(N.2+ — G.A.)

1 van de 5 betrekkingen van hoofdscheepsmeter wordt bezoldigd in de weddeschaal 22 B;"

door de volgende vermeldingen vervangen :

"1 van de 5 betrekkingen van industrieel ingenieur-directeur wordt bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

de betrekking van nautisch directeur kan worden bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

1 van de 2 betrekkingen van hoofdscheepvaartinspecteur (dek) wordt bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

2 van de 5 betrekkingen van scheepvaartinspecteur (dek), voorheen bekleed met de geschrapte graad van waterschout (R.10) en die niet geslaagd zijn voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid, kunnen worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

3 van de 12 betrekkingen van hoofdscheepvaartdeskundige worden bezoldigd in de weddeschaal, die wordt vastgesteld als volgt :

904 248 — 1 281 790
3¹ X 21 373
11² X 28 493
(Kl. 23 j.)
(N.2+ — G.A.)

6 van de 21 betrekkingen van hoofdscheepvaartcontroleur worden bezoldigd in de weddeschaal 22 B;"

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur.

Brussel, 21 april 1999.

M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 99 — 1832

[S - C - 99/02075]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment les articles 22 et 38, § 1^{er}, 1°;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 40, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, l'article 43, l'article 59, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 60, remplacé par l'arrêté du 31 mars 1995, l'article 62, remplacé par l'arrêté royal du 6 février 1997, l'article 74bis, inséré par l'arrêté royal du 26 septembre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995 et l'article 83;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 6 février 1997, les articles 7 et 8, remplacés par l'arrêté royal du 6 février 1997, les articles 20bis à 20quater, insérés par l'arrêté royal du 19 septembre 1990 et modifiés par l'arrêté royal du 27 octobre 1992, l'article 26, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 13 novembre 1990, 27 octobre 1992, 14 septembre 1994 et 2 juin 1998, l'article 60, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 25 avril 1980, 19 septembre 1990, 18 novembre 1991, 14 septembre 1994 et 2 juin 1998, l'article 65, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 31 janvier 1977 et l'annexe III, insérée par l'arrêté royal du 6 février 1997;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 17, remplacé par l'arrêté royal du 2 décembre 1998, l'article 19, remplacé par l'arrêté royal du 10 avril 1995, l'article 28ter, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 1998, l'article 28quater, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 1998 et l'article 28quinquies, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 1998;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, notamment l'article 3, remplacé par l'arrêté royal du 20 février 1989 et modifié par l'arrêté royal du 4 août 1996 et l'article 4, modifié par les arrêtés royaux des 20 février 1989 et 4 août 1996;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 portant réforme de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat, notamment l'article 33, 1°;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, notamment les articles 3 et 13;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux agents de l'Etat, notamment l'article 109;

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 16, § 4, y inséré par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 6 juin 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 juin 1998;

Vu le protocole n° 298 du 15 juin 1998 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 27 novembre 1998, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 99 — 1832

[S - C - 99/02075]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op de artikelen 22 en 38, § 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 40, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, op artikel 43, op artikel 59, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 60, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 62, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, op artikel 74bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995 en op artikel 83;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, op de artikelen 7 en 8, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, op de artikelen 20bis tot 20quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 september 1990 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1992, op artikel 26, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 13 november 1990, 27 oktober 1992, 14 september 1994 en 2 juni 1998, op artikel 60, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 25 april 1980, 19 september 1990, 18 november 1991, 14 september 1994 en 2 juni 1998, op artikel 65, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 31 januari 1977 en op de bijlage III, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 17, vervangen bij het koninklijk besluit van 2 december 1998, op artikel 19, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, op artikel 28ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1998, op artikel 28quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1998 en op artikel 28quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, inzonderheid op artikel 3, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 februari 1989 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 en op artikel 4, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 februari 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende hervorming van verscheidene verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 33, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, inzonderheid op de artikelen 3 en 13;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan de rijksambtenaren, inzonderheid op artikel 109;

Gelet op de herstellwet van 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 16, § 4, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juni 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 1998;

Gelet op het protocol nr. 298 van 15 juni 1998 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 november 1998, over het verzoek van de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux emplois qui relèvent des services publics visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Le présent arrêté est applicable aux institutions publiques de sécurité sociale visées par l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Art. 2. Le présent arrêté n'est pas applicable :

1° aux emplois qui, dans les établissements scientifiques de l'Etat correspondent à une fonction dirigeante du degré II et à une fonction dirigeante du degré I;

2° aux emplois visés aux articles 10 à 12 qui correspondent à un emploi du rang 13 dans la hiérarchie des grades que peuvent porter les agents de l'Etat;

3° aux emplois qui, dans les services publics visés à l'article 1^{er}, sont soumis à un régime particulier de désignation temporaire.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux agents des carrières extérieures du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

CHAPITRE II. — *Du mandat dans les services publics visés à l'article 1^{er}*

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 3. Le mandat est une désignation temporaire dans un emploi vacant du niveau 1 correspondant à un grade supérieur ou équivalent à celui de l'agent. Il est conféré pour une période de cinq ans.

Par grade équivalent à celui de l'agent, il y a lieu d'entendre un grade de même rang.

Art. 4. § 1^{er}. Pendant la durée du mandat, l'agent exerce les prérogatives et bénéficie du traitement et des avantages pécuniaires attachés au grade dont il est temporairement revêtu. Pour le surplus, il est soumis au statut administratif et pécuniaire attaché à ce grade.

§ 2. Simultanément à l'exercice d'un mandat, l'agent reçoit chaque année une prime de direction dont le montant et les conditions d'octroi sont fixées par Nous.

§ 3. La prime est, pour les agents désignés par mandat pour occuper un emploi de rang 17, accordée par le ministre. Pour les agents désignés par mandat pour occuper un emploi de rang 16, elle est accordée par décision conjointe du ministre et du secrétaire général. En l'absence de secrétaire général, la prime est accordée par le ministre.

§ 4. Pour ce qui concerne les agents désignés par mandat pour occuper un emploi visé à la section 3 du présent chapitre, la prime est accordée au fonctionnaire dirigeant par le ministre concerné après avis du président de l'organe de gestion. Elle est accordée au fonctionnaire dirigeant adjoint sur décision conjointe du président de l'organe de gestion et du fonctionnaire dirigeant.

Art. 5. § 1^{er}. Pendant le mandat, l'agent ne peut pas obtenir un congé pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française.

L'agent ne peut obtenir un congé pour mission, pour interruption de la carrière ou une absence de longue durée pour raisons personnelles que pour autant que la durée du congé ou de l'absence n'excède pas trois mois.

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de betrekkingen die behoren tot de in artikel 1, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken bedoelde overheidsdiensten.

Dit besluit is toepasselijk op de openbare instellingen van sociale zekerheid die bedoeld zijn bij het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 2. Dit besluit is niet toepasselijk :

1° op de betrekkingen welke in de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat overeenkomen met een leidende functie van trap II en met een leidende functie van trap I;

2° op de in de artikelen 10 tot 12 bedoelde betrekkingen die met een betrekking van rang 13 overeenkomen in de hiërarchie van de graden die de rijksambtenaren kunnen hebben;

3° op de betrekkingen die, in de in artikel 1 bedoelde overheidsdiensten, aan een bijzondere regeling van tijdelijke aanwijzing onderworpen zijn.

Dit besluit is niet toepasselijk op de ambtenaren van de buitenlandse loopbanen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

HOOFDSTUK II. — *Mandaat in de overheidsdiensten bedoeld in artikel 1*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. Het mandaat is een tijdelijke aanwijzing in een vacante betrekking van niveau 1, die overeenstemt met een hogere of gelijkwaardige graad dan die van de ambtenaar. Het wordt toegekend voor een periode van vijf jaar.

Onder gelijkwaardige graad dan die van de ambtenaar dient men een graad van eenzelfde rang te verstaan.

Art. 4. § 1. Tijdens de duur van het mandaat oefent de ambtenaar de prerogatieven uit en geniet hij de wedde en de geldelijke voordelen die verbonden zijn aan de graad die hij tijdelijk bekleedt. Voor het overige valt hij onder de toepassing van het administratief en geldelijk statuut die met deze graad verbonden zijn.

§ 2. Gelijktijdig met de uitoefening van het mandaat ontvangt de ambtenaar ieder jaar een directiepremie waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden door Ons worden vastgelegd.

§ 3. De premie wordt, voor de ambtenaren die bij mandaat aangewezen zijn om een betrekking van rang 17 te bekleden, toegekend door de minister. Voor de ambtenaren die bij een mandaat aangewezen zijn om een betrekking van rang 16 te bekleden, wordt ze toegekend bij gezamenlijke beslissing van de minister en van de secretaris-generaal. In afwezigheid van een secretaris-generaal wordt de premie door de minister toegekend.

§ 4. Wat de ambtenaren betreft die bij mandaat worden aangewezen om een betrekking te bekleden die in afdeling 3 van dit hoofdstuk bedoeld is, wordt de premie aan de leidende ambtenaar door de betrokken minister toegekend na advies van de voorzitter van het beheersorgaan. Ze wordt toegekend aan de adjunct-leidende ambtenaar op gezamenlijke beslissing van de voorzitter van het beheersorgaan en van de leidende ambtenaar.

Art. 5. § 1. De ambtenaar mag tijdens het mandaat geen verlof krijgen om een ambt uit te oefenen in het kabinet van een minister of een staatssecretaris of in het kabinet van de voorzitter of van een lid van de regering van een Gemeenschap, van een Gewest, van het Verenigd college van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De ambtenaar kan slechts een verlof wegens opdracht, wegens loopbaanonderbreking of een afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden verkrijgen in zoverre de duur van het verlof of de afwezigheid niet meer bedraagt dan drie maanden.

§ 2. L'agent peut demander à l'autorité dont il relève qu'il soit mis fin à son mandat. En cas d'accord de cette autorité, un préavis de six mois est requis, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité n'accepte un délai plus court.

En ce cas, l'agent est mis à la disposition du Service Mobilité du Ministère de la Fonction publique et est réaffecté dans un emploi du rang 15. Cette réaffectation a lieu en concertation avec le ministre dont relève le service public où l'emploi est vacant. L'agent est soumis au statut administratif et pécuniaire attaché au grade du rang 15.

L'agent visé à l'alinéa 1^{er} et qui est désigné par mandat selon un mode particulier de nomination ou suite à une première nomination fondée sur des dispositions dérogeant aux dispositions prévues dans les statuts du personnel est exclu de l'application de l'alinéa 2 aussi longtemps qu'il ne compte pas neuf années de service à dater de sa désignation.

Art. 6. L'agent qui est désigné par mandat dans un grade équivalent au sien n'obtient, à aucun moment, un traitement inférieur à celui dont il aurait bénéficié dans le grade dont il est titulaire.

Art. 7. § 1^{er}. Lors de chaque désignation pour une période de mandat, le ministre établit, sur proposition de l'agent concerné, une lettre de mission qui définit les objectifs à atteindre compte tenu des moyens mis à sa disposition.

La lettre de mission comporte :

- 1° la note de politique générale du ministre;
- 2° les options de gestion importantes pour l'ensemble du service public;
- 3° les objectifs à atteindre pour l'administration dont l'agent est responsable.

§ 2. Pour les agents désignés pour occuper un emploi de rang 16 visé à la section 2, la lettre de mission est établie en collaboration avec, selon le cas, le secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant. Elle doit s'intégrer parfaitement dans la répartition des tâches, missions et moyens du service public dont le secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant assure la cohérence.

Pour les agents désignés pour occuper un emploi de fonctionnaire dirigeant adjoint visé à la section 3, la lettre de mission est établie en collaboration avec le fonctionnaire dirigeant.

§ 3. La lettre de mission peut être adaptée au cours du mandat.

Section 2. — De la désignation par mandat à des emplois pour lesquels il n'est pas prévu de mode particulier de nomination

Art. 8. § 1^{er}. Pour chaque désignation par mandat à un grade du rang 17, le ministre fait appel aux candidats au moyen d'un avis publié au *Moniteur belge*.

L'avis mentionne au moins l'emploi vacant, l'autorité auprès de laquelle et le délai dans lequel la candidature doit être introduite ainsi que les conditions générales requises pour accéder à un grade du rang 17. L'avis contient en outre une description des fonctions afférentes à l'emploi à conférer et invite les candidats à faire valoir leurs qualités en matière de gestion des services publics.

Le délai visé à l'alinéa 2 est de vingt jours ouvrables. Il commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la publication de l'avis au *Moniteur belge*. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Le présent paragraphe n'est pas applicable lors du renouvellement d'un mandat.

§ 2. Peuvent être désignés par mandat à un grade du rang 17 :

- 1° les agents du rang 17;
- 2° les agents qui sont titulaires d'un grade des rangs 16 ou 15 et qui justifient d'au moins un an d'ancienneté de grade.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er} doivent en outre être titulaires du brevet de direction visé à l'article 20.

§ 3. La désignation par mandat ainsi que le renouvellement d'un mandat se font par Nous par arrêté délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du ministre concerné.

§ 2. De ambtenaar kan de overheid waaronder hij ressorteert vragen een einde aan zijn mandaat te stellen. Als deze overheid akkoord gaat is een opzegging van zes maanden vereist tenzij op aanvraag van de betrokkene de overheid een kortere termijn aanvaardt.

In dit geval wordt de ambtenaar ter beschikking van de Dienst Mobiliteit van het Ministerie van Ambtenarenzaken gesteld en weder-tewerkgesteld in een betrekking van rang 15. Deze wedertewerkstelling gebeurt in overleg met de minister onder wie de overheidsdienst ressorteert waar de betrekking vacant is. De ambtenaar is onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut dat verbonden is aan de graad van 15.

De in het eerste lid bedoelde ambtenaar die bij mandaat is aangewezen volgens een bijzondere benoemingswijze of ingevolge een eerste benoeming op grond van bepalingen die afwijken van de bepalingen die in de personeelsstatuten zijn opgenomen, is van de toepassing van het tweede lid uitgesloten zolang hij geen negen jaar dienst telt vanaf de datum van zijn aanwijzing.

Art. 6. De ambtenaar die bij mandaat wordt aangewezen voor een graad die evenwaardig is aan de zijne, ontvangt op geen enkel ogenblik een wedde die lager ligt dan die welke hij zou genoten hebben in de graad waarvan hij titularis is.

Art. 7. § 1. Bij elke aanwijzing voor een mandaatperiode maakt de minister, op voorstel van de betrokken ambtenaar, een opdrachtbrief op die de te bereiken doelstellingen omschrijft, rekening houdend met de hem ter beschikking gestelde middelen.

De opdrachtbrief omvat :

- 1° de algemene beleidsnota van de minister;
- 2° de beheersopties van belang voor het geheel van de overheidsdienst;
- 3° de voor het bestuur waarvoor de ambtenaar verantwoordelijk is, te bereiken doelstellingen.

§ 2. Voor de ambtenaren die worden aangewezen om een in afdeling 2 vermelde betrekking van rang 16 te bekleden wordt de opdrachtbrief opgesteld in samenwerking met, naargelang van het geval, de secretaris-generaal of de leidende ambtenaar. Ze moet volkomen passen in de verdeling van de taken, opdrachten en middelen van de overheidsdienst waarvan de secretaris-generaal of de leidende ambtenaar de coherentie verzekert.

Voor de ambtenaren die worden aangewezen om een in afdeling 3 vermelde betrekking van adjunct-leidend ambtenaar te bekleden wordt de opdrachtbrief opgesteld in samenwerking met de leidende ambtenaar.

§ 3. De opdrachtbrief kan in de loop van het mandaat worden aangepast.

Afdeling 2. — De aanwijzing bij mandaat voor betrekkingen waarvoor geen bijzondere benoemingswijze bepaald is

Art. 8. § 1. Voor elke aanwijzing bij mandaat tot een graad van rang 17 doet de minister een oproep tot de kandidaten bij middel van een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Het bericht vermeldt ten minste de vacante betrekking, de overheid waarbij en de termijn waarbinnen de kandidatuur moet worden ingediend, alsook de algemene voorwaarden vereist om een graad van rang 17 te bekleden. Het bericht bevat bovendien een functiebeschrijving die met het te begeven ambt verbonden is en nodigt de kandidaten uit om hun bekwaamheden inzake beheer van de overheidsdiensten te laten gelden.

De in het tweede lid bedoelde termijn bedraagt twintig werkdagen. Hij vangt aan op de eerste werkdag welke volgt op die van de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Deze paragraaf is niet van toepassing bij het hernieuwen van een mandaat.

§ 2. Kunnen bij mandaat worden aangewezen tot een graad van rang 17 :

- 1° de ambtenaren van rang 17;
- 2° de ambtenaren die titularis zijn van een graad van de rangen 16 of 15 en die ten minste één jaar graadanciënniteit hebben.

De ambtenaren, bedoeld in het eerste lid, moeten bovendien houder zijn van het directiebrevet, bedoeld in artikel 20.

§ 3. De aanwijzing bij mandaat alsook de hernieuwing van een mandaat worden door Ons verricht bij in Ministerraad overlegd besluit op de voordracht van de betrokken minister.

La désignation a lieu après avis du Conseil supérieur de la fonction publique sur les candidatures introduites.

L'alinéa 2 n'est pas applicable lors du renouvellement d'un mandat.

Art. 9. § 1^{er}. Pour chaque désignation par mandat à un emploi du rang 16, le ministre fait un appel aux candidats au moyen d'un avis publié au *Moniteur belge*. L'avis mentionne au moins l'emploi vacant, l'autorité auprès de laquelle et le délai dans lequel la candidature doit être introduite ainsi que les conditions générales requises pour accéder à un grade du rang 16. L'avis contient en outre une description des fonctions afférentes à l'emploi à conférer et invite les candidats à faire valoir leurs qualités en matière de gestion des services publics.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est de vingt jours ouvrables. Il commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la publication de l'avis au *Moniteur belge*. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

§ 2. Peuvent être désignés par mandat à un emploi du rang 16 :

- 1° les agents titulaires d'un grade du rang 16;
- 2° les agents titulaires d'un grade du rang 15 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er} doivent en outre être titulaires du brevet de direction visé à l'article 20.

§ 3. La désignation par mandat ainsi que le renouvellement d'un mandat se font par Nous sur proposition du ministre concerné.

La désignation a lieu après avis du Conseil supérieur de la fonction publique sur les candidatures introduites. Ce dernier prend au préalable, sur lesdites candidatures, l'avis du conseil de direction du service public où l'emploi est à conférer.

L'alinéa 2 n'est pas applicable lors du renouvellement d'un mandat.

Section 3. — De la désignation par mandat à des emplois pour lesquels il est prévu un mode particulier de nomination

Art. 10. Pour chaque désignation par mandat à un emploi de fonctionnaire dirigeant et de fonctionnaire dirigeant adjoint pour lesquels il est prévu un mode particulier de nomination, le ministre fait appel aux candidats au moyen d'un avis publié au *Moniteur belge*.

Par fonctionnaire dirigeant, il y a lieu d'entendre le fonctionnaire qui dirige le service public concerné. Par fonctionnaire dirigeant adjoint, il y a lieu d'entendre le fonctionnaire qui assiste le fonctionnaire dirigeant.

L'avis mentionne au moins l'emploi vacant, l'autorité auprès de laquelle et le délai dans lequel la candidature doit être introduite ainsi que les conditions générales requises pour accéder au grade correspondant à l'emploi vacant. L'avis contient en outre une description des fonctions afférentes à l'emploi à conférer et invite les candidats à faire valoir leurs qualités en matière de gestion des services publics.

Le délai visé à l'alinéa 3 est de vingt jours ouvrables. Il commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la publication de l'avis au *Moniteur belge*. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Art. 11. La désignation par mandat à un emploi de fonctionnaire dirigeant ainsi que le renouvellement d'un mandat se font par Nous par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

La désignation a lieu après avis du Conseil supérieur de la fonction publique sur les candidatures introduites et avis de l'organe de gestion pour autant que le service public soit doté d'un tel organe et que cet organe soit compétent en matière de personnel.

L'alinéa 2 n'est pas applicable lors du renouvellement d'un mandat.

Art. 12. La désignation par mandat à un emploi de fonctionnaire dirigeant adjoint ainsi que le renouvellement d'un mandat se font par Nous.

La désignation a lieu après avis du Conseil supérieur de la fonction publique sur les candidatures introduites et après avis de l'organe de gestion pour autant que le service public concerné soit doté d'un tel organe et que cet organe soit compétent en matière de personnel.

De aanwijzing gebeurt na advies van de Hoge Raad van ambtenarenzaken over de ingediende kandidaturen.

Het tweede lid is niet van toepassing bij het hernieuwen van een mandaat.

Art. 9. § 1. Voor elke aanwijzing bij mandaat voor een betrekking van rang 16, doet de minister een oproep tot de kandidaten door middel van een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het bericht vermeldt ten minste de vacante betrekking, de overheid waarbij en de termijn waarin de kandidatuur ingediend moet worden, alsook de algemene voorwaarden vereist om een graad van rang 16 te bekleden. Het bericht bevat bovendien een functiebeschrijving die aan het te begeven ambt verbonden is en nodigt de kandidaten uit om hun bekwaamheden inzake beheer van de overheidsdiensten te laten gelden.

De in het eerste lid bedoelde termijn bedraagt twintig werkdagen. Hij vangt aan op de eerste werkdag welke volgt op die van de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

§ 2. Kunnen bij mandaat voor een betrekking van rang 16 worden aangewezen :

- 1° de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 16;
- 2° de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15 en die ten minste één jaar graadanciënniteit tellen.

De ambtenaren, bedoeld in het eerste lid, moeten bovendien houder zijn van het directiebrevet, bedoeld in artikel 20.

§ 3. De aanwijzing bij mandaat alsook de hernieuwing van een mandaat worden door Ons verricht op de voordracht van de betrokken minister.

De aanwijzing gebeurt na advies van de Hoge Raad van ambtenarenzaken over de ingediende kandidaturen. Deze laatste wint vooraf over de genoemde kandidaturen het advies in van de directieraad van de overheidsdienst waar de betrekking te begeven is.

Het tweede lid is niet van toepassing bij het hernieuwen van een mandaat.

Afdeling 3. — De aanwijzing bij mandaat voor betrekkingen waarvoor een bijzondere benoemingswijze bepaald is

Art. 10. Voor elke aanwijzing bij mandaat tot een betrekking van leidende ambtenaar en adjunct-leidende ambtenaar waarvoor er een bijzondere wijze van benoeming is vastgesteld doet de minister een oproep tot de kandidaten door middel van een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Onder leidende ambtenaar dient te worden verstaan de ambtenaar die de betrokken overheidsdienst leidt. Onder adjunct-leidende ambtenaar dient te worden verstaan de ambtenaar die de leidende ambtenaar bijstaat.

Het bericht vermeldt ten minste de vacante betrekking, de overheid waarbij en de termijn waarbinnen de kandidatuur moet worden ingediend, alsook de algemene voorwaarden vereist om de graad die met de vacante betrekking overeenkomt te bekleden. Het bericht bevat bovendien een functiebeschrijving die aan het te begeven ambt verbonden is en nodigt de kandidaten uit om hun bekwaamheden inzake beheer van de overheidsdiensten te laten gelden.

De in het derde lid bedoelde termijn bedraagt twintig werkdagen. Hij vangt aan op de eerste werkdag welke volgt op die van de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Art. 11. De aanwijzing bij mandaat voor een betrekking van leidend ambtenaar alsook de hernieuwing van een mandaat worden door Ons verricht bij in Ministerraad overlegd besluit.

De aanwijzing gebeurt na advies van de Hoge Raad van ambtenarenzaken over de ingediende kandidaturen en advies van het beheersorgaan voor zover de betrokken overheidsdienst van een dergelijk orgaan voorzien is en dit orgaan bevoegd is inzake personeel.

Het tweede lid is niet van toepassing bij het hernieuwen van een mandaat.

Art. 12. De aanwijzing bij mandaat voor een betrekking van adjunct-leidend ambtenaar alsook de hernieuwing van een mandaat worden door Ons verricht.

De aanwijzing gebeurt na advies van de Hoge Raad van ambtenarenzaken over de ingediende kandidaturen en advies van het beheersorgaan voor zover de betrokken overheidsdienst van een dergelijk orgaan voorzien is en dit orgaan bevoegd is inzake personeel.

L'alinéa 2 n'est pas applicable lors du renouvellement d'un mandat.

CHAPITRE III. — *De l'évaluation des agents désignés à un mandat*

Art. 13. L'évaluation des agents désignés à un mandat comporte une évaluation intermédiaire qui est notifiée à l'agent au terme des deux premières années de mandat et une évaluation finale qui lui est notifiée au terme du mandat.

Art. 14. En vue de son évaluation, l'agent rédige un rapport d'activités établi en fonction notamment des objectifs retenus dans la lettre de mission et qu'il transmet au ministre dont il relève; le rapport est accompagné le cas échéant de l'avis du secrétaire général.

Dans les services publics qui sont dotés d'un organe de gestion, le rapport d'activité est accompagné de l'avis de cet organe.

Art. 15. Après avoir entendu au préalable l'agent et l'organe de gestion dans les services publics qui sont dotés d'un tel organe, le ministre approuve ou rejette le rapport; à cette fin, il établit, dans le mois de la transmission du rapport, une note de réponse motivée qui tient compte des objectifs atteints en fonction des moyens disponibles. L'agent peut faire valoir ses observations par écrit.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la note de réponse est censée favorable à l'agent.

Art. 16. L'évaluation des agents désignés par mandat est notifiée par le ministre concerné sur base du rapport d'activités visé à l'article 14 et sur base des critères d'évaluation repris en annexe I du présent arrêté.

L'évaluation intermédiaire se traduit par une appréciation positive ou réservée dans la note de réponse visée à l'article 15.

L'évaluation finale se traduit par une mention positive ou une mention négative.

Art. 17. Si l'agent désigné par mandat ne peut marquer son accord sur l'évaluation finale qui lui est notifiée, il peut, dans les dix jours de la notification, saisir le conseil supérieur de la fonction publique par lettre recommandée à la poste.

L'agent comparaît en personne et peut faire valoir ses observations; il peut pour sa défense, se faire assister par la personne de son choix. Le recours est suspensif.

Le conseil supérieur de la fonction publique fait connaître au ministre son avis motivé au plus tard dans le mois qui suit l'introduction du recours. Cet avis mentionne le résultat du vote. Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

La décision motivée du ministre est communiquée à l'agent et au conseil supérieur de la fonction publique dans les quinze jours à dater de la notification au ministre de l'avis émis par ce dernier. Passé ce délai, l'avis vaut décision.

Art. 18. Lorsqu'au terme de son évaluation finale, l'agent obtient la mention positive, le mandat pour lequel il a été désigné est renouvelé.

Art. 19. § 1^{er}. Lorsqu'au terme de son évaluation finale, l'agent obtient la mention négative, l'emploi pour lequel il a été désigné fait l'objet d'un nouvel appel aux candidats. Toutefois, en cas de recours introduit auprès du conseil supérieur de la fonction publique, cet appel ne peut intervenir avant la décision prise au terme de la procédure de recours.

§ 2. L'agent visé au § 1^{er} est mis à la disposition du Service Mobilité du Ministère de la Fonction publique et est réaffecté dans un emploi du rang 15. Cette réaffectation a lieu en concertation avec le ministre dont relève le service public où l'emploi est vacant. L'agent est soumis au statut administratif et pécuniaire attaché au grade du rang 15.

L'agent visé au § 1^{er} et qui est désigné par mandat selon un mode particulier de nomination ou suite à une première nomination fondée sur des dispositions dérogeant aux dispositions prévues dans les statuts du personnel est exclu de l'application du présent paragraphe aussi longtemps qu'il ne compte pas neuf années de service à dater de sa désignation.

Het tweede lid is niet van toepassing bij het hernieuwen van een mandaat.

HOOFDSTUK III. — *De evaluatie van de voor een mandaat aangewezen ambtenaren*

Art. 13. De evaluatie van de ambtenaren die voor een mandaat worden aangewezen omvat een tussentijdse evaluatie die aan de ambtenaar betekend wordt op het einde van de eerste twee jaren van het mandaat en een eindevaluatie die hem betekend wordt op het einde van het mandaat.

Art. 14. Met het oog op zijn evaluatie, stelt de ambtenaar een activiteitenverslag op dat o.m. opgemaakt is volgens de doelstellingen die opgenomen zijn in de opdrachtbrief en dat hij mededeelt aan de minister onder wie hij ressorteert; het verslag gaat in voorkomend geval vergezeld van het advies van de secretaris-generaal.

In de overheidsdiensten die een beheersorgaan hebben, gaat het activiteitenverslag vergezeld van het advies van dit orgaan.

Art. 15. Nadat hij vooraf de ambtenaar en het beheersorgaan, in de overheidsdiensten die zulk een orgaan hebben, gehoord heeft, keurt de minister het verslag goed of verwerpt hij het; te dien einde maakt hij, binnen de maand na de mededeling van het verslag, op een met redenen omklede antwoordnota, op die rekening houdt met de bereikte doelstellingen volgens de beschikbare middelen. De ambtenaar kan zijn opmerkingen schriftelijk laten gelden.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde termijn voorbij is, wordt de antwoordnota geacht gunstig te zijn voor de ambtenaar.

Art. 16. De evaluatie van de ambtenaren die bij mandaat aangewezen zijn wordt door de betrokken minister betekend op grond van het in artikel 14 bedoelde activiteitenverslag en op grond van de evaluatiecriteria die zijn opgenomen in bijlage I bij dit besluit.

De tussentijdse evaluatie wordt uitgedrukt in een positieve of gereserveerde beoordeling in de in artikel 15 bedoelde antwoordnota.

De eindevaluatie wordt uitgedrukt in een positieve of negatieve vermelding.

Art. 17. Als de bij mandaat aangewezen ambtenaar zich niet akkoord kan verklaren met de hem betekende eindevaluatie kan hij, binnen tien dagen na de betekening, met een ter post aangetekende brief beroep instellen bij de hoge raad van ambtenarenzaken.

De ambtenaar verschijnt persoonlijk en kan zijn opmerkingen doen gelden; voor zijn verdediging kan hij door een persoon naar eigen keuze bijgestaan worden. Het beroep is opschortend.

De hoge raad voor ambtenarenzaken deelt aan de minister zijn met redenen omkleed advies mede uiterlijk binnen de maand volgend op de indiening van het beroep. Dit advies vermeldt de uitslag van de stemming. De stemming is geheim. In geval van staking van stemmen wordt het advies geacht gunstig voor de verzoeker te zijn.

De met redenen omklede beslissing van de minister wordt aan de ambtenaar en aan de hoge raad van ambtenarenzaken medegeedeeld binnen de vijftien dagen vanaf de betekening aan de minister van het door laatstgenoemde uitgebrachte advies. Van zodra deze termijn voorbij is geldt het advies als beslissing.

Art. 18. Wanneer de ambtenaar na zijn eindevaluatie de positieve vermelding krijgt wordt het mandaat waarvoor hij is aangewezen hernieuwd.

Art. 19. § 1. Wanneer de ambtenaar na zijn eindevaluatie de negatieve vermelding krijgt komt er voor de betrekking waarvoor hij is aangewezen een nieuwe oproep tot de kandidaten. Nochtans kan deze oproep, in geval van beroep ingediend bij de hoge raad van ambtenarenzaken, er niet komen voor de beslissing die genomen wordt als besluit van de beroepsprocedure.

§ 2. De in § 1 bedoelde ambtenaar wordt ter beschikking van de Dienst Mobiliteit van het Ministerie van Ambtenarenzaken gesteld en wedertewerkgesteld in een betrekking van rang 15. Deze wedertewerkstelling gebeurt in overleg met de minister onder wie de overheidsdienst ressorteert waar de betrekking vacant is. De ambtenaar is onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut dat verbonden is aan de graad van rang 15.

De in § 1 bedoelde ambtenaar die bij mandaat is aangewezen volgens een bijzondere benoemingswijze of ingevolge een eerste benoeming op grond van bepalingen die afwijken van de bepalingen die in de personeelsstatuten zijn opgenomen, is van de toepassing van deze paragraaf uitgesloten zolang hij geen negen jaar dienst telt vanaf de datum van zijn aanwijzing.

CHAPITRE IV. — *Brevet de direction*

Art. 20. Le brevet de direction est décerné aux agents qui ont participé avec fruit à la formation requise. Cette formation est organisée par l'Institut de Formation de l'Administration fédérale du Ministère de la Fonction publique.

La formation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut dépasser 120 heures.

Art. 21. La formation visée à l'article 20 consiste en trois modules dont le programme est fixé par Nous sur proposition du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Chaque module donne lieu à un test dont la réussite est une condition à la poursuite de la formation visée à l'article 20.

Art. 22. Peuvent participer à la formation visée à l'article 20 :

1° les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 13 ou du rang 15;

2° les agents définitifs des organismes d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public et qui sont titulaires d'un grade du rang 13 ou du rang 15;

3° les agents visés par l'article 8, § 2, et l'article 9, § 2.

Art. 23. Pour la participation à la formation visée à l'article 20, les agents bénéficient d'une dispense de service.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives*

Art. 24. L'article 40 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. Le Secrétariat permanent de recrutement est dirigé par un secrétaire permanent qui est assisté par un ou deux secrétaires adjoints ».

Art. 25. Sont abrogés dans le même arrêté :

1° l'article 41, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 1^{er} août 1975;

2° l'article 42bis, y inséré par l'arrêté royal du 10 mars 1971.

Art. 26. L'article 43 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. Le secrétaire permanent au recrutement et les secrétaires adjoints sont soumis au statut des agents de l'Etat et sont, pour l'application de celui-ci, assimilés respectivement aux agents titulaires d'un grade du rang 17 ou 16. »

Art. 27. A l'article 59 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, les mots "à un grade des rangs 10 à 14" sont remplacés par les mots "à un grade des rangs 10 à 15".

Art. 28. A l'article 60 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, les mots "Si l'agent de l'Etat nommé à un grade des rangs 10 à 14" sont remplacés par les mots "Si l'agent de l'Etat nommé à un grade des rangs 10 à 15. »

Art. 29. A l'article 62 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 février 1997, les mots "Cette procédure s'applique également aux adjoints bilingues" sont supprimés.

Art. 30. A l'article 74bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 26 septembre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, les mots "ainsi que du rang 15 pour lequel le titulaire assure la responsabilité d'une administration" sont supprimés.

Art. 31. L'article 83, alinéa 2, du même arrêté, est complété par les mots suivants :

« à l'exception des recours introduits en matière d'évaluation par les agents désignés par mandat pour occuper un emploi du rang 17 ou 16".

HOOFDSTUK IV. — *Directiebrevet*

Art. 20. Het directiebrevet wordt toegekend aan de ambtenaren die met vrucht aan de vereiste opleiding hebben deelgenomen. Deze opleiding wordt georganiseerd door het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid van het Ministerie van Ambtenarenzaken.

De in het eerste lid vermelde opleiding mag niet meer dan 120 uren bedragen.

Art. 21. De in artikel 20 bedoelde opleiding bestaat uit drie modules waarvan het programma door Ons vastgesteld wordt, op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

Elke module geeft aanleiding tot een test waarvoor het slagen een voorwaarde is voor het voorzetten van de in artikel 20 bedoelde opleiding.

Art. 22. Aan de in artikel 20 bedoelde opleidingsperiode kunnen deelnemen :

1° de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 13 of rang 15;

2° de vastbenoemde ambtenaren van de instellingen van openbaar nut die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en die titularis zijn van een graad van rang 13 of van rang 15;

3° de ambtenaren bedoeld in artikel 8, § 2, en artikel 9, § 2.

Art. 23. Voor de deelname aan de in artikel 20 bedoelde opleiding genieten de ambtenaren een dienstvrijstelling.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigende bepalingen*

Art. 24. Artikel 40 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 40. Het Vast Wervingssecretariaat wordt bestuurd door een vaste secretaris die wordt bijgestaan door één of twee adjunct-secretarissen ».

Art. 25. Worden opgeheven in hetzelfde besluit :

1° artikel 41, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 1 augustus 1975;

2° artikel 42bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1971.

Art. 26. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 43. De Vaste Wervingssecretaris en de adjunct-secretarissen zijn onderworpen aan het statuut van het Rijkspersoneel en worden, voor de toepassing ervan, gelijkgesteld respectievelijk met ambtenaren van een graad van rang 17 of 16. »

Art. 27. In artikel 59 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de woorden "die tot een graad van de rangen 10 tot 14 is benoemd" vervangen door de woorden "die tot een graad van de rangen 10 tot 15 is benoemd".

Art. 28. In artikel 60 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de woorden "indien de rijksambtenaar die tot een graad van de rangen 10 tot 14 benoemd is" vervangen door de woorden "Indien de rijksambtenaar die tot een graad van de rangen 10 tot 15 benoemd is".

Art. 29. In artikel 62 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, worden de woorden "Deze procedure is eveneens toepasselijk voor de tweetalige adjuncten" geschrapt.

Art. 30. In artikel 74 bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 26 september 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de woorden "alsook een vacante betrekking van rang 15 waarvan de titularis de verantwoordelijkheid over een bestuur heeft" geschrapt.

Art. 31. Artikel 83, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden :

« met uitzondering van de beroepen die ingediend worden inzake evaluatie door de ambtenaren die bij mandaat aangewezen zijn om een betrekking van rang 17 of 16 te bekleden ».

Art. 32. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, remplacé par l'arrêté royal du 6 février 1997, les mots "à l'exception de ceux qui sont titulaires d'un grade du rang 17, 16 ou 15 et des adjoints" sont remplacés par les mots "à l'exception de ceux qui sont désignés dans un emploi du rang 17 ou 16".

Art. 33. L'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 février 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. - L'évaluation est réalisée au moyen des grilles reprises aux annexes I, II, III, IV et V. »

Art. 34. A l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 février 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« repris en annexe IV. »;

2° un alinéa 3, rédigé comme suit, est inséré :

« Les critères visés à l'alinéa 1^{er} sont complétés, pour les agents titulaires d'un grade du rang 15 ou occupant un emploi correspondant au rang 15, et qui sont chargés d'une fonction de gestion, par deux critères d'évaluation spécifiques repris en annexe V".

Art. 35. Au chapitre II du Titre Ier du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 6 février 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° les articles 14 à 17 formeront une section 1ère intitulée comme suit :

« Section 1ère. — Evaluation des agents titulaires d'un grade du rang 10 ou 13. »;

2° une section 2, rédigée comme suit, est insérée :

« Section 2. — Evaluation des agents titulaires d'un grade du rang 15 ou occupant un emploi correspondant au rang 15.

Art. 17bis. Le supérieur hiérarchique immédiat complète, à titre préparatoire, la grille en conférant à chaque critère la cotation requise. Il la communique à l'agent titulaire d'un grade du rang 15 ou qui occupe un emploi correspondant au rang 15 au plus tard pour le 15 septembre de l'année de l'évaluation.

Art. 17ter. § 1^{er}. L'évaluation est réalisée par deux agents d'un rang plus élevé que celui de l'agent concerné, dont le supérieur hiérarchique immédiat; ils sont désignés par le ministre.

§ 2. Après avoir pris connaissance de la grille d'évaluation dûment complétée et après avoir pris connaissance du dossier individuel d'évaluation de l'agent, les agents visés au § 1^{er}, s'entretiennent avec celui-ci.

Au cours de cet entretien, l'agent qui doit être évalué peut faire valoir ses observations.

Les agents visés au § 1^{er} peuvent entendre toute personne qui appartient à l'administration et dont l'audition est en rapport avec le processus d'évaluation de l'agent concerné. Celui-ci est informé de cette audition.

§ 3. Les agents visés au § 1^{er} notifient l'évaluation au plus tard pour le 15 décembre de l'année de l'évaluation.

La grille d'évaluation définitivement arrêtée est jointe au dossier individuel d'évaluation de l'agent et annexée au bulletin d'évaluation.

Art. 17quater. Si au moment où l'évaluation est réalisée, un des agents visés à l'article 17 ter, § 1^{er}, est absent ou est doté d'une mention négative, il est remplacé par un autre agent d'un rang plus élevé que celui de l'agent qui doit être évalué, désigné par le ministre. »

Art. 36. Le chapitre Ier du Titre II du même arrêté, comprenant les articles 20bis à 20septies, inséré par l'arrêté royal du 19 septembre 1990 et modifié par les arrêtés royaux du 27 octobre 1992 et du 2 juin 1998, est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE Ier. — *Nomination à un grade du rang 15*

Art. 20bis. Peuvent être nommés à un grade du rang 15 :

1° les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15;

Art. 32. In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, worden de woorden "met uitzondering van die welke met een graad van rang 17, 16 of 15 bekleed zijn en van de tweetalige adjuncten" vervangen door de woorden "met uitzondering van die welke aangewezen zijn in een betrekking van rang 17 of 16 bekleed zijn".

Art. 33. Artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 6 februari 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. - De evaluatie wordt verricht door middel van de roosters die in de bijlage I, II, III, IV en V zijn opgenomen. »

Art. 34. In artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 6 februari 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt als volgt aangevuld :

« die zijn opgenomen in bijlage IV. » ;

2° een derde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« De in het eerste lid bedoelde criteria worden, voor de ambtenaren die titularis zijn van rang 15 of die een betrekking bekleden die met rang 15 overeenkomt, en die belast zijn met een beheersambt, aangevuld met twee specifieke evaluatiecriteria, opgenomen in bijlage V ».

Art. 35. In hoofdstuk II van Titel I van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de artikelen 14 tot 17 zullen een afdeling 1 uitmaken met het volgende opschrift :

« Afdeling 1. — Evaluatie van de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 10 of 13. »;

2° er wordt een afdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 2. — Evaluatie van de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15 of die een betrekking bekleden die met rang 15 overeenkomt.

Art. 17bis. De onmiddellijke hiërarchische meerdere vult, bij wijze van voorbereiding, het rooster in door aan elk criterium het vereiste waardecijfer te geven. Hij deelt ze aan de ambtenaar die titularis is van een graad van rang 15 of die een betrekking bekleedt die met rang 15 overeenkomt mede, uiterlijk op 15 september van het jaar van de evaluatie.

Art. 17ter. § 1. De evaluatie geschiedt door twee ambtenaren van een hogere rang dan die van de betrokken ambtenaar, waaronder de onmiddellijke hiërarchische meerdere; zij worden door de minister aangewezen.

§ 2. Na kennis te hebben genomen van het naar behoren ingevulde evaluatiooster en van het individueel evaluatiedossier van de ambtenaar hebben de in § 1 bedoelde ambtenaren met hem een onderhoud.

Tijdens dit onderhoud kan de te evalueren ambtenaar zijn opmerkingen laten horen.

De in § 1 bedoelde ambtenaren kunnen elke tot het bestuur behorende persoon horen, wanneer dat verband houdt met het proces ter evaluatie van de betrokken ambtenaar. Deze wordt van deze hoorzitting op de hoogte gesteld.

§ 3. De in § 1 bedoelde ambtenaren betekenen de evaluatie tegen uiterlijk 15 december van het evaluatiejaar.

Het definitief vastgelegde evaluatiooster wordt in het individueel evaluatiedossier opgenomen en bij het evaluatiebulletin gevoegd.

Art. 17quater. Als op het ogenblik dat de evaluatie wordt verricht een van de in artikel 17ter, § 1, bedoelde leden afwezig is of een negatieve vermelding heeft verkregen, wordt hij vervangen door een andere ambtenaar van een hogere rang dan die van de ambtenaar die moet geëvalueerd worden, aangewezen door de minister. »

Art. 36. Hoofdstuk I van Titel II van hetzelfde besluit, dat de artikelen 20bis tot 20septies bevat en dat werd ingevoegd door het koninklijk besluit van 19 september 1990 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 oktober 1992 en van 2 juni 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« HOOFDSTUK I. — *Benoeming tot een graad van rang 15*

Art. 20bis. Tot een graad van rang 15 kunnen worden benoemd :

1° de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15;

2° les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1.

Art. 20ter. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 72, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, le ministre fait un appel aux candidats au moyen d'un avis publié au *Moniteur belge*. L'avis mentionne au moins l'emploi vacant, l'autorité auprès de laquelle et le délai dans lequel la candidature doit être introduite, les conditions générales requises pour être nommé à un grade du rang 15 ainsi qu'une description des tâches afférentes à l'emploi à conférer.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est de dix jours ouvrables. Il commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la publication de l'avis au *Moniteur belge*. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

§ 2. Les candidats qui ont régulièrement introduit leur candidature sont entendus par le conseil de direction du ministère où l'emploi est à conférer.

Le conseil de direction établit une proposition qui comprend au moins un et au maximum cinq candidats par emploi vacant.

La proposition est notifiée aux intéressés. L'agent qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification, introduire une réclamation auprès du conseil de direction et peut demander à être entendu.

Art. 20quater. Pour la nomination à un grade du rang 15, la priorité est donnée à celui des candidats qui a été proposé à l'unanimité par le conseil de direction. Si le ministre estime ne pas pouvoir se rallier à la proposition unanime et s'il présente un autre des cinq candidats, sa proposition est spécialement motivée.

La nomination à un grade du rang 15 est accordée par Nous.

Art. 20quinquies. Les agents de l'Etat qui ont été nommés à un grade du rang 15, selon un mode particulier de nomination ou suite à une première nomination fondée sur des dispositions dérogeant aux dispositions prévues dans les statuts du personnel sont exclus, pendant les neuf premières années qui suivent leur nomination de l'application de l'article 20bis, § 1^{er}, 1° et des articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics. »

Art. 37. L'article 20bis du même arrêté, inséré par le présent arrêté, est, à partir du 1^{er} janvier 2002, remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20bis. Peuvent être nommés à un grade du rang 15 :

1° les agents de l'Etat titulaires d'un grade du rang 15 et qui sont porteurs du brevet de direction visé au chapitre IV de l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics;

2° les agents du ministère où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13, qui comptent au moins trois ans d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1 et qui sont porteurs du brevet de direction visé au chapitre IV de l'arrêté royal du 20 avril 1999 précité. »

Art. 38. L'article 26, § 4, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 novembre 1990 et du 2 juin 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le présent article n'est pas applicable à la nomination à un grade du rang 15°.

Art. 39. L'article 60, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1995 et 2 juin 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le présent article ne s'applique pas aux conditions d'ancienneté requises pour une nomination aux grades du rang 15°.

Art. 40. L'article 65 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 janvier 1977, est complété par la disposition suivante :

« § 4. L'agent nommé en carrière plane à un grade du rang 15 ne peut être nommé à un autre grade du rang 15 que s'il détient le brevet de direction visé au chapitre IV de l'arrêté royal du 20 avril 1999 portant organisation de la nomination, de la carrière et de l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics. »

2° de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeven is die titularis van een graad van rang 13 zijn en die ten minste een jaar graadanciënniteit hebben en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1.

Art. 20ter. § 1. In afwijking van artikel 72, §§ 2 en 3, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel doet de minister een oproep tot de kandidaten door middel van een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het bericht vermeldt ten minste de vacante betrekking, de overheid bij wie en de termijn waarbinnen de kandidatuur moet ingediend worden, alsook de algemene voorwaarden die vereist zijn om benoemd te worden tot een graad van rang 15, alsook een beschrijving van taken die betrekking hebben op het te begeven ambt.

De in het eerste lid bedoelde termijn bedraagt tien werkdagen. Hij vangt aan op de eerste werkdag welke volgt op die van de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

§ 2. De kandidaten die hun kandidatuur regelmatig ingediend hebben worden gehoord door de directieraad van het ministerie waar de betrekking te begeven is.

De directieraad stelt een voorstel op dat ten minste één kandidaat en ten hoogste vijf kandidaten per vacante betrekking omvat.

Het voorstel wordt aan de belanghebbenden betekend. De ambtenaar die zich benadeeld acht kan, binnen tien dagen na de betekening, een bezwaar bij de directieraad indienen en vragen gehoord te worden.

Art. 20quater. Voor de benoeming tot een graad van rang 15 wordt de voorrang gegeven aan degene van de kandidaten die eenparig door de directieraad is voorgesteld. Indien de minister meent niet te kunnen instemmen met het eenparig voorstel van de directieraad en indien hij een andere van de vijf kandidaten voordraagt, wordt zijn voorstel met bijzondere redenen omkleed.

De benoeming tot een graad van rang 15 wordt door Ons toegekend.

Art. 20quinquies. De rijksambtenaren die tot een graad van rang 15 benoemd werden volgens een bijzondere benoemingswijze of ingevolge een eerste benoeming op grond van de bepalingen die afwijken van de in de personeelsstatuten voorgeschreven bepalingen worden, gedurende de eerste negen jaren die volgen op hun benoeming, uitgesloten van de toepassing van artikel 20bis, § 1, 1°, en van de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten. »

Art. 37. Artikel 20bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door dit besluit, wordt, met ingang van 1 januari 2002, door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 20bis. Tot een graad van rang 15 kunnen worden benoemd :

1° de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15 en die houder zijn van het directiebrevet bedoeld in hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten;

2° de ambtenaren van het ministerie waar de betrekking te begeven is, die titularis van een graad van rang 13 zijn, die ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben en twaalf jaar anciënniteit in niveau 1 en die houder zijn van het directiebrevet, bedoeld in hoofdstuk IV van het voormelde koninklijk besluit van 20 april 1999. »

Art. 38. Artikel 26, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1990 en 2 juni 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Dit artikel is niet van toepassing op een graad van rang 15°.

Art. 39. Artikel 60, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 april 1995 en 2 juni 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Dit artikel is niet van toepassing op de anciënniteitsvoorwaarden die vereist zijn voor een benoeming tot de graden van rang 15°.

Art. 40. Artikel 65 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 januari 1977, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« § 4. De ambtenaar die in de vlakke loopbaan benoemd is tot een graad van rang 15 kan slechts benoemd worden tot een andere graad van rang 15 wanneer hij het in hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die worden belast met het beheer van sommige overheidsdiensten bedoelde directiebrevet bezit. »

Art. 41. Un article 67bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 67bis. Le présent chapitre n'est pas applicable aux grades qui sont conférés par mandat. »

Art. 42. L'intitulé de l'annexe III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Niveau 1 sauf les rangs 16 et 17".

Art. 43. Les annexes du même arrêté, insérées par l'arrêté royal du 6 février 1997, sont complétées par une annexe V reprise en annexe II du présent arrêté.

Art. 44. L'article 17 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal du 2 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. L'article 62 doit se lire comme suit :

« Art. 62. Par dérogation aux articles 57 à 61, une procédure spécifique d'évaluation est fixée par Nous pour les fonctionnaires dirigeants et les fonctionnaires dirigeants adjoints. »

Art. 45. L'article 19 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. L'article 83 doit se lire comme suit :

« Article 83. Les chambres de recours ont pour mission de connaître, outre des recours en matière disciplinaire, des recours en matière d'évaluation et des autres mesures ou propositions dont elles peuvent être saisies en application des dispositions du présent statut ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

La chambre de recours des fonctionnaires dirigeants connaît des recours des fonctionnaires dirigeants et des fonctionnaires dirigeants adjoints d'un grade classé aux rangs 16 et 15, à l'exception des recours introduits en matière d'évaluation par les agents désignés par mandat pour occuper un emploi de fonctionnaire dirigeant ou de fonctionnaire dirigeant adjoint.

Les chambres de recours connaissent des recours de tous les autres agents. »

Art. 46. L'article 28ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28ter. L'intitulé de la section 2 du chapitre II du Titre Ier doit se lire comme suit :

« Section 2. — Evaluation des agents titulaires d'un grade du rang 15 ou occupant un emploi du rang 15". »

Art. 47. L'article 28quater du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28quater. Le § 1^{er} de l'article 17 ter doit se lire comme suit :

« § 1^{er}. L'évaluation est réalisée par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint ainsi que le cas échéant, par le supérieur hiérarchique immédiat". »

Art. 48. L'article 28quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 2 juin 1998, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 28quinquies. Le chapitre II du Titre Ier n'est pas applicable aux fonctionnaires dirigeants ni aux fonctionnaires dirigeants adjoints". »

Art. 49. Un article 28sexies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 28sexies. L'article 20bis doit se lire comme suit :

« Art. 20bis. Peuvent être nommés à un grade du rang 15 :

1° les agents définitifs des organismes titulaires d'un grade du rang 15;

2° les agents définitifs de l'organisme où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13 et qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1". »

Art. 50. Un article 28septies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 28septies. L'article 20quater, alinéa 2, n'est pas applicable aux agents des organismes. »

Art. 41. Een artikel 67bis luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit, ingevoegd :

« Art. 67bis. Dit hoofdstuk is niet toepasselijk op de graden die bij mandaat worden begeven".

Art. 42. Het opschrift van bijlage III van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Niveau 1 behalve de rangen 16 en 17".

Art. 43. De bijlagen bij hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997, worden aangevuld met een bijlage V die is opgenomen als bijlage II bij dit besluit.

Art. 44. Artikel 17 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling het statuut van sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij het koninklijk besluit van 2 december 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. Artikel 62 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 62. In afwijking van de artikelen 57 tot 61 wordt door Ons een specifieke evaluatieprocedure vastgesteld voor de leidende ambtenaren en de adjunct-leidende ambtenaren. »

Art. 45. Artikel 19 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 19. Artikel 83 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 83. De raden van beroep hebben als opdracht, benevens van de beroepen inzake tuchtstraffen, ook kennis te nemen van de beroepen inzake evaluatie, van andere maatregelen of voorstellen waartegen, met toepassing van dit statuut of van de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten, bij die raden kan worden opgekomen.

De raad van beroep voor leidende ambtenaren neemt kennis van beroepen van de leidende ambtenaren en van de adjunct-leidende ambtenaren, bekleed met een graad ingedeeld in de rangen 16 en 15, met uitzondering van de beroepen die ingediend worden inzake evaluatie door de ambtenaren die bij mandaat aangewezen zijn om een betrekking van leidend ambtenaar of adjunct-leidend ambtenaar te bekleden.

De raden van beroep nemen kennis van de beroepen van alle overige ambtenaren. »

Art. 46. Artikel 28ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28ter. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk II van Titel I moet als volgt worden gelezen :

« Afdeling 2. — Evaluatie van de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15 of die een betrekking van rang 15 bekleden". »

Art. 47. Artikel 28quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28quater. In artikel 17ter moet § 1 als volgt worden gelezen :

« § 1. De evaluatie geschiedt door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar en, in voorkomend geval, door de onmiddellijke hiërarchische meerdere". »

Art. 48. Artikel 28quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28quinquies. Hoofdstuk II van Titel I is niet van toepassing op de leidende ambtenaren noch op de adjunct-leidende ambtenaren". »

Art. 49. Een artikel 28sexies, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 28sexies. Artikel 20bis moet als volgt worden gelezen :

« Art. 20bis. Tot een graad van rang 15 kunnen benoemd worden :

1° de vastbenoemde ambtenaren van de instellingen die titularis zijn van een graad van rang 15;

2° de vastbenoemde ambtenaren van de instelling waar de betrekking te begeven is, die titularis zijn van een graad van rang 13 en die ten minste een jaar graadancienniteit en twaalf jaar ancienniteit in niveau 1 tellen". »

Art. 50. Een artikel 28septies, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 28septies. Artikel 20quater, tweede lid, is niet van toepassing op de ambtenaren van de instellingen. »

Art. 51. Un article 28*octies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 28*octies*. Les articles 20*bis* à 20*quinquies* ne sont pas applicables à la nomination des fonctionnaires dirigeants et des fonctionnaires dirigeants adjoints. »

Art. 52. A partir du 1^{er} janvier 2002, l'article 28*sexies* du même arrêté, tel que modifié par le présent arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28*sexies*. L'article 20*bis* doit se lire comme suit :

« Art. 20*bis*. Peuvent être nommés à un grade du rang 15 :

1° les agents définitifs des organismes titulaires d'un grade du rang 15 qui sont porteurs du brevet de direction visé au chapitre IV de l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics;

2° les agents définitifs de l'organisme où l'emploi est à conférer, qui sont titulaires d'un grade du rang 13, qui comptent au moins trois ans d'ancienneté de grade et douze ans d'ancienneté dans le niveau 1 et qui sont porteurs du brevet de direction visé au chapitre IV de l'arrêté royal du 20 avril 1999 précité. »

Art. 53. A l'article 3 de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 25 février 1985, 20 février 1989 et 4 août 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Seul un agent qui remplit les conditions statutaires requises pour être désigné par mandat ou nommé au grade correspondant à la fonction supérieure, peut être désigné pour l'exercice de cette fonction. »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut d'agent remplissant les conditions statutaires requises pour être désigné par mandat ou nommé au grade correspondant à la fonction supérieure, un autre agent peut être désigné pour l'exercice de cette fonction, par acte de désignation motivé. »;

3° le § 2, alinéa 4, est complété par la phrase suivante :

« Cependant pour pouvoir être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade du rang 16 ou 17, l'agent doit être titulaire du brevet de direction ou en être dispensé en application de l'article 59, § 2, de l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics ».

Art. 54. L'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 février 1989 et 4 août 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Il ne peut être pourvu par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure à un emploi conféré sous le régime du mandat que si le titulaire du mandat est momentanément absent. »

Art. 55. L'article 109 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux agents de l'Etat est complété par la disposition suivante :

« § 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'emploi de l'agent désigné pour exercer un mandat dans un service public belge est considéré comme vacant dès le début du mandat. »

Art. 56. L'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics est complété comme suit :

« les emplois des rangs 17 et 16, exceptés. »

Art. 57. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Par dérogation aux articles 3 à 12, un emploi du rang 15 définitivement vacant dans un service public visé à l'article 1^{er} et pour lequel il n'est pas fixé de mode particulier de nomination peut être pourvu par la nomination d'un membre de personnel visé à l'article 2, § 1^{er}, aux conditions et selon la procédure fixées par les articles 20*bis* à 20*quinquies*, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat ».

Art. 51. Een artikel 28*octies*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 28*octies*. De artikelen 20*bis* tot 20*quinquies* zijn niet van toepassing op de benoeming van de leidende ambtenaren en de adjunct-leidende ambtenaren. »

Art. 52. Vanaf 1 januari 2002 wordt artikel 28*sexies* van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij dit besluit, vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28*sexies*. Artikel 20*bis* moet als volgt gelezen worden :

« Art. 20*bis*. Tot een graad van rang 15 kunnen worden benoemd :

1° de vastbenoemde ambtenaren van de instellingen die titularis zijn van een graad van rang 15 en die houder zijn van het directiebrevet, bedoeld in hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten;

2° de vastbenoemde ambtenaren van de instelling waar de betrekking te begeven is, die titularis zijn van een graad van rang 13, die ten minste drie jaar graadancienniteit en twaalf jaar ancienniteit in niveau 1 tellen, en die houder zijn van het directiebrevet, bedoeld in hoofdstuk IV van het bovenvermelde koninklijk besluit van 20 april 1999. »

Art. 53. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1985, 20 februari 1989 en 4 augustus 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Alleen een ambtenaar die de statutaire voorwaarden vervult om bij mandaat aangewezen te worden of tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad benoemd te worden, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld. » ;

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij gebrek aan een ambtenaar die de statutaire voorwaarden vervult om bij mandaat aangewezen te worden of tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad benoemd te worden, kan een ander ambtenaar bij een met redenen omklede aanstellingsakte voor het uitoefenen van dat ambt aangesteld worden. »;

3° § 2, vierde lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Om evenwel te kunnen aangewezen worden voor de uitoefening van hoger ambt in een betrekking die met een graad van rang 16 of 17 overeenstemt moet de ambtenaar houder zijn van het directiebrevet of er van vrijgesteld zijn met toepassing van artikel 59, § 2, van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast zijn met het beheer van sommige overheidsdiensten ».

Art. 54. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 februari 1989 en 4 augustus 1996, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In een betrekking die wordt toegekend volgens de mandaatregeling kan slechts bij aanwijzing voor de uitoefening van een hoger ambt worden voorzien wanneer de titularis van het mandaat tijdelijk afwezig is. »

Art. 55. Artikel 109 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan de rijksambtenaren wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« § 4. In afwijking van paragraaf 1 wordt de betrekking van de ambtenaar die is aangewezen om een mandaat in een Belgische overheidsdienst uit te oefenen als vacant van bij het begin van het mandaat beschouwd ».

Art. 56. Artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten wordt aangevuld als volgt :

« de betrekkingen van de rangen 17 en 16, uitgezonderd. »

Art. 57. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. In afwijking van de artikelen 3 tot 12, kan een betrekking van rang 15 die definitief vacant is in een in artikel 1 bedoelde overheidsdienst en waarvoor er geen bijzondere benoemingswijze is vastgesteld, begeven worden door de benoeming van een in artikel 2, § 1, bedoeld personeelslid, onder de voorwaarden en volgens de procedure die zijn vastgesteld bij de artikelen 20*bis* tot 20*quinquies* van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 58. Les procédures de promotion ou de nomination en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent sur base des dispositions applicables au moment où ces procédures ont été entamées.

Art. 59. § 1^{er}. Les agents visés par le présent arrêté et qui, à la date d'entrée en vigueur dudit arrêté, sont nommés à un grade du rang 17 ou 16 ou sont fonctionnaires dirigeants ou fonctionnaires dirigeants adjoints sont censés commencer à cette date leur premier mandat de cinq ans.

Les agents visés à l'article 58 sont également censés commencer leur mandat de cinq ans à la date de leur nomination pour autant que celle-ci ne soit pas antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Les agents des services publics visés par le présent arrêté et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, occupent un emploi du rang 15, 16 ou 17 ou qui seront désignés par mandat avant le 1^{er} janvier 2002, sont dispensés de la condition du brevet de direction en cas de renouvellement de mandat ou de désignation à un nouveau mandat.

Art. 60. Le chapitre III est applicable aux agents visés par le présent arrêté et qui, à la date d'entrée en vigueur dudit arrêté sont nommés à un grade du rang 17 ou du rang 16 ou sont fonctionnaires dirigeants ou fonctionnaires dirigeants adjoints.

Il est également applicable aux agents visés à l'article 58 à la date d'entrée en vigueur de leur nomination pour autant que celle-ci ne soit pas antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 61. Sans préjudice de l'article 19 du présent arrêté, les agents visés à l'article 60 qui obtiennent la mention négative au terme de leur évaluation finale, sont réaffectés dans un emploi du rang 15 en conservant leur grade et leur échelle de traitement. Cette réaffectation a lieu en concertation avec le ministre dont relève le service public où l'emploi est vacant. L'agent est soumis au statut administratif et pécuniaire attaché au grade du rang 15.

Les agents visés à l'article 60 qui obtiennent la mention négative au terme de leur évaluation finale et qui sont nommés selon un mode particulier de nomination ou suite à une nomination fondée sur des dispositions dérogeant aux dispositions prévues dans les statuts du personnel, sont exclus de l'application du présent article aussi longtemps qu'ils ne comptent pas neuf années de service à dater de leur nomination.

Art. 62. § 1^{er}. La pondération visée à l'article 9 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, inséré par l'arrêté royal du 6 février 1997, est communiquée et expliquée pour la première fois à chaque agent du rang 15 pour le 15 septembre 1999 au plus tard.

§ 2. L'évaluation est, pour ce qui concerne les agents du rang 15, réalisée pour la première fois entre le 15 septembre 1999 et le 15 décembre 1999, sur base de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, tel que modifié par le présent arrêté.

§ 3. Le présent article est applicable aux agents visés par l'article 28^{ter} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, tel que modifié par le présent arrêté.

§ 4. Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires d'un grade du rang 15, sont censés détenir le brevet de direction visé aux articles 20 à 23 dès qu'ils ont obtenu consécutivement deux fois la mention "Très bon" au terme de leur évaluation.

Art. 63. L'article 22 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique ainsi que l'article 12 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 portant réforme de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat sont mis en vigueur.

Art. 64. Le présent arrêté entre en vigueur à une date fixée par Nous, à l'exception des articles 8, § 2, alinéa 2, 9, § 2, alinéa 2, 38, 41, 52 et 53 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

La condition prévue aux articles 52 et 53 n'est applicable qu'aux procédures entamées à partir du 1^{er} janvier 2002.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 58. De op de datum van inwerkingtreding van dit besluit aan de gang zijnde bevorderings- of benoemingsprocedures worden voortgezet krachtens de bepalingen die van toepassing waren op het ogenblik waarop deze procedures werden aangevat.

Art. 59. § 1. De in dit besluit bedoelde ambtenaren die, op de datum waarop het van kracht wordt, benoemd zijn in een graad van rang 17 of 16 of leidende ambtenaar of adjunct-leidende ambtenaar zijn, worden geacht op die datum hun eerste mandaat van vijf jaar aan te vangen.

De in artikel 58 bedoelde ambtenaren worden eveneens geacht hun mandaat van vijf jaar aan te vangen op de datum van hun benoeming, voor zover die niet voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit valt.

§ 2. De ambtenaren van de in dit besluit bedoelde overheidsdiensten die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een betrekking van rang 15, 16 of 17 bekleden of die vóór 1 januari 2002 voor een mandaat aangewezen zullen worden, worden vrijgesteld van de voorwaarde van directiebrevet ingeval van hernieuwing van mandaat of aanwijzing voor een nieuw mandaat.

Art. 60. Hoofdstuk III is van toepassing op de in dit besluit bedoelde ambtenaren die, op de datum waarop het van kracht wordt, benoemd zijn in een graad van rang 17 of rang 16 of leidende ambtenaar of adjunct-leidende ambtenaar zijn.

Het is eveneens op de in artikel 58 bedoelde ambtenaren toepasselijk op de datum waarop hun benoeming van kracht wordt voor zover die niet voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit valt.

Art. 61. Onverminderd artikel 19 van dit besluit worden de in artikel 60 bedoelde ambtenaren die na hun eindevaluatie de negatieve vermelding krijgen wedertewerkgesteld in een betrekking van rang 15, met behoud van hun graad en hun weddeschaal. Deze wedertewerkingstelling gebeurt in overleg met de minister onder wie de overheidsdienst ressorteert waar de betrekking vacant is. De ambtenaar is onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut dat verbonden is aan de graad van rang 15.

De in artikel 60 bedoelde ambtenaren die na hun eindevaluatie de negatieve vermelding verkrijgen en die benoemd worden volgens een bijzondere benoemingswijze op ingevolge een benoeming die berust op bepalingen die afwijken van de in de personeelsstatuten vastgelegde bepalingen, worden van de toepassing van dit artikel uitgesloten zolang ze geen negen jaar dienst tellen sedert de datum van hun benoeming.

Art. 62. § 1. De weging bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, ingevoegd door het koninklijk besluit van 6 februari 1997, wordt voor het eerst aan elke ambtenaar van rang 15 medegedeeld en uitgelegd tegen uiterlijk 15 september 1999.

§ 2. De evaluatie wordt, wat de ambtenaren van rang 15 betreft, voor het eerst verricht tussen 15 september 1999 en 15 december 1999, op grond van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, zoals door dit besluit gewijzigd.

§ 3. Dit artikel is van toepassing op de ambtenaren bedoeld bij artikel 28^{ter} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, zoals door dit besluit gewijzigd.

§ 4. De ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van een graad van rang 15, worden geacht houder te zijn van het in de artikelen 20 tot 23 vermelde directiebrevet zodra ze tweemaal na elkaar de vermelding "zeer goed" hebben gekregen na hun evaluatie.

Art. 63. Artikel 22 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken alsook artikel 12 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende hervorming van verscheidene verordeningsbepalingen die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel treden in werking.

Art. 64. Dit besluit treedt in werking op een door Ons bepaalde datum, met uitzondering van de artikelen 8, § 2, tweede lid, 9, § 2, tweede lid, 38, 41, 52 en 53 die op 1 januari 2002 in werking treden.

Het in de artikelen 52 en 53 voorziene vereiste is enkel toepasselijk op de procedures die starten vanaf 1 januari 2002.

Art. 65. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Annexe I

1. Esprit d'analyse et de synthèse

Evalue correctement l'influence de chaque composante d'une situation et comprend les liens entre elles.

En découvre les convergences et divergences et est capable de synthétiser en une approche ou règle générale, ou de traiter la situation comme un cas particulier.

2. Capacité de prise de décision

Capable de passer à l'action après analyse et de choisir entre les alternatives, d'établir des priorités et de trancher en cas de conflit d'intérêts.

Evite les décisions impulsives ou émotionnelles.
Agit proactivement en cas de besoin.

3. Pensée stratégique - Vision à long terme

Traduit la stratégie en programmes d'action cohérents et étalés dans le temps. Inclut le moyen et le long terme dans ses décisions.

4. Créativité - Esprit d'innovation

Adapte les solutions à la spécificité de la situation.

Capable de concevoir des solutions nouvelles, au besoin en rupture avec les habitudes ou convenances du passé.

5. Capacités d'organisation et de résolution de problèmes

Planifie son travail et celui de ses collaborateurs en fonction des objectifs fixés, des moyens alloués et des contraintes imposées.

Met en place efficacement les moyens techniques, financiers et humains. Tire la leçon de problèmes et met en place des solutions à caractère permanent.

6. Leadership et capacité de délégation

Reconnu comme dirigeant qui poursuit des objectifs connus et acceptés par tous.

S'assure la collaboration de ses subordonnés par son charisme et les amène à s'identifier avec la mission du groupe en donnant l'exemple.

Distribue les tâches en fonction des capacités de chacun.

Laisse de l'autonomie et de l'initiative aux autres sans perdre le contrôle et en assumant sa responsabilité finale.

7. Communication

Exprime clairement ses idées et les défend de manière convaincante.

Favorise la circulation des informations et l'échange d'opinions dans les deux sens.

Explique ou motive ses directives et donne un feedback constructif après prise de décision ou changement de celle-ci.

Art. 65. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Bijlage I

1. Analytisch en synthesevermogen

Beoordeelt correct de invloed van elk element van een situatie en begrijpt de onderlinge samenhang.

Ziet de raakpunten en verschillen en is in staat hieruit een aanpak of algemene regel te synthetiseren, of de situatie als een bijzonder geval te behandelen.

2. Besluitvaardigheid

In staat na analyse tot handelen over te gaan en te kiezen tussen de verschillende mogelijkheden, prioriteiten vast te stellen en de knoop door te hakken in geval van tegenstrijdige belangen.

Neemt geen impulsieve of emotionele beslissingen.
Handelt zo nodig preventief.

3. Strategisch denkvermogen - Langetermijnvisie

Vertaalt de strategie in samenhangende en in de tijd gespreide werkprogramma's. Kijkt bij zijn beslissingen vooruit op middellange en lange termijn.

4. Creativiteit - Zin voor vernieuwing

Kiest oplossingen volgens het specifieke karakter van de situatie.

In staat nieuwe oplossingen te bedenken, die indien nodig breken met de gewoonten of afspraken uit het verleden.

5. Organisatievermogen en vermogen om problemen op te lossen

Plant zijn werk en dat van zijn medewerkers volgens de vastgestelde streefdoelen, de toegewezen middelen en de opgelegde regels.

Maakt efficiënt gebruik van mensen, technische en financiële middelen. Trekt lessen uit problemen en voert permanente oplossingen in.

6. Leadership en vermogen om te delegeren

Wordt gezien als een leidinggevend persoon die doelstellingen nastreeft die iedereen kent en aanvaardt.

Weet zijn ondergeschikten te motiveren door zijn charisma en maakt dat ze zichzelf gaan identificeren met de opdracht van de groep door zelf het voorbeeld te geven.

Verdeelt de taken volgens ieders capaciteiten.

Geeft de anderen zelfstandigheid en ruimte voor eigen initiatief, maar verliest nooit de controle en draagt altijd de eindverantwoordelijkheid.

7. Communicatie

Drukt zijn ideeën duidelijk uit en verdedigt ze op overtuigende wijze.

Stimuleert de informatiestroom en de uitwisseling van meningen in beide richtingen.

Verklaart of motiveert zijn richtlijnen en geeft een constructieve feedback na een genomen of gewijzigde beslissing.

8. Esprit d'équipe - Loyauté

Accepte et respecte les règles, les normes et le rôle des autres. Contribue activement à l'atteinte de l'objectif collectif; sait trancher en faveur de l'entreprise en cas de conflit d'intérêt à court terme.

9. Capacités de négociation

En interne et en externe, sait amener les parties à exprimer leur point de vue, chercher un terrain d'entente et se mettre d'accord sur des solutions mutuellement acceptables.

10. Sens de l'utilisateur

Est sensible aux besoins des utilisateurs (internes et/ou externes). Y réagit en assurant la meilleure satisfaction de leurs souhaits par rapport aux moyens mis à sa disposition. A un contact humain facile et de qualité, et inspire la confiance.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

8. Teamgeest - Loyaliteit

Accepteert en respecteert de regels, de normen en de rol van de anderen. Draagt actief bij tot het bereiken van het gezamenlijke doel: weet knopen door te hakken in het voordeel van de onderneming in geval van tegenstrijdige belangen op korte termijn.

9. Onderhandelingscapaciteiten

Weet zowel intern als extern de partijen ertoe te brengen hun standpunten te uiten, tot wederzijds begrip te komen en het eens te worden over wederzijds aanvaardbare oplossingen.

10. Gebruikersgerichte instelling

Heeft gevoel voor de noden van de gebruikers (intern en/of extern). Met de middelen waarover hij kan beschikken zorgt hij ervoor dat er zo goed mogelijk tegemoetgekomen wordt aan hun wensen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Annexe II

Critères spécifiques pour les agents du rang 15 chargés d'une fonction de gestion

	Excellent O	Très bon O	Bon O	Insuffisant O	Pondération	Cotation maximale	Cotation
1. Planification des travaux et développement du service	Réussit à développer son service par la conduite de projets dûment profilés en fonction d'une analyse des besoins des bénéficiaires et des attentes des autorités	Traduit ses activités en projets avec une écoute des besoins	Structure ses activités mais ne s'ouvre guère à son environnement	Attend systématiquement les instructions et les exécute sans souci des priorités et sans intérêt pour leur finalité externe			
2. Développement de la cohésion de l'équipe	Réussit à fédérer son personnel par une vision mobilisatrice du service. Affronte et tranche les conflits sereinement	Crée des synergies sur les projets du service. Développe des actions de cohésion sans toutefois éviter un climat individualiste	A le souci de l'écoute de son personnel et de l'organisation du travail en équipe mais ne développe pas d'actions de cohésion	Pratique le cloisonnement des tâches et crée délibérément des tensions entre les membres de son personnel			

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Bijlage II

Specifieke criteria voor de ambtenaren van rang 15 die met een beheerfunctie belast zijn

	Uitstekend O	Zeer goed O	Goed O	Onvoldoende O	Weging	M a x i m u m quoting	Quoting
1. Planning der werken en ontwikkeling van de dienst	Slaagt erin zijn dienst te ontwikkelen door het leiden van behoorlijk geprofileerde projecten op grond van een analyse van de behoeften der begunstigden en de verwachtingen van de overheden	Vertaalt zijn activiteiten in projecten met aandacht voor de behoeften	Structureert zijn activiteiten maar staat niet open voor zijn omgeving	Wacht systematisch de onderrichtingen af en voert ze uit zonder zich om de prioriteiten te bekommeren en zonder interesse voor hun externe finaliteit			
2. Ontwikkeling van de samenhang in de groep	Slaagt erin zijn personeel samen te bundelen door een visie welke de dienst mobiliseert. Is sereen bij het opvangen en beslechten van conflicten.	Creëert synergieën aangaande de projecten van de dienst. Ontwikkelt cohesieactiviteiten zonder evenwel een individualistisch klimaat te vermijden	Wil graag naar zijn personeel luisteren en heeft oog voor de organisatie van het werk in ploegverband maar werkt geen cohesieactiviteiten uit	Splitst de opdrachten op en scheidt opzettelijk spanning onder de leden van zijn personeel			

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 april 1999 tot organisatie van benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,

A. FLAHAUT

F. 99 — 1833

[99/02072]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 1966 relatif à la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 6, modifié par la loi du 22 juillet 1993 :

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1966 relatif à la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de services publics;

Vu l'avis n° 30.191/I/PF du 12 octobre 1998 de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois coordonnées précitées;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 27 novembre 1998, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un article *4bis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 30 novembre 1966 relatif à la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux :

« Art. *4bis*. Par dérogation aux dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté, l'adjoint bilingue du chef d'administration qui a été désigné par mandat conformément à l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics, est revêtu temporairement du grade qui, selon le cas, est immédiatement inférieur ou est le même que celui du chef.

Quand le mandat du chef d'administration se termine, l'adjoint bilingue perd sa qualité et les avantages pécuniaires liés à cette qualité. Il reprend l'emploi correspondant à son grade ».

Art. 2. Le fonctionnaire qui est désigné comme adjoint bilingue à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve cette désignation jusqu'au terme du mandat du chef d'administration auprès duquel il est placé. Si le mandat de celui-ci n'est pas renouvelé, il perd sa qualité mais en conserve les avantages pécuniaires.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à une date fixée par Nous.

Art. 4. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

N. 99 — 1833

[99/02072]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van tweetalige adjuncten in de centrale diensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 6, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van tweetalige adjuncten in de centrale diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten;

Gelet op het advies nr. 30.191/I/PF van 12 oktober 1998 van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht;

Overwegende dat voldaan is aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van de bovenvermelde gecoördineerde wetten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 november 1998, over het verzoek van de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 maart 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minster van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel *4bis*, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van tweetalige adjuncten in de centrale diensten ingevoegd :

« Art. *4bis*. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 3 en 4 van dit besluit, wordt de tweetalig adjunct van de chef van de afdeling die bij mandaat werd aangewezen met toepassing van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren belast met het beheer van sommige overheidsdiensten, tijdelijk bekleed met de graad die, naargelang van het geval, onmiddellijk lager ligt of dezelfde is als die van de chef.

Wanneer het mandaat van de chef van de afdeling wordt beëindigd, verliest de tweetalig adjunct zijn hoedanigheid en de geldelijke voordelen verbonden aan die hoedanigheid. Hij herneemt de betrekking die overeenkomt met zijn graad ».

Art. 2. De ambtenaar die als tweetalig adjunct aangewezen is op de datum van de inwerking van dit besluit behoudt deze aanwijzing tot het einde van het mandaat van de chef van de afdeling bij wie hij geplaatst is. Indien het mandaat van deze niet verlengd wordt, verliest hij zijn hoedanigheid maar behoudt hij de geldelijke voordelen ervan.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op een door Ons bepaalde datum.

Art. 4. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 1834

[99/02073]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions et les modalités selon lesquelles l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics est applicable à certains organismes d'intérêt public et aux institutions publiques de sécurité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 9, alinéa 2;

Vu la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'Outre-Mer, notamment l'article 2, § 2;

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 21, §§ 5 et 6;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics, notamment l'article 1^{er}, alinéa 2;

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 16, § 4, y inséré par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 juin 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 juin 1998;

Vu le protocole n° 303 du 10 août 1998 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 27 novembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant par un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « organismes d'intérêt public », tout organisme visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

2° « institution publique de sécurité sociale » : toute institution publique de sécurité sociale visé à l'article 3, § 2 de l'arrêté royal du 3 avril 1997;

N. 99 — 1834

[99/02073]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten volgens dewelke het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten van toepassing is op bepaalde instellingen van openbaar nut en op de openbare instellingen van sociale zekerheid

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 25 april 1963 op het beheer van de instellingen van openbaar nut voor maatschappelijke zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 9, tweede lid;

Gelet op de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 2, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 21, §§ 5 en 6;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 1, tweede lid;

Gelet op de herstellwet van 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 16, § 4, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 juni 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 1998;

Gelet op het protocol nr. 303 van 10 augustus 1998 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 november 1998, over het verzoek van de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « instellingen van openbaar nut », elke instelling bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

2° « openbare instelling van sociale zekerheid » : elke openbare instelling van sociale zekerheid bedoeld in artikel 3, § 2 van het koninklijk besluit van 3 april 1997;

3° « ministre » : le(s) ministre(s) dont relève(nt) le(s) institution(s) publique(s) de sécurité sociale concernée(s);

4° « l'arrêté » : l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics.

Art. 2. Pour les organismes d'intérêt public et les institutions publiques de sécurité sociale, l'article 4, § 4, de l'arrêté doit se lire comme suit :

« § 4. Pour ce qui concerne les agents désignés par mandat pour occuper un emploi visé à la section 3 du présent arrêté, la prime est accordée au fonctionnaire dirigeant par le ministre concerné après avis de l'organe de gestion. Elle est accordée au fonctionnaire dirigeant adjoint sur décision conjointe de l'organe de gestion et du fonctionnaire dirigeant ».

Art. 3. § 1^{er}. Pour les organismes d'intérêt public, l'article 7 de l'arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Lors de chaque désignation pour une période de mandat du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint, le ministre établit, sur proposition des agents concernés et après avis de l'organe de gestion, une lettre de mission commune qui définit les objectifs à atteindre compte tenu des moyens mis à leurs disposition.

La lettre de mission comporte :

1° la note de politique générale du ministre;

2° les options de gestion importantes pour l'ensemble du service public;

3° les objectifs à atteindre pour l'organisme dont ces agents sont responsables.

§ 2. La lettre de mission commune peut être adaptée au cours du mandat ».

§ 2. Le contrat d'administration dont question à l'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 précité vaut la lettre de mission prévue à l'article 7 de l'arrêté pour ce qui concerne le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il est établi, au sein de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, une lettre de mission pour les fonctionnaires dirigeants qui ne sont pas chargés de la gestion quotidienne de l'Institut. Cette lettre de mission est établie sur proposition du fonctionnaire dirigeant concerné et après concertation avec le fonctionnaire dirigeant chargé de la gestion quotidienne et avec le ministre, conformément, pour le surplus, à l'article 7 de l'arrêté.

Art. 4. Les articles 8, 9 et 10 de l'arrêté ne sont pas applicables aux organismes d'intérêt public ni aux institutions publiques de sécurité sociale.

Art. 5. Pour les organismes d'intérêt public et les institutions publiques de sécurité sociale, l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté doit se lire comme suit :

« La désignation a lieu après avis du Conseil supérieur de la fonction publique sur les candidatures introduites. Cet avis est ensuite soumis à l'avis de l'organe de gestion pour autant que l'organisme d'intérêt public ou l'institution publique de sécurité sociale soit doté d'un tel organe et que cet organe soit compétent en matière de personnel. »

3° « minister » : de minister of ministers onder wie de betrokken openbare instelling of instellingen van sociale zekerheid ressorteert of ressorteren;

4° « het besluit » : het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast zijn met het beheer van sommige overheidsdiensten.

Art. 2. Voor de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen van sociale zekerheid moet artikel 4, § 4, van het besluit als volgt worden gelezen :

« § 4. Wat de ambtenaren betreft die bij mandaat zijn aangewezen om een in afdeling 3 van dit besluit bedoelde betrekking te bekleden, wordt de premie aan de leidende ambtenaar door de betrokken minister toegekend na advies van het beheersorgaan. Ze wordt aan de adjunct-leidende ambtenaar toegekend na gezamenlijke beslissing van het beheersorgaan en de leidende ambtenaar. »

Art. 3. § 1. Voor de instellingen van openbaar nut moet artikel 7 van het besluit als volgt worden gelezen :

« Art. 7. § 1. Bij elke aanwijzing voor een mandaatperiode van de leidende ambtenaar en van de adjunct-leidende ambtenaar maakt de minister, op voorstel van de betrokken ambtenaren en na advies van het beheersorgaan, een gemeenschappelijke opdrachtbrief op die de te bereiken doelstellingen omschrijft, rekening houdende met de hun ter beschikking gestelde middelen.

De opdrachtbrief omvat :

1° de algemene beleidsnota van de minister;

2° de beheersopties van belang voor het geheel van de overheidsdienst;

3° de voor het bestuur waarvoor deze ambtenaren verantwoordelijk zijn, te bereiken doelstellingen.

§ 2. De gemeenschappelijke opdrachtbrief kan in de loop van het mandaat worden aangepast. »

§ 2. De bestuursovereenkomst waarvan sprake is in artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1997 geldt wat de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar betreft als de opdrachtbrief die vermeld wordt in artikel 7 van het besluit.

In afwijking van het eerste lid wordt, binnen het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, een opdrachtbrief opgesteld door de leidende ambtenaren die niet belast zijn met het dagelijks beheer van het instituut. Deze opdrachtbrief wordt op voorstel van de betrokken leidend ambtenaar en na overleg met de leidende ambtenaar die belast is met het dagelijks beheer en met de minister opgemaakt, overeenkomstig, voor het overige, met artikel 7 van het besluit.

Art. 4. De artikelen 8, 9 en 10 van het besluit zijn niet van toepassing op de instellingen van openbaar nut en op de openbare instellingen van sociale zekerheid.

Art. 5. Voor de instellingen van openbaar nut en voor de openbare instellingen van sociale zekerheid moet artikel 11, tweede lid, van het besluit, als volgt worden gelezen :

« De aanwijzing heeft plaats na advies van de Hoge Raad voor ambtenarenzaken over de ingediende candidaturen. Dit advies wordt vervolgens voor advies aan het beheersorgaan voorgelegd voor zover de instelling van openbaar nut of de openbare instelling van sociale zekerheid er een dergelijk orgaan op nahoudt en dit orgaan bevoegd is inzake personeel. »

Art. 6. § 1^{er}. Pour les institutions publiques de sécurité sociale, l'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. En vue de leur évaluation, la personne chargée de la gestion journalière et son adjoint rédigeant, chacun pour ce qui le concerne, un rapport dans lequel il décrivent comment il ont contribué à la réalisation des objectifs décrits dans le contrat d'administration prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Le rapport qui, en ce qui concerne l'adjoint, est accompagné de l'avis de la personne chargée de la gestion journalière de l'institution, est communiqué à l'organe de gestion qui le transmet au Ministre en y joignant son avis. Cet avis porte également sur la qualité de la gestion au regard des critères d'évaluation repris en annexe I. »

§ 2. Les fonctionnaires dirigeants de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité qui ne sont pas chargés de la gestion quotidienne de l'Institut sont soumis à l'arrêté 14 de l'arrêté.

Dispositions transitoires et finales

Art. 7. Lors du classement d'un organisme d'intérêt public parmi les institutions publiques de sécurité sociale, le mandat de cinq ans commencé à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté continue à courir.

Le rapport visé à l'article 14 de l'arrêté, modifié par l'article 6 du présent arrêté, est établi sur base du contrat d'administration.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à une date fixée par Nous.

Art. 9. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Art. 6. § 1. Voor de openbare instellingen van sociale zekerheid wordt artikel 14 van hetzelfde besluit vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. Met het oog op hun evaluatie, stellen de persoon die belast is met het dagelijks bestuur en zijn adjunct, ieder wat hem betreft, een verslag op waarin zij beschrijven hoe zij hebben bijgedragen tot het realiseren van de doelstellingen beschreven in de bestuursovereenkomst die bepaald is in artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Het verslag dat, wat de adjunct betreft, vergezeld gaat van het advies van de persoon die belast is met het dagelijks bestuur van de instelling wordt medegegeeld aan het beheersorgaan, dat het aan de Minister overhandigt, samen met zijn advies. Dit advies heeft eveneens betrekking op de kwaliteit van het beheer, gelet op de evaluatiecriteria in bijlage I ».

§ 2. De leidende ambtenaren van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering die niet met het dagelijks beheer van het instituut belast zijn, vallen onder de toepassing van artikel 14 van het besluit.

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 7. Wanneer een instelling van openbaar nut wordt ondergebracht bij de openbare instellingen van sociale zekerheid loopt het mandaat van vijf jaar dat aanving op de datum van het besluit verder.

Het verslag bedoeld in artikel 14 van het besluit zoals gewijzigd bij artikel 6 van dit besluit, wordt opgesteld op basis van de bestuursovereenkomst.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op een door Ons bepaalde datum.

Art. 9. Onze Ministers en Onze Staatssecretaris zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Ambtenaren,
A. FLAHAUT

F. 99 — 1835

[99/02071]

21 AVRIL 1999. — Arrêté royal fixant l'entrée en vigueur de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 15, modifié par la loi du 22 mars 1999;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, notamment l'article 38;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 février 1999;

Vu le protocole n° 321 du 7 avril 1999 du Comité des services fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de développer encore la mobilité du personnel des services publics afin d'assurer un échange d'expériences enrichissant pour le fonctionnement desdits services publics et qu'il convient dès lors d'achever la mise en œuvre du régime de mobilité du personnel des services publics, entré en vigueur le 1er octobre 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 16 juillet 1998 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics entre en vigueur le 1er juin 1999.

Art. 2. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

N. 99 — 1835

[99/02071]

21 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het in werking treden van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 15, gewijzigd bij de wet van 22 mars 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 8 februari 1999;

Gelet op het protocol nr. 321 van 7 april 1999 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de mobiliteit van het personeel van de overheidsdiensten nog dient ontwikkeld te worden om ervaringen uit te wisselen die voor de werking van deze diensten verrijkend zijn en dat derhalve het in toepassing brengen van de regeling inzake mobiliteit van het personeel der overheidsdiensten, dat op 1 oktober 1998 in werking getreden is, dient voltooid te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 16 juli 1998 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten treedt in werking op 1 juni 1999.

Art. 2. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1836

[C - 99/27467]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret portant création de la S.A. de droit public SARSI (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est créé, sous la dénomination « Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon », ci-après dénommée « la société », une société anonyme de droit public ayant pour objet l'assainissement, la rénovation et l'aménagement de sites d'activité économique désaffectés situés sur le territoire des communes de Braine-le-Château, Ittre, Clabecq et Tubize.

Cette personne morale se substitue à la société anonyme du même nom, dont le siège social est situé Ferme du Landas, Parc d'activités économiques, rue Léon Champagne 3, à Tubize, inscrite au registre de commerce de Nivelles sous le n° 84301.

Art. 2. Hormis les dérogations résultant des dispositions du présent décret, la société est régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Les premiers statuts sont annexés au présent décret. Les modifications statutaires en ce compris celles qui emportent dissolution de la société, sont adoptées par l'assemblée générale et soumises à l'approbation du Gouvernement.

Art. 3. La société peut avoir pour actionnaires :

- 1° la Région wallonne;
- 2° toute autre personne de droit public;
- 3° toute société dont le capital est détenu directement ou indirectement par la Région wallonne et/ou par toute autre personne de droit public à concurrence d'au moins 50 %;
- 4° toute autre personne de droit privé.

Quelle que soit la composition du capital, la majorité des mandats au conseil d'administration est attribuée à des candidats proposés par les actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Les mandats de président du conseil d'administration et d'administrateur délégué ne peuvent être attribués qu'à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 4. § 1^{er}. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement, lequel s'exerce à l'intervention d'un commissaire qu'il désigne.

§ 2. Le commissaire du Gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Il peut requérir des administrateurs et des membres du personnel toutes explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

§ 3. Le commissaire peut adresser au Gouvernement un recours contre toute décision de la société qu'il estime contraire à la loi ou à l'intérêt général. Ce recours est suspensif. Il doit être exercé dans un délai de dix jours.

Ce délai prend cours soit le jour de la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle la décision a été adoptée, pour autant que le commissaire y ait été régulièrement convoqué, soit, dans tous les autres cas, le jour où le commissaire a pris connaissance de la décision adoptée.

Le Gouvernement peut annuler l'acte dans un délai de trente jours, prenant cours à la même date. A défaut la suspension est levée et la décision devient définitive.

Art. 5. Les recettes de la société sont les suivantes :

- 1° les recettes à provenir de son activité, notamment les revenus de son patrimoine;
- 2° le produit d'emprunts et de toutes opérations financières;
- 3° le montant des subventions, subsides, avances, prêts et autres avantages financiers qui lui seraient accordés par des pouvoirs et organismes publics.

Art. 6. La comptabilité de la société est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

Le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier, pour autant que ces biens soient improductifs par eux-mêmes.

Art. 7. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la société peut procéder en son nom et pour son compte à des expropriations pour cause d'utilité publique.

Outre les cas prévus par d'autres dispositions légales ou décrétales, ces expropriations peuvent porter sur des biens immobiliers compris dans le périmètre d'un site d'activité économique désaffecté, dans un périmètre de revitalisation urbaine ou dans un périmètre de rénovation urbaine.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil 482 (1998 - 1999) n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 17 mars 1999.

Discussion - Vote.

Annexe

Statuts coordonnés

Société constituée au terme d'un acte reçu par Me Jean Dandois à Tubize, le 29 avril 1997, publié aux annexes au *Moniteur belge* en date du 21 mai 1997, sous le n^o 70521-71.

Statuts ayant été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire Etienne Derijcke à Tubize en date du 25 août 1997, publié aux annexes au *Moniteur belge* en date du 17 septembre 1997 sous le n^o 970917-234.

TITRE Ier. — Caractère de la société

Article 1^{er} : Forme, dénomination

Il est formé une société anonyme sous la dénomination de « Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon », en abrégé : « SARSI ».

Article 2 : Siège social

Le siège social est établi à Tubize (Saintes), Ferme du Landas - Parc d'Activités Economiques.

Il pourra être transféré partout ailleurs dans la Province du Brabant wallon par décision du Conseil d'Administration à publier aux annexes au *Moniteur belge*.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'Administration pour ce changement de siège social dans les statuts.

Article 3 : Objet social

La société a pour objet l'assainissement, la rénovation et l'aménagement de sites d'activité économique désaffectés, dans l'ouest du Brabant Wallon (Tubize, Ittre, Braine-le-Château, Rebecq).

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, civiles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie, à son objet social ou de nature à en faciliter ou en développer la réalisation et ce tant en Belgique qu'à l'étranger. Elle peut notamment se porter caution et acquérir ou détenir tout droit réel sur un site et consentir à un tiers tout droit réel ou personnel sur un site.

La société peut s'intéresser par toute voie et notamment par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière dans toutes sociétés, entreprises ou affaires existantes ou à créer, ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe au sien ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

Article 4 : Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à toute époque par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications aux statuts.

TITRE II. — Fonds social

Article 5 : Capital

Le capital social initial est fixé à cinq millions de francs (5 000 000 BEF).

Il est représenté par cinq mille (5000) actions sans désignation de valeur nominale, toutes de droits égaux et toutes souscrites et intégralement libérées en espèces.

Article 6 : Souscription en espèces.

Lors de la constitution de la société, le capital social était fixé à la somme de deux millions cinq cents mille francs, représenté par deux mille cinq cents actions sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

Suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25 août 1997, le capital social a été augmenté à concurrence de deux millions cinq cents mille francs pour le porter de deux millions cinq cents mille francs à cinq millions de francs (5 000 000 BEF), par la création de deux mille cinq cents actions nouvelles, identiques aux précédentes même quant à la jouissance, toutes souscrites et intégralement libérées en espèces.

Article 7 : Modification du capital

§ 1^{er}. Le capital peut être augmenté ou réduit, par décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

§ 2. En cas d'augmentation de capital par apport en numéraire, les actionnaires jouissent d'un droit de souscription préférentielle.

Le droit de souscription préférentielle ne peut être cédé par un actionnaire à un tiers, que dans des conditions identiques à celles applicables aux titres auxquels ce droit est attaché, conformément à l'article 9 des statuts.

L'ouverture de la souscription et le délai pour l'exercice du droit de la souscription préférentielle sont fixés par l'Assemblée Générale.

Ce délai ne peut en aucun cas être inférieur à trois mois. L'ouverture de la souscription, le délai pour l'exercice du droit de souscription préférentielle ainsi que le prix auquel les actions nouvelles sont offertes aux actionnaires par préférence seront portés à leur connaissance par lettre recommandée.

Passé le délai prévu pour l'exercice du droit de souscription préférentielle, et au cas où l'augmentation de capital ne serait pas entièrement souscrite par suite de l'exercice de ce droit, les actionnaires ayant exercé pour totalité leur droit de souscription préférentielle pourront à nouveau souscrire.

Si leurs offres portent sur un nombre d'actions supérieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de souscription n'a pas été exercé au premier tour, les différentes offres seront proportionnellement réduites.

Par contre, si leurs offres portent sur un nombre d'actions inférieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de souscription n'a pas été exercé au premier tour, il appartiendra au Conseil d'Administration de décider si les tiers peuvent participer à l'augmentation de capital ou si les droits de souscription seront exercés proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions, par les actionnaires anciens qui ont exercé la totalité de leur droit.

Toutefois, le droit de souscription préférentielle pourra être limité ou supprimé par l'Assemblée Générale statuant dans l'intérêt social et comme en matière de modification des statuts.

Article 8 : Appel de fonds

Le solde non libéré du capital est appelé par le Conseil d'Administration, aux époques qu'il détermine.

L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements, doit bonifier à la société un intérêt calculé au taux légal augmenté de deux pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le Conseil d'Administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts. Les titres seront d'abord offerts aux autres actionnaires, proportionnellement au nombre de titres dont ils sont propriétaires.

L'exercice du droit de votre afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Article 9 : Nature des titres

Les actions sont et resteront nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions qui contient la désignation précise de chaque associé, et la nombre d'actions lui appartenant. Tout associé ou tout tiers intéressé peut en prendre connaissance.

Il sera remis à chaque associé, à sa demande, un certificat nominatif, extrait du registre et signé par la Président du Conseil d'Administration ou un Vice-Président, mentionnant le nombre d'actions qu'il possède dans la société.

Lesdits certificats ne peuvent en aucun cas être établis au porteur ou à ordre.

Les cessions ou transmissions d'actions sont inscrites avec leur date sur le registre; elles sont signées par le cédant et le cessionnaire, ou par leur mandataire, en cas de cession entre vifs; par le Président du Conseil d'Administration ou un Vice-Président, et par les bénéficiaires ou leur mandataire, en cas de transmission pour cause de mort.

Les cessions et transmissions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans ce registre.

Seul le registre des actions fait foi de la propriété des actions.

Article 10 : Cession des titres

A. Cession d'actions entre actionnaires ou au profit d'une société appartenant au même groupe que l'actionnaire cédant

§ 1^{er}. Les cessions d'actions entre actionnaires ainsi que les cessions consenties par un actionnaire à une société appartenant au même groupe que lui, sont libres, moyennant le respect des formalités prévues au paragraphe deux.

On entend par « société appartenant au même groupe que l'actionnaire cédant » toute société qui « contrôle » cet actionnaire ou toute société qui « est contrôlée » par lui ou qui se trouve sous un contrôle commun avec celui-ci.

Par « contrôle », on entend le fait pour une personne physique ou pour une société, de détenir dans une autre société, directement ou indirectement, une participation représentant plus de la moitié du capital social ou une participation à laquelle est attachée un pouvoir de vote égal à plus de la moitié au moins des voix attachées à l'ensemble des actions émises par cette société ou encore, le fait pour une personne physique ou pour une société d'être en mesure d'exercer en droit ou en fait, une influence décisive sur la désignation de la moitié au moins des dirigeants d'une autre société ou sur l'orientation de sa gestion.

Les cessions d'actions visées dans ce paragraphe devront prévoir la résolution de la cession ainsi que les modalités de sa mise en œuvre entre parties si la société cessionnaire devait cesser de remplir les conditions prévues ci-avant.

Cette résolution n'aura toutefois aucun effet rétroactif à l'égard de la société.

§ 2. L'actionnaire qui a cédé tout ou partie de ses actions dans le cadre des cessions prévues au paragraphe premier doit en informer le Conseil d'Administration, dans un délai de deux mois.

B. Droit de préemption des actionnaires pour toute cession d'actions autre que le cas prévu au point A.

§ 1. Tout actionnaire désirant céder des actions devra d'abord offrir aux autres actionnaires d'acquérir par préemption, selon les modalités et conditions prévues au paragraphe deux, les actions dont la cession est projetée.

§ 2. L'actionnaire qui veut céder tout ou partie des actions qu'il détient doit communiquer au Conseil d'Administration, par lettre recommandée à la poste, le nombre d'actions dont la cession est projetée, les conditions de la cession envisagée et l'identité du candidat-cessionnaire.

Le Conseil d'Administration notifie l'offre aux autres actionnaires dans un délai ne dépassant pas quinze jours.

Dans un délai de trois mois à dater de la notification, les actionnaires devront exercer leur droit de préemption par notification adressée au Conseil d'Administration sans préjudice de leur droit de renoncer à l'exercice de leur droit de préemption avant l'expiration de ce délai.

Le droit de préemption s'exercera proportionnellement au nombre d'actions dont ils sont propriétaires.

A l'expiration de ce délai de trois mois, le Conseil d'Administration notifiera aux actionnaires autres que le cédant, le nombre de titres pour lesquels le droit de préemption n'a pas été exercé. Dans les trente jours de cette notification, les actionnaires devront faire connaître au Conseil d'Administration le nombre de titres restants qu'ils sont disposés à acquérir.

Si le nombre d'actions à céder n'est pas proportionnellement répartissable, les actions en excédent seront réparties par le Conseil d'Administration par voie de tirage au sort entre les actionnaires qui le demandent, chacune des actions étant tirée au sort. En aucun cas, les actions ne seront fractionnées.

Si les offres émanant des différents actionnaires portent sur un nombre d'actions supérieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de préemption n'a pas été exercé, les différentes offres seront proportionnellement réduites au profit des différents actionnaires.

Le paiement du prix se fera conformément aux modalités acceptées par le cessionnaire projeté et communiquées au Conseil d'Administration par le cédant.

Par contre, si les offres émanant des différents actionnaires portent sur un nombre d'actions inférieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de préemption n'a pas été exercé, l'actionnaire candidat à la cession est libre de procéder à la cession de la totalité des actions notifiées, pour autant qu'elle s'opère en faveur du tiers indiqué dans la notification et au prix notifié ou à des conditions qui ne pourront pas être plus avantageuses que celles indiquées dans la notification.

Néanmoins, l'actionnaire candidat à la cession est libre d'accepter ces offres partielles.

§ 3. Si la cession prévue au dernier alinéa du paragraphe deux ne se réalisait pas dans les six mois à dater de l'expiration du délai de trois mois prévu au paragraphe deux, la procédure prévue aux paragraphes un et deux sera à nouveau applicable.

§ 4. La transcription de la cession dans le registre des actions nominatives sera effectuée lors du premier paiement à valoir sur le prix d'achat.

§ 5. Les actions sont acquises au prix proposé par le cédant ou, à défaut d'accord sur ce prix, au prix fixé par un expert désigné de commun accord par les parties, ou à défaut d'accord sur l'expert, par le Président du Tribunal de Première Instance.

§ 6. L'acquéreur est tenu de payer son prix dans les trente jours de sa détermination, à moins que les parties ne conviennent d'un autre délai. Passé ce délai, il sera dû par le cessionnaire un intérêt égal au taux de l'intérêt légal, de plein droit et sans mise en demeure.

C. Champ d'application

Les dispositions du présent article s'appliquent à tous les cas de cession, de transfert ou de transmission des actions, y compris la distribution d'actions à la suite de la dissolution d'une société actionnaire, de scission, d'adjudication sur saisie, etc.

D. Notification

Toutes les notifications, communications ou avis faits en exécution du présent article se font par lettre recommandée avec accusé de réception et par la voie aérienne si le destinataire est établi hors du Marché Commun, les délais commençant à courir à partir du dépôt de la lettre à la poste, le récépissé faisant foi. Les lettres pourront être valablement adressées aux actionnaires à la dernière adresse connue de la société.

Article 11 : Obligations

§ 1^{er}. La société peut émettre des obligations hypothécaires ou non par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration déterminera le type et le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, ainsi que toutes les autres conditions des émissions d'obligations.

§ 2. L'émission d'obligations convertibles ou avec droit de souscription peut être décidée par l'Assemblée Générale aux conditions prévues par la loi.

TITRE III. — Administration et contrôle

Article 12 : Composition du conseil d'administration

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration de la société est composé de trois membres au moins qui seront nommés pour six ans au plus par l'Assemblée Générale et révocables en tout temps par elle.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle désignera une personne physique à l'intervention de laquelle elle exercera ses fonctions d'administrateur.

§ 2. Les administrateurs sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants non réélus cesse immédiatement après l'Assemblée Générale qui a procédé aux réélections.

Article 13 : Vacance

En cas de vacance d'une ou plusieurs places d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'Assemblée Générale lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 14 : Présidence, Réunion du conseil d'administration

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président, deux Vices-Présidents et un Administrateur Délégué. Le Président et l'Administrateur Délégué sont choisis parmi les administrateurs représentants la S.D.O.

§ 2. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président ou sur celle de deux au moins de ses membres.

Les convocations devront être envoyées par lettre, télégramme, télécopie ou télex, adressé à chacun des administrateurs, huit jours au moins avant la réunion, sauf en cas d'urgence. La présence ou la représentation des administrateurs à la réunion couvre l'absence de cette formalité.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Tout administrateur peut donner, par écrit, télégramme, télécopie, télex, délégation à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée du Conseil et y voter en son lieu et place.

Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues et le mandat doit être spécial pour chaque séance.

Article 15 : Délibération — Majorités

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que sur les objets prévus à l'ordre du jour et que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

§ 2. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des voix, la voix du Président étant prépondérante.

§ 3. L'administrateur, qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance.

Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est spécialement rendu compte à la première Assemblée Générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations, dans lesquelles un administrateur a eu un intérêt opposé à celui de la société.

Si, dans une séance du Conseil d'Administration réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu des alinéas qui précèdent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des voix des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Article 16 : Procès-verbaux

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux, signés par la majorité au moins des membres présents.

Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial qui peut être constitué de feuillets collés et numérotés chronologiquement.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

Article 17 : Pouvoirs du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés à l'Assemblée Générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts et ce, sans préjudice des mandats spéciaux revêtant le cas échéant la forme authentique, conférés par le Conseil d'Administration et ce qui est prévu ci-dessous en matière de gestion journalière.

Article 18 : Représentation

§ 1^{er}. Sans préjudice aux dispositions de l'article 19 ci-après et aux délégations de pouvoirs décidées par le Conseil d'Administration, la société est représentée à l'égard des tiers et notamment dans les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours ainsi qu'en justice, tant en demandant qu'en défendant, par deux administrateurs.

Les administrateurs n'auront en aucun cas à justifier d'une décision préalable du Conseil d'Administration.

§ 2. Le Conseil d'Administration peut confier des mandats spéciaux revêtant, le cas échéant, la forme authentique, à toute personne choisie en son sein ou même en dehors de la société.

Article 19 : Rémunérations

Les dépenses normales et justifiées que les administrateurs auraient exposées dans l'exercice de leurs fonctions leur seront remboursées et portées au compte des frais généraux.

Le mandat des administrateurs est gratuit.

Le Conseil d'Administration peut néanmoins décider d'attribuer une rémunération aux administrateurs exerçant des fonctions réelles et permanentes. Le Conseil d'Administration fixe le principe et le montant de ces rémunérations. Il en sera de même pour les administrateurs chargés de missions spéciales.

Article 20 : Gestion journalière

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration délèguera la gestion journalière de la société ainsi que la représentation en ce qui concerne cette gestion au Président et à l'Administrateur Délégué agissant seuls ou conjointement selon les termes de la délégation de pouvoir.

Par gestion journalière, on entend les actes qui ne sont que l'exécution de la ligne de conduite tracée par le Conseil d'Administration ainsi que les actes qu'il est nécessaire d'accomplir au jour le jour pour assurer la marche des affaires sociales dont notamment, les actes conservatoires, l'expédition des affaires courantes ainsi que l'exécution des décisions prises par l'Assemblée Générale ou par le Conseil d'Administration.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, dans le cadre de cette gestion, déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à tout mandataire.

§ 2. L'accomplissement de cette mission se fait sous le contrôle et la surveillance du Conseil d'Administration et dans le respect de la politique générale fixée par lui.

§ 3. Les délégués à la gestion journalière veilleront à informer régulièrement et immédiatement les membres du Conseil d'Administration de tous les événements et données qui sont susceptibles d'affecter de manière sensible la marche des affaires de la société.

Article 21 : Contrôle

Le contrôle de la situation financière, ainsi que le contrôle de la régularité de l'établissement des comptes annuels, seront confiés à un ou plusieurs commissaires, choisi(s) parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, nommés par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale fixera les émoluments du commissaire-réviseur eu égard aux normes de révision établies par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

TITRE IV. — Assemblée générale

Article 22 : Composition et pouvoirs

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

L'Assemblée Générale a les pouvoirs qui lui sont reconnus par la loi et par les statuts.

Les décisions prises par l'Assemblée Générale sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour les absents ou dissidents.

Article 23 : Réunion

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit annuellement le troisième vendredi du mois d'avril à seize heures.

Si ce jour est un jour férié, l'Assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale peut être convoquée extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Elle doit l'être à la demande d'actionnaires représentant ensemble le cinquième des actions de capital. La demande de convocation doit être adressée au Conseil d'Administration et énoncer les objets à mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Les Assemblées Générales Ordinaire ou Extraordinaire se tiennent au siège social ou en tout autre lieu en Belgique fixé par le Conseil d'Administration et indiqué dans les convocations.

Article 24 : Convocations

L'Assemblée Générale se réunit sur convocation du Conseil d'Administration ou de deux administrateurs agissant conjointement.

Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions de l'article 70 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Les convocations à l'Assemblée Générale annuelle mentionnent obligatoirement, parmi les objets à l'ordre du jour, la discussion du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et du rapport de contrôle établi par le commissaire-réviseur, conformément à la loi, ainsi que la discussion et l'adoption des comptes annuels, la décharge des administrateurs et du commissaire-réviseur, la réélection et le remplacement des administrateurs et commissaires-réviseurs sortants ou manquants.

Cependant lorsque tous les actionnaires ont consenti à se réunir et sont présents ou représentés à l'Assemblée, celle-ci est régulièrement constituée même s'il n'y a pas eu de convocation ou si les délais n'ont pas été respectés.

Article 25 : Représentation

§ 1^{er}. Tout actionnaire pourra se faire représenter à l'Assemblée par un mandataire qui est lui-même actionnaire et qui a le droit de vote à l'Assemblée.

Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non actionnaire.

§ 2. Le Conseil d'Administration - ou le cas échéant, les deux administrateurs - qui convoque l'Assemblée Générale peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours avant l'Assemblée Générale. Les procurations doivent être écrites et mentionner l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

§ 3. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nus-proprétaires, les créanciers et débiteurs-gagistes, doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne. A défaut d'accord entre nu(s)-propriétaire(s) et usufruitier(s), l'usufruitier (ou le mandataire des usufruitiers) représentera seul valablement les ayants-droit.

Article 26 : Bureau

Toute Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par un Vice-Président.

Le Président désigne le secrétaire qui ne doit pas nécessairement être actionnaire.

L'Assemblée choisit deux scrutateurs parmi les actionnaires ou leurs mandataires.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

Article 27 : Délibération

Une liste de présences indiquant le nom des actionnaires et le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote est signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer en séance.

Aucune Assemblée ne peut délibérer sur des objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour sauf si la totalité du capital social est présente ou représentée et, dans ce dernier cas, pour autant que les procurations mentionnent expressément ce pouvoir.

L'Assemblée Générale des actionnaires ne délibérera valablement que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins la majorité des actions ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale des actionnaires statue à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En matière de modification aux statuts, l'Assemblée Générale des actionnaires statue aux conditions de majorité prévues aux articles 70 et 70bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pour la nomination d'administrateur et de commissaire, si aucun candidat ne réunit la majorité des voix, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Article 28 : Prorogation

Quels que soient les objets à l'ordre du jour, toute Assemblée Générale, Ordinaire ou Extraordinaire, peut être séance tenante prorogée à trois semaines par le bureau composé comme il est dit ci-dessus.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Les actionnaires devront de nouveau être convoqués avec le même ordre du jour. Cette nouvelle Assemblée ne pourra plus être prorogée.

Article 29 : Procès-verbaux

Les procès-verbaux des Assemblées Générales sont signés par la majorité des membres du bureau et les actionnaires qui le demandent. Ils sont consignés dans un registre spécial tenu au siège de la société qui peut être constitué de feuillets collés et numérotés chronologiquement.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

TITRE V. — Ecritures sociales — Répartitions**Article 30 : Inventaires et comptes annuels**

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

A cette date, le Conseil d'Administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le Conseil d'Administration remet les pièces, avec le rapport de gestion établi conformément à la loi, un mois au moins avant l'Assemblée Générale Ordinaire, au commissaire-réviseur. Celui-ci établit le rapport de contrôle prévu par la loi.

Les comptes annuels et les rapports ci-avant visés sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir gratuitement un exemplaire sur production de son titre quinze jours avant l'Assemblée.

Article 31 : Approbation des comptes annuels

L'Assemblée annuelle entend le rapport de gestion et le rapport du commissaire-réviseur et discute les comptes annuels.

Les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport ou des points portés à l'ordre du jour et le commissaire-réviseur à celles concernant son rapport.

L'Assemblée annuelle statue sur l'adoption des comptes annuels, à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Après l'adoption du bilan, l'Assemblée Générale se prononce par vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Les comptes annuels, le rapport de contrôle et le rapport de gestion sont, dans les trente jours de leur approbation, déposés à la Banque Nationale de Belgique par les soins des administrateurs; ils sont accompagnés des pièces requises par la loi.

Article 32 : Distribution

L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, charges sociales et provisions, y compris les provisions fiscales ainsi que les amortissements, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il sera d'abord prélevé cinq pour cent pour être affectés à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra le dixième du capital social.

L'affectation du solde sera opérée librement, sur proposition du Conseil d'Administration, par l'Assemblée Générale qui pourra notamment le répartir entre les actions, l'affecter à un fonds de réserve extraordinaire ou le reporter à nouveau, en tout ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite si à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou devenait à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 33 : Paiement des dividendes

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits indiqués par le Conseil d'Administration.

Article 34 : Perte du capital

§ 1^{er}. Si par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'Assemblée Générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être, en vertu des obligations légales ou statutaires, en vue de délibérer, le cas échéant dans les formes prescrites pour la modification aux statuts, de la dissolution éventuelle de la société et éventuellement d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration justifie ces propositions dans un rapport spécial tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société, quinze jours avant l'Assemblée Générale. Si le Conseil d'Administration propose la poursuite des activités, il expose dans son rapport les mesures qu'il compte adopter en vue de redresser la situation financière de la société. Ce rapport est annoncé dans l'ordre du jour. Une copie en est adressée aux actionnaires en même temps que la convocation.

§ 2. Les mêmes règles sont observées si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social mais, en ce cas, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises par l'Assemblée.

§ 3. Si par suite de perte, l'actif net est moindre que le capital minimum exigé par la loi pour toute société anonyme, tout intéressé pourra demander au tribunal la dissolution de la société.

Article 35 : Liquidation

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'Assemblée Générale désigne des liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments ainsi que le mode de liquidation conformément aux articles 179 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 36 : Répartition du boni de liquidation

Après le paiement de toutes dettes et charges de la société ou consignation faite pour ces règlements, le solde servira d'abord à rembourser la Région Wallonne du montant restant dû des avances accordées.

Ensuite, les actions seront remboursées à concurrence du montant de leur libération.

L'excédent sera réparti par parts égales entre toutes les actions du capital.

Article 37 : Publication

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents qui émanent de la société, doivent contenir :

- 1° la dénomination sociale;
- 2° la mention « société anonyme » ou les initiales « S.A. », reproduites lisiblement et placées immédiatement avant ou après la dénomination sociale;
- 3° l'indication précise du siège social de la société;
- 4° les mots "registre du commerce", ou les initiales "RC" accompagnés de l'indication du siège du Tribunal de Commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social et suivi du numéro d'immatriculation;

5° le numéro d'immatriculation attribué pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) si la société y est assujettie.

TITRE VII. — Dispositions générales

Article 38 : Lois coordonnées sur les sociétés commerciales

Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés anonymes auxquelles il n'est pas dérogé explicitement par les articles ci-avant sont réputées inscrites aux présents statuts.

Article 39 : Election de domicile.

Tout actionnaire, administrateur, commissaire ou administrateur délégué non domicilié en Belgique, est tenu de faire élection de domicile dans l'arrondissement où se trouve le siège social, pour la durée de ses fonctions et pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile dûment signifié à la société, ce domicile sera censé élu de plein droit au siège social.

Article 40 : Frais

Les comparants déclarent que le montant des frais, de premier établissement, incombant à la société en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de soixante mille francs (60 000 BEF).

Article 41 : Litiges B Compétence

Pour tous litiges entre la société, ses actionnaires, obligataires, administrateurs, commissaire(s) et liquidateur, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux Tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1836

[C - 99/27467]

1. APRIL 1999 — Erlass zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Unter der Bezeichnung «Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon», weiter unten «die Gesellschaft» genannt, wird eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts gegründet, welche die Sanierung, die Renovierung und die Gestaltung von auf dem Gebiet der Gemeinden Braine-le-Château, Ittre, Clabecq und Tubize gelegenen stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen zum Zweck hat.

Diese juristische Person ersetzt die gleichnamige Aktiengesellschaft, deren Gesellschaftssitz in Tubize, Ferme du Landas, Parc d'activités économiques, rue Léon Champagne 3 gelegen ist und die unter der Nummer 84301 im Handelsregister von Nivelles eingetragen ist.

Art. 2 - Abgesehen von den aus den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets resultierenden Abweichungen unterliegt die Gesellschaft den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften.

Die ersten Satzungen sind dem vorliegenden Dekret beigefügt. Die Satzungsänderungen einschließlich derjenigen, die die Auflösung der Gesellschaft bewirken, werden durch die Hauptversammlung angenommen und der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 3 - Die Gesellschaft kann als Aktieninhaber die Folgenden haben:

1° die Wallonische Region;

2° jegliche andere Person öffentlichen Rechts;

3° jegliche Gesellschaft, deren Kapital auf direkte oder indirekte Weise im Besitz der Wallonischen Region und/oder jeglicher anderen Person öffentlichen Rechts in Höhe von mindestens 50 % ist;

4° jegliche andere Person privaten Rechts.

Ungeachtet der Zusammensetzung des Kapitals wird die Mehrheit der Mandate im Verwaltungsrat an Kandidaten gegeben, die durch die in den Punkten 1° bis 3° des Absatzes 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Aktieninhaber vorgeschlagen werden.

Die Mandate des Vorsitzenden des Verwaltungsrates und des geschäftsführenden Verwalters können nur an einen auf Vorschlag der in den Punkten 1° bis 3° des Absatzes 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Aktieninhaber ernannten Verwalter gegeben werden.

Art. 4 - § 1. Die Gesellschaft untersteht der Kontrollmacht der Regierung; diese Kontrolle wird durch Vermittlung eines von der Regierung bezeichneten Kommissars ausgeübt.

§ 2. Der Kommissar der Regierung nimmt an den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme teil. Jederzeit kann er an Ort und Stelle in die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen in alle Geschäftsbücher der Gesellschaft Einsicht nehmen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte von den Verwaltern und den Personalmitgliedern anfordern und alle Überprüfungen, die er für die Ausübung seines Mandats für notwendig hält, vornehmen.

§ 3. Der Kommissar kann bei der Regierung einen Einspruch gegen jeden Beschluss der Gesellschaft, den er als im Gegensatz zum Gesetz oder zum Interesse der Allgemeinheit betrachtet, einlegen. Dieser Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Er muss innerhalb einer zehntägigen Frist eingelegt werden.

Diese Frist beginnt entweder am Tage der Versammlung des Verwaltungsrates, während deren der Beschluss gefasst worden ist, sofern der Kommissar ordnungsgemäß eingeladen worden ist, oder, in allen anderen Fällen, am Tage, an dem der Kommissar den gefassten Beschluss zur Kenntnis genommen hat.

Die Regierung kann die Handlung innerhalb einer dreißigtägigen Frist, die am selben Tag beginnt, aufheben. Ist dies nicht der Fall, so wird die Aufhebung annulliert und der Beschluss endgültig.

Art. 5 - Die Einnahmen der Gesellschaft sind die Folgenden:

- 1° die aus ihrer Tätigkeit zu erwartenden Einnahmen, insbesondere das Einkommen aus ihrem Vermögen;
- 2° der Ertrag von Anleihen und von allen Finanzgeschäften;
- 3° der Betrag der Subventionen, Zuschüsse, Vorschüsse, Darlehen und der anderen finanziellen Vorteile, die ihr durch öffentliche Behörden und Einrichtungen gewährt würden.

Art. 6 - Die Buchhaltung der Gesellschaft wird gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Der Katasterertrag der Güter der Gesellschaft ist vom Immobilienvorabzug befreit, sofern diese Güter selbst keinen Ertrag produzieren.

Art. 7 - Vorbehaltlich der Erlaubnis der Regierung kann die Gesellschaft in ihrem Namen und für ihre eigene Rechnung Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vornehmen.

Außer in den in anderen gesetzlichen oder Dekretbestimmungen vorgesehenen Fällen können diese Enteignungen Immobilien betreffen, die sich im Umkreis eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes, in einem Umkreis der städtischen Neubelebung oder in einem Stadterneuerungsbereich befinden.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Rates 482 (1998-1999) Nr. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. März 1999

Diskussion B Abstimmung.

—
Anlage

Koordinierte Satzungen

Gesellschaft gegründet gemäß einer durch den Notar Jean Dandois in Tubize am 29. April 1997 aufgenommenen und in der Anlage zum *Belgischen Staatsblatt* am 21. Mei 1997 unter der Nummer 970521-71 veröffentlichten Urkunde

Satzungen, die zuletzt durch eine am 25. Augustus 1997 durch den Notar Etienne Derijcke in Tubize aufgenommene und am 21. Mei 1997 unter der Nummer 970917-234 in der Anlage zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Urkunde abgeändert worden sind

TITEL I — Merkmale der Gesellschaft

Artikel 1: Rechtsform — Bezeichnung

Eine Aktiengesellschaft wird unter der Bezeichnung 'Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon', abgekürzt 'SARSI', gegründet.

Artikel 2: Gesellschaftssitz

Der Gesellschaftssitz ist in Tubize (Saintes), Ferme du Landas — Parc d'Activités Economiques festgesetzt.

Durch einen in der Anlage zum *Belgischen Staatsblatt* zu veröffentlichenden Beschluss des Verwaltungsrates kann er überall in der Provinz Wallonisch-Brabant verlegt werden.

Der Verwaltungsrat erhält Handlungsvollmacht bezüglich der Verlegung des Gesellschaftssitzes in den Satzungen.

Artikel 3: Gesellschaftszweck

Der Gesellschaftszweck ist die Sanierung, die Renovierung und die Gestaltung von Gewerbebetriebsgeländen im Westen der Provinz Wallonisch-Brabant (Tubize, Ittre, Braine-le-Château, Rebecq).

Die Gesellschaft kann alle beliebigen industriellen, kaufmännischen, zivilen, finanziellen, auf bewegliche oder unbewegliche Güter bezogenen Handlungen vornehmen, die auf direkte oder indirekte Weise, ganz oder teilweise mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind oder die seine Verwirklichung erleichtern oder entwickeln können, dies sowohl in Belgien als auch im Ausland. Unter anderem kann sie als Bürge auftreten und jegliches dingliche Recht an einem Gelände erwerben oder besitzen und einem Dritten jegliches dingliche oder persönliche Recht an einem Gelände gewähren.

Die Gesellschaft kann sich durch jedes beliebige Mittel und insbesondere durch Einbringung, Veräußerung, Fusion, Zeichnung, Beteiligung, finanzielle Beteiligung an allen bestehenden oder zu gründenden Gesellschaften, Unternehmen oder Geschäften beteiligen, deren Gesellschaftszweck mit dem eigenen identisch, ähnlich, gleichartig oder verbunden ist, oder der die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks fördern kann.

Artikel 4: Dauer

Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung der Aktienbesitzer, die wie in Sachen Abänderung der Satzungen berät, aufgelöst werden.

TITEL II. — Gesellschaftskapital

Artikel 5: Kapital

Das Anfangskapital der Gesellschaft wird auf fünf Millionen Franken (5 000 000 BEF) festgesetzt.

Es besteht aus fünftausend (5 000) Aktien ohne Nennwertbezeichnung, die alle die gleichen Rechte besitzen und alle gezeichnet und in bar vollständig eingezahlt werden.

Artikel 6: Einzahlung in Bar

Bei der Gründung der Gesellschaft war das Gesellschaftskapital auf der Summe von zwei Millionen fünfhunderttausend Franken festgesetzt, es bestand aus zweitausendfünfhundert Aktien ohne Nennwertbezeichnung, die alle gezeichnet und vollständig eingezahlt waren.

Gemäß dem Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung vom 25.08.1997 ist das Gesellschaftskapital um zwei Millionen fünfhunderttausend Franken erhöht worden, um es von zwei Millionen fünfhunderttausend Franken auf FÜNF MILLIONEN FRANKEN (5 000 000) heraufzusetzen, dies durch die Ausgabe von zweitausendfünfhundert neuen Aktien, die mit den vorherigen identisch sind, sogar in Sachen Nutzung, und alle gezeichnet und in bar vollständig eingezahlt sind.

Artikel 7: Änderung des Kapitals

§ 1. Durch Beschluss der Generalversammlung, die unter den für die Abänderungen der Satzungen erforderlichen Bedingungen berät, kann das Kapital heraufgesetzt bzw. reduziert werden.

§ 2. Fall die Kapitalerhöhung durch Bareinlage erfolgt, genießen die Aktienbesitzer ein Recht auf vorzugsweise Zeichnung.

Das Recht auf vorzugsweise Zeichnung kann nur unter Bedingungen, die dieselben wie diejenigen sind, die für die Aktien, mit denen dieses Recht verbunden ist, gelten, von einem Aktienbesitzer an einen Dritten abgetreten werden, gemäß Artikel 9 der Satzungen.

Die Eröffnung der Zeichnung und die Frist für die Ausübung des Rechts auf vorzugsweise Zeichnung werden durch die Generalversammlung festgesetzt.

Diese Frist darf in keinem Fall kürzer als drei Monate sein. Die Eröffnung der Zeichnung, die Frist für die Ausübung des Rechts auf vorzugsweise Zeichnung sowie der Preis, zu welchem die neuen Aktien vorzugsweise den Aktienbesitzern angeboten werden, werden letzteren per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt.

Nach Ablauf der für die Ausübung des Rechts auf vorzugsweise Zeichnung vorgesehenen Frist und falls die Kapitalerhöhung nach der Ausübung dieses Rechts nicht vollständig gezeichnet wäre, werden die Aktienbesitzer, die ihr Recht auf vorzugsweise Zeichnung vollständig ausgeübt haben, erneut zeichnen können.

Wenn ihre Angebote eine größere Anzahl Aktien betreffen als die Anzahl der Aktien, für welche das Zeichnungsrecht bei der ersten Zeichnungsmöglichkeit nicht ausgeübt worden ist, werden die verschiedenen Angebote entsprechend reduziert.

Wenn aber ihre Angebote eine kleinere Anzahl Aktien betreffen als die Anzahl der Aktien, für welche das Zeichnungsrecht bei der ersten Zeichnungsmöglichkeit nicht ausgeübt worden ist, steht es dem Verwaltungsrat zu, zu entscheiden, ob Dritte sich an der Kapitalerhöhung beteiligen dürfen oder ob die Zeichnungsrechte durch die vormaligen Aktienbesitzer, die ihr Recht vollständig ausgeübt haben, im Verhältnis zu dem durch ihre Aktien dargestellten Kapitalanteil ausgeübt werden.

Das Recht auf vorzugsweise Zeichnung kann aber durch die im gesellschaftlichen Interesse und wie in Sachen Satzungenänderung entscheidende Generalversammlung begrenzt werden.

Artikel 8: Einzahlungsanforderung

Der noch nicht eingezahlte Anteil am Kapital wird durch den Verwaltungsrat zu von ihm bestimmten Zeiten angefordert.

Der Aktienbesitzer, der nach einer einmonatigen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilten Frist mit seinen Einzahlungen im Verzug ist, muss der Gesellschaft Verzugszinsen zum gesetzlichen Zinssatz zuzüglich zwei Prozent pro Jahr vergüten, dies ab dem Fälligkeitsdatum der Einzahlung.

Zudem kann der Verwaltungsrat, nachdem eine zweite Aufforderung einen Monat lang ergebnislos geblieben ist, die Aberkennung des Aktienbesitzers verkünden und seine Aktien durch einen Effektenmakler verkaufen lassen, unbeschadet des Rechts den noch geschuldeten Saldo sowie jeglichen Schadensersatz von ihm zu fordern. Die Aktien werden zuerst den neuen Aktienbesitzern angeboten, im Verhältnis zu der Anzahl Titel, die sie besitzen.

Die Ausübung des Stimmrechts, das mit den Aktien verbunden ist, für welche die Einzahlungen nicht erfolgt sind, wird aufgehoben, so lange diese ordnungsgemäß angeforderten und fälligen Einzahlungen nicht erfolgt sind.

Artikel 9: Art der Aktien

Die Aktien sind Namensaktien und werden es bleiben.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Aktien geführt, in welchem die genaue Bezeichnung jedes Gesellschafters und die Anzahl der ihm gehörenden Aktien angegeben sind. Jeder Gesellschafter oder interessierte Dritte kann darin Einsicht nehmen.

Auf Anfrage wird jedem Gesellschafter eine Namensurkunde gegeben, die aus dem Register entnommen wird und durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder einen stellvertretenden Vorsitzenden unterschrieben wird und die Anzahl der ihm gehörenden Aktien der Gesellschaft angibt.

Besagte Urkunden dürfen keinesfalls auf den Inhaber oder auf Order lauten.

Die Veräußerungen oder Übertragungen von Aktien werden mit ihrem Datum in das Register eingetragen; sie werden durch den Übertragenden und den Übernehmer, oder im Falle einer Übertragung unter Lebenden durch ihren Bevollmächtigten unterzeichnet; sie werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder einen stellvertretenden Vorsitzenden und durch die Begünstigten oder ihren Bevollmächtigten im Falle einer Übertragung infolge eines Todesfalls unterzeichnet.

Erst ab dem Tag ihrer Eintragung in dieses Register werden die Veräußerungen und Übertragungen gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam.

Das Eigentum der Aktien wird nur anhand dieses Registers bewiesen.

Artikel 10: Veräußerung der Aktien

A. Veräußerung von Aktien unter Aktienbesitzern oder zugunsten einer Gesellschaft, die derselben Gruppe wie der veräußernde Aktienbesitzer angehört.

§ 1. Die Veräußerungen von Aktien unter Aktienbesitzern sowie die durch einen Aktienbesitzer an eine derselben Gruppe wie er angehörenden Gesellschaft eingeräumten Veräußerungen sind frei, vorbehaltlich der Beachtung der in Absatz zwei vorgesehenen Formalitäten.

Unter «Gesellschaft, die derselben Gruppe wie der veräußernde Aktienbesitzer angehört» versteht man jede Gesellschaft, die diesen Aktienbesitzer «kontrolliert» oder jede Gesellschaft, die durch ihn «kontrolliert» wird oder die unter derselben Kontrolle wie er steht.

Unter «Kontrolle» versteht man die Tatsache, dass eine natürliche Person oder eine Gesellschaft, auf direkte oder indirekte Weise, eine Beteiligung an einer anderen Gesellschaft besitzt, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellt, oder eine Beteiligung, mit welcher ein Stimmenanteil verbunden ist, der höher ist als mindestens die Hälfte der Stimmen, die mit der Gesamtheit der durch diese Gesellschaft ausgegebenen Aktien verbunden sind, oder auch die Tatsache, dass eine natürliche Person oder eine Gesellschaft in der Lage ist, in rechtlicher oder in tatsächlicher Beziehung, einen ausschlaggebenden Einfluss auf die Wahl von mindestens der Hälfte der Führungskräfte einer anderen Gesellschaft oder auf die Orientierung ihrer Führung auszuüben.

Die in diesem Paragraphen erwähnten Veräußerungen von Aktien werden die Auflösung der Veräußerung sowie die Modalitäten ihrer Durchführung vorsehen, falls die erwerbende Gesellschaft die weiter oben erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllen sollte.

Diese Auflösung wird jedoch keine rückwirkende Kraft gegenüber der Gesellschaft haben.

§ 2. Der Aktienbesitzer, der im Rahmen der im ersten Paragraphen vorgesehenen Veräußerungen alle seine Aktien oder einen Teil davon veräußert hat, muss den Verwaltungsrat innerhalb einer zweimonatigen Frist davon in Kenntnis setzen.

B. Vorkaufsrecht der Aktienbesitzer bei jeder Veräußerung von Aktien, die sich vom in Punkt A vorgesehenen Fall unterscheidet

§ 1. Jeder Aktienbesitzer, der Aktien veräußern möchte, wird zuerst den anderen Aktienbesitzern das Vorkaufsrecht für die Aktien, deren Veräußerung vorgesehen ist, anbieten müssen, dies gemäß den im zweiten Paragraphen vorgesehenen Modalitäten und Bedingungen.

§ 2. Der Aktienbesitzer, der alle Aktien, die er besitzt, oder einen Teil davon veräußern möchte, muss dem Verwaltungsrat per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief die Anzahl der Aktien, deren Veräußerung vorgesehen ist, die für die vorgesehene Veräußerung geltenden Bedingungen und die Identität des potentiellen Erwerbers mitteilen.

Der Verwaltungsrat gibt den anderen Aktienbesitzern innerhalb einer Frist von maximal fünfzehn Tagen das Angebot bekannt.

Innerhalb einer dreimonatigen Frist ab dem Tag der Bekanntgabe werden die Aktienbesitzer ihr Vorkaufsrecht mittels einer an den Verwaltungsrat gerichteten Zustellung ausüben müssen, dies vorbehaltlich ihres Rechts auf Verzicht, ihr Vorkaufsrecht vor dem Ende dieser Frist auszuüben.

Das Vorkaufsrecht wird im Verhältnis zu der Anzahl der Aktien, die sie besitzen, ausgeübt.

Am Ende dieser dreimonatigen Frist wird der Verwaltungsrat den Aktienbesitzern ausschließlich des Veräußerers die Anzahl der Aktien, für welche das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt worden ist, mitteilen. Innerhalb von dreißig Tagen nach dieser Mitteilung werden die Aktienbesitzer dem Verwaltungsrat die Anzahl der bleibenden Aktien, die sie bereit zu erwerben sind, mitteilen.

Falls die zu veräußernde Aktienanzahl nicht proportional verteilbar ist, werden die übrig bleibenden Aktien durch den Verwaltungsrat mittels Verlosung unter die Aktienbesitzer, die es möchten, verteilt, wobei jede einzelne Aktie verlost wird. Auf keinen Fall werden die Aktien zerteilt.

Betreffen die von den verschiedenen Aktienbesitzern ausgehenden Angebote eine Anzahl Aktien, die größer ist als die Anzahl der Aktien, für welche das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt worden ist, so werden die verschiedenen Angebote proportional zugunsten der verschiedenen Aktienbesitzer reduziert.

Die Zahlung des Preises wird gemäß den durch den vorgesehenen Erwerber akzeptierten und dem Verwaltungsrat durch den Veräußerer mitgeteilten Modalitäten erfolgen.

Betreffen aber die von den verschiedenen Aktienbesitzern ausgehenden Angebote eine Anzahl Aktien, die kleiner ist als die Anzahl der Aktien, für welche das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt worden ist, so ist der Aktienbesitzer, der Aktien veräußern möchte, frei die Veräußerung der Gesamtheit der gemeldeten Aktien vorzunehmen, sofern die Veräußerung zugunsten des in der Mitteilung angegebenen Dritten und zum mitgeteilten Preis oder unter Bedingungen, die nicht günstiger als diejenigen sind, die in der Mitteilung angegeben sind, erfolgt.

Der Aktienbesitzer, der Aktien veräußern möchte, ist jedoch frei diese Teilangebote anzunehmen.

§ 3. Wenn die im letzten Absatz des zweiten Paragraphen vorgesehene Veräußerung nicht innerhalb von sechs Monaten ab dem Ende der in Paragraph zwei vorgesehenen dreimonatigen Frist erfolgen sollte, so wäre die in den Paragraphen eins und zwei vorgesehene Vorgehensweise erneut anwendbar.

§ 4. Die Übertragung der Veräußerung in das Register der Namensaktien wird anlässlich der ersten Zahlung, die auf den Einkaufspreis angerechnet wird, erfolgen.

§ 5. Die Aktien werden zum durch den Veräußerer angebotenen Preis erworben, oder, in Ermangelung einer Übereinstimmung über diesen Preis, zum Preis, der durch einen in gegenseitigem Einvernehmen durch die Parteien bezeichneten Sachverständigen festgesetzt wird, oder, in Ermangelung einer Übereinstimmung über den Sachverständigen, durch den Vorsitzenden des Gerichts erster Instanz.

§ 6. Der Erwerber muss den Preis innerhalb von dreißig Tagen ab seiner Festsetzung zahlen, es sei denn die Parteien vereinbaren eine andere Frist. Nach Ablauf dieser Frist wird der Erwerber von Rechts wegen und unaufgefordert Zinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes schulden.

C. Anwendungsbereich

Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten für alle Fälle von Veräußerung, Übertragung oder Übergabe der Aktien, einschließlich der Verteilung von Aktien infolge der Auflösung einer Gesellschaft, die Aktien besitzt, der Spaltung, der Zwangsversteigerung, usw.

D. Mitteilung

Alle Bekanntgaben, Mitteilungen, oder Benachrichtigungen, die in Ausführung des vorliegenden Artikels vorgenommen werden, erfolgen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung und per Luftpost, wenn der Empfänger außerhalb des Gemeinsamen Marktes ansässig ist, wobei die Fristen ab dem Tag der Aufgabe des Briefes bei der Post zu laufen anfangen, wobei die Aufgabebescheinigung maßgebend ist. Die Briefe können auf gültige Weise den Aktienbesitzern an die letzte von der Gesellschaft bekannte Adresse zugeschickt werden.

Artikel 11: Verpflichtungen

§ 1. Die Gesellschaft kann auf Beschluss der Hauptversammlung der Aktienbesitzer Hypothekenschuldverschreibungen oder Schuldverschreibungen ohne Hypothek ausstellen.

Der Verwaltungsrat wird Zinsart und -satz, Rückzahlungsweise und -zeit, sowie alle Bedingungen bezüglich des Ausstellens von Schuldverschreibungen festsetzen.

§ 2. Das Ausstellen von Wandelschuldverschreibungen oder von Schuldverschreibungen mit Zeichnungsrecht kann durch die Generalversammlung gemäß den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen beschlossen werden.

TITEL III — Verwaltung und Kontrolle

Artikel 12: Zusammensetzung des Verwaltungsrates

§ 1. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die für eine Dauer von höchstens sechs Jahren durch die Generalversammlung ernannt werden und die jederzeit durch sie abgesetzt werden können.

Falls eine juristische Person als Verwalter ernannt wird, wird sie eine natürliche Person bezeichnen, über welche sie ihre Aktivitäten als Verwalter ausüben wird.

§ 2. Die Verwalter sind wiederwählbar. Das Mandat der ausscheidenden Verwalter, die nicht mehr gewählt worden sind, endet sofort nach der Generalversammlung, die die Wiederwahl vorgenommen hat.

Artikel 13: Unbesetzte Verwalterposten

Falls infolge von Sterbefall, Rücktritt oder einer anderen Ursache ein oder mehrere Verwalterposten unbesetzt sind, sind die bleibenden Verwalter berechtigt diese Posten vorläufig zu besetzen.

In diesem Fall organisiert die Generalversammlung bei ihrer nächsten Versammlung die endgültige Wahl.

Der unter den oben aufgeführten Bedingungen bezeichnete Verwalter wird für die verbleibende Zeit ernannt, die zur Beendigung des Mandats des Verwalters, den er ersetzt, nötig ist.

Artikel 14: Vorsitz B Versammlung des Verwaltungsrates

§ 1. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden, zwei stellvertretende Vorsitzende und einen geschäftsführenden Verwalter. Der Vorsitzende und der geschäftsführende Verwalter werden unter den Verwaltern, die die «S.D.O.» vertreten, gewählt.

§ 2. Der Verwaltungsrat versammelt sich so oft wie das Interesse der Gesellschaft es erforderlich macht, auf Einberufung durch seinen Vorsitzenden oder durch mindestens zwei seiner Mitglieder.

Außer in dringenden Fällen müssen die Einberufungsschreiben jedem der Verwalter mindestens acht Tage vor der Versammlung per Brief, Telegramm, Telefax oder Telex geschickt werden. Die Anwesenheit oder die Vertretung der Verwalter bei der Versammlung machen das Fehlen dieser Formalität nichtig.

Die Einberufungsschreiben enthalten die Tagesordnung.

Die Versammlungen finden am in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort statt.

Jeder Verwalter kann einem seiner Kollegen schriftlich, per Telegramm, Telefax, Telex Vollmacht erteilen, ihn bei einer bestimmten Versammlung des Rates zu vertreten und an seiner Stelle zu wählen.

Kein Verwalter kann aber mehr als einen seiner Kollegen vertreten; das Mandat muss für jede einzelne Sitzung ausgestellt werden.

Artikel 15: Beratung — Mehrheiten

§ 1. Nur wenn sie in der Tagesordnung vorgesehene Themen betreffen und wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten sind, sind die Beratungen und Entscheidungen des Verwaltungsrates gültig.

§ 2. Die Entscheidungen des Verwaltungsrates werden zur einfachen Mehrheit der Stimmen gefasst, wobei die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag gibt.

Der Verwalter, der bei einem der Genehmigung des Rates unterliegenden Vorgang ein Interesse hat, das im Gegensatz zu dem Interesse der Gesellschaft ist, muss den Rat darüber informieren und diese Erklärung im Sitzungsprotokoll erwähnen lassen.

Er darf sich an dieser Beratung nicht beteiligen.

Bei der nächsten Generalversammlung wird ausführlich über Vorgänge berichtet, in denen ein Verwalter ein Interesse hatte, das im Gegensatz zu dem Interesse der Gesellschaft war, dies vor jeder Abstimmung bezüglich anderer Beschlüsse.

Wenn ein oder mehrere Verwalter sich während einer Sitzung des Verwaltungsrates, bei der die erforderliche Mehrheit für eine gültige Beratung anwesend ist, gemäß den weiter oben befindlichen Absätzen seiner Stimme enthält, sind die Beschlüsse, die mit der Mehrheit der Stimmen der anderen anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Rates gefasst worden sind, gültig.

Artikel 16: Protokolle

Die Beratungen des Verwaltungsrates werden in Protokollen, die durch wenigstens die Hälfte der anwesenden Mitglieder unterschrieben werden, festgelegt.

Diese Protokolle werden in ein spezielles Register eingetragen, das aus geklebten und chronologisch nummerierten Blättern bestehen kann.

Die Abschriften oder Auszüge, die vor Gericht oder woanders zu hinterlegen sind, werden durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwalter unterschrieben.

Artikel 17: Befugnisse des Verwaltungsrates

Was die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks betrifft, besitzt der Verwaltungsrat die umfassendsten Befugnisse mit Ausnahme derjenigen, die durch das Gesetz oder durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung der Aktienbesitzer ausdrücklich vorbehalten werden, dies unbeschadet der Sondermandate, die gegebenenfalls amtlich bescheinigt und durch den Verwaltungsrat erteilt werden, und dessen, was weiter unter in Sachen täglicher Geschäftsführung vorgesehen ist.

Artikel 18: Vertretung

§ 1. Unbeschadet der Bestimmungen des weiter unten befindlichen Artikels 19 und der durch den Verwaltungsrat beschlossenen Bevollmächtigungen wird die Gesellschaft Dritten gegenüber insbesondere bei den Handlungen, bei denen ein öffentlicher Beamter oder ein Amtsträger eines Ministeriums mitwirkt, sowie vor Gericht, sowohl als Kläger als auch als Angeklagter durch zwei Verwalter vertreten.

Die Verwalter werden auf keinen Fall einen vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates benötigen müssen.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann jeder unter seinen Mitgliedern oder sogar außerhalb der Gesellschaft gewählten Person Sondermandate, die gegebenenfalls amtlich bescheinigt werden, erteilen.

Artikel 19: Vergütungen

Die normalen und begründeten Ausgaben, die die Verwalter bei der Ausübung ihrer Tätigkeit eingegangen wären, werden ihnen zurückerstattet und zu Lasten der allgemeinen Unkosten gebucht.

Das Mandat der Verwalter wird nicht vergütet.

Der Verwaltungsrat kann aber beschließen, dass den wirkliche und dauernde Tätigkeiten ausübenden Verwaltern eine Vergütung gewährt wird. Der Verwaltungsrat bestimmt den Grundsatz und den Betrag dieser Vergütungen. Das Gleiche gilt für die mit Sonderaufträgen beauftragten Verwalter.

Artikel 20: Tägliche Führung

§ 1. Der Verwaltungsrat wird die Befugnis der täglichen Führung der Gesellschaft sowie die Vertretung bezüglich dieser Führung dem Vorsitzenden und dem geschäftsführenden Verwalter, die entweder allein oder gemeinsam gemäß dem Wortlaut der Bevollmächtigung handeln, übertragen.

Unter täglicher Führung versteht man die Handlungen, die nur die Ausführung der durch den Verwaltungsrat festgelegten Leitlinie darstellen, und die Handlungen, die tagtäglich ausgeführt werden müssen, um den Gang der Geschäfte der Gesellschaft zu sichern, unter denen die Sicherungsmaßnahmen, die Erledigung der laufenden Geschäfte sowie die Ausführung der durch die Generalversammlung oder den Verwaltungsrat gefassten Beschlüsse.

Die mit der täglichen Führung beauftragten Personen können im Rahmen dieser Führung jedem Mandatar spezielle und bestimmte Befugnisse übertragen.

§ 2. Die Durchführung dieses Auftrags erfolgt unter der Kontrolle und der Aufsicht des Verwaltungsrates und mit Rücksicht auf die allgemeine durch ihn festgesetzte Leitlinie.

§ 3. Die mit der täglichen Führung beauftragten Personen werden dafür sorgen, dass die Mitglieder des Verwaltungsrates über alle Vorkommnisse und Angaben informiert werden, die den Gang der Geschäfte der Gesellschaft bedeutend beeinflussen können.

Artikel 21: Kontrolle

Mit der Kontrolle der finanziellen Lage sowie der Kontrolle der Ordnungsmäßigkeit der Erstellung des Jahresabschlusses werden ein oder mehrere Kommissare beauftragt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gewählt und durch die Generalversammlung ernannt werden.

Die Generalversammlung wird die Bezüge des Kommissar-Revisors gemäß den durch das Institut der Betriebsrevisoren festgesetzten Normen für die Revision festsetzen.

TITRE IV. — Generalversammlung

Artikel 22: Zusammensetzung und Befugnisse

Die ordnungsgemäß zusammengestellte Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktienbesitzer.

Die Generalversammlung besitzt die ihr durch das Gesetz und die Satzungen anerkannten Befugnisse.

Die durch die Generalversammlung gefassten Beschlüsse sind für alle Aktienbesitzer verbindlich, sogar für die Abwesenden und die Abtrünnigen.

Artikel 23: Versammlung

Die ordentliche Generalversammlung findet jährlich am dritten Freitag vom Monat April um sechzehn Uhr statt.

Wenn dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am nächsten Werktag statt.

Eine außerordentliche Generalversammlung kann jedes Mal, wenn das Interesse der Gesellschaft es erforderlich macht, einberufen werden.

Dies muss auf Anfrage von Aktienbesitzern, die zusammen ein Fünftel der Kapitalaktien darstellen, geschehen. Der Antrag auf Einberufung muss an die Generalversammlung gerichtet werden und die Themen, die in die Tagesordnung der Versammlung eingetragen werden müssen, auflisten.

Die ordentliche und die außerordentliche Generalversammlung finden am Gesellschaftssitz oder an jeglichem anderen Ort in Belgien, der durch den Verwaltungsrat festgelegt und in den Einladungsbriefen genannt wird, statt.

Artikel 24: Einberufungen

Die Generalversammlung findet auf Einberufung durch den Verwaltungsrat oder durch zwei gemeinsam handelnde Verwalter statt.

Die Einberufungen zu den Generalversammlungen erfolgen gemäß den Bestimmungen von dem Artikel 70 und den folgenden Artikeln der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften.

Die Einladungsbriefe für die jährliche Generalversammlung enthalten zwangsläufig unter den Themen der Tagesordnung die Diskussion über den durch den Verwaltungsrat verfassten Verwaltungsbericht und über den durch den Kommissar-Revisor verfassten Kontrollbericht, gemäß dem Gesetz, sowie die Diskussion und die Verabschiedung des Jahresabschlusses, die Entlastung der Verwalter und des Kommissar-Revisors, die Wiederwahl und die Neubesetzung der ausscheidenden oder fehlenden Verwalter und Kommissar-Revisoren.

Wenn aber alle Aktienbesitzer mit der Versammlung einverstanden waren und bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, gilt diese als ordnungsgemäß konstituiert, sogar wenn keine Einberufung stattgefunden hat oder wenn die Fristen nicht beachtet worden sind.

Artikel 25: Vertretung

§ 1. Jeder Aktienbesitzer kann sich bei der Versammlung durch einen Mandatar, der selbst Aktienbesitzer ist und das Stimmrecht bei der Versammlung besitzt, vertreten lassen.

Die juristischen Personen können aber durch einen Mandatar vertreten werden, der kein Aktienbesitzer ist.

§ 2. Der Verwaltungsrat - oder gegebenenfalls die zwei Verwalter -, der die Generalversammlung einberuft, kann den Musterbogen für die Vollmachtsurkunden festsetzen und verlangen, dass letztere fünf Tage vor der Generalversammlung am durch ihn angegebenen Ort abgegeben werden. Die Vollmachtsurkunden müssen geschrieben werden und die Tagesordnung der Generalversammlung angeben.

§ 3. Die Miteigentümer, Nutznießer und bloße Eigentümer, die Gläubiger und Pfandschuldner, müssen sich durch jeweils eine einzige Person vertreten lassen. In Ermangelung der Übereinstimmung unter bloßem bzw. bloßen Eigentümer(n) und Nutznießer(n) wird der Nutznießer (oder der Mandatar der Nutznießer) alleine die Anspruchsberechtigten rechtsverbindlich vertreten.

Artikel 26: Vorstand

Bei jeder Generalversammlung hat der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, mangels eines Vorsitzenden, ein stellvertretender Vorsitzender den Vorsitz.

Der Vorsitzende bezeichnet den Sekretär, der kein Aktienbesitzer unbedingt sein muß.

Die Versammlung wählt zwei Stimmzähler unter den Aktienbesitzern oder ihren Mandataren.

Die anwesenden Verwalter ergänzen den Vorstand.

Artikel 27: Beratung

Eine Anwesendheitsliste, die den Namen der Aktienbesitzer und die Anzahl Aktien, für welche sie sich an der Abstimmung beteiligen möchten, wird durch jeden Aktienbesitzer oder seinen Mandatar vor dem Beginn der Sitzung unterzeichnet.

Keine Versammlung darf über Themen beraten, die nicht an der Tagesordnung sind, es sei denn die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist, und in diesem letzten Fall, sofern die Vollmachtsurkunden diese Befugnis ausdrücklich erwähnen.

Die Generalversammlung der Aktienbesitzer wird nur rechtsverbindlich beraten, wenn die anwesenden oder vertretenen Aktienbesitzer oder diejenigen, die brieflich abgestimmt haben, mindestens die Hälfte der stimmberechtigten Aktien besitzen.

Die Generalversammlung der Aktienbesitzer entscheidet mit der einfachen Mehrheit der Stimmen, über welche die anwesenden oder vertretenen Aktienbesitzer verfügen.

In Sachen Änderung der Satzungen entscheidet die Generalversammlung der Aktienbesitzer unter den in den Artikeln 70 und 70bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Mehrheitsbedingungen.

Was die Ernennung zum Verwalter oder Kommissar betrifft, findet eine Stichwahl zwischen den Kandidaten, die die meisten Stimmen erhalten haben, statt, falls kein Kandidat die Mehrheit der Stimmen erhalten hat.

Artikel 28: Vertagung

Was auch immer die Themen der Tagesordnung sind, kann jede Generalversammlung, ob ordentlich oder außerordentlich, auf der Stelle durch den wie oben erwähnt zusammengestellten Vorstand um drei Wochen vertagt werden.

Durch diese Vertagung wird jeglicher gefasster Beschluss aufgehoben.

Die Aktienbesitzer müssen mit derselben Tagesordnung erneut eingeladen werden. Diese neue Versammlung darf nicht mehr vertagt werden.

Artikel 29: Protokolle

Die Protokolle der Generalversammlungen werden durch die Mehrheit der Vorstandsmitglieder und die Aktienbesitzer, die darum bitten, unterzeichnet. Sie werden in einem speziellen am Gesellschaftssitz geführten Register, das aus geklebten und chronologisch nummerierten Blättern besteht, festgehalten.

Die Abschriften oder Auszüge, die vor Gericht oder woanders zu hinterlegen sind, werden durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwalter unterzeichnet.

TITEL V. — Buchführung der Gesellschaft Verteilungen

Artikel 30: Inventare und Jahresabschlüsse

Das Geschäftsjahr fängt am 1. Januar an und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Zu diesem Zeitpunkt stellt der Verwaltungsrat ein Inventar auf und erstellt den Jahresabschluss gemäß dem Gesetz.

Mindestens einen Monat vor der ordentlichen Generalversammlung übermittelt der Verwaltungsrat dem Kommissar-Revisor die Dokumente zusammen mit dem gemäß dem Gesetz erstellten Rechenschaftsbericht. Der Kommissar-Revisor erstellt den im Gesetz vorgesehenen Kontrollbericht.

Der Jahresabschluss und die vorerwähnten Berichte werden den Aktienbesitzern namentlich zusammen mit der Einladung zugeschickt. Jeder Aktienbesitzer darf ein Exemplar davon bei Vorlage seines Titels fünfzehn Tage vor der Versammlung kostenlos erhalten.

Artikel 31: Genehmigung des Jahresabschlusses

Die jährliche Versammlung hört den Rechenschaftsbericht und den Bericht des Kommissar-Revisors an und bespricht den Jahresabschluss.

Die Verwalter beantworten die ihnen durch die Aktienbesitzer gestellten Fragen über ihren Bericht oder über Punkte der Tagesordnung; der Kommissar-Revisor beantwortet die Fragen zu seinem Bericht.

Die jährliche Versammlung befindet über die Verabschiedung des Jahresabschlusses, dies mit der einfachen Mehrheit der Stimmen, die die anwesenden oder vertretenen Aktienbesitzer besitzen.

Nach der Verabschiedung des Jahresabschlusses befindet die Generalversammlung mittels einer Sonderabstimmung über die zu erteilende Entlastung der Verwalter und des Kommissar-Revisors. Diese Entlastung gilt nur, wenn die Bilanz weder Versäumnisse noch falsche Angaben enthält, die die tatsächliche Lage der Gesellschaft verbergen und, was die außerhalb der Satzungen erfolgten Handlungen angeht, wenn sie im Einladungsbrief ausdrücklich angegeben worden sind.

Der Jahresabschluss, der Kontrollbericht und der Rechenschaftsbericht werden innerhalb von dreißig Tagen nach ihrer Verabschiedung durch die Verwalter bei der Belgischen Nationalbank hinterlegt.; die aufgrund des Gesetzes erforderlichen Dokumente werden beigelegt.

Artikel 32: Verteilung

Der Positivsaldo der Ergebnisrechnung, nach Abzug der allgemeinen Unkosten, Soziallasten und Rückstellungen, einschließlich der Steuerrückstellungen sowie der Abschreibungen, stellt den Nettogewinn des Geschäftsjahres dar.

Von diesem Nettogewinn werden zuerst fünf Prozent abgezogen, die der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden; diese Umlage wird nicht mehr erforderlich sein, wenn diese Rücklage ein Zehntel des Kapitals erreichen wird.

Die Verwendung des Saldos wird durch die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates frei entschieden, wobei die Generalversammlung den Saldo unter die Aktienbesitzer verteilen oder einer Sonderrücklage zuführen oder auch auf das nächste Jahr übertragen kann, dies ganz oder teilweise.

Es darf keine Verteilung erfolgen, wenn zum Zeitpunkt des letzten Jahresabschlusses das Reinvermögen, so wie es aus dem Jahresabschluss hervorgeht, kleiner als der Betrag des eingezahlten Kapitals zuzüglich der Rücklagen, die laut Gesetz oder Satzungen nicht verteilt werden dürfen, ist oder nach einer solchen Verteilung werden sollte.

Artikel 33: Auszahlung der Dividenden

Die Auszahlung der Dividenden erfolgt zu den Zeitpunkten und an den Orten, die durch den Verwaltungsrat angegeben werden.

Artikel 34: Verlust des Kapitals

§ 1. Wenn infolge von Verlusten das Reinvermögen auf einen Betrag reduziert ist, der kleiner als die Hälfte des Gesellschaftskapitals ist, muss die Generalversammlung innerhalb einer Frist von höchstens zwei Monaten ab dem Zeitpunkt, zu welchem der Verlust festgestellt worden ist bzw. hätte festgestellt werden müssen, einberufen werden, dies gemäß der gesetzlichen oder den mit den Satzungen verbundenen Verpflichtungen, um gegebenenfalls unter Berücksichtigung der für die Abänderung der Satzungen vorgeschriebenen Form über die etwaige Auflösung der Gesellschaft und eventuell über andere in der Tagesordnung angekündigten Maßnahmen zu beraten.

Der Verwaltungsrat rechtfertigt diese Vorschläge in einem Sonderbericht, der zur Verfügung der Aktienbesitzer am Gesellschaftssitz steht, fünfzehn Tage vor der Generalversammlung. Wenn der Verwaltungsrat die Weiterführung der Aktivitäten vorschlägt, erklärt er in seinem Bericht die Maßnahmen, die er zur Sanierung der finanziellen Lage der Gesellschaft zu ergreifen gedenkt. Dieser Bericht wird in der Tagesordnung angekündigt. Eine Abschrift davon wird den Aktienbesitzern zusammen mit dem Einladungsbrief zugeschickt.

§ 2. Die gleichen Regeln werden beachtet, wenn infolge von Verlusten das Reinvermögen auf einen Betrag reduziert ist, der kleiner als ein Viertel des Gesellschaftskapitals ist, in diesem Fall wird aber die Auflösung erfolgen, wenn sie durch ein Viertel der durch die Versammlung abgegebenen Stimmen verabschiedet wird.

§ 3. Wenn infolge von Verlusten das Reinvermögen kleiner als das laut Gesetz für jede Aktiengesellschaft erforderliche Mindestkapital ist, kann jeder Betroffene die Auflösung der Gesellschaft beim Gericht beantragen.

Artikel 35: Liquidation

Falls die Gesellschaft - was auch immer der Grund und die Zeit sind - aufgelöst wird, bezeichnet die Generalversammlung Liquidatoren, deren Befugnisse und Vergütungen sowie die Art der Liquidation gemäß den Artikeln 179 und folgenden der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften sie festsetzt.

Artikel 36: Verteilung des Überschusses aus der Liquidation

Nach der Bezahlung von allen Schulden und Lasten der Gesellschaft oder nach Hinterlegung einer Konsignation für diese Zahlungen wird der Saldo in erster Linie gebraucht werden, um der Wallonischen Region den noch geschuldeten Betrag der gewährten Vorschüsse zu rückzuerstatten.

Danach werden die Aktien in Höhe des ausgezahlten Betrags zurückgezahlt.

Der Überschuss wird zu gleichen Teilen unter alle das Kapital bildenden Aktien verteilt.

Artikel 37: Veröffentlichung

Alle Urkunden, Rechnungen, Veröffentlichungen, Briefe, Bestellscheine und andere Dokumente, die durch die Gesellschaft ausgestellt werden, müssen die nachstehenden Informationen beinhalten:

- 1° die Firmenbezeichnung;
- 2° die Angabe «Société anonyme» oder die Anfangsbuchstaben «S.A.», schön lesbar gedruckt und entweder vor oder hinter der Firmenbezeichnung befindlich;
- 3° die genaue Angabe des Gesellschaftssitzes;
- 4° die Wörter «Registre de Commerce» oder die Anfangsbuchstaben «R.C.» zusammen mit der Angabe des Sitzes des Handelsgerichts, in dessen Zuständigkeitsgebiet die Gesellschaft ihren Gesellschaftssitz hat, gefolgt durch die Eintragungsnummer;
- 5° die für die Anwendung der Mehrwertsteuer (Mwst) vergebene Eintragungsnummer, falls die Gesellschaft mehrwertsteuerpflichtig ist.

TITEL VII. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 38: Koordinierte Gesetze über die Handelsgesellschaften

Die Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften, von denen durch die oben stehenden Artikel nicht ausdrücklich abgewichen wird, gelten als in den vorliegenden Satzungen geschrieben.

Artikel 39: Wohnsitzwahl

Jeder Aktienbesitzer, Verwalter, Kommissar oder geschäftsführender Verwalter, der nicht in Belgien wohnhaft ist, muss für die Dauer seiner Tätigkeit und für alles, was die Ausführung der vorliegenden Satzungen betrifft, seinen Wohnsitz im Bezirk, in dem sich der Gesellschaftssitz befindet, festlegen.

Falls keine Festlegung des Wohnsitzes der Gesellschaft ordnungsgemäß mitgeteilt wird, wird der Gesellschaftssitz von Rechts wegen als Wohnsitz gelten.

Artikel 40: Unkosten

Die Erschienenen erklären, dass der Betrag der Kosten der ersten Niederlassung, die der Gesellschaft wegen ihrer Gründung zukommen, sich auf ungefähr sechzigtausend franken (60 000 BEF) beläuft.

Artikel 41: Streitfälle B Zuständigkeit

Für alle Streitfälle zwischen der Gesellschaft, den Aktienbesitzern, den Obligationeninhabern, den Verwaltern, dem bzw. den Kommissar(en) und dem Liquidator bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft und der Ausführung der vorliegenden Satzungen sind ausschließlich die Gerichte, in deren Zuständigkeitsgebiet sich der Gesellschaftssitz befindet, zuständig, es sei denn die Gesellschaft verzichtet ausdrücklich darauf.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1836

[C - 99/27467]

1 APRIL 1999. — Decreet houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. « SARSI » (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Opgericht wordt, onder de naam « Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon » (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten in het Westen van Waals Brabant), hierna « de Vennootschap » genoemd, een publiekrechtelijke naamloze vennootschap die de sanering, de vernieuwing en de inrichting van afgedankte bedrijfsruimten gelegen op het grondgebied van de gemeenten Kasteelbrakel, Itter, Clabecq en Tubeke als doel heeft.

Die rechtspersoon vervangt de naamloze vennootschap met dezelfde naam, waarvan de zetel Ferme du Landas, Parc d'activités économiques, rue Léon Champagne, 3 te Tubeke gelegen is, en die in het handelsregister van Nijvel onder het nummer 84301 ingeschreven is.

Art. 2. Behalve de uit de bepalingen van dit decreet voortkomende afwijkingen, valt de vennootschap onder de gecoördineerde wetten op de handelsmaatschappijen.

De eerste statuten worden bij dit decreet gevoegd. De statutaire wijzigingen, met inbegrip van die welke ontbinding van de vennootschap meebrengen, worden door de algemene vergadering aangenomen en behoeven de goedkeuring van de Regering.

Art. 3. De mogelijke aandeelhouders van de vennootschap zijn :

- 1° het Waalse Gewest;
- 2° elke andere publiekrechtelijke persoon;
- 3° elke vennootschap waarvan het kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks gehouden wordt door het Waalse Gewest en/of door elke andere publiekrechtelijke persoon ten belope van ten minste 50 %;
- 4° elke andere privaatrechtelijke persoon.

Wat de samenstelling van het kapitaal ook moge zijn, wordt de meerderheid van de mandaten voor de raad van bestuur toegekend aan kandidaten voorgedragen door de in het eerste lid, punten 1° tot 3°, van dit artikel bedoelde aandeelhouders.

Art. 4. § 1. De vennootschap valt onder het toezicht van de Regering, dat uitgeoefend wordt door bemiddeling van een door laatstgenoemde aangewezen commissaris.

§ 2. De commissaris van de Regering woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij mag op elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen van alle geschriften van de vennootschap. Hij mag van de bestuurders en personeelsleden alle verklaringen en inlichtingen vereisen alsook alle onderzoeken doen die hij acht noodzakelijk te zijn voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 3. De commissaris mag bij de Regering een beroep indienen tegen elke beslissing van de vennootschap die hij acht tegenstrijdig te zijn met de wet of het algemeen belang. Dat beroep heeft schorsende kracht. Het moet binnen een termijn van tien dagen worden ingesteld.

Die termijn loopt hetzij vanaf de dag van de vergadering van de raad van bestuur waarin de beslissing werd aangenomen, voor zover de commissaris daar regelmatig voor opgeroepen werd, hetzij, in alle andere gevallen, de dag waarop de commissaris inzage heeft genomen van de aangenomen beslissing.

De Regering mag de akte vernietigen binnen een termijn van dertig dagen die vanaf dezelfde datum loopt. Bij gebreke daarvan wordt de schorsing opgeheven en wordt de beslissing definitief.

Art. 5. De inkomsten van de vennootschap bestaan uit :

- 1° de uit haar activiteiten voortkomende inkomsten, o.a. de opbrengst van haar vermogen;
- 2° het produkt van leningen en van alle financiële verrichtingen;
- 3° het bedrag van de toelagen, subsidies, voorschotten, leningen en andere financiële voordelen toegekend door het openbaar bestuur of door openbare instellingen.

Art. 6. De boekhouding van de vennootschap wordt gevoerd overeenkomstig de wetgeving betreffende de boekhouding van de ondernemingen.

Het kadastrale inkomen van de goederen van de vennootschap wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor zover die goederen zelf onproductief zijn.

Art. 7. Met machtiging van de Regering mag de vennootschap in haar naam en voor haar rekening overgaan tot onteigeningen wegens openbaar nut.

Behalve de gevallen bedoeld in andere wettelijke of decretale voorschriften mogen die onteigeningen betrekking hebben op onroerende goederen die binnen de perimeter van een afgedankte bedrijfsruimte liggen of binnen een perimeter voor stadsheropleving of Brenovatie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad 482 (1998-1999) nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 maart 1999.

Bespreking - Stemming.

—
Bijlage

Gecoördineerde statuten

Vennootschap opgericht overeenkomstig een akte gekregen door Meester Jean Dandois op 29 april 1997, te Tubeke, bekendgemaakt in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* met ingang van 21 mei 1997 onder het nummer 970521-71

Statuten die voor het laatst gewijzigd zijn door een akte van Meester Etienne Derijcke met ingang van 25 augustus 1997, te Tubeke, bekendgemaakt in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* met ingang van 17 september 1997 onder het nummer 970917-234

TITEL I. — Aard van de vennootschap

Artikel 1 : Vorm — Benaming

Opricht wordt een naamloze vennootschap onder de benaming « Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon », afgekort : « SARSI ».

Artikel 2 : Maatschappelijke zetel

De zetel van de vennootschap is gelegen te Tubeke (Saintes), Ferme du Landas — Parc d'Activités Economiques.

Hij mag naar om het even welke gemeente van de Provincie Waals Brabant worden overgeplaatst bij beslissing van de Raad van Bestuur die in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Raad van Bestuur beschikt over alle bevoegdheden betreffende die verandering van zetel in de statuten.

Artikel 3 : Maatschappelijk doel

De Vennootschap heeft de sanering, de vernieuwing en de inrichting van afgedankte bedrijfsruimten in het Westen van Waals Brabant (Tubeke, Itter, Kasteelbrakel, Rebecq) als doel.

De vennootschap mag allerhande industriële, handels-, burgerlijke, financiële, roerende en onroerende verrichtingen vervullen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, betrekking hebben op haar maatschappelijk doel of die van dien aard zijn dat de verwezenlijking daarvan vergemakkelijkt of bevorderd wordt zowel in België als in het buitenland. Zij mag met name borg staan en elk zakelijk recht op een site verwerven of bezitten alsook elk zakelijk of persoonlijk recht op een site overdragen aan een derde.

De vennootschap mag door alle middelen belang nemen, met name door middel van inbreng, overdracht, fusie, inschrijving, deelname, financiële bijdrage in alle bestaande of op te richten vennootschappen, ondernemingen of zaken met een identiek, analoog, gelijksoortig of aanverwant doel of een doel van dien aard dat de verwezenlijking van haar eigen doel bevorderd wordt.

Artikel 4 : Duur

De vennootschap wordt voor een onbepaalde duur opgericht.

Ze kan op elk ogenblik worden ontbonden bij beslissing van de Algemene Vergadering van de aandeelhouders, die op dezelfde wijze beraadslaagt als inzake wijzigingen van de statuten.

TITEL II. — Maatschappelijk fonds

Artikel 5 : Kapitaal

Het aanvankelijke maatschappelijk kapitaal wordt op vijf miljoen frank (5 000 000 BEF) vastgesteld.

Het bestaat uit vijfduizend (5000) ingeschreven aandelen zonder aangewezen nominale waarde, met gelijk recht en in geld volgestort.

Artikel 6 : Inschrijving in geld

Bij de oprichting van de vennootschap werd het maatschappelijk kapitaal op twee miljoen vijfhonderdduizend frank vastgesteld. Het bestaat uit tweeduizend vijfhonderd (2.500) ingeschreven aandelen zonder aangewezen nominale waarde en in geld volgestort.

Volgens de beslissing van de Buitengewone Algemene Vergadering van 25.08.1997 werd het maatschappelijk kapitaal verdubbeld zodat het van twee miljoen vijfhonderdduizend frank verhoogd werd tot vijf miljoen frank (5 000 000 BEF), door de oprichting van tweeduizend vijfhonderd nieuwe ingeschreven aandelen, identiek met de vorige wat het genot betreft en in geld volgestort.

Artikel 7 : Wijziging van het kapitaal

§ 1. Het kapitaal mag worden verhoogd of verminderd bij beslissing van de Algemene Vergadering die onder de vereiste voorwaarden voor de wijzigingen van de statuten beraadslaagt.

§ 2. In geval van kapitaalverhoging door inbreng van geld genieten de aandeelhouders een recht op voorkeurinschrijving.

Het recht op voorkeurinschrijving mag alleen aan een derde worden overgedragen door een aandeelhouder onder identieke voorwaarden met die welke toepasselijk zijn op de effecten waaraan dit recht verbonden is overeenkomstig artikel 9 van de statuten.

Het openstellen van de inschrijving en de termijn voor de uitoefening van het recht op voorkeurinschrijving worden door de Algemene Vergadering vastgesteld.

Die termijn mag in geen geval lager zijn dan drie maanden. Het openstellen van de inschrijving, de termijn voor de uitoefening van het recht op voorkeurinschrijving alsook de prijs waartegen de nieuwe aandelen aan de aandeelhouders bij voorkeur worden aangeboden, worden hen bij aangetekende brief meegedeeld.

Na de voorziene termijn voor de uitoefening van het recht op voorkeurinschrijving en indien de kapitaalverhoging niet volkomen ingeschreven zou zijn als gevolg van de uitoefening van dit recht, kunnen de aandeelhouders die hun recht op voorkeurinschrijving volkomen hebben uitgeoefend, opnieuw inschrijven.

Als hun openstellingen betrekking hebben op een aantal aandelen dat hoger is dan het aantal aandelen waarvoor het inschrijvingsrecht niet bij de eerste inschrijvingsmogelijkheid werd uitgeoefend, worden de verschillende aanbiedingen evenredig verminderd.

Als hun openstellingen daarentegen betrekking hebben op een aantal aandelen dat lager is dan het aantal aandelen waarvoor het inschrijvingsrecht niet bij de eerste inschrijvingsmogelijkheid werd uitgeoefend, moet de Raad van Bestuur beslissen of de derden kunnen bijdragen tot de kapitaalverhoging ofwel of de inschrijvingsrechten naar evenredigheid van het met hun aandelen overeenkomstige kapitaalgedeelte worden uitgeoefend door de oude aandeelhouders die hun recht volkomen hebben uitgeoefend.

Het recht op voorkeurinschrijving mag echter worden beperkt of afgeschaft door de Algemene Vergadering die in het maatschappelijk belang beslist en zoals inzake wijzigingen van de statuten.

Artikel 8 : Opvraging van storting

Het niet volgestorte saldo van het kapitaal wordt door de Raad van Bestuur opgevraagd op de tijdstippen die hij bepaalt.

De aandeelhouder die, na een bij aangetekende brief toegestuurde opzeggingstermijn, ten achteren is met de stortingen, moet de vennootschap een rente vergoeden tegen de wettelijke rentevoet verhoogd met twee percent per jaar vanaf de dag van de opeisbaarheid van de storting.

De Raad van Bestuur mag echter, na een tweede advies dat gedurende één maand zonder resultaat is gebleven, het verval van de aandeelhouder uitspreken of zijn effecten verkopen door tussenkomst van een wisselagent, onverminderd het recht hem het verschuldigde bedrag alsook alle schadevergoeding te eisen. De effecten worden eerst aan de andere aandeelhouders aangeboden naar evenredigheid van het aantal effecten die ze bezitten.

De uitoefening van het stemmingsrecht betreffende de aandelen waarop de stortingen niet zijn uitgevoerd, wordt geschorst zo lang als die regelmatig opgevraagde en opeisbare stortingen niet zijn uitgevoerd.

Artikel 9 : Aard van de effecten

De aandelen zijn en blijven op naam.

Op de sociale zetel wordt een aandelenregister bijgehouden met nauwkeurige gegevens betreffende elke vennoot en het aantal aandelen die hij bezit. Elke vennoot of belanghebbende derde mag daarvan inzage nemen.

Die krijgt op zijn verzoek een getuigschrift op naam, genomen uit het register en ondertekend door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of een Ondervoorzitter, waarin het aantal aandelen die hij in de vennootschap bezit, is vermeld.

Die getuigschriften mogen in geen geval aan toonder of aan order zijn.

De overdrachten of overgangen van aandelen worden met hun datum in het register ingeschreven; die worden ondertekend door de overdrager of de overnemer, of door hun gemachtigde, in geval van overdracht onder levende personen; door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of een Ondervoorzitter, en door de rechthebbenden of hun gemachtigde in geval van overgang wegens overlijden.

De overdrachten en overgangen hebben geen gevolg t.o.v. de vennootschap vóór hun inschrijving in dit register.

Alleen het aandelenregister getuigt van het bezit van de aandelen.

Artikel 10 : Overdracht van de effecten

A. Overdracht van aandelen onder aandeelhouders of ten bate van een vennootschap die tot dezelfde groep behoort als de overdragende aandeelhouder

§ 1. De overdrachten van aandelen onder aandeelhouders alsook de overdrachten door een aandeelhouder aan een vennootschap die tot dezelfde groep behoort, zijn vrij, met inachtneming van de in § 2 bedoelde formaliteiten.

Onder « vennootschap die tot dezelfde groep behoort als de overdragende aandeelhouder » wordt verstaan elke vennootschap die op deze aandeelhouder « toezicht houdt » of elke vennootschap die « onder zijn toezicht valt » of die met hem onder een gemeenschappelijk toezicht valt.

Onder « toezicht » wordt verstaan dat een natuurlijke persoon of een vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks een deelneming in een andere vennootschap bezit die meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigt of een deelneming waaraan een stemmingsbevoegdheid verbonden is die gelijk is aan meer dan de helft van de stemmen verbonden aan het geheel van de door die vennootschap uitgegeven aandelen, of dat een natuurlijke persoon of een vennootschap, in rechte of feitelijk, een beslissende invloed kan uitoefenen op de aanwijzing van ten minste de helft van de bestuurders van een andere vennootschap of op de oriëntering van haar beheer.

De in deze paragraaf bedoelde overdrachten van aandelen moeten voorzien in de ontbinding van de overdracht alsook in de regels voor de uitvoering daarvan onder partijen als de overdragende vennootschap aan de bovenvermelde voorwaarden niet meer zou voldoen.

Die ontbinding heeft echter geen terugwerkende kracht t.o.v. de vennootschap.

§ 2. De aandeelhouder die geheel of gedeelte van zijn aandelen heeft overgedragen in het kader van de in § 1 bedoelde overdrachten moet de Raad van Bestuur daarvan in kennis stellen binnen een termijn van twee maanden.

B. Recht van voorkoop van de aandeelhouders voor alle overdrachten van aandelen die verschillend zijn van degene bedoeld in punt A

§ 1. Elke aandeelhouder die aandelen wenst over te dragen, moet eerst de andere aandeelhouders voorstellen de aandelen waarvan de overdracht overwogen wordt, te verwerven volgens de regels en onder de voorwaarden bedoeld in § 2.

§ 2. De aandeelhouder die geheel of gedeelte van zijn aandelen wenst over te dragen, moet bij ter post aangetekende brief de Raad van Bestuur in kennis stellen van het aantal aandelen waarvan de overdracht overwogen wordt, van de voorwaarden van die geplande overdracht en van de identiteit van de kandidaat-overnemer.

De Raad van Bestuur geeft kennis van het aanbod aan de andere aandeelhouders binnen een maximumtermijn van vijftien dagen.

Binnen een termijn van drie maanden vanaf de kennisgeving moeten de aandeelhouders hun recht van voorkoop per aan de Raad van Bestuur gerichte kennisgeving uitoefenen onverminderd het recht afstand te doen van hun recht van voorkoop vóór het verstrijken van die termijn.

Het recht van voorkoop wordt uitgeoefend naar evenredigheid van het aantal aandelen die ze bezitten.

Na het verstrijken van die termijn van drie maanden moet de Raad van Bestuur andere aandeelhouders dan de overnemer, in kennis stellen van het aantal effecten waarvoor het recht van voorkoop niet uitgeoefend werd. Binnen dertig dagen vanaf die kennisgeving moeten de aandeelhouders het aantal overblijvende effecten die ze wensen te verwerven, meedelen aan de Raad van Bestuur.

Als de over te dragen aandelen niet evenredig kunnen worden verdeeld, worden de overtollige aandelen stuk voor stuk bij loting door de Raad van Bestuur verdeeld onder de aandeelhouders die het aanvragen. De aandelen mogen in geen geval gesplitst worden.

Als de aanbiedingen die van de verschillende aandeelhouders uitgaan, betrekking hebben op een aantal aandelen dat hoger is dan het aantal aandelen waarvoor het recht van voorkoop niet uitgeoefend werd, worden de verschillende aanbiedingen evenredig verminderd ten bate van de verschillende aandeelhouders.

De prijs wordt betaald overeenkomstig de door de voorgenomen overnemer aanvaarde regels die door de overdrager aan de Raad van Bestuur worden meegedeeld.

Als de aanbiedingen die van de verschillende aandeelhouders uitgaan, daarentegen betrekking hebben op een aantal aandelen dat lager is dan het aantal aandelen waarvoor het recht van voorkoop niet uitgeoefend werd, mag de kandidaat-overnemer het geheel van de betekende aandelen overdragen voor zover de overdracht verricht wordt ten gunste van de in de kennisgeving vermelde derde en tegen de vastgestelde prijs of onder voorwaarden die niet voordeliger kunnen zijn dan die bedoeld in de kennisgeving.

De kandidaat-overnemer mag die gedeeltelijke aanbiedingen echter aanvaarden.

§ 3. Als de in het laatste lid van de tweede paragraaf bedoelde overdracht niet uitgevoerd wordt binnen zes maanden vanaf het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn van drie maanden, is de in §§ 1 en 2 bedoelde procedure opnieuw van toepassing.

§ 4. De inschrijving van de overdracht in het register van de aandelen op naam wordt uitgevoerd bij de eerste betaling in mindering van de aankoopprijs.

§ 5. De aandelen worden verworven tegen de door de overnemer voorgestelde prijs of, bij gebrek aan akkoord over die prijs, tegen de prijs vastgesteld door een deskundige die in onderlinge overeenstemming door de partijen aangewezen is, of bij gebrek aan akkoord over de deskundige, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg.

§ 6. De verwerver moet de prijs binnen dertig dagen na te zijn bepaald betalen tenzij de partijen omtrent een andere termijn overeenkomen. Na die termijn moet de overnemer een rente betalen die gelijk is aan de wettelijke rentevoet, van rechtswege en zonder aanmaning.

C. Toepassingsgebied

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op alle gevallen van overdracht of overgang van aandelen, met inbegrip van de verdeling van aandelen als gevolg van de ontbinding van een aandeelhoudersvennootschap, van splitsing, van aanbesteding op beslag, enz.

D. Kennisgeving

Alle kennisgevingen, mededelingen of adviezen uitgevoerd overeenkomstig dit artikel worden bij aangetekende brief met ontvangstbewijs gestuurd en langs de luchtweg als de geadresseerde buiten de E.E.G. gevestigd is. De termijnen lopen vanaf het afgeven van de brief ter post op grond van een ontvangstbewijs. De brieven kunnen op geldige wijze aan de aandeelhouders worden toegestuurd op het laatste bekende adres van de vennootschap.

Artikel 11 : Obligaties

§ 1. De vennootschap mag al dan niet hypothecaire obligaties uitgeven bij beslissing van de Algemene Vergadering van de aandeelhouders.

De Raad van Bestuur bepaalt het soort rente en de rentevoet, de wijze en het tijdstip van de terugbetalingen, alsook alle andere voorwaarden voor het uitgeven van obligaties.

§ 2. Het uitgeven van converteerbare obligaties of met inschrijvingsrecht kan door de Algemene Vergadering worden beslist onder de wettelijke voorwaarden.

TITEL III. — Bestuur en toezicht

Artikel 12 : Samenstelling van de raad van bestuur

§ 1. De Raad van Bestuur van de vennootschap bestaat uit ten minste drie leden die voor een maximumduur van zes jaar worden benoemd door de Algemene Vergadering en die op elk ogenblik ontslagen kunnen worden.

Als een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd, zal hij een natuurlijke persoon aanwijzen door de tussenkomst van wie hij zijn ambt van bestuurder zal uitoefenen.

§ 2. De bestuurders zijn herbenoembaar. Het mandaat van de niet herbenoemde uittredende bestuurders wordt onmiddellijk beëindigd nadat de Algemene Vergaderingen de bestuurders heeft herbenoemd.

Artikel 13 : Vacature

In geval van vacature van één of meerdere ambten van bestuurder wegens overlijden, ontslag of een andere oorzaak, kunnen de overblijvende bestuurders die ambten tijdelijk waarnemen.

In dit geval gaat de Algemene Vergadering op haar eerste bijeenkomst over tot de definitieve beslissing.

De onder de voornoemde voorwaarden aangewezen bestuurder wordt benoemd voor de tijd die noodzakelijk is voor de voltooiing van het mandaat van de bestuurder die hij vervangt.

Artikel 14 : Voorzitterschap — Vergadering van de raad van bestuur

§ 1. De Raad van Bestuur verkiest onder zijn leden een Voorzitter, twee Ondervoorzitters en een Afgevaardigd Bestuurder. De Voorzitter en de Afgevaardigd Bestuurder worden gekozen onder de bestuurders die de « S.D.O. » vertegenwoordigen.

§ 2. De Raad van Bestuur komt bijeen zo vaak als het belang van de vennootschap het vereist, ingevolge oproeping van zijn Voorzitter of van ten minste twee van zijn leden.

De oproepingen moeten ten minste acht dagen vóór de vergadering per brief, telegram, fax of telex worden opgestuurd naar elke bestuurder behalve in geval van dringende noodzakelijkheid. De aanwezigheid of de vertegenwoordiging van de bestuurders op de vergadering dekt het gebrek aan die formaliteit.

De punten op de agenda worden in de oproepingen aangegeven.

De vergaderingen worden gehouden op de in de oproepingen aangegeven plaats.

Elke bestuurder mag een collega per brief, telegram, fax, telex machtigen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde vergadering van de Raad en in zijn plaats te stemmen.

Elke bestuurder mag echter niet meer dan één collega vertegenwoordigen en er moet een bijzonder mandaat zijn voor elke zitting.

Artikel 15 : Beraadslaging — Meerderheden

§ 1. De Raad van Bestuur mag alleen op geldige wijze beraadslagen en beslissen over de zaken die op de agenda staan en als de meerderheid van de leden aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden.

§ 2. De beslissingen van de Raad van Bestuur worden met de eenvoudige meerderheid van stemmen genomen en de stem van de Voorzitter beslist.

§ 3. De bestuurder van wie het belang in een verrichting die de goedkeuring van de Raad behoeft, tegenstrijdig is met dat van de vennootschap, moet de Raad daar op de hoogte van brengen en die verklaring vermelden in de notulen.

Hij mag niet aan die beraadslaging deelnemen.

Op de eerste Algemene Vergadering, vóór elke stemming over andere besluiten, wordt bijzonder verslag gegeven over de verrichtingen waarin een bestuurder een belang heeft genomen dat tegenstrijdig is met dat van de vennootschap.

Als, op een zitting van de Raad van Bestuur met de vereiste meerderheid om op geldige wijze te beraadslagen, één of meerdere bestuurders zich krachtens de bovenvermelde leden onthouden, worden de besluiten op geldige wijze genomen met de meerderheid van stemmen van de andere aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Artikel 16 : Notulen

De beraadslagingen van de Raad van Bestuur worden genotuleerd en door ten minste de meerderheid van de aanwezige leden ondertekend.

De notulen worden in een bijzonder register ingeschreven dat mag bestaan uit gekleefde en chronologisch genummerde bladen.

De in rechte of elders over te leggen afschriften of uittreksels zijn ondertekend door de Voorzitter of twee bestuurders.

Artikel 17 : Bevoegdheden van de raad van bestuur

De Raad van Bestuur heeft de ruimste bevoegdheden voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, met uitzondering van die welke door de wet of door voorliggende statuten uitdrukkelijk voorbehouden zijn aan de Algemene Vergadering van de aandeelhouders, onverminderd de door de Raad van Bestuur opgedragen bijzondere mandaten die in voorkomend geval de authentieke vorm aannemen, en onverminderd wat volgt inzake het dagelijks beheer.

Artikel 18 : Vertegenwoordiging

§ 1. Onverminderd de voorschriften van het hiernavolgende artikel 19 en de door de Raad van Bestuur besliste bevoegdheidsoverdrachten, wordt de vennootschap t.o.v. derden vertegenwoordigd door twee bestuurders en met name in de akten waaraan een openbaar of ministerieel ambtenaar meewerkt, alsook in rechte, zowel in de hoedanigheid van aanvrager als in die van verweerder.

De bestuurders moeten in geen geval een voorafgaande beslissing van de Raad van Bestuur rechtvaardigen.

§ 2. De Raad van Bestuur mag bijzondere mandaten opdragen, die in voorkomend geval de authentieke vorm aannemen, aan elke binnen of zelfs buiten de vennootschap gekozen persoon.

Artikel 19 : Bezoldigingen

De gewone en gerechtvaardigde uitgaven die de bestuurders in de uitoefening van hun ambt hebben gemaakt, worden hen terugbetaald en geboekt in de algemene kosten.

Het mandaat van de bestuurders is kosteloos.

De Raad van Bestuur mag echter beslissen een bezoldiging toe te kennen aan de bestuurders die echte en vaste ambten uitoefenen. De Raad van Bestuur bepaalt het beginsel en het bedrag van die bezoldigingen. Hetzelfde geldt voor de bestuurders die met bijzondere opdrachten belast zijn.

Artikel 20 : Dagelijks beheer

§ 1. Het dagelijks beheer van de vennootschap alsook de vertegenwoordiging wat betreft dit beheer wordt door de Raad van Bestuur opgedragen aan de Voorzitter en aan de Afgevaardigd Bestuurder die alleen of samen handelen overeenkomstig de bevoordingen van de bevoegdheidsoverdracht.

Onder dagelijks beheer worden verstaan de akten ter uitvoering van de door de Raad van Bestuur vastgestelde richtlijn alsook die welke elke dag vervuld moeten worden om te zorgen voor de gang van de maatschappelijke zaken met, o.a., de bewarende maatregelen, de afhandeling van de lopende zaken alsook de uitvoering van de door de Algemene Vergadering of de Raad van Bestuur genomen beslissingen.

De personen aan wie het dagelijks beheer is opgedragen mogen, in het kader van dit beheer, bijzondere en bepaalde bevoegdheden opdragen aan elke gemachtigde.

§ 2. Die opdracht wordt vervuld onder de controle en het toezicht van de Raad van Bestuur en met inachtneming van het door die Raad vastgestelde algemene beleid.

§ 3. De personen aan wie het dagelijks beheer is opgedragen moeten regelmatig en onmiddellijk de leden van de Raad van Bestuur in kennis stellen van alle feiten en gegevens die de gang van zaken van de vennootschap op merkbare wijze kunnen beïnvloeden.

Artikel 21 : Toezicht

Eén of meerdere commissarissen, gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en benoemd door de Algemene Vergadering, zijn belast met het toezicht op de financiële toestand alsook op de regelmatigheid bij het opmaken van jaarrekeningen.

De Algemene Vergadering bepaalt de emolumenten van de commissaris-revisor met inachtneming van de door het Instituut der Bedrijfsrevisoren opgemaakte herzieningsnormen.

TITEL IV. — Algemene vergadering**Artikel 22 : Samenstelling en bevoegdheden**

De regelmatig opgerichte Algemene Vergadering vertegenwoordigt de algemeenheid van de aandeelhouders.

De Algemene Vergadering heeft de door de wet en de statuten erkende

bevoegdheden. De door de Algemene Vergadering genomen beslissingen zijn bindend jegens alle aandeelhouders, zelfs jegens degenen die afwezig zijn of die daar niet mee instemmen.

Artikel 23 : Vergadering

De Gewone Algemene Vergadering komt jaarlijks bijeen op de derde vrijdag van april om vier uur.

Als die dag een feestdag is, vindt de Vergadering plaats op de volgende weekdag.

De Algemene Vergadering kan in buitengewone vergadering worden bijeengeroepen telkens als het belang van de vennootschap het vereist.

Zij moet worden bijeengeroepen op aanvraag van aandeelhouders die samen één vijfde van de kapitaal aandelen vertegenwoordigen. De aanvraag om oproeping moet naar de Raad van Bestuur worden gestuurd en moet de in de agenda van de Vergadering in te schrijven zaken vermelden.

De Gewone of Buitengewone Algemene Vergaderingen vinden plaats op de maatschappelijke zetel of op elke andere plaats in België die de Raad van Bestuur bepaalt en die in de oproepingen wordt aangegeven.

Artikel 24 : Oproepingen

De Algemene Vergadering komt bijeen ingevolge oproeping van de Raad van Bestuur of van twee bestuurders die samen handelen.

De oproepingen voor de Algemene Vergaderingen worden opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het artikel 70 en krachtens de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De oproepingen op de jaarlijkse Algemene Vergadering moeten onder de zaken van de agenda het volgende aangeven : de bespreking van het door de Raad van Bestuur opgemaakte beheersverslag en die van het door de commissaris-revisor opgemaakte toezichtverslag, overeenkomstig de wet, alsook de bespreking en de goedkeuring van de jaarrekeningen, de aan de bestuurders en de commissaris-revisor te verlenen kwijting, de herverkiezing en de vervanging van de uitredende of ontbrekende bestuurders en commissarissen-revisoren. Als alle aandeelhouders ermee ingestemd hebben bijeen te komen en als ze op de vergadering aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden, wordt die echter regelmatig opgericht zelfs als er geen oproeping is geweest of als de termijnen niet in acht zijn genomen.

Artikel 25 : Vertegenwoordiging

§ 1. Elke aandeelhouder mag zich op de Vergadering laten vertegenwoordigen door een gemachtigde die zelf aandeelhouder is en die beschikt over het stemmingsrecht op de Vergadering.

De rechtspersonen mogen echter worden vertegenwoordigd door een gemachtigde die geen aandeelhouder is.

§ 2. De Raad van Bestuur - of, in voorkomend geval, beide bestuurders - die de Algemene Vergadering bijeenroept, mag de formules van de volmachten vaststellen en vereisen dat die vijf dagen vóór de Algemene Vergadering op de aangegeven plaats worden afgegeven. De volmachten moeten schriftelijk zijn en de punten in de agenda van de Algemene Vergadering aangeven.

§ 3. De medeëigenaren, de vruchtgebruikers en de blote eigenaars, de schuldeisers en de pandhoudende schuldenaren moeten zich respectievelijk laten vertegenwoordigen door éénzelfde persoon. Bij gebrek aan overeenstemming tussen de blote eigenaar(s) en de vruchtgebruiker(s), is de vruchtgebruiker (of de gemachtigde van de vruchtgebruikers) de enige die de rechthebbenden op geldige wijze vertegenwoordigt.

Artikel 26 : Bureau

De Voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij gebrek, een Ondervoorzitter, is belast met het voorzitterschap van elke Algemene Vergadering.

De secretaris, die niet noodzakelijk aandeelhouder moet zijn, wordt door de Voorzitter aangewezen.

Twee stemopnemers worden onder de aandeelhouders of hun gemachtigden gekozen door de Vergadering.

De aanwezige bestuurders vullen het bureau aan.

Artikel 27 : Beraadslaging

Een aanwezigheidslijst met de naam van de aandeelhouders en het aantal effecten waarvoor ze wensen aan de stemming deel te nemen, wordt door elk lid of zijn gemachtigde ondertekend alvorens zitting te nemen.

Geen Vergadering mag beraadslagen over zaken die niet op de agenda staan behalve als het geheel van het maatschappelijk kapitaal aanwezig is of vertegenwoordigd wordt en, in dat laatste geval, voor zover de volmachten die bevoegdheid uitdrukkelijk aangeven.

De Algemene Vergadering van de aandeelhouders mag op geldige wijze beraadslagen voor zover de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders of degenen die per brief hebben gestemd, ten minste de helft van de aandelen waaraan het stemmingsrecht verbonden is, bezitten.

De Algemene Vergadering van de aandeelhouders beslist met de eenvoudige meerderheid van stemmen die de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders bezitten.

Wat betreft de wijzigingen van de statuten, beslist de Algemene Vergadering onder de meerderheidsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 70 en 70bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Voor de benoeming van bestuurder en commissaris, als geen kandidaat de meerderheid van stemmen krijgt, wordt een herstemming georganiseerd tussen de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben gekregen.

Artikel 28 : Verlenging

Wat de zaken in de agenda ook moge zijn, mag elke Algemene, Gewone of Buitengewone Vergadering onmiddellijk met drie weken verlengd worden door het op de bovenvermelde wijze samengestelde bureau.

Die verlenging vernietigt elke genomen beslissing.

De aandeelhouders moeten opnieuw met behoud van de agenda worden bijeengeroepen. Die nieuwe Vergadering mag niet meer worden verlengd.

Artikel 29 : Notulen

De notulen van de Algemene Vergaderingen worden ondertekend door de meerderheid van de bureauleden en door de aandeelhouders die daarom vragen. Zij worden ingeschreven in een bijzonder register dat op de zetel van de vennootschap wordt bijgehouden en dat mag bestaan uit gekleefde en chronologisch genummerde bladen.

De in rechte of elders over te leggen afschriften of uittreksels zijn ondertekend door de Voorzitter of twee bestuurders.

TITEL V. — Maatschappelijke geschriften - Verdeling

Artikel 30 : Inventaris en jaarrekeningen

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar. Op die datum worden een inventaris alsook de jaarrekeningen door de Raad van Bestuur opgemaakt overeenkomstig de wet.

Ten minste één maand vóór de Gewone Algemene Vergadering bezorgt de Raad van Bestuur de stukken, samen met het overeenkomstig de wet opgemaakte beheersverslag, aan de commissaris-revisor. Het door de wet bedoelde toezichtverslag wordt door laatstgenoemde opgemaakt.

De jaarrekeningen en de hierboven bedoelde verslagen worden samen met de oproeping gericht aan de houders van aandelen op naam. Elke aandeelhouder mag vijftien dagen vóór de Vergadering een kosteloos exemplaar krijgen op vertoon van zijn effect.

Artikel 31 : Goedkeuring van de jaarrekeningen

De jaarlijkse Vergadering hoort het beheersverslag alsook het verslag van de commissaris-revisor en bespreekt de jaarrekeningen.

De bestuurders antwoorden op de door de aandeelhouders gestelde vragen over hun verslag of over punten die in de agenda zijn vermeld en de commissaris-revisor antwoordt op die welke betrekking hebben op zijn verslag.

De jaarlijkse Vergadering beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen, met de eenvoudige meerderheid van de stemmen waarover de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders beschikken.

Na de goedkeuring van de balans spreekt de Algemene Vergadering zich door bijzondere stemming uit over de aan de bestuurders en de commissaris-revisor te verlenen kwijting. Die kwijting is geldig voor zover de balans geen verzuim of verkeerde vermelding bevat waarbij de werkelijke toestand van de vennootschap wordt verborgen en, wat betreft de buiten de statuten opgemaakte akten, op voorwaarde dat die bepaaldelijk in de oproeping werden aangegeven.

De jaarrekeningen, het toezichtverslag en het beheersverslag worden binnen dertig dagen vanaf hun goedkeuring door de bestuurders gestuurd aan de Nationale Bank van België samen met de door de wet vereiste stukken.

Artikel 32 : Uitkering

Het gunstige overschot van de resultatenrekening, met aftrek van de algemene kosten, sociale lasten en voorzieningen, met inbegrip van de fiscale voorzieningen alsook de aflossingen, maken de netto winst van het boekjaar uit.

Van die netto winst worden eerst vijf percent afgenomen voor de wettelijke reserve; die afhouding is verplicht totdat die reserve het tiende van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Op voorstel van de Raad van Bestuur mag de Algemene Vergadering het saldo onder de aandelen verdelen, voor een fonds van buitengewone reserve bestemmen ofwel geheel of gedeeltelijk worden verrekend.

Er mag geen enkele uitkering uitgevoerd worden als, op de datum van afsluiting van het laatste boekjaar, het uit de jaarrekeningen voortkomende netto-actief, ten gevolge van zo'n uitkering, lager was of werd dan het bedrag van het volgestorte kapitaal, verhoogd met alle reserves waarvoor de uitkering niet wordt toegestaan overeenkomstig de wet of de statuten.

Artikel 33 : Betaling van de dividenden

De dividenden worden betaald op de door de Raad van Bestuur aangewezen tijdstippen en plaatsen.

Artikel 34 : Kapitaalverlies

§ 1. Indien, als gevolg van verliezen, het netto-actief verminderd wordt tot een bedrag dat lager is dan de helft van het maatschappelijk kapitaal, moet de Algemene Vergadering bijeenkomen binnen een termijn van hoogstens twee maanden vanaf het ogenblik waarop het verlies vastgesteld werd of zou moeten zijn vastgesteld, overeenkomstig de wettelijke of statutaire verplichtingen, om te beraadslagen, in voorkomend geval in de voorgeschreven vormen voor de wijziging van de statuten, over de mogelijke ontbinding van de vennootschap en eventueel over andere maatregelen die op de agenda zijn vermeld.

De Raad van Bestuur rechtvaardigt die voorstellen, vijftien dagen vóór de Algemene Vergadering, in een bijzonder verslag dat op de zetel van de vennootschap ter beschikking van de aandeelhouders wordt gesteld. Als de Raad van Bestuur de voortzetting van de activiteiten voorstelt, moet hij in zijn verslag de maatregelen uiteenzetten die bestemd zijn om de financiële toestand van de vennootschap te herstellen. Dit verslag is op de agenda vermeld. Een afschrift daarvan wordt samen met de oproeping opgestuurd naar de aandeelhouders.

§ 2. Dezelfde regels worden waargenomen indien, als gevolg van verliezen, het netto-actief verminderd wordt tot een bedrag dat lager is dan één vierde van het maatschappelijk kapitaal maar in dit geval mag de ontbinding alleen plaatsvinden voor zover die goedgekeurd wordt door het vierde van de door de Vergadering uitgegeven stemmen.

§ 3. Indien, als gevolg van een verlies, het netto-actief lager is dan het minimumkapitaal vereist door de wet voor elke naamloze vennootschap, mag elke belanghebbende de ontbinding van de vennootschap aanvragen bij de rechtbank.

Artikel 35 : Vereffening

In geval van ontbinding, om welke reden ook en op welk ogenblik ook, wijst de Algemene Vergadering vereffenaars aan en stelt hun bevoegdheden en emolumenten vast, alsook de wijze van vereffening overeenkomstig de artikelen 179 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Artikel 36 : Verdeling van het vereffeningssaldo

Na de betaling van alle schulden en lasten van de vennootschap of na een voor die vereffening uitgevoerde consignatie, wordt het saldo eerst gebruikt om het verschuldigd gebleven bedrag van de toegestane voorschotten terug te betalen aan het Waalse Gewest.

Daarna worden de aandelen terugbetaald ten belope van het bedrag van hun storting.

Het overschot wordt in gelijke gedeelten onder alle aandelen van het kapitaal verdeeld.

Artikel 37 : Bekendmaking

Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, bestellingsnota's en andere documenten die van de vennootschap uitgaan, moeten het volgende vermelden :

- 1° de firmanaam;
- 2° de vermelding « naamloze vennootschap » of de beginletters « N.V. »; die moeten leesbaar zijn en onmiddellijk aan de firmanaam voorafgaan of daarop volgen;
- 3° de nauwkeurige aanduiding van de zetel van de vennootschap;
- 4° de woorden « handelsregister » of de beginletters « HR » samen met de aanduiding van de zetel van de Handelsrechtbank van het ambtsgebied waar de zetel van de vennootschap gevestigd is, gevolgd door het registratienummer;
- 5° het registratienummer toegekend voor de toepassing van de belasting op de toegevoegde waarde (B.T.W.) als de vennootschap daaraan onderworpen is.

TITEL VII. — Algemene bepalingen**Artikel 38 : Gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

De bepalingen van de gecoördineerde wetten op de naamloze vennootschappen waarvan niet uitdrukkelijk afgeweken wordt door bovenstaande artikelen, worden geacht in voorliggende statuten ingeschreven te zijn.

Artikel 39 : Keuze van een woonplaats

Elke aandeelhouder, bestuurder, commissaris of Afgevaardigd Bestuurder die zijn woonplaats niet in België heeft, moet er één kiezen in het arrondissement waar de zetel van de vennootschap gevestigd is, voor de duur van zijn ambt en wat betreft de uitvoering van voorliggende statuten.

Bij gebrek aan keuze van een woonplaats, die behoorlijk aan de vennootschap betekend is, wordt die geacht van rechtswege op de zetel van die vennootschap gevestigd te zijn.

Artikel 40 : Kosten

De verschijnende partijen verklaren dat de aanloopkosten die wegens haar oprichting ten laste van de vennootschap zijn, ongeveer zestigduizend frank (60.000 BEF) bedragen.

Artikel 41 : Geschillen - Bevoegdheid

Voor alle geschillen tussen de vennootschap, haar aandeelhouders, obligatiehouders, bestuurders, commissaris(-sen) en vereffenaar die betrekking hebben op de zaken van eerstgenoemde en op de uitvoering van voorliggende statuten, krijgen de Rechtbanken van de zetel van die vennootschap exclusieve bevoegdheid, tenzij de vennootschap daar uitdrukkelijk afstand van doet.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[99/11050]

Administration des Services généraux
Division des Ressources humaines. — Démission

Par arrêté royal du 26 décembre 1998, la démission de ses fonctions de statisticien est accordée à sa demande, à partir du 15 novembre 1998 au soir, à Mme Carlier, Monique, née le 29 septembre 1950.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[99/11050]

Bestuur Algemene Diensten
Afdeling Human Resources. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 26 december 1998 wordt met ingang van 15 november 1998 's avonds, op haar verzoek, aan Mevr. Carlier, Monique, geboren op 29 september 1950, ontslag uit haar functie van statisticus verleend.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09699]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 30 avril 1999, M. Lannoy, M., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Huy, est nommé président du tribunal de commerce de Huy.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09699]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 30 april 1999 is de heer Lannoy, M., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hoei, benoemd tot voorzitter van de rechtbank van koophandel te Hoei.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

[99/16182]

Personnel. — Mutation

Par arrêté ministériel du 27 avril 1999, M. Marot, Jean-Marie, ingénieur-directeur (rang 13) à l'Administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG4) est muté, à partir du 1^{er} février 1999, au Secrétariat général.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

[99/16182]

Personeel. — Mutatie

Bij ministerieel besluit van 27 april 1999 wordt de heer Marot, Jean-Marie, ingenieur-directeur (rang 13) bij het Bestuur voor de Kwaliteit van de Grondstoffen en de Plantaardige Sector (DG4), met ingang van 1 februari 1999, gemuteerd bij het Secretariaat-generaal.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

MINISTERE DES FINANCES

[C - 99/03298]

Comité de direction de l'Institut de Réescompte et de Garantie
Démission honorable. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 84, du 29 avril 1999, p. 14498, dans le texte français, il y a lieu de lire : « du 1^{er} mai 1999 », au lieu de « du 16 février 1999 ».

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[C - 99/03298]

Bestuurscomité van het Herdiscontering- en Waarborginstituut
Eervol ontslag. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 84, van 29 april 1999, blz. 14498, in de Franse tekst, dient gelezen te worden : « du 1^{er} mai 1999 », in plaats van « du 16 février 1999 ».

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[99/15124]

Office belge du Commerce extérieur. — Désignations

Par arrêté ministériel du 1^{er} juin 1999 ont été désignés comme directeur général adjoint *ad interim* de l'Office belge du Commerce extérieur :

- Mme Andrée Wyckmans, conseiller général;
- M. Paul Vindelinckx, conseiller général.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[99/15124]

Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel. — Aanstellingen

Bij ministerieel besluit van 1 juni 1999 werden aangeduid als adjunct-directeur-generaal *ad interim* van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel :

- Mevr. Andrée Wyckmans, adviseur-generaal;
- de heer Paul Vindelinckx, adviseur-generaal.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[99/22374]

Statut des résistants par la presse clandestine. — Nomination

Par arrêté ministériel du 19 avril 1999 est nommé :

en qualité de président de la Commission de contrôle des résistants par la presse clandestine à Bruxelles, de régime linguistique néerlandais :

M. R. Donckerwolcke, procureur du Roi honoraire près le tribunal de première instance à Ypres.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[99/22374]

Statuut van de weerstanders door de sluikpers. — Benoeming

Bij ministerieel besluit van 19 april 1999 wordt benoemd :

als voorzitter van de Controlecommissie voor de weerstanders door de sluikpers te Brussel, van het nederlandse taalstelsel :

de heer R. Donckerwolcke, ere-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Ieper.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[99/07103]

**Forces armées. — Nomination au grade de lieutenant général
Fonction spéciale. — Désignation**

Par arrêté royal n° 2281 du 26 mars 1999, le général-major Van Remoortel, H., est nommé le 26 mars 1999 dans le cadre des officiers de carrière au grade de lieutenant général.

Il est désigné à l'emploi de Commandant du Commandement territorial interforces le 1er avril 1999.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[99/07103]

**Krijgsmacht. — Benoeming in de graad van luitenant-generaal
Speciale functie. — Aanwijzing**

Bij koninklijk besluit nr. 2281 van 26 maart 1999, wordt generaal-majoor H. Van Remoortel, benoemd op 26 maart 1999 in het kader der beroepsofficieren tot de graad van luitenant-generaal.

Hij wordt aangewezen voor het ambt van Commandant van het Intermachten Territoriaal Commando op 1 april 1999.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[99/00263]

Loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage. — Modification

Par arrêté ministériel du 18 mars 1999 modifiant dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif au renouvellement de l'agrément comme entreprise de sécurité, de l'entreprise Relaitron Alarm S.A., les mots « Relaitron Alarm S.A. » sont remplacés par les mots « Baron Electronics S.A. ».

Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1999.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[99/00263]

Wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. — Wijziging

Bij ministerieel besluit van 18 maart 1999 tot wijziging van artikel 2 van het ministerieel besluit van 23 januari 1997 houdende de vernieuwing van de erkenning als beveiligingsonderneming, van de onderneming Relaitron Alarm N.V., worden de woorden « Relaitron Alarm N.V. » vervangen door de woorden « Baron Electronics N.V. ».

Het huidige besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage. — Abrogation

Par arrêté ministériel du 18 mars 1999, l'agrément comme entreprise de sécurité accordé sous le n° 20 0624 37, à M. Wallaert, Luc, établi K. Bittremieuxlaan 68, à 8340 Damme, est abrogé à la demande de M. Wallaert, Luc.

Le présent arrêté produit ses effets le 19 février 1999.

Wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. — Opheffing

Bij ministerieel besluit van 18 maart 1999 wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nr. 20 0624 37, aan de heer Wallaert, Luc, gevestigd te 8340 Damme, K. Bittremieuxlaan 68, opgeheven op verzoek van de heer Wallaert, Luc.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 februari 1999.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[99/02085]

Distinction honorifique. — Ordres nationaux

Par arrêté royal du 19 avril 1999 est promu Commandeur de l'Ordre de Léopold :

M. Rens, Gustave.

il prend rang dans l'Ordre à la date du 8 mai 1999.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[99/02085]

Eervolle onderscheiding. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 19 april 1999 wordt bevorderd tot Commandeur in de Orde van Leopold :

de heer Rens, Gustave.

Hij neemt vanaf 8 mei 1999 zijn rang in de Orde in.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 99/35673]

Personeel. — Detachering

Bij besluit van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 15 april 1999 wordt de heer Rik Haekens, geboren in Tongeren op 15 december 1966, afdelingshoofd bij het departement Leefmilieu en Infrastructuur van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, met ingang van 15 april 1999, in de graad van adviseur gedetacheerd bij het kabinet van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening.

[C - 99/35777]

Ruimtelijke ordening. — Spoedprocedure onteigeningen

LANAKEN. — Bij besluit van de minister vice-president van de Vlaamse regering en Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening van 29 april 1999 :

— is verklaard dat het algemeen nut de onmiddellijke inbezitneming vordert van de percelen aangegeven op het onteigeningsplan dat is goedgekeurd bij ministerieel besluit van 27 november 1996 en behoort bij het goedgekeurd bijzonder plan van aanleg « Centrum (Veldwezelt) » genaamd van de gemeente Lanaken en dat de rechtspleging bij dringende omstandigheden ten algemenen nutte bepaald bij de wet van 26 juli 1962 op die onteigening kan worden toegepast;

— is aan de gemeente Lanaken machtiging tot onteigenen verleend.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[99/31126]

Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement

Agrément d'auteur de projet de PPAS

Un arrêté ministériel du 18 février 1999 accorde, pour une durée de cinq ans, le renouvellement de l'agrément en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration de plans particuliers d'affectation du sol, à M. Etienne Christiaens.

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[99/31126]

Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

Erkenning van een ontwerper van BBP

Bij ministerieel besluit van 18 februari 1999 wordt de erkenning van de heer Etienne Christiaens als ontwerper voor de uitwerking van bijzondere bestemmingsplannen hernieuwd voor de duur van vijf jaar.

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[99/31211]

Fonds de soins médico-socio-pédagogiques. — Agrément

Par arrêté ministériel du 21 avril 1999, l'a.s.b.l., « AVJ Germinal », rue F. Léger 50/02, à 1140 Bruxelles, est agréée du 1 janvier 1998 au 22 décembre 1999 pour accueillir à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, une personne majeure supplémentaire atteinte de déficience physique.

**GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[99/31211]

Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg. — Erkenning

Bij ministerieel besluit van 21 april 1999 wordt de vzw « ADL Germinal » F. Légerstraat 50/02, te 1140 Brussel, erkend van 1 januari 1998 tot 22 december 1999, voor het opnemen ten laste van het Fonds voor medische sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, van één bijkomende meederjarige persoon met fysieke stoornissen.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

POUVOIR JUDICIAIRE

[99/09697]

Tribunal de commerce de Turnhout

Par ordonnance du 15 février 1999, M. Van Gorp, J., président consulaire du tribunal de commerce de Turnhout, a été désigné par le président de ce tribunal pour exercer, à partir du 25 juin 1999, les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

RECHTERLIJKE MACHT

[99/09697]

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij beschikking van 15 februari 1999 werd de heer Van Gorp, J., voorzitter in handelszaken van de rechtbank van koophandel te Turnhout, door de voorzitter van deze rechtbank aangewezen, vanaf 25 juni 1999, om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21251]

Arrêt n° 39/99 du 30 mars 1999

Numéros du rôle : 1210, 1282, 1313 et 1323

En cause : les questions préjudicielles relatives à l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, posées par le Tribunal de première instance de Bruxelles.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans et A. Arts, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet des questions préjudicielles

a. Par ordonnance du 25 novembre 1997 en cause de F. Zekaj et V. Zekaj contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 9 décembre 1997, le Tribunal de première instance de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 ayant modifié la loi du 15 décembre 1980 [sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers] viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et/ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'il interdit tout recours distinct contre les décisions des premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1210 du rôle de la Cour.

b. Par ordonnance du 19 janvier 1998 en cause de I. Nikolskiy contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 23 janvier 1998, le Tribunal de première instance de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 ayant modifié la loi du 15 décembre 1980 [sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers] viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et/ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme :

— en ce que les modalités y prévues pour faire choix effectif de la langue de la procédure diffèrent de celles prévues à l'article 2 de la même loi;

— en ce qu'il exclut tout recours distinct contre la décision préparatoire des premiers présidents, et spécialement tout recours de référé (civil ou administratif) ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1282 du rôle de la Cour.

c. Par ordonnance du 10 mars 1998 en cause de I. Masleinnikov et A. Lourova contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 23 mars 1998, le Tribunal de première instance de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 ayant modifié la loi du 15 décembre 1980 [sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers] viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et/ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'il exclut tout recours distinct contre la décision préparatoire des premiers présidents, et spécialement tout recours de référé (civil ou administratif) ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1313 du rôle de la Cour.

d. Par ordonnance du 30 mars 1998 en cause de J. Aldulemy contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 8 avril 1998, le Tribunal de première instance de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« La coexistence des articles 2 et 8 de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, n'est-elle pas contraire aux dispositions des articles 10 et 11 de la Constitution belge et, subsidiairement, à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, dans la mesure où l'article 8 précité ne semble pas permettre, dans tous les cas, à l'étranger, qui introduit un recours, d'assurer sa défense au mieux de ses intérêts, comme semble le lui permettre l'article 2 de ladite loi ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1323 du rôle de la Cour.

II. Les faits et la procédure antérieure

Les demandes introduites devant le Tribunal de première instance de Bruxelles tendent à faire interdire à l'Etat belge ou à l'Etat belge et à la Commission permanente de recours des réfugiés de poursuivre la procédure d'examen de la qualité de réfugié des demandeurs en langue néerlandaise.

Affaire portant le numéro 1210 du rôle

Les demandeurs ont vu leur demande de reconnaissance du statut de réfugié déclarée recevable et leur dossier transmis au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides pour examen au fond.

Le 29 avril 1997, ce dernier a adopté deux décisions de refus de reconnaissance de ce statut de réfugié. Les demandeurs ont introduit un recours contre ces décisions et indiqué dans leur requête qu'ils souhaitaient que le recours bénéficie d'une procédure en langue française, un compatriote proposant d'assurer la traduction nécessaire au bon déroulement de l'audition. Ils ont, par deux mises en demeure, demandé la poursuite de la procédure en langue française. Leur cause a été attribuée à une chambre néerlandophone de la Commission permanente de recours des réfugiés, en application de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996. Avant cette décision, il est constant que leur dossier avait fait l'objet d'un traitement en français, avec l'assistance d'un interprète. Le français est d'ailleurs la langue que les demandeurs ont choisie pour entamer leur processus d'intégration.

Le Tribunal relève que tant le respect des droits de la défense que celui de la *ratio legis* de la loi du 10 juillet 1996 semblent conduire à ordonner la poursuite de la procédure en langue française, langue choisie par les demandeurs. Il relève cependant que l'article 8, *in fine*, prévoit que la décision des premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés n'est pas susceptible de recours distinct et pose la question préjudicielle mentionnée plus haut.

Affaire portant le numéro 1282 du rôle

Le demandeur a introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Le 13 juin 1995, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a émis un avis favorable au séjour du demandeur; le 28 avril 1997, il lui notifia en français une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié, après l'avoir entendu avec l'aide d'un interprète. Le 9 mai 1997, le demandeur a introduit devant la Commission permanente de recours des réfugiés un recours contre cette décision de refus en y mentionnant expressément faire choix du français comme langue à utiliser pendant toute la durée de la procédure. La Commission permanente décida, le 13 mai 1997, conformément à l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996, de confier le dossier à une chambre néerlandophone de la Commission.

Le Tribunal rappelle l'arrêt de la Cour n° 77/97 du 17 décembre 1997 mais observe que la Cour ne s'est prononcée que sur l'hypothèse où le demandeur d'asile avait sollicité l'assistance d'un interprète ou n'avait pas fait choix d'une des deux langues, ce qui n'est pas le cas dans la présente espèce, que la Cour a expressément souligné que, selon les travaux préparatoires, le législateur entendait garantir le droit, pour le demandeur d'asile, lorsqu'il parle effectivement le français ou le néerlandais, d'être entendu dans la langue de son choix et qu'elle relève que les dispositions contestées n'affectent pas le droit, pour les demandeurs d'asile, de choisir expressément le français ou le néerlandais comme langue de la procédure, à la condition cependant que l'intéressé déclare ne pas vouloir d'interprète.

Le Tribunal relève que l'article 2 de la loi du 10 juillet 1996 dispose que si l'étranger ne déclare pas requérir l'assistance d'un interprète, il peut choisir le français ou le néerlandais comme langue de l'examen. Dans ce cas, il ne faut pas une déclaration expresse du demandeur selon laquelle il ne veut pas d'interprète, il suffit que sa requête n'indique rien à ce sujet. Eu égard aux travaux préparatoires de la loi, le Tribunal se demande s'il peut se justifier qu'on impose à un demandeur d'asile qui parle le français et qui ne requiert pas l'assistance d'un interprète le traitement de son recours en néerlandais.

Le Tribunal se demande aussi quelle est encore la portée de la disposition de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi, qui prévoit que l'intéressé « indique irrévocablement dans son recours devant la Commission permanente de recours des réfugiés s'il requiert l'assistance d'un interprète, dans la mesure où, à défaut d'une telle indication, et malgré son choix exprimé pour le français ou le néerlandais, il est encore loisible aux premiers présidents d'attribuer l'examen de ce recours à une chambre de l'autre rôle linguistique, en fournissant au demandeur un interprète qu'il n'a pourtant pas demandé lors de son recours ». Le Tribunal relève que la Cour ne s'est pas prononcée dans son arrêt n° 77/97 du 17 décembre 1997 sur l'éventuelle discrimination instaurée par la différence de régime entre l'article 2 et l'article 8 de la loi.

Le Tribunal relève enfin que dans cet arrêt, la Cour n'a pas examiné si l'article 8 de la loi ne violait pas la règle du recours effectif au sens de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme et/ou celle du droit à un procès équitable au sens de l'article 6 de la Convention. Il décide dès lors de poser la question préjudicielle mentionnée ci-dessus.

Affaire portant le numéro 1313 du rôle

Les demandeurs ont introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides leur notifia en français une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié contre laquelle ils introduisirent un recours devant la Commission permanente de recours des réfugiés en y mentionnant expressément faire choix du français comme langue à utiliser pendant toute la durée de la procédure. Par décision du 30 juillet 1997 prise conformément à l'article 8, § 2, de la loi du 10 juillet 1996, leur dossier fut confié à une chambre néerlandophone.

Le Tribunal rappelle l'arrêt de la Cour n° 77/97 du 17 décembre 1997, mais pour des raisons semblables à celles qui ont été mentionnées dans l'affaire portant le numéro 1282 du rôle concernant l'absence de recours distinct contre la décision des premiers présidents, il décide de poser la question préjudicielle mentionnée ci-dessus.

Affaire portant le numéro 1323 du rôle

Le demandeur, candidat réfugié politique, a fait d'abord l'objet d'une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire rédigée en français. Il a introduit un recours. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a estimé que le recours était recevable puis a refusé la reconnaissance de la qualité de réfugié au demandeur. Ces décisions ont été rédigées en langue néerlandaise.

Le demandeur a introduit un recours devant la Commission permanente de recours des réfugiés. Il déclare expressément faire choix de la langue française, tout en estimant avoir le droit de se faire assister gratuitement d'un interprète. La décision prise en application de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996, qui date du 12 juillet 1997, confie cette affaire à une chambre néerlandophone de la Commission permanente de recours.

Le Tribunal rappelle l'arrêt de la Cour n° 77/97 du 17 décembre 1997 déjà cité mais relève que la Cour ne semble pas avoir distingué le mécanisme mis en place par l'article 2 de la loi et celui de l'article 8. Il précise qu'il semble dès lors que dans le cas mis en place, certes à titre transitoire, par l'article 8 de la loi du 10 juillet 1996, la clarté et la sécurité juridique soulevées par la Cour en son arrêt n° 77/97 précité ne sont pas garanties. Il pose dès lors la question préjudicielle mentionnée ci-dessus.

III. La procédure devant la Cour

a) Dans l'affaire portant le numéro 1210 du rôle

Par ordonnance du 9 décembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 6 janvier 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 20 janvier 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

— F. Zekaj et V. Zekaj, demeurant ensemble à 1430 Rebecq-Rognon, rue Marais Ascailles 1, par lettre recommandée à la poste le 20 février 1998;

— le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 20 février 1998.

b) Dans l'affaire portant le numéro 1282 du rôle

Par ordonnance du 23 janvier 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 13 mars 1998; l'ordonnance de jonction a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 21 mars 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

— I. Nikolskiy, demeurant à 4020 Liège, Square Micha 1/223, par lettre recommandée à la poste le 17 avril 1998;

— le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 17 avril 1998.

c) Dans l'affaire portant le numéro 1313 du rôle

Par ordonnance du 23 mars 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 25 mars 1998, le président a abrégé à trente jours le délai pour introduire un mémoire.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 mars 1998; l'ordonnance abrégant le délai et l'ordonnance de jonction ont été notifiées par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 3 avril 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 17 avril 1998;

— I. Masleinnikov et A. Lourova, demeurant ensemble à 4000 Liège, rue des Guillemins 108, par lettre recommandée à la poste le 20 avril 1998.

d) *Dans l'affaire portant le numéro 1323 du rôle*

Par ordonnance du 8 avril 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 29 avril 1998, le président a abrégé à trente jours le délai pour introduire un mémoire.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 avril 1998; l'ordonnance abrégant le délai et l'ordonnance de jonction ont été notifiées par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 5 mai 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 2 juin 1998;

— le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 3 juin 1998.

e) *Dans les quatre affaires*

Par ordonnances du 28 janvier 1998, du 25 mars 1998 et du 29 avril 1998, la Cour a joint les affaires.

Par ordonnances du 27 mai 1998 et du 26 novembre 1998, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 9 décembre 1998 et 9 juin 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Les mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 6 juillet 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— F. Zekaj et V. Zekaj, par lettre recommandée à la poste le 17 juillet 1998;

— I. Nikolskiy, par lettres recommandées à la poste le 16 juillet 1998 et le 28 juillet 1998 ;

— I. Masleinnikov et A. Lourova, par lettres recommandées à la poste le 16 juillet 1998 et le 28 juillet 1998.

Par ordonnance du 18 novembre 1998, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 9 décembre 1998 après avoir invité les parties à répondre à l'audience à la question suivante :

« Faut-il déduire de la différence dans l'emploi des termes entre l'article 2 de la loi du 10 juillet 1996, en vertu duquel si l'étranger *ne déclare* pas requérir l'assistance d'un interprète, il peut choisir le français ou le néerlandais comme langue de l'examen, et l'article 8 de la même loi, en vertu duquel si l'étranger *déclare* ne pas requérir l'assistance d'un interprète (italiques ajoutés), il peut choisir le français ou le néerlandais comme langue de la procédure, que dans le second cas, à la différence du premier, le choix de la langue dépendrait d'une déclaration explicite faisant apparaître qu'un interprète n'est pas requis et, dans l'affirmative, par quoi cette distinction est-elle justifiée ? »

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 20 novembre 1998.

A l'audience publique du 9 décembre 1998 :

— ont comparu :

. Me T. Frankin, avocat au barreau de Bruxelles, pour F. Zekaj et V. Zekaj;

. Me E. Therer *loco* Me V. Puzaj, avocats au barreau de Liège, pour I. Nikolskiy, I. Masleinnikov et A. Lourova;

. Me P. Legros et Me J. Sohier, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

. Me P. Van Orshoven, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement flamand;

— les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

IV. *En droit*

— A —

Position des parties demanderesse dans l'affaire portant le numéro 1210 du rôle

A.1.1. Conformément aux dispositions internes à notre ordre juridique, tels les articles 30, 144 et 145 de la Constitution, les articles 7 et 11 du Code civil, les articles 1^{er}, § 1^{er}, et 41, § 1^{er}, des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, les parties demanderesse considèrent avoir le droit au choix de la langue dans les relations qu'elles nouent avec des interlocuteurs relevant de la sphère administrative. Les parties ont réalisé des efforts importants pour maîtriser la langue française dans le but de concrétiser leur volonté d'insertion mais aussi de contribuer de la manière la plus active possible à l'instruction de leur demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Elles répondent ainsi à une véritable obligation générale mise à leur charge de participer de manière active à la procédure. Ceci est impossible sans la maîtrise de la langue de la procédure. Un changement inopiné dans la langue de cette procédure constitue un problème insurmontable pour les parties demanderesse et rend plus complexe la consultation des pièces du dossier.

Il résulte de l'arrêt n° 14/97 de la Cour que la Commission permanente de recours des réfugiés est une juridiction administrative qui s'est vu confier par le législateur un contentieux relatif à un droit politique, la reconnaissance de la qualité de réfugié. Il s'agit d'un contentieux de pleine juridiction, ce qui oblige la Commission permanente à arbitrer les contestations relatives aux aspects procéduraires survenant devant elle, tel le problème de la détermination de la langue de la procédure. Ne pouvant concerner des droits politiques au sens strict, les décisions statuant sur les aspects procéduraires de l'instruction de l'examen de la reconnaissance de la qualité de réfugié, telle la décision des premiers présidents statuant sur la langue de la procédure, se prononcent en réalité sur un droit civil.

« Le fait que la Commission permanente de recours des réfugiés soit une juridiction administrative, dotée d'un contentieux de pleine juridiction, implique qu'elle doit se prononcer sur des incidents de procédure soulevés devant elle. Mais ce faisant, on ne peut prétendre qu'elle se trouve alors ' dans l'exercice d'une fonction qui se trouve dans [un] rapport tel avec les prérogatives de la puissance publique de l'Etat qu'elle se situe en dehors de la sphère des litiges de nature civile au sens de l'article 144 de la Constitution '. »

A.1.2. La décision de déterminer la langue de la procédure, prise par les premiers présidents de la Commission permanente, ne peut faire l'objet auprès du Conseil d'Etat ni d'un recours en annulation ni d'une demande de suspension. Le seul recours possible est le recours en annulation contre la décision finale qui répond aux exigences de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme mais ne présente pas l'effectivité nécessaire pour répondre aux exigences de l'article 13 de cette Convention, en raison de l'absence d'effet suspensif et en raison du délai nécessaire pour que le Conseil d'Etat statue, ce qui rend cette décision inutile si le candidat réfugié a été entre temps expulsé.

Devant le refus de la Commission permanente de veiller au respect du droit au choix de la langue des demandeurs, au besoin en écartant l'application de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi litigieuse, par application de l'article 159 de la Constitution, les juridictions civiles ont été saisies.

Devant la violation manifeste d'un droit civil, le président du tribunal de première instance constituait le seul recours susceptible de rencontrer l'exigence d'effectivité prévue par l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'arrêt n° 77/97 du 17 décembre 1997 de la Cour ne permet ni au président du Tribunal de première instance de Bruxelles siégeant en référé de trancher le litige dont il est saisi ni à la Cour, dans le cadre de la procédure dite de filtre, de renvoyer à un de ses arrêts ayant déjà tranché la question préjudicielle dont il s'agit.

A.1.3. En l'absence de recours effectif, l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et/ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Position du demandeur dans l'affaire portant le numéro 1282 du rôle

A.2.1. L'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 introduit une discrimination non justifiée entre demandeurs d'asile selon que la demande est ou non antérieure à l'entrée en vigueur de cette loi, soit le 22 octobre 1996. Cette différence résulte de la comparaison du texte de l'article 8 avec le texte de l'article 2 de la loi. Dans le premier texte, l'étranger peut choisir le français ou le néerlandais s'il déclare ne pas requérir l'assistance d'un interprète; dans le second texte, cette possibilité lui est offerte s'il ne déclare pas requérir l'assistance d'un interprète. Cette différence de traitement ne peut pas se justifier et pénalise les demandeurs d'asile qui ont introduit leur demande avant le 22 octobre 1996, comme le demandeur.

Cette différence de traitement est d'autant plus grave qu'elle ne correspond nullement aux motifs qui ont inspiré l'adoption de l'article 8, § 2, alinéa 4. La disposition viole dès lors les articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'absence de recours distinct contre la décision des premiers présidents déterminant la langue de la procédure viole par ailleurs ces mêmes dispositions.

A.2.2. C'est à tort que l'arrêt de la Cour n° 77/97 du 17 décembre 1997 est invoqué car il concerne une espèce totalement différente voire même opposée à la présente cause. Dans cet arrêt, la Cour conclut à la compatibilité de la disposition dans l'hypothèse où le demandeur d'asile a sollicité l'assistance d'un interprète ou n'a pas expressément fait choix du français ou du néerlandais. Or, en l'espèce, le demandeur n'a pas sollicité l'assistance d'un interprète et a fait choix de façon expresse du français. Il n'est donc pas question d'abus procédural au sens où l'entend le législateur et il y a lieu d'appliquer la volonté de ce législateur que soit garanti au demandeur d'asile qui connaît effectivement une des deux langues d'être entendu dans la langue de son choix.

A.2.3. Le demandeur séjourne depuis 1991 dans la partie francophone du pays et il a pu acquérir une parfaite connaissance du français. Dès lors, lorsqu'il introduisit, le 9 mai 1997, un recours contre la décision du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, il fit choix de la langue française pour toute la durée de la procédure, et ne sollicita pas l'assistance d'un interprète. Son cas est dès lors tout à fait différent des cas que voulait atteindre la loi du 10 juillet 1996, dont l'esprit était de vouloir contrer certains abus procéduraux.

Position des parties demanderesse dans l'affaire portant le numéro 1313 du rôle

A.3.1. L'absence de recours distinct contre la décision des premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés déterminant la langue de la procédure viole les articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 6 et/ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme. Un recours en annulation devant le Conseil d'Etat introduit conjointement contre la décision au fond et la décision des premiers présidents fixant la langue de la procédure ne constitue pas un recours effectif au sens de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, le Conseil d'Etat ne pouvant statuer avant que l'Office des étrangers ait notifié un ordre de quitter le territoire au demandeur, ce recours ne peut être qualifié d'effectif.

En l'espèce, les parties demanderesse ont expressément fait choix du français dans leur recours devant la Commission permanente de recours des réfugiés parce qu'elles parlent le français et souhaitent être entendues dans la langue qu'elles comprennent. Il n'y a donc pas eu de manoeuvre procédurale dans leur chef justifiant qu'on leur impose une des deux langues.

A.3.2. Les demandeurs vivent dans la partie francophone du pays depuis plus de cinq ans; ils parlent et maîtrisent parfaitement le français. Il est évident que les motifs du législateur ne s'appliquent pas à leur situation.

Position du Conseil des ministres dans les affaires portant les numéros 1210, 1282, 1313 et 1323 du rôle

A.4.1. L'arrêt de la Cour n° 77/97 du 17 décembre 1997 est rappelé. Pour les mêmes motifs, il y a lieu de répondre négativement aux questions préjudicielles.

Les principes d'égalité et de non-discrimination ne peuvent être en cause en l'espèce, puisque la disposition litigieuse concerne tous les demandeurs d'asile et rien qu'eux. Ces personnes ne peuvent pas être victimes d'une différence de traitement par rapport à d'autres catégories de justiciables, puisque la procédure de reconnaissance du statut de réfugié politique leur est propre.

D'autres arrêts de la Cour sont invoqués pour justifier des mesures législatives qui visent à contrecarrer des abus de procédure ou l'absence de procédure de référé administratif. En l'espèce, l'interdiction de tout recours distinct contre les décisions des premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés concernant l'utilisation de la langue française ou néerlandaise, qui répond au souci de contrecarrer les abus de procédure, ne prive nullement les demandeurs d'asile d'un recours, puisque, dans tous les cas, ils pourront attaquer en même temps que la décision concernant leur demande principale la décision interlocutoire par laquelle la langue de la procédure a été fixée.

Il faut relever enfin que l'acte par lequel l'autorité administrative détermine la langue de la procédure vise à assurer une répartition égalitaire des dossiers entre les deux rôles linguistiques et n'a aucune incidence sur le plan juridique puisqu'il ne préjuge en rien de la décision finale relative à la demande d'asile. En l'occurrence, l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi litigieuse ne prive nullement les demandeurs d'asile d'un recours, mais se limite à aménager des modalités d'exercice de ce recours.

A.4.2. A titre surabondant, il convient de s'interroger sur l'application des articles 6 et/ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme : la demande de reconnaissance du statut de réfugié ne paraît pouvoir être qualifiée de « contestation sur des droits et obligations de caractère civil » ou « d'accusation en matière pénale ». L'article 13 de la Convention n'apparaît pas davantage applicable puisqu'il doit se conjuguer avec une autre disposition normative de la Convention, ce qui ne paraît pas pouvoir être le cas en l'espèce. En outre, cette disposition n'est pas considérée comme étant une disposition ayant des effets directs en droit interne.

A.4.3. Dans l'affaire portant le numéro 1323 du rôle, le Conseil des ministres observe en outre que la différence mise en exergue par le juge judiciaire entre les dispositions des articles 2 et 8 de la loi du 10 juillet 1996 au regard du caractère facultatif de l'emploi des langues ne paraît pas effective, puisque dans l'une et l'autre de ces deux dispositions, le législateur a expressément prévu que l'étranger qui ne déclare pas requérir l'assistance d'un interprète peut choisir librement le français ou le néerlandais comme langue de la procédure. Il n'y a donc aucune différence de traitement et les dispositions soumises à la Cour ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Position du Gouvernement flamand (affaire portant le numéro 1323 du rôle)

A.5.1. La question préjudicielle ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 26, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, qui n'autorise pas la Cour à contrôler la « coexistence » de deux dispositions légales au regard du principe d'égalité.

A.5.2. La question préjudicielle doit être reformulée comme suit :

« La disposition transitoire de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers viole-t-elle les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme en tant qu'elle permet qu'une procédure d'asile entamée dans une langue déterminée soit poursuivie dans une autre langue lorsque le demandeur d'asile en question a demandé l'assistance d'un interprète, en conséquence de quoi les premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés déterminent conjointement la langue de la procédure ? »

A.5.3. La question préjudicielle appelle une réponse analogue à celle donnée par la Cour dans son arrêt n° 77/97 déjà cité. N'y change rien, la circonstance que la disposition transitoire litigieuse permet qu'une procédure d'asile entamée dans une langue déterminée soit poursuivie dans une autre langue lorsque le demandeur d'asile en question a demandé l'assistance d'un interprète. En effet, l'intéressé disposait du droit de déclarer qu'il ne nécessitait pas l'assistance d'un interprète et pouvait par conséquent librement choisir le néerlandais ou le français comme langue de la procédure. Ce choix n'est nullement subordonné à la connaissance effective d'une de ces langues et peut par exemple être fait dans l'intérêt d'un conseil unilingue. Appliqué à l'espèce, cela signifie que l'intéressé pouvait faire poursuivre la procédure entamée à l'époque en français dans cette même langue. Que l'intéressé, en laissant à son avocat le choix de la langue de la procédure, se prive ainsi de l'assistance d'un interprète, n'est pas davantage injustifié. L'on peut difficilement exiger que l'autorité qui met un interprète à la disposition d'un demandeur qui ne comprend ni le néerlandais ni le français pour lui permettre de suivre et de défendre personnellement sa demande, doive en outre lui laisser le choix de la langue de procédure parce que cette demande doit être suivie et défendue par un conseil qui ne maîtrise pas la langue de la procédure.

D'autre part, le droit de choisir librement un conseil n'est pas absolu. Ainsi le libre choix de l'avocat et donc d'un avocat unilingue peut-il malaisément impliquer que la langue de la procédure doive pouvoir être choisie librement.

Enfin, il convient d'observer que ni l'article 30 de la Constitution, ni les articles 6 ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme n'accordent un droit absolu d'être entendu et jugé dans la langue de son choix. Il en découle *a contrario* qu'il n'est pas question d'un libre choix de la langue de la procédure, que ce soit en matière administrative ou en matière judiciaire.

— B —

Quant aux dispositions en cause

B.1. La loi du 10 juillet 1996 modifie la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, selon le cas, en complétant celle-ci ou en remplaçant certaines de ses dispositions.

L'article 2 insère, dans la loi du 15 décembre 1980, un article 51/4 rédigé comme suit :

« § 1^{er}. L'examen de la déclaration ou de la demande visées aux articles 50 et 51 a lieu en français ou en néerlandais.

La langue de l'examen est également celle de la décision à laquelle il donne lieu ainsi que des éventuelles décisions subséquentes d'éloignement du territoire.

§ 2. L'étranger, visé à l'article 50 ou 51, doit indiquer irrévocablement et par écrit s'il a besoin de l'assistance d'un interprète lors de l'examen de la demande visée au paragraphe précédent.

Si l'étranger ne déclare pas requérir l'assistance d'un interprète, il peut choisir, selon les mêmes modalités, le français ou le néerlandais comme langue de l'examen.

Si l'étranger n'a pas choisi l'une de ces langues ou a déclaré requérir l'assistance d'un interprète, le Ministre ou son délégué détermine la langue de l'examen, en fonction des besoins des services et instances. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours distinct.

§ 3. Dans les éventuelles procédures subséquentes devant le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, la Commission permanente de recours des réfugiés et le Conseil d'Etat, il est fait usage de la langue choisie ou déterminée conformément au paragraphe 2.

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est applicable. »

L'article 8 de la loi du 10 juillet 1996 prévoit quant à lui des dispositions transitoires, selon lesquelles :

« § 1^{er}. Dès son entrée en vigueur, la présente loi est applicable à toutes les situations visées par ses dispositions.

§ 2. L'article 2 de la présente loi n'est toutefois pas applicable aux demandes de reconnaissance du statut de réfugié introduites avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints peut demander à l'étranger qui a fait la déclaration ou la demande visées aux articles 50 et 51 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers avant l'entrée en vigueur de la présente loi, s'il requiert l'assistance d'un interprète.

Si l'étranger déclare ne pas requérir l'assistance d'un interprète, il peut choisir le français ou le néerlandais comme langue de la procédure. Si, dans un délai d'un mois, il n'a pas réagi à la question de savoir s'il requiert un interprète ou s'il déclare requérir l'assistance d'un interprète, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints peut déterminer librement la langue de l'examen. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours distinct.

L'étranger qui a fait la déclaration ou la demande visées aux articles 50 et 51 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers avant l'entrée en vigueur de la présente loi, indique irrévocablement dans le recours introduit devant la Commission permanente de recours des réfugiés s'il requiert l'assistance d'un interprète. Si l'étranger déclare ne pas requérir l'assistance d'un interprète, il peut choisir le français ou le néerlandais comme langue de la procédure. S'il n'opte pas pour l'une de ces langues ou s'il déclare requérir l'assistance d'un interprète, les premiers présidents déterminent conjointement la langue de la procédure. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours distinct. »

Quant au choix de la langue de la procédure

B.2. La différence de traitement mentionnée aux questions posées dans les affaires inscrites sous les numéros 1282 et 1323 du rôle repose sur une interprétation littérale des deux dispositions comparées.

L'article 2 laisse le choix de la langue à l'étranger s'il « ne déclare pas » requérir l'assistance d'un interprète; l'article 8, § 2, alinéa 4, lui laisse ce choix s'il « déclare ne pas » requérir une telle assistance.

Le premier texte attacherait des effets à l'absence d'une demande, le second à l'expression d'une renonciation.

Il convient toutefois de se demander si les deux textes doivent recevoir une interprétation divergente.

B.3. La Cour constate tout d'abord que, dans le recours ayant donné lieu à son arrêt n^o 77/97, qui était dirigé contre l'article 2 et contre l'article 8, il n'a pas été prétendu que les termes utilisés par ces deux dispositions auraient un sens différent. Le Conseil des ministres avait fait valoir :

« S'agissant des différences faites entre les demandeurs d'asile, le mécanisme mis en place garantit à chacun d'eux le droit de s'exprimer dans la langue de son choix, soit qu'il la choisisse comme langue de procédure – s'agissant du français ou du néerlandais –, soit, s'agissant d'une autre langue, qu'il sollicite l'assistance d'un interprète avec la possibilité d'obtenir la traduction des principaux actes de procédure; [...] » (A.6, alinéa 2).

La Cour a fait à son tour la constatation suivante :

« La Cour relève que les dispositions contestées n'affectent pas le droit, pour les demandeurs d'asile, de choisir expressément le français ou le néerlandais comme langue de procédure. En ce que les demandeurs d'asile peuvent ainsi déterminer la langue dans laquelle sera examinée leur demande, ils ne sont pas traités différemment des usagers des services centraux visés aux articles 41 et 42 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. Ce n'est que lorsqu'ils requièrent l'assistance d'un interprète que les demandeurs d'asile perdent, à l'inverse des usagers des services centraux, cette faculté de choisir eux-mêmes la langue de la procédure. » (B.12.1)

Et elle en a déduit :

« Cette mesure apparaît raisonnablement justifiée au regard des objectifs poursuivis par le législateur. Le fait, pour un demandeur d'asile, de solliciter l'assistance d'un interprète permet en effet de présumer qu'il n'a aucune connaissance du néerlandais ni du français ou qu'il n'a d'une de ces langues qu'une maîtrise imparfaite, et en tout cas insuffisante pour assumer, de façon autonome, le suivi et la défense de sa demande en l'une ou l'autre de ces deux langues. [...] » (B.12.2)

Il s'ensuit que, tant l'article 2 que l'article 8 ont résisté au contrôle de constitutionnalité parce que l'un et l'autre permettent à l'autorité de choisir la langue de la procédure à l'égard d'un demandeur d'asile qui sollicite l'assistance d'un interprète. A aucun moment il n'a été prétendu ou admis que l'article 8 offrirait le même choix aux premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés à l'égard du demandeur d'asile qui a choisi sans équivoque l'une ou l'autre des langues permises mais qui n'a pas, en outre, déclaré ne pas requérir l'assistance d'un interprète.

B.4. La Cour observe ensuite que tant le Conseil des ministres que le Gouvernement flamand interprètent ces dispositions comme ayant une portée identique. En effet, le Conseil des ministres écrit, dans l'affaire portant le numéro 1323 du rôle :

« La différence mise en exergue par le juge judiciaire entre les dispositions des articles 2 et 8 de la loi du 10 juillet 1996 au regard du caractère facultatif de l'emploi des langues ne paraît pas effective, puisque dans l'une et l'autre de ces deux dispositions le législateur a expressément prévu que l'étranger qui ne déclare pas requérir l'assistance d'un interprète peut choisir librement le français ou le néerlandais comme langue de la procédure (article 2, § 2, alinéa 2 et article 8, § 2, alinéa 3 de la loi). »

Quant au Gouvernement flamand, dans la reformulation qu'il suggère, il écrit que l'article 8, § 2, alinéa 4, permet que la langue initialement utilisée soit changée « lorsque le demandeur d'asile en question a demandé l'assistance d'un interprète », ce qui implique qu'un tel changement ne soit pas possible lorsqu'il n'a pas demandé une telle assistance, même s'il n'a pas déclaré explicitement ne pas la vouloir.

B.5. La Cour observe encore que rien dans les travaux préparatoires n'indique que le législateur aurait voulu – et encore moins qu'il aurait justifié – deux régimes distincts selon qu'on se trouve dans le champ d'application de l'article 2 ou de la disposition transitoire inscrite à l'article 8. C'est pour tenir compte d'une observation du Conseil d'Etat que l'article 2 a été écrit dans sa version actuelle. Le législateur n'a pas modifié la rédaction de l'article 8 mais n'a exprimé aucune raison qui justifierait cette disparité de rédaction.

B.6. La différence entre les deux textes ne saurait, pour ce qui est du choix entre le français et le néerlandais respectivement comme langue de l'instruction administrative et de la procédure contentieuse, emporter une différence juridique : l'autorité, tant celle qui est visée à l'article 51/4, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 que celle qui est visée à l'article 8 de la loi du 10 juillet 1996, ne peut désigner le français ou le néerlandais comme langue de l'instruction ou de la procédure que lorsque le candidat-réfugié, au moment déterminé par la loi, n'a opté ni pour le français ni pour le néerlandais comme langue devant être utilisée ou lorsqu'il a demandé l'assistance d'un interprète.

B.7. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Quant au recours distinct

B.8.1. Les questions concernent la compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution, « combinés avec les articles 6 et/ou 13 de la Convention européenne des droits de l'homme », de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996, en ce que cette disposition empêche qu'un recours distinct soit formé contre la décision des premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés relative à la langue de la procédure.

B.8.2. La disposition litigieuse n'a pas pour effet d'interdire à l'étranger concerné de contester la décision des premiers présidents. Elle a pour seul effet de ne permettre cette contestation que dans le recours en cassation qui pourra être exercé devant le Conseil d'Etat contre la décision de la commission statuant sur le recours de l'intéressé.

B.8.3. Sans qu'il y ait lieu d'examiner si les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme sont applicables en l'espèce, il suffit de constater que la mesure en cause ne peut être considérée comme discriminatoire. Il appartient au législateur, spécialement dans les procédures dont il veut accélérer le traitement dans l'intérêt de toutes les parties en cause, d'apprécier si une décision qui concerne l'instruction d'un litige sans toucher au fond de celui-ci peut, dès qu'elle a été prise, faire l'objet d'un recours distinct ou si elle ne peut être attaquée qu'avec la décision définitive.

B.8.4. La Cour n'aperçoit pas par rapport à quelles catégories de personnes qui leur seraient comparables la catégorie d'étrangers visés par la disposition en cause serait discriminée. Elle constate que plusieurs dispositions figurant soit dans des lois particulières, soit dans le Code judiciaire excluent les recours contre des décisions d'avant-dire droit (articles 642, alinéa 1^{er}, 1003, 1013, 893 du Code judiciaire) ou ne permettent d'exercer un tel recours qu'avec le jugement définitif (articles 944 et 1050, alinéa 2, du Code judiciaire).

En ce qui concerne en particulier le choix de la langue, plusieurs dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire excluent tout recours (article 4, § 2, alinéa 2, article 7, § 2, articles 7bis, § 1^{er}, alinéa 3, article 8, article 9, alinéa 4, article 18, § 3, article 26, alinéa 3, article 33, alinéa 2, et article 36, alinéa 4).

B.8.5. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution en tant que, de même que l'article 2 de la loi, il permet à l'autorité de choisir la langue de la procédure à l'égard du demandeur d'asile qui a sollicité l'assistance d'un interprète.

La même disposition ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elle prévoit que la décision des premiers présidents de la Commission permanente de recours des réfugiés qui déterminent conjointement la langue de la procédure n'est susceptible d'aucun recours distinct.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 30 mars 1999.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[C - 99/21251]

Arrest nr. 39/99 van 30 maart 1999

Rolnummers 1210, 1282, 1313 en 1323

In zake : de prejudiciële vragen over artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gesteld door de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans en A. Arts, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de prejudiciële vragen

a. Bij beschikking van 25 november 1997 in zake F. Zekaj en V. Zekaj tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 9 december 1997, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996, die de wet van 15 december 1980 [betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen] heeft gewijzigd, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en/of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat het ieder afzonderlijk beroep tegen de beslissingen van de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen verbiedt ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1210 van de rol van het Hof.

b. Bij beschikking van 19 januari 1998 in zake I. Nikolskiy tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 23 januari 1998, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 [betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen] de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en/of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens :

— doordat de modaliteiten waarin het voorziet voor de daadwerkelijke keuze van de proceduretaal verschillen van die waarin artikel 2 van dezelfde wet voorziet;

— doordat het ieder afzonderlijk beroep tegen de voorbereidende beslissing van de eerste voorzitters uitsluit, en in het bijzonder ieder beroep in kort geding (burgerlijk of administratief) ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1282 van de rol van het Hof.

c. Bij beschikking van 10 maart 1998 in zake I. Masleinnikov en A. Lourova tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 23 maart 1998, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996, die de wet van 15 december 1980 [betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen] heeft gewijzigd, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en/of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat het ieder afzonderlijk beroep tegen de voorbereidende beslissing van de eerste voorzitters uitsluit, en in het bijzonder ieder beroep in kort geding (burgerlijk of administratief) ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1313 van de rol van het Hof.

d. Bij beschikking van 30 maart 1998 in zake J. Aldulemy tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 8 april 1998, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Is het naast elkaar bestaan van de artikelen 2 en 8 van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen niet strijdig met de bepalingen van de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet en, in ondergeschikte orde, met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre het voormelde artikel 8 niet in alle gevallen een vreemdeling die een beroep instelt, lijkt toe te staan zijn belangen zo goed mogelijk te verdedigen, zoals artikel 2 van de genoemde wet hem lijkt toe te staan ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1323 van de rol van het Hof.

II. De feiten en de rechtspleging in het bodemgeschied

De vorderingen die voor de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel zijn ingesteld, strekken ertoe de Belgische Staat of de Belgische Staat en de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen te doen verbieden de procedure van onderzoek naar de hoedanigheid van politiek vluchteling van de eisers voort te zetten in het Nederlands.

Zaak met rolnummer 1210

Het verzoek tot toekenning van de status van politiek vluchteling dat door de eisers was ingesteld, werd ontvankelijk verklaard en hun dossier werd voor onderzoek ten gronde overgezonden aan het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Op 29 april 1997 heeft laatstgenoemde instelling twee beslissingen genomen tot weigering van toekenning van de status van vluchteling. De eisers hebben tegen die beslissingen beroep ingesteld en in hun verzoekschrift de wens uitgedrukt dat de procedure van het beroep in het Frans zou worden gevoerd, vermits een landgenoot had voorgesteld te zorgen voor de vertaling die noodzakelijk is voor het goede verloop van het verhoor. Zij hebben, bij twee ingebrekestellingen, de voortzetting van de procedure in het Frans gevorderd. Hun zaak werd toegewezen aan een Nederlandstalige kamer van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, met toepassing van artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996. Het staat vast dat hun dossier vóór die beslissing in het Frans was behandeld, met de bijstand van een tolk. Het Frans is overigens de taal die de verzoekers hebben gekozen om hun integratieproces aan te vatten.

De Rechtbank merkt op dat zowel de inachtneming van de rechten van de verdediging als de *ratio legis* van de wet van 10 juli 1996 aanleiding lijken te geven tot het bevelen van de voortzetting van de procedure in het Frans, die de taal is die de eisers hebben gekozen. Zij merkt evenwel op dat artikel 8, *in fine*, bepaalt dat de beslissing van de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen niet vatbaar is voor enig afzonderlijk beroep en stelt de hiervoor weergegeven prejudiciële vraag.

Zaak met rolnummer 1282

De eiser heeft een verzoek ingediend om als vluchteling te worden erkend. Op 13 juni 1995 heeft het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen een gunstig advies uitgebracht over het verblijf van de eiser; op 28 april 1997 heeft het hem in het Frans kennis gegeven van een beslissing waarbij zijn erkenning als vluchteling werd geweigerd, na hem met de bijstand van een tolk te hebben gehoord. Op 9 mei 1997 heeft de eiser bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen beroep ingesteld tegen die weigeringsbeslissing, waarin hij uitdrukkelijk heeft betoogd dat hij het Frans had gekozen als te gebruiken taal tijdens de volledige duur van de rechtspleging. De Vaste Commissie besliste, op 13 mei 1997, overeenkomstig artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996 het dossier toe te vertrouwen aan een Nederlandstalige kamer van de Commissie.

De Rechtbank brengt het arrest van het Hof nr. 77/97 van 17 december 1997 in herinnering, maar wijst erop dat het Hof zich enkel heeft uitgesproken over het geval waarin de asielzoeker om de bijstand van een tolk had verzocht of niet een van beide talen had gekozen, wat te dezen niet het geval is, en dat het Hof uitdrukkelijk heeft bevestigd dat de wetgever, volgens de parlementaire voorbereiding, de asielzoeker nochtans het recht wilde garanderen, wanneer hij daadwerkelijk Frans of Nederlands spreekt, gehoord te worden in de taal van zijn keuze en dat de betwiste bepalingen niet het recht, voor de asielzoekers, raken om uitdrukkelijk het Frans of het Nederlands als proceduretaal te kiezen, op voorwaarde evenwel dat de betrokkene verklaart geen tolk te willen.

De Rechtbank merkt op dat artikel 2 van de wet van 10 juli 1996 bepaalt dat, indien de vreemdeling niet verklaart de hulp van een tolk te verlangen, hij het Frans of het Nederlands kan kiezen als taal van het onderzoek. In dat geval is geen uitdrukkelijke verklaring van de asielzoeker dat hij geen tolk wenst vereist, maar volstaat het dat in zijn verzoekschrift daaromtrent niets wordt vermeld. Gelet op de parlementaire voorbereiding van de wet vraagt de Rechtbank zich af of het kan worden verantwoord dat men aan een asielzoeker die Frans spreekt en niet om de hulp van een tolk verzoekt, de behandeling van zijn beroep in het Nederlands oplegt.

De Rechtbank vraagt zich ook af wat nog de draagwijdte is van artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet, dat bepaalt dat de betrokkene « in zijn verzoekschrift waarbij het beroep wordt ingesteld bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, onherroepelijk aangeeft of hij de hulp van een tolk nodig heeft, in zoverre, bij ontstentenis van een dergelijke verklaring en in weerwil van zijn keuze voor het Frans of het Nederlands die hij kenbaar heeft gemaakt, de eerste voorzitters het onderzoek van dat beroep nog kunnen toewijzen aan een kamer van de andere taalrol, en daarbij aan de asielzoeker een tolk kunnen verschaffen die hij bij het indienen van zijn beroep nochtans niet had gevraagd ». De Rechtbank wijst erop dat het Hof zich in zijn arrest nr. 77/97 van 17 december 1997 niet heeft uitgesproken over het eventuele discriminerende onderscheid dat is ingevoerd door het verschil tussen het stelsel van artikel 2 en dat van artikel 8 van de wet.

De Rechtbank merkt, tot slot, op dat het Hof in dat arrest niet heeft onderzocht of artikel 8 van de wet de regel van de daadwerkelijke rechtshulp in de zin van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en/of de regel van het recht op een eerlijk proces in de zin van artikel 6 van het Verdrag niet schond. Zij beslist bijgevolg de hiervoor weergegeven prejudiciële vraag te stellen.

Zaak met rolnummer 1313

De eisers in het bodemgeschil hebben een aanvraag ingediend om als vluchteling te worden erkend. Het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen heeft hun in het Frans kennis gegeven van een beslissing tot weigering van erkenning als vluchteling, waartegen zij bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen een beroep hebben ingesteld, waarin zij uitdrukkelijk hadden vermeld dat zij het Frans kozen als tijdens de volledige duur van de rechtspleging te gebruiken taal. Bij beslissing van 30 juli 1997, genomen overeenkomstig artikel 8, § 2, van de wet van 10 juli 1996, werd hun dossier toevertrouwd aan een Nederlandstalige kamer.

De Rechtbank brengt het arrest van het Hof nr. 77/97 van 17 december 1997 in herinnering, maar om redenen die soortgelijk zijn aan die welke in de zaak met rolnummer 1282 naar voren werden gebracht met betrekking tot de ontstentenis van onderscheiden beroep tegen de beslissing van de eerste voorzitters, beslist zij de hiervoor weergegeven prejudiciële vraag te stellen.

Zaak met rolnummer 1323

Tegen de eiser, die kandidaat politiek vluchteling is, werd een in het Frans opgestelde beslissing tot weigering van verblijf genomen, met bevel het grondgebied te verlaten. Hij heeft een beroep ingesteld. Het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen heeft geoordeeld dat het beroep ontvankelijk was en heeft nadien geweigerd de eiser als vluchteling te erkennen. Die beslissingen werden opgesteld in het Nederlands.

De eiser heeft een beroep ingesteld voor de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen. Hij verklaart uitdrukkelijk de Franse taal te kiezen en is van mening dat hij het recht heeft zich kosteloos te laten bijstaan door een tolk. Bij de beslissing genomen met toepassing van artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996, die dateert van 12 juli 1997, wordt die zaak toevertrouwd aan een Nederlandstalige kamer van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen.

De Rechtbank brengt het reeds aangehaalde arrest van het Hof nr. 77/97 van 17 december 1997 in herinnering, maar merkt op dat het Hof geen onderscheid lijkt te hebben gemaakt tussen het mechanisme dat bij artikel 2 van de wet is ingesteld en het mechanisme dat bij artikel 8 is ingesteld. Zij preciseert dat bijgevolg blijkt dat in het door artikel 8 van de wet van 10 juli 1996 — weliswaar als overgangsbepaling — gestelde geval de door het Hof in zijn voormelde arrest nr. 77/97 opgeworpen duidelijkheid en rechtszekerheid niet gewaarborgd zijn. Zij stelt bijgevolg de hiervoor weergegeven prejudiciële vraag.

*III. De rechtspleging voor het Hof**a) In de zaak met rolnummer 1210*

Bij beschikking van 9 december 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 6 januari 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 januari 1998.

Memories zijn ingediend door :

— F. Zekaj en V. Zekaj, samenwonende te 1430 Roosbeek, rue Marais Ascailles 1, bij op 20 februari 1998 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 20 februari 1998 ter post aangetekende brief.

b) In de zaak met rolnummer 1282

Bij beschikking van 23 januari 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 13 maart 1998 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1998.

Memories zijn ingediend door :

— I. Nikolskiy, wonende te 4020 Luik, Square Micha 1/223, bij op 17 april 1998 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, bij op 17 april 1998 ter post aangetekende brief.

c) In de zaak met rolnummer 1313

Bij beschikking van 23 maart 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 25 maart 1998 heeft de voorzitter de termijn om een memorie in te dienen ingekort tot dertig dagen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 30 maart 1998 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot inkorting van de termijn en van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1998.

Memories zijn ingediend door :

— de Ministerraad, bij op 17 april 1998 ter post aangetekende brief;

— I. Masleinnikov en A. Lourova, samenwonende te 4000 Luik, rue des Guillemins 108, bij op 20 april 1998 ter post aangetekende brief.

d) In de zaak met rolnummer 1323

Bij beschikking van 8 april 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 29 april 1998 heeft de voorzitter de termijn om een memorie in te dienen ingekort tot dertig dagen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 30 april 1998 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking tot inkorting van de termijn en van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 mei 1998.

Memories zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 2 juni 1998 ter post aangetekende brief;
- de Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, bij op 3 juni 1998 ter post aangetekende brief.

e) *In de vier zaken*

Bij beschikkingen van 28 januari 1998, 25 maart 1998 en 29 april 1998 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Bij beschikkingen van 27 mei 1998 en 26 november 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 9 december 1998 en 9 juni 1999.

Van de memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 6 juli 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- F. Zekaj en V. Zekaj, bij op 17 juli 1998 ter post aangetekende brief;
- I. Nikolskiy, bij op 16 juli 1998 en 28 juli 1998 ter post aangetekende brieven;
- I. Masleinnikov en A. Lourova, bij op 16 juli 1998 en 28 juli 1998 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 18 november 1998 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 9 december 1998, nadat het de partijen had verzocht te antwoorden ter terechtzitting op volgende vraag :

« Moet uit het verschil in woordgebruik tussen artikel 2 van de wet van 10 juli 1996, naar luid waarvan de vreemdeling, indien hij *niet verklaart* de hulp van een tolk te verlangen, het Nederlands of het Frans als taal van het onderzoek kan kiezen, en artikel 8 van dezelfde wet, naar luid waarvan de vreemdeling, indien hij *verklaart geen* hulp van een tolk nodig te hebben (eigen cursiveringen) het Nederlands of het Frans als taal van het onderzoek kan kiezen, worden afgeleid dat in het tweede geval, anders dan in het eerste, de keuze van de taal afhankelijk zou zijn van een uitdrukkelijke verklaring dat geen tolk nodig is, en, zo ja, wat verantwoordt dit onderscheid ? »

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 20 november 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 9 december 1998 :

— zijn verschenen :

- . Mr. T. Frankin, advocaat bij de balie te Brussel, voor F. Zekaj en V. Zekaj;
- . Mr. E. Therer *loco* Mr. V. Puzaj, advocaten bij de balie te Luik, voor I. Nikolskiy, I. Masleinnikov en A. Lourova;
- . Mr. P. Legros en Mr. J. Sohier, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- . Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

IV. *In rechte*

— A —

Standpunt van de eisende partijen in de zaak met rolnummer 1210

A.1.1. Overeenkomstig de interne bepalingen van onze rechtsorde, zoals de artikelen 30, 144 en 145 van de Grondwet, de artikelen 7 en 11 van het Burgerlijk Wetboek en de artikelen 1, § 1, en 41, § 1, van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn de eisende partijen van oordeel dat zij het recht hebben de taal te kiezen in de betrekkingen die zij met gesprekspartners in de administratieve sfeer aanknopen. De partijen hebben een belangrijke inspanning geleverd om het Frans te beheersen, met de bedoeling hun integratiewil gestalte te geven, maar ook om op de meest actieve manier bij te dragen tot het onderzoek van hun aanvraag om als vluchteling te worden erkend. Zij vervullen aldus een daadwerkelijke algemene verplichting die hun is opgelegd om actief mee te werken aan de procedure. Dat is onmogelijk zonder de proceduretaal te beheersen. Een plotse verandering van die proceduretaal is een onoverkomelijk probleem voor de eisende partijen en bemoeilijkt de raadpleging van de stukken van het dossier.

Blijkens het arrest nr. 14/97 van het Hof is de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen een administratief rechtscollege, waaraan door de wetgever een contentieux is toevertrouwd dat betrekking heeft op een politiek recht, namelijk de erkenning als vluchteling. Het betreft een contentieux van volle rechtsmacht, wat de Vaste Commissie ertoe noopt als scheidsrechter op te treden in betwistingen over de procedurele aspecten die zich voor haar voordoen, zoals het probleem van de vaststelling van de proceduretaal. Vermits zij geen betrekking kunnen hebben op politieke rechten *stricto sensu*, wordt bij de beslissingen waarbij uitspraak wordt gedaan over procedurele aspecten van het onderzoek met het oog op de erkenning als vluchteling, zoals de beslissing van de eerste voorzitters waarbij zij uitspraak doen over de proceduretaal, in werkelijkheid uitspraak gedaan over een burgerlijk recht.

« Het feit dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen een administratief rechtscollege is, belast met een contentieux van volle rechtsmacht, houdt in dat zij zich moet uitspreken over proceduregeschillen die voor haar worden opgeworpen. Maar dusdoende kan men niet betogen dat zij dan optreedt "in uitoefening van een functie die in een dergelijke verhouding staat tot de prerogatieven van het openbaar gezag van de Staat, dat zij zich buiten de werkingssfeer bevindt van de gedingen van burgerlijke aard in de zin van artikel 144 van de Grondwet". »

A.1.2. Tegen de beslissing om de proceduretaal vast te stellen, genomen door de eerste voorzitters van de Vaste Commissie, kan bij de Raad van State noch een beroep tot vernietiging, noch een vordering tot schorsing worden ingesteld. Het enige mogelijke beroep is het beroep tot vernietiging tegen de eindbeslissing, dat beantwoordt aan de vereisten van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, maar niet de noodzakelijke doeltreffendheid vertoont om te beantwoorden aan de vereisten van artikel 13 van dat Verdrag, wegens de ontstentenis van opschortende werking en wegens de termijn die nodig is om de Raad van State uitspraak te laten doen, wat die beslissing overbodig maakt indien de kandidaat-vluchteling ondertussen werd uitgezet.

Ten aanzien van de weigering van de Vaste Commissie om te waken over de inachtneming van het recht van de eisers op keuze van de taal, door desnoods de toepassing van artikel 8, § 2, vierde lid, van de betwiste wet te weren, met toepassing van artikel 159 van de Grondwet, werden zaken aanhangig gemaakt bij de burgerlijke rechtscolleges.

Ten aanzien van de klaarblijkelijke schending van een burgerlijk recht kon enkel bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg een beroep worden ingesteld dat zou kunnen voldoen aan het vereiste van doeltreffendheid vastgesteld bij artikel 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Het arrest nr. 77/97 van 17 december 1997 van het Hof biedt de voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel zitting houdende in kort geding niet de mogelijkheid om het geschil te beslechten dat bij hem aanhangig is gemaakt, noch het Hof de mogelijkheid om, in het kader van de zogeheten filterprocedure, te verwijzen naar een van zijn arresten waarbij de desbetreffende prejudiciële vraag reeds werd beslecht.

A.1.3. Door de ontstentenis van een daadwerkelijk beroep schendt artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en/of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Standpunt van de eiser in de zaak met rolnummer 1282

A.2.1. Artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996 voert een onverantwoorde discriminatie in onder de asielzoekers, naargelang het verzoek al dan niet dateert van vóór de inwerkingtreding van die wet, namelijk vóór 22 oktober 1996. Dat verschil vloeit voort uit de vergelijking van de tekst van artikel 8 met de tekst van artikel 2 van de wet. In de eerste tekst kan de vreemdeling het Frans of het Nederlands kiezen indien hij verklaart geen bijstand van een tolk nodig te hebben; in de tweede tekst wordt hem die mogelijkheid geboden indien hij niet verklaart de bijstand van een tolk te vragen. Dat verschil in behandeling kan niet worden verantwoord en bestraft de asielzoekers die, zoals de eiser, hun asielaanvraag hebben ingediend vóór 22 oktober 1996.

Dat verschil in behandeling is des te ernstiger daar het geenszins beantwoordt aan de beweegredenen die ten grondslag hebben gelegen aan de aanneming van artikel 8, § 2, vierde lid. De bepaling schendt dan ook de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

De ontstentenis van een onderscheiden beroep tegen de beslissing van de eerste voorzitters waarbij de proceduretaal wordt vastgesteld, schendt bovendien diezelfde bepalingen.

A.2.2. Het arrest nr. 77/97 van 17 december 1997 van het Hof wordt ten onrechte aangevoerd, want het heeft betrekking op een zaak die volstrekt verschillend, en zelfs tegenovergesteld is aan deze zaak. In dat arrest concludeert het Hof tot de verenigbaarheid van de bepaling ingeval de asielzoeker om de bijstand van een tolk heeft verzocht of niet uitdrukkelijk heeft gekozen tussen het Frans of het Nederlands. Te dezen heeft de asielzoeker evenwel niet om de bijstand van een tolk verzocht en heeft hij uitdrukkelijk gekozen voor het Frans. Er is dus geen sprake van een proceduremisbruik, in de zin waarin de wetgever dat opvat, en er bestaat aanleiding toe de wil van die wetgever toe te passen, namelijk dat aan de asielzoeker die werkelijk een van beide talen kent, wordt gewaarborgd dat hij in de taal van zijn keuze kan worden gehoord.

A.2.3. De asielzoeker verblijft sedert 1991 in het Franstalige landsgedeelte en heeft een perfecte kennis van het Frans kunnen verwerven. Wanneer hij op 9 mei 1997 tegen de beslissing van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen een beroep heeft ingesteld, heeft hij dan ook de Franse taal gekozen voor de hele duur van de rechtspleging en heeft hij niet om de bijstand van een tolk verzocht. Zijn geval is bijgevolg volledig verschillend van de gevallen die werden beoogd met de wet van 10 juli 1996, waarvan de geest erin bestond sommige proceduremisbruiken tegen te gaan.

Standpunt van de eisende partijen in de zaak met rolnummer 1313

A.3.1. De ontstentenis van een onderscheiden beroep tegen de beslissing van de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen waarbij de proceduretaal wordt vastgesteld, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en/of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Een beroep tot vernietiging voor de Raad van State, dat gezamenlijk is ingesteld tegen de beslissing ten gronde en tegen de beslissing van de eerste voorzitters waarbij de proceduretaal wordt vastgesteld, is geen daadwerkelijke rechtshulp in de zin van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Vermits de Raad van State geen uitspraak kan doen voordat de Dienst Vreemdelingenzaken aan de asielzoeker een bevel het grondgebied te verlaten heeft betekend, kan dat beroep niet als daadwerkelijke rechtshulp worden gekwalificeerd.

Te dezen hebben de eisende partijen uitdrukkelijk het Frans gekozen in hun beroep voor de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, omdat zij Frans spreken en wensen te worden gehoord in de taal die zij begrijpen. Er is dus geen manoeuvre in de procedure aangewend dat zou verantwoorden dat hun een van beide talen wordt opgelegd.

A.3.2. De eisers wonen reeds meer dan vijf jaar in het Franstalig landsgedeelte; zij spreken en beheersen perfect het Frans. Het ligt voor de hand dat de beweegredenen van de wetgever niet van toepassing zijn op hun situatie.

Standpunt van de Ministerraad in de zaken met rolnummers 1210, 1282, 1313 en 1323

A.4.1. Het arrest van het Hof nr. 77/97 van 17 december 1997 wordt in herinnering gebracht. Om dezelfde reden bestaat er aanleiding toe de prejudiciële vragen ontkennend te beantwoorden.

De beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie kunnen te dezen niet in het geding zijn, vermits de betwiste bepaling betrekking heeft op alle asielzoekers, en alleen op hen. Die personen kunnen niet het slachtoffer zijn van een verschil in behandeling ten opzichte van andere categorieën van rechtzoekenden, vermits de procedure van erkenning als politiek vluchteling hun eigen is.

Andere arresten van het Hof worden aangevoerd ter verantwoording van maatregelen op wetgevend vlak die beogen proceduremisbruiken tegen te gaan, of van het ontbreken van een procedure van administratief kort geding. Te dezen ontnemt het verbod van ieder afzonderlijk beroep tegen de beslissingen van de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen betreffende het gebruik van het Frans of het Nederlands, dat beantwoordt aan de zorg om proceduremisbruiken tegen te gaan, de asielzoekers geenszins een beroep, vermits zij de tussenbeslissing waarbij de proceduretaal werd vastgesteld in alle gevallen gelijktijdig kunnen aanvechten met de beslissing ten aanzien van hun hoofdvordering.

Tot slot moet worden opgemerkt dat, met de handeling waarbij de administratieve overheid de proceduretaal vaststelt, wordt beoogd een gelijkmatige verdeling van de dossiers tussen de twee taalrollen te waarborgen en dat die beslissing geen enkele weerslag heeft op het juridische vlak, aangezien zij in geen enkel opzicht vooruitloopt op de eindbeslissing over de asielaanvraag. Te dezen ontnemt artikel 8, § 2, vierde lid, van de betwiste wet de asielzoekers geenszins een beroep, maar beperkt het zich ertoe nadere regelen van uitoefening van dat beroep vast te stellen.

A.4.2. Ten overvloede moeten vraagtekens worden geplaatst bij de toepassing van de artikelen 6 en/of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens : de aanvraag om als politiek vluchteling te worden erkend, lijkt niet te kunnen worden gekwalificeerd als een betwisting betreffende « burgerlijke rechten en verplichtingen » of als een « strafvervolgning ». Artikel 13 van het Verdrag lijkt evenmin toepasselijk te zijn, vermits het gepaard moet gaan met een andere normatieve bepaling van het Verdrag, wat te dezen niet het geval lijkt te kunnen zijn. Bovendien wordt die bepaling niet beschouwd als een bepaling met rechtstreekse werking in het interne recht.

A.4.3. In de zaak met rolnummer 1323 merkt de Ministerraad bovendien op dat het door de justitiële rechter beklemtoonde verschil tussen de bepalingen van de artikelen 2 en 8 van de wet van 10 juli 1996 ten aanzien van het facultatieve karakter van het gebruik der talen, niet daadwerkelijk lijkt te zijn, vermits, zowel in de eerstgenoemde als in de laatstgenoemde van die twee bepalingen, de wetgever uitdrukkelijk heeft bepaald dat de vreemdeling die niet verklaart de bijstand van een tolk nodig te hebben, vrij het Frans of het Nederlands als proceduretaal kan kiezen. Er bestaat dus geen enkel verschil in behandeling, en de aan het Hof ter toetsing voorgelegde bepalingen schenden niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Standpunt van de Vlaamse Regering (zaak met rolnummer 1323)

A.5.1. De prejudiciële vraag voldoet niet aan de voorwaarden vastgesteld bij artikel 26, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, dat het Hof niet toestaat « het naast elkaar bestaan » van twee wetsbepalingen aan het gelijkheidsbeginsel te toetsen.

A.5.2. De prejudiciële vraag moet als volgt worden geherformuleerd :

« Schendt de overgangsbepaling van artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de artikelen 10 en 11 van de grondwet, op zichzelf genomen of in samenhang met artikel 6 van het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in zoverre zij het mogelijk maakt dat een in één taal ingezette asielpprocedure in een andere taal wordt verdergezet wanneer de betrokken asielzoeker om de bijstand van een tolk heeft gevraagd, als gevolg waarvan de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen gezamenlijk de taal van de rechtspleging bepalen ? »

A.5.3. De prejudiciële vraag moet worden beantwoord in de zin van wat door het Hof werd beslist in zijn reeds aangehaalde arrest nr. 77/97. Daaraan doet geen afbreuk dat de gewraakte overgangsbepaling het mogelijk maakt dat een in één taal aangevatte asielpprocedure in een andere taal wordt voortgezet, wanneer de betrokken asielzoeker om de bijstand van een tolk heeft verzocht. De betrokkene beschikte immers over het recht te verklaren geen hulp van een tolk nodig te hebben, op grond waarvan hij vrij het Nederlands of het Frans als proceduretaal kon kiezen. Nergens wordt die keuze afhankelijk gesteld van de daadwerkelijke kennis van een van die talen en zij kan bijvoorbeeld worden gemaakt om een eentalige raadsman ter wille te zijn. Toegepast op het onderhavige geval betekent zulks dat de betrokkene de destijds in het Frans begonnen procedure in diezelfde taal kon laten voortzetten. Dat de betrokkene, door de proceduretaal te laten kiezen door zijn advocaat, zichzelf de bijstand van een tolk ontzegt, is evenmin onverantwoord. Men kan immers bezwaarlijk eisen dat de overheid die een tolk ter beschikking stelt van iemand die noch Nederlands, noch Frans begrijpt om hem in staat te stellen zijn aanvraag persoonlijk te volgen en te verdedigen, hem bovendien moet toestaan de proceduretaal te kiezen, omdat die aanvraag moet worden gevolgd en verdedigd door een raadsman die de proceduretaal niet beheerst.

Anderzijds, is ook het recht op vrije keuze van een raadsman niet absoluut. Zo kan de vrije keuze van advocaat, en dus van een eentalige advocaat, bezwaarlijk met zich meebrengen dat de proceduretaal vrij gekozen moet kunnen worden.

Tot slot moet worden opgemerkt dat noch artikel 30 van de Grondwet, noch de artikelen 6 of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens een absoluut recht toekennen om in de taal van zijn keuze gehoord en berecht te worden. Daaruit vloeit *a contrario* voort dat er geen sprake is van vrije keuze van de taal van de procedure, noch in bestuurszaken, noch in gerechtszaken.

— B —

Ten aanzien van de in het geding zijnde bepalingen

B.1. De wet van 10 juli 1996 wijzigt de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, door, naar gelang van het geval, die wet aan te vullen of sommige bepalingen ervan te vervangen.

Artikel 2 voegt in de wet van 15 december 1980 een artikel 51/4 in, dat luidt :

« § 1. Het onderzoek van de in de artikelen 50 en 51 bedoelde verklaring of aanvraag geschiedt in het Nederlands of in het Frans.

De taal van het onderzoek is tevens de taal van de beslissing waartoe het aanleiding geeft alsmede die van de eventuele daaropvolgende beslissingen tot verwijdering van het grondgebied.

§ 2. De vreemdeling, bedoeld in de artikelen 50 of 51, dient onherroepelijk en schriftelijk aan te geven of hij bij het onderzoek van de in de vorige paragraaf bedoelde aanvraag de hulp van een tolk nodig heeft.

Indien de vreemdeling niet verklaart de hulp van een tolk te verlangen, kan hij volgens dezelfde regels het Nederlands of het Frans kiezen als taal van het onderzoek.

Indien de vreemdeling geen van die talen heeft gekozen of verklaard heeft de hulp van een tolk te verlangen, bepaalt de Minister of zijn gemachtigde de taal van het onderzoek, in functie van de noodwendigheden van de diensten en instanties. Tegen die beslissing kan geen afzonderlijk beroep worden ingesteld.

§ 3. In de eventuele daaropvolgende procedures voor de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, voor de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen en voor de Raad van State wordt de taal gebruikt die overeenkomstig paragraaf 2 is gekozen of bepaald.

Paragraaf 1, tweede lid, is van toepassing. »

Artikel 8 van de wet van 10 juli 1996 voorziet zijnerzijds in overgangsbepalingen, die luiden :

« § 1. Vanaf haar inwerkingtreding is deze wet van toepassing op alle bij haar bepalingen bedoelde toestanden.

§ 2. Artikel 2 van deze wet is evenwel niet van toepassing op de aanvragen tot erkenning van de status van vluchteling ingediend vóór de inwerkingtreding van deze wet.

De Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten kan de vreemdeling die de verklaring of de aanvraag bedoeld in de artikelen 50 en 51 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, heeft afgelegd vóór de inwerkingtreding van onderhavige wet, vragen of hij de hulp van een tolk nodig heeft.

Indien de vreemdeling verklaart geen hulp van een tolk nodig te hebben, kan hij het Nederlands of het Frans als taal van het onderzoek kiezen. Reageert hij niet binnen een termijn van een maand op de vraag of hij de hulp van een tolk nodig heeft of verklaart hij de hulp van een tolk nodig te hebben, dan kan de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten vrij de taal van het onderzoek bepalen. Deze beslissing is niet vatbaar voor enig afzonderlijk beroep.

De vreemdeling die de verklaring of de aanvraag bedoeld in de artikelen 50 en 51 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, heeft afgelegd vóór de inwerkingtreding van deze wet, geeft in zijn verzoekschrift waarbij het beroep wordt ingesteld bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, onherroepelijk aan of hij de hulp van een tolk nodig heeft. Indien de vreemdeling verklaart geen hulp van een tolk nodig te hebben, kan hij het Nederlands of het Frans als taal van de rechtspleging kiezen. Kiest hij niet voor een van deze talen of verklaart hij de hulp van een tolk nodig te hebben, dan bepalen de eerste voorzitters gezamenlijk de taal van de rechtspleging. Deze beslissing is niet vatbaar voor enig afzonderlijk beroep. »

Ten aanzien van de keuze van de proceduretaal

B.2. Het verschil in behandeling vermeld in de vragen die zijn gesteld in de zaken die zijn ingeschreven onder de rolnummers 1282 en 1323 berust op een letterlijke interpretatie van de twee bepalingen die met elkaar worden vergeleken.

Artikel 2 laat de keuze van de taal aan de vreemdeling, indien hij « niet verklaart » de hulp van een tolk te wensen; artikel 8, § 2, vierde lid, laat hem die keuze wanneer hij « verklaart geen » dergelijke hulp te verlangen.

De eerste tekst zou gevolgen verbinden aan de ontstentenis van een verzoek, de tweede aan het uiten van een afzien ervan.

De vraag dient echter te worden gesteld of die beide teksten op uiteenlopende wijze moeten worden geïnterpreteerd.

B.3. Het Hof stelt in de eerste plaats vast dat, in het beroep dat aanleiding heeft gegeven tot zijn arrest nr. 77/97 en dat gericht was tegen artikel 2 en tegen artikel 8, er niet beweerde is dat de in die beide bepalingen gebruikte bewoordingen een verschillende betekenis zouden hebben. De Ministerraad had doen gelden :

« Wat de verschillen onder de asielzoekers betreft, garandeert het ingevoerde mechanisme aan elk van hen het recht zich uit te drukken in de taal die hij heeft gekozen, hetzij dat hij die kiest als proceduretaal — waarbij het om het Frans of het Nederlands gaat —, hetzij, wanneer het om een andere taal gaat, dat hij de bijstand van een tolk vraagt met de mogelijkheid de vertaling van de voornaamste procedurestukken te krijgen; [...]. » (A.6, tweede alinea)

Het Hof heeft op zijn beurt de volgende vaststelling gedaan :

« Het Hof doet opmerken dat de betwiste bepalingen niet het recht, voor de asielzoekers, raken om uitdrukkelijk het Frans of het Nederlands als proceduretaal te kiezen. In zoverre de asielzoekers aldus de taal kunnen bepalen waarin hun aanvraag zal worden onderzocht, worden zij niet anders behandeld dan de gebruikers van de centrale diensten bedoeld in de artikelen 41 en 42 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Het is slechts wanneer zij de bijstand van een tolk vragen dat de asielzoekers, in tegenstelling tot de gebruikers van de centrale diensten, die mogelijkheid om zelf de proceduretaal te kiezen, verliezen. » (B.12.1)

En het heeft eruit afgeleid :

« Die maatregel blijkt redelijkerwijze verantwoord te zijn ten aanzien van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen. Op grond van het feit dat een asielzoeker om de bijstand van een tolk verzoekt, kan immers worden vermoed dat hij van het Nederlands net zoals van het Frans geen of slechts een onvolmaakte en in ieder geval onvoldoende kennis heeft om, zelfstandig, in een van die beide talen zijn aanvraag te volgen en ze te verdedigen [...]. » (B.12.2)

Daaruit volgt dat zowel artikel 2 als artikel 8 de grondwettigheidstoetsing hebben doorstaan, omdat beide de overheid toestaan de proceduretaal te kiezen ten aanzien van een asielzoeker die de bijstand van een tolk vraagt. Op geen enkel ogenblik is beweerd of aangenomen dat artikel 8 aan de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen dezelfde keuze zou bieden ten aanzien van de asielzoeker die ondubbelzinnig een van de beide toegelaten talen heeft gekozen, maar die bovendien niet heeft verklaard niet de bijstand van een tolk te verlangen.

B.4. Het Hof merkt vervolgens op dat zowel de Ministerraad als de Vlaamse Regering die bepalingen zo interpreteren dat ze een identieke draagwijdte hebben. De Ministerraad schrijft immers in de zaak met rolnummer 1323 :

« Het verschil dat door de justitiële rechter wordt onderstreept tussen de bepalingen van artikel 2 en van artikel 8 van de wet van 10 juli 1996 ten aanzien van het facultatieve karakter van het gebruik der talen blijkt niet relevant, vermits in die beide bepalingen de wetgever uitdrukkelijk heeft gesteld dat de vreemdeling die niet verklaart de bijstand van een tolk te verlangen vrij het Nederlands of het Frans als proceduretaal kan kiezen (artikel 2, § 2, tweede lid, en artikel 8, § 2, derde lid, van de wet). »

De Vlaamse Regering schrijft, in de door haar gesuggereerde herformulering, dat artikel 8, § 2, vierde lid, toestaat dat de oorspronkelijk gebruikte taal wordt veranderd « wanneer de betrokken asielzoeker om de bijstand van een tolk heeft gevraagd », wat impliceert dat een dergelijke verandering niet mogelijk is wanneer hij een dergelijke bijstand niet heeft gevraagd, zelfs wanneer hij niet expliciet heeft verklaard die niet te willen.

B.5. Het Hof merkt voorts op dat in de parlementaire voorbereiding niets erop wijst dat de wetgever twee verschillende stelsels zou hebben gewild — en nog minder zou hebben verantwoord — naargelang men zich in de toepassingsfeer van artikel 2 of van de in artikel 8 vervatte overgangsbepaling bevindt. Artikel 2 is in zijn huidige versie geschreven teneinde rekening te houden met een opmerking van de Raad van State. De wetgever heeft de redactie van artikel 8 niet gewijzigd, maar heeft geen enkele reden vermeld welke die verschillende redactie zou verantwoordden.

B.6. Het verschil tussen de beide teksten kan, wat de keuze tussen het Nederlands en het Frans respectievelijk als taal van het administratief onderzoek en van de geschilprocedure betreft, niet tot een rechtsverschil leiden : de overheid, zowel die bedoeld in artikel 51/4, § 2, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 als die bedoeld in artikel 8 van de wet van 10 juli 1996, kan het Nederlands of het Frans als taal van onderzoek of van procedure enkel aanwijzen wanneer de kandidaat-vluchteling op het in de wet bepaalde tijdstip noch het Nederlands, noch het Frans als de te gebruiken taal heeft aangegeven of wanneer hij de bijstand van een tolk heeft gevraagd.

B.7. De prejudiciële vraag moet ontkennend worden beantwoord.

Wat het afzonderlijke beroep betreft

B.8.1. De vragen betreffen de bestaanbaarheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, « in samenhang gelezen met de artikelen 6 en/of 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens », van artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996, doordat die bepaling verhindert dat een afzonderlijk beroep zou worden ingesteld tegen de beslissing van de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen inzake de taal van de rechtspleging.

B.8.2. De betwiste bepaling heeft niet tot gevolg dat aan de betrokken vreemdeling wordt verboden de beslissing van de eerste voorzitters te betwisten. Zij heeft tot enkel gevolg die betwisting slechts toe te staan in het cassatieberoep dat voor de Raad van State zou kunnen worden uitgeoefend tegen de beslissing van de commissie die uitspraak doet over het beroep van de betrokkene.

B.8.3. Zonder dat dient te worden onderzocht of de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens te dezen van toepassing zijn, volstaat het vast te stellen dat de in het geding zijnde maatregel niet als discriminerend kan worden beschouwd. Het staat aan de wetgever, in het bijzonder in de procedure waarvan hij de behandeling in het belang van alle in het geding zijnde partijen wil versnellen, te oordelen of een beslissing die het onderzoek van een geschil betreft zonder de grond ervan te raken, zodra ze is genomen, het voorwerp kan uitmaken van een afzonderlijk beroep dan wel slechts met de eindbeslissing kan worden aangevochten.

B.8.4. Het Hof ziet niet ten aanzien van welke categorieën van personen waarmee ze vergelijkbaar zouden zijn, de categorie van vreemdelingen, bedoeld in de in het geding zijnde bepaling, gediscrimineerd zou zijn. Het stelt vast dat verscheidene bepalingen die vermeld zijn, hetzij in bijzondere wetten, hetzij in het Gerechtelijk Wetboek, beroepen tegen beslissingen alvorens recht te doen uitsluiten (artikelen 642, eerste lid, 1003, 1013 en 893 van het Gerechtelijk Wetboek) of het instellen van een dergelijk beroep slechts met het eindvonnis toestaan (artikelen 944 en 1050, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

Wat inzonderheid de keuze van de taal betreft, sluiten verscheidene bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken elk beroep uit (artikel 4, § 2, tweede lid, artikel 7, § 2, artikel 7bis, § 1, derde lid, artikel 8, artikel 9, vierde lid, artikel 18, § 3, artikel 26, derde lid, artikel 33, tweede lid, en artikel 36, vierde lid).

B.8.5. De prejudiciële vraag dient ontkennend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, schendt niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het, evenals artikel 2 van de wet, de overheid toestaat de proceduretaal te kiezen ten aanzien van de asielzoeker die de hulp van een tolk heeft gevraagd.

Dezelfde bepaling schendt niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat ze bepaalt dat tegen de beslissing van de eerste voorzitters van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen die gezamenlijk de proceduretaal vaststellen, geen afzonderlijk beroep kan worden ingesteld.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 30 maart 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

 ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[C - 99/21251]

Urteil Nr. 39/99 vom 30. März 1999

Geschäftsverzeichnisnummern 1210, 1282, 1313 und 1323

In Sachen: Präjudizielle Fragen in bezug auf Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, gestellt vom Gericht erster Instanz Brüssel.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans und A. Arts, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der präjudiziellen Fragen*

a. In seiner Anordnung vom 25. November 1997 in Sachen F. Zekaj und V. Zekaj gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigung am 9. Dezember 1997 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996, welches das Gesetz vom 15. Dezember 1980 [über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern] abändert hat, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und/oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, indem er jeden separaten Widerspruch gegen die Beschlüsse der ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge verbietet? »

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1210 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. In seiner Anordnung vom 19. Januar 1998 in Sachen I. Nikolskiy gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 23. Januar 1998 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 [über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern] gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und/oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

— indem die darin vorgesehenen Modalitäten für die tatsächliche Wahl der Verfahrenssprache von denjenigen abweichen, die in Artikel 2 desselben Gesetzes vorgesehen sind;

— indem er jeden separaten Widerspruch gegen den vorbereitenden Beschluß der ersten Vorsitzenden ausschließt, insbesondere jeden Widerspruch im Verfahren der einstweiligen Entscheidung (in Zivil- oder Verwaltungssachen)? »

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1282 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

c. In seiner Anordnung vom 10. März 1998 in Sachen I. Masleinnikov und A. Lourova gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigung am 23. März 1998 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 [über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern] gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und/oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, indem er jeden separaten Widerspruch gegen den vorbereitenden Beschluß der ersten Vorsitzenden ausschließt, insbesondere jeden Widerspruch im Verfahren der einstweiligen Entscheidung (in Zivil- oder Verwaltungssachen)? »

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1313 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

d. In seiner Anordnung vom 30. März 1998 in Sachen J. Aldulemy gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigung am 8. April 1998 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Steht das Nebeneinanderbestehen der Artikel 2 und 8 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern nicht im Widerspruch zu den Bestimmungen der Artikel 10 und 11 der belgischen Verfassung und — hilfsweise — zu Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, soweit der vorgenannte Artikel 8 es einem Ausländer, der Widerspruch einlegt, nicht in allen Fällen zu ermöglichen scheint, seine Verteidigung bestens wahrzunehmen, so wie Artikel 2 des genannten Gesetzes es ihm zu ermöglichen scheint? »

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1323 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Sachverhalt und vorhergehendes Verfahren

Die vor dem Gericht erster Instanz Brüssel eingereichten Klagen dienen dazu, dem Belgischen Staat oder dem Belgischen Staat und dem Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge verbieten zu lassen, das Untersuchungsverfahren bezüglich der Eigenschaft der Kläger als politische Flüchtlinge in niederländischer Sprache fortzusetzen.

Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1210

Der von den Klägern eingereichte Antrag auf Anerkennung des Flüchtlingsstatus ist für zulässig erklärt worden, und ihr Dossier ist für eine Untersuchung zur Hauptsache dem Generalkommissariat für Flüchtlinge und Staatenlose übersandt worden.

Am 29. April 1997 hat die letztgenannte Einrichtung zwei Beschlüsse zur Verweigerung des Flüchtlingsstatus gefaßt. Die Kläger haben gegen diese Beschlüsse Widerspruch eingelegt und in ihrer Klageschrift den Wunsch zur Abwicklung des Widerspruchsverfahrens in französischer Sprache ausgedrückt, weil ein Landsmann vorgeschlagen hat, für die für den guten Ablauf des Verhörs notwendige Übersetzung zu sorgen. Sie haben mit zwei Inverzugsetzungen die Weiterführung des Verfahrens in französischer Sprache gefordert. Ihre Rechtssache ist in Anwendung von Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 einer niederländischsprachigen Kammer des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge zugeteilt worden. Es steht fest, daß ihr Dossier vor diesem Beschluß mit Hilfe eines Dolmetschers in französischer Sprache behandelt wurde. Das Französische ist übrigens die Sprache, die die Kläger gewählt haben, um mit ihrem Integrationsprozeß zu beginnen.

Das Gericht weist darauf hin, daß sowohl die Beachtung der Rechte der Verteidigung als auch die *ratio legis* des Gesetzes vom 10. Juli 1996 anscheinend die Anordnung der Verfahrensf Fortsetzung in französischer Sprache, die die von den Klägern gewählte Sprache ist, veranlaßt haben. Es weist jedoch darauf hin, daß Artikel 8 *in fine* bestimmt, daß gegen den Beschluß der ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge kein separater Widerspruch eingelegt werden kann und stellt die obengenannte präjudizielle Frage.

Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1282

Der Kläger hat einen Antrag eingereicht, um als Flüchtling anerkannt zu werden. Am 13. Juni 1995 hat das Generalkommissariat für Flüchtlinge und Staatenlose ein günstiges Gutachten über den Aufenthalt des Klägers abgegeben; am 28. April 1997 hat es ihm in französischer Sprache einen Beschluß mitgeteilt, mit dem seine Anerkennung als Flüchtling verweigert wurde, nachdem es ihn mit Hilfe eines Dolmetschers angehört hat. Am 9. Mai 1997 hat der Kläger gegen diesen Verweigerungsbeschluß Widerspruch beim Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge eingelegt und dabei ausdrücklich darauf hingewiesen, daß er für die gesamte Dauer des Verfahrens das Französische als Verfahrenssprache gewählt hat. Der Ständige Ausschuß hat am 13. Mai 1997 in Übereinstimmung mit Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 beschlossen, das Dossier einer niederländischsprachigen Kammer des Ausschusses zu übergeben.

Das Gericht erinnert an das Urteil des Hofes Nr. 77/97 vom 17. Dezember 1997, weist aber darauf hin, daß der Hof nur über den Fall befunden hat, in dem der Asylbewerber die Hilfe eines Dolmetschers erbeten hat oder keine der beiden Sprachen gewählt hat, was auf den vorliegenden Fall nicht zutrifft, und daß der Hof ausdrücklich betont hat, daß der Gesetzgeber den Vorarbeiten zufolge dem Asylbewerber dennoch das Recht hat garantieren wollen, in der von ihm gewählten Sprache angehört zu werden, wenn er tatsächlich Niederländisch oder Französisch spricht, und daß die beanstandeten Bestimmungen nicht das Recht der Asylbewerber beeinträchtigen, ausdrücklich Französisch oder Niederländisch als Verfahrenssprache zu wählen, unter der Bedingung allerdings, daß der Betreffende erklärt, nicht die Hilfe eines Dolmetschers zu verlangen.

Das Gericht weist darauf hin, daß Artikel 2 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 bestimmt, daß der Ausländer, wenn er nicht erklärt, die Hilfe eines Dolmetschers zu verlangen, das Französische oder Niederländische als Untersuchungssprache wählen kann. In diesem Fall ist keine ausdrückliche Erklärung des Asylbewerbers, daß er keinen Dolmetscher wünscht, erforderlich, sondern es reicht aus, daß in seiner Klageschrift diesbezüglich nichts erwähnt wird. In Anbetracht der Vorarbeiten zum Gesetz fragt sich das Gericht, ob es gerechtfertigt werden kann, einem Asylbewerber, der Französisch spricht und nicht die Hilfe eines Dolmetschers beantragt, die Behandlung seines Widerspruchs in niederländischer Sprache aufzuerlegen.

Das Gericht fragt auch nach der weiteren Tragweite von Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes, der bestimmt, daß der Betreffende « in seinem beim Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge eingelegten Widerspruch unwiderruflich angibt, ob er die Hilfe eines Dolmetschers benötigt, insofern — in Ermangelung einer solchen Erklärung und trotz seiner Wahl für die französische oder niederländische Sprache, die er mitgeteilt hat — die ersten Vorsitzenden die Untersuchung dieses Widerspruches noch einer Kammer der anderen Sprachrolle zuteilen können und dabei dem Asylbewerber einen Dolmetscher zur Seite stellen können, den er bei Einlegung seines Widerspruchs aber nicht erbeten hatte ». Das Gericht weist darauf hin, daß der Hof in seinem Urteil Nr. 77/97 vom 17. Dezember 1997 nicht über die mögliche Diskriminierung befunden hat, die durch den Unterschied zwischen dem System von Artikel 2 und dem von Artikel 8 des Gesetzes eingeführt wurde.

Das Gericht weist schließlich darauf hin, daß der Hof in diesem Urteil nicht untersucht hat, ob Artikel 8 des Gesetzes nicht gegen die Vorschrift in bezug auf die wirksame Beschwerde im Sinne von Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und/oder gegen die Vorschrift in bezug auf das Recht auf ein ehrliches Verfahren im Sinne von Artikel 6 der Konvention verstoßen hat. Es beschließt deshalb, die obengenannte präjudizielle Frage zu stellen.

Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1313

Die Kläger im vorhergehenden Verfahren haben einen Antrag auf Anerkennung als Flüchtlinge eingereicht. Das Generalkommissariat für Flüchtlinge und Staatenlose hat ihnen in französischer Sprache den Beschluß zur Verweigerung des Flüchtlingsstatus mitgeteilt, gegen den sie beim Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge Widerspruch eingelegt haben, in dem sie ausdrücklich angegeben haben, sich für das Französische als während des ganzen Verfahrens anzuwendende Sprache entschieden zu haben. Mittels eines in Übereinstimmung mit Artikel 8 § 2 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 gefaßten Beschlusses wurde ihr Dossier einer niederländischsprachigen Kammer anvertraut.

Das Gericht erinnert an das Urteil des Hofes Nr. 77/97 vom 17. Dezember 1997, beschließt aber aus ähnlichen Gründen wie jenen, die in der Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1282 bezüglich des fehlenden separaten Widerspruchs gegen den Beschluß der ersten Vorsitzenden vorgetragen wurden, die obengenannte präjudizielle Frage zu stellen.

Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1323

Gegen den Kläger, Asylbewerber, wurde ein in französischer Sprache abgefaßter Beschluß zur Aufenthaltsverweigerung gefaßt, einhergehend mit der Anordnung, das Staatsgebiet zu verlassen. Er hat Widerspruch eingelegt. Das Generalkommissariat für Flüchtlinge und Staatenlose hat geurteilt, daß der Widerspruch zulässig war und hat anschließend dem Kläger die Anerkennung als Flüchtling verweigert. Diese Beschlüsse wurden in niederländischer Sprache abgefaßt.

Der Kläger hat beim Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge Widerspruch eingelegt. Er erklärt ausdrücklich, die französische Sprache zu wählen und ist der Meinung, daß er kostenlos die Hilfe eines Dolmetschers beanspruchen darf. Mittels des in Anwendung von Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 gefaßten Beschlusses vom 12. Juli 1997 wird diese Rechtssache einer niederländischsprachigen Kammer des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge zugeteilt.

Das Gericht erinnert an das schon zitierte Urteil des Hofes Nr. 77/97 vom 17. Dezember 1997, weist aber darauf hin, daß der Hof anscheinend nicht unterschieden hat zwischen dem durch Artikel 2 des Gesetzes eingeführten Mechanismus und dem durch Artikel 8 eingeführten Mechanismus. Es präzisiert, daß sich somit erweist, daß in dem durch Artikel 8 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 — zwar als Übergangsbestimmung — angenommenen Fall die durch den Hof in seinem o.a. Urteil Nr. 77/97 hervorgehobene Deutlichkeit und Rechtssicherheit nicht gewährleistet werden. Es stellt deshalb die obengenannte präjudizielle Frage.

III. Verfahren vor dem Hof

a) *In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1210*

Durch Anordnung vom 9. Dezember 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 6. Januar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. Januar 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— F. Zekaj und V. Zekaj, zusammen wohnhaft in 1430 Rebecq-Rognon, rue Marais Ascailles 1, mit am 20. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 20. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

b) *In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1282*

Durch Anordnung vom 23. Januar 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 13. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Verbindungsanordnung wurde mit denselben Briefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. März 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— I. Nikolskiy, wohnhaft in 4020 Lüttich, Square Micha 1/223, mit am 17. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, mit am 17. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

c) *In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1313*

Durch Anordnung vom 23. März 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 25. März 1998 hat der Vorsitzende die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist auf dreißig Tage verkürzt.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 30. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Fristverkürzungsanordnung und die Verbindungsanordnung wurden mit denselben Briefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. April 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, mit am 17. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- I. Masleinnikov und A. Lourova, zusammen wohnhaft in 4000 Lüttich, rue des Guillemins 108, mit am 20. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

d) *In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 1323*

Durch Anordnung vom 8. April 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 29. April 1998 hat der Vorsitzende die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist auf dreißig Tage verkürzt.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 30. April 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Fristverkürzungsanordnung und die Verbindungsanordnung wurden mit denselben Briefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Mai 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, mit am 2. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Flämischen Regierung, place des Martyrs 19, 1000 Brüssel, mit am 3. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

e) *In den vier Rechtssachen*

Durch Anordnungen vom 28. Januar 1998, 25. März 1998 und 29. April 1998 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Durch Anordnungen vom 27. Mai 1998 und 26. November 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 9. Dezember 1998 bzw. 9. Juni 1999 verlängert.

Die Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 6. Juli 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- F. Zekaj und V. Zekaj, mit am 17. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- I. Nikolskiy, mit am 16. Juli 1998 und 28. Juli 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen,
- I. Masleinnikov und A. Lourova, mit am 16. Juli 1998 und 28. Juli 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen.

Durch Anordnung vom 18. November 1998 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 9. Dezember 1998 anberaumt, nachdem er die Parteien aufgefordert hat, auf der Sitzung auf die nächste Frage zu antworten:

« Ergibt sich aus dem Unterschied im Wortgebrauch zwischen Artikel 2 des Gesetzes vom 10. Juli 1996, dem zufolge der Ausländer, wenn er *nicht erklärt*, daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, Französisch oder Niederländisch als Sprache der Prüfung wählen kann, und Artikel 8 desselben Gesetzes, dem zufolge der Ausländer, falls er *erklärt*, daß er die Hilfe eines Dolmetschers *nicht* braucht (Kursivierung nachgetragen), Französisch oder Niederländisch als Verfahrenssprache wählen kann, daß im letzteren Fall, im Gegensatz zum ersteren, die Wahl der Sprache von einer ausdrücklichen Erklärung, daß kein Dolmetscher verlangt wird, abhängig ist, und bejahendenfalls, was rechtfertigt diesen Unterschied? »

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 20. November 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 9. Dezember 1998

— erschienen

. RA T. Frankin, in Brüssel zugelassen, für F. Zekaj und V. Zekaj,

. RA E. Therer *loco* RA V. Puzaj, in Lüttich zugelassen, für I. Nikolskiy, I. Masleinnikov und A. Lourova,

. RA P. Legros und RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

. RA P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassen, für die Flämische Regierung,

— haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

IV. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

Standpunkt der Kläger in der Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnungsnummer 1210

A.1.1. In Übereinstimmung mit den internen Bestimmungen unserer Rechtsordnung, wie den Artikeln 30, 144 und 145 der Verfassung, den Artikeln 7 und 11 des Zivilgesetzbuches und den Artikeln 1 § 1 und 41 § 1 der koordinierten Gesetze vom 18. Juli 1966 über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten seien die Kläger der Meinung, daß sie das Recht hätten, bei Beziehungen zu Gesprächspartnern in der Verwaltung die Sprache zu wählen. Die Parteien hätten sich mit der Absicht, ihren Integrationswillen auszudrücken, aber auch um möglichst aktiv zur Untersuchung ihres Antrags auf Anerkennung als Flüchtling beizutragen, sehr bemüht, die französische Sprache zu lernen. Sie kämen somit einer tatsächlichen allgemeinen Verpflichtung nach, die ihnen auferlegt sei, um aktiv am Verfahren mitzuarbeiten. Dies sei ohne Beherrschung der Verfahrenssprache unmöglich. Eine plötzliche Veränderung dieser Verfahrenssprache stelle für die Kläger ein unüberwindliches Problem dar und erschwere die Einsichtnahme in die Schriftstücke des Dossiers.

Dem Urteil Nr. 14/97 des Hofes zufolge sei der Ständige Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge ein administratives Rechtsprechungsorgan, dem durch den Gesetzgeber die Streitfälle zugewiesen würden, die sich auf ein politisches Recht — nämlich die Anerkennung als Flüchtling — bezögen. Es handle sich dabei um eine volle Entscheidungsbefugnis, wodurch der Ständige Ausschuß verpflichtet sei, als Schiedsrichter aufzutreten, wenn er mit Beanstandungen

bezüglich der Verfahrensaspekte konfrontiert werde, wie das Problem der Festlegung der Verfahrenssprache. Weil sie sich nicht auf politische Rechte *stricto sensu* beziehen könnten, werde mit den Beschlüssen, mit denen über Verfahrensaspekte der Untersuchung im Hinblick auf die Anerkennung als Flüchtling befunden werde — wie der Beschluß der ersten Vorsitzenden, mit dem sie über die Verfahrenssprache befänden — in Wirklichkeit über ein bürgerliches Recht befunden.

« Die Tatsache, daß der Ständige Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge ein administratives Rechtsprechungsorgan ist, versehen mit voller Entscheidungsbefugnis, beinhaltet, daß er über Zwischenstreite befinden muß, die ihm angetragen werden. Aber so kann man nicht behaupten, daß er dann auftritt 'in Ausübung einer Funktion, die in einem derartigen Verhältnis zu den Prärogativen der Staatsgewalt steht, daß er sich außerhalb des Wirkungsbereiches der Streitfälle bürgerlicher Art im Sinne von Artikel 144 der Verfassung befindet'. »

A.1.2. Gegen die durch die ersten Vorsitzenden des Ständigen Ausschusses getroffene Entscheidung, die Verfahrenssprache festzulegen, könne beim Staatsrat weder eine Klage auf Nichtigkeitserklärung noch ein Aussetzungsantrag eingereicht werden. Die einzig mögliche Klage sei die Klage auf Nichtigkeitserklärung gegen die definitive Entscheidung, die die Forderungen von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention erfülle, die aber nicht die Wirksamkeit aufweise, die notwendig sei, um die Forderungen von Artikel 13 dieser Konvention zu erfüllen, wegen der fehlenden aussetzenden Wirkung und wegen der Frist, die erforderlich sei, damit der Staatsrat befinden könne, was dazu führe, daß diese Entscheidung überflüssig werde, wenn der Asylbewerber inzwischen ausgewiesen worden sei.

Hinsichtlich der Weigerung des Ständigen Widerspruchsausschusses, die Beachtung des Rechts der Kläger auf Wahl der Sprache zu überwachen — indem er notfalls in Anwendung von Artikel 159 der Verfassung die Anwendung von Artikel 8 § 2 Absatz 4 des beanstandeten Gesetzes ausschließe — seien bei den Zivilrechtsprechungsorganen Rechtssachen anhängig gemacht worden.

Hinsichtlich der deutlichen Verletzung eines bürgerlichen Rechts habe nur beim Präsidenten des Gerichts erster Instanz eine Klage eingereicht werden können, die eventuell die durch Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention festgelegte Forderung der Wirksamkeit erfüllen könne.

Das Urteil Nr. 77/97 des Hofes vom 17. Dezember 1997 ermögliche weder dem im Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung tagenden Präsidenten des Gerichts erster Instanz Brüssel, einen bei ihm anhängig gemachten Streitfall zu schlichten, noch dem Hof, im Rahmen des sogenannten Filterverfahrens auf eines seiner Urteile zu verweisen, mit dem die diesbezügliche präjudizielle Frage schon entschieden worden sei.

A.1.3. Aufgrund einer fehlenden effektiven Klage verstoße Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und/oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Standpunkt des Klägers in der Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnungsnummer 1282

A.2.1. Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 führe zu einer ungerechtfertigten Diskriminierung unter den Asylbewerbern, je nachdem, ob der Antrag vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes, nämlich vor dem 22. Oktober 1996, gestellt worden sei oder danach. Der Unterschied ergebe sich aus dem Vergleich des Wortlauts von Artikel 8 mit dem Wortlaut von Artikel 2 des Gesetzes. Laut dem ersten Text könne der Ausländer sich für die französische oder die niederländische Sprache entscheiden, wenn er erkläre, daß er nicht die Hilfe eines Dolmetschers benötige; im zweiten Text werde ihm diese Möglichkeit geboten, wenn er nicht erkläre, daß er die Hilfe eines Dolmetschers benötige. Dieser Behandlungsunterschied könne nicht gerechtfertigt werden und bestrafe die Asylbewerber, die, wie der Kläger, ihren Asylantrag vor dem 22. Oktober 1996 eingereicht hätten.

Dieser Behandlungsunterschied sei um so gravierender, da er absolut nicht den Beweggründen gerecht werde, die der Annahme von Artikel 8 § 2 Absatz 4 zugrunde gelegen hätten. Die Bestimmung verletze daher auch die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Das Fehlen eines separaten Widerspruchs gegen den Beschluß der ersten Vorsitzenden zur Festlegung der Verfahrenssprache verletze außerdem dieselben Bestimmungen.

A.2.2. Das Urteil Nr. 77/97 des Hofes vom 17. Dezember 1997 werde zu Unrecht zitiert, denn es beziehe sich auf eine völlig andere, sogar entgegengesetzte Rechtssache. In diesem Urteil beurteile der Hof die Bestimmung als vereinbar, wenn der Asylbewerber die Hilfe eines Dolmetschers beantragt habe oder nicht ausdrücklich die niederländische oder französische Sprache gewählt habe. Im vorliegenden Fall habe der Asylbewerber jedoch nicht die Hilfe eines Dolmetschers beantragt und ausdrücklich die französische Sprache gewählt. Es sei somit in dem durch den Gesetzgeber aufgefaßten Sinn keine Rede von einem Verfahrensmißbrauch, und es gebe Veranlassung, den Willen dieses Gesetzgebers anzuwenden, daß nämlich einem Asylbewerber, der tatsächlich eine der beiden Sprachen könne, garantiert werde, in der Sprache seiner Wahl gehört zu werden.

A.2.3. Der Asylbewerber halte sich seit 1991 im frankophonen Landesteil auf und habe eine perfekte Kenntnis der französischen Sprache erwerben können. Als er am 9. Mai 1997 gegen den Beschluß des Generalkommissariats für Flüchtlinge und Staatenlose eine Klage eingereicht habe, habe er denn auch für die gesamte Verfahrensdauer die französische Sprache gewählt und nicht die Hilfe eines Dolmetschers beantragt. Sein Fall sei somit völlig anders gelagert als diejenigen, auf die das Gesetz vom 10. Juli 1996 abgezielt habe, dessen Geist darin bestanden habe, einige Verfahrensmißbräuche zu bekämpfen.

Standpunkt der Kläger in der Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnungsnummer 1313

A.3.1. Das Fehlen eines separaten Widerspruchs gegen den Beschluß der ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge, mit dem die Verfahrenssprache festgelegt werde, verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und/oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Eine gemeinsam gegen die Entscheidung zur Hauptsache und gegen den Beschluß der ersten Vorsitzenden zur Festlegung der Verfahrenssprache eingereichte Klage auf Nichtigkeitserklärung vor dem Staatsrat stelle keine wirksame Beschwerde im Sinne von Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention dar. Da der Staatsrat nicht befinden könne, bevor das Ausländeramt dem Asylbewerber eine Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, zugestellt habe, könne diese Klage nicht als wirksame Beschwerde qualifiziert werden.

Im vorliegenden Fall hätten die Kläger für ihren Widerspruch vor dem Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge ausdrücklich die französische Sprache gewählt, da sie Französisch sprächen und in der von ihnen verstandenen Sprache gehört werden möchten. Es sei somit kein Winkelzug im Verfahren angewandt worden, der rechtfertigen könnte, daß man ihnen eine der beiden Sprache auferlege.

A.3.2. Die Kläger würden schon länger als fünf Jahre im frankophonen Landesteil wohnen; sie würden die französische Sprache perfekt sprechen und beherrschen. Es liege auf der Hand, daß die Beweggründe des Gesetzgebers auf ihre Situation nicht anwendbar seien.

Standpunkt des Ministerrats in den Rechtssachen mit den Geschäftsverzeichnisnummern 1210, 1282, 1313 und 1323

A.4.1. Es sei an das Urteil des Hofes Nr. 77/97 vom 17. Dezember 1997 zu erinnern. Es gebe aus den gleichen Gründen Veranlassung, die präjudiziellen Fragen verneinend zu beantworten.

Die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung könnten im vorliegenden Fall nicht zur Diskussion stehen, da die beanstandete Bestimmung sich auf alle Asylbewerber beziehe, und nur auf sie. Diese Personen könnten nicht Opfer eines Behandlungsunterschieds hinsichtlich anderer Kategorien Rechtsuchender sein, da das Verfahren der Anerkennung als politischer Flüchtling ihnen eigen sei.

Es würden andere Urteile des Hofes zitiert zur Rechtfertigung von Maßnahmen auf gesetzgebender Ebene, die darauf abzielen würden, Verfahrensmißbräuchen entgegenzuwirken, oder des Fehlens eines Verfahrens der einstweiligen Entscheidung in Verwaltungsangelegenheiten. Im vorliegenden Fall beraube das Verbot eines jeden separaten Widerspruchs gegen die Beschlüsse der ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge bezüglich des Gebrauchs der französischen oder niederländischen Sprache, das der Sorge um die Verfahrensmißbrauchsbekämpfung gerecht werde, die Asylbewerber keineswegs eines Widerspruchs, da sie den Zwischenbeschluß, mit dem die Verfahrenssprache festgelegt worden sei, in allen Fällen gleichzeitig mit dem auf ihren Hauptantrag sich beziehenden Beschluß anfechten könnten.

Schließlich müsse darauf hingewiesen werden, daß die Verwaltungsbehörde, indem sie die Verfahrenssprache festlege, darauf abziele, eine gleichmäßige Verteilung der Dossiers auf die zwei Sprachrollen zu gewährleisten, und daß diese Handlung sich überhaupt nicht auf juristischer Ebene auswirke, da sie in keinerlei Hinsicht dem definitiven Beschluß über den Asylantrag vorgreife. Im vorliegenden Fall beraube Artikel 8 § 2 Absatz 4 des beanstandeten Gesetzes die Asylbewerber keineswegs eines Widerspruchs, sondern beschränke sich darauf, die Modalitäten für die Einlegung dieses Widerspruchs festzulegen.

A.4.2. Zu allem Überfluß sei die Anwendung der Artikel 6 und/oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention fragwürdig, denn der Antrag auf Anerkennung als politischer Flüchtling scheine nicht als eine Beanstandung bezüglich « zivilrechtlicher Ansprüche und Verpflichtungen » oder als eine « strafrechtliche Anklage » qualifiziert werden zu können. Artikel 13 der Konvention scheine ebensowenig anwendbar zu sein, da er mit einer anderen normativen Bestimmung der Konvention einhergehen müsse, was im vorliegenden Fall nicht möglich zu sein scheine. Außerdem werde diese Bestimmung nicht als eine Bestimmung mit direkter Auswirkung im internen Recht angesehen.

A.4.3. In der Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1323 weise der Ministerrat außerdem darauf hin, daß der vom ordentlichen Richter hervorgehobene Unterschied zwischen den Bestimmungen der Artikel 2 und 8 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 hinsichtlich des fakultativen Charakters des Sprachengebrauchs nicht relevant zu sein scheine, da der Gesetzgeber sowohl in der einen als auch in der anderen Bestimmung ausdrücklich festgelegt habe, daß der Ausländer, der nicht erklärt habe, daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlange, sich frei für die französische oder niederländische Sprache als Verfahrenssprache entscheiden könne. Es liege somit kein einziger Behandlungsunterschied vor, und die dem Hof zur Überprüfung vorgelegten Bestimmungen würden nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen.

Standpunkt der Flämischen Regierung (Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1323)

A.5.1. Die präjudizielle Frage erfülle nicht die Voraussetzungen, die festgelegt worden seien durch Artikel 26 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, der dem Hof nicht erlaube, « das Nebeneinanderbestehen » zweier Gesetzesbestimmungen anhand des Gleichheitsgrundsatzes zu prüfen.

A.5.2. Die präjudizielle Frage müsse wie folgt neuformuliert werden:

« Verletzt die Übergangsbestimmung von Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern die Artikel 10 und 11 der Verfassung, einzeln betrachtet oder in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und der Grundfreiheiten, indem sie ermöglicht, daß ein in einer Sprache eingeleitetes Asylverfahren in einer anderen Sprache weitergeführt wird, wenn der betreffende Asylbewerber die Hilfe eines Dolmetschers beantragt hat, woraufhin die ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge gemeinsam die Verfahrenssprache festlegen? »

A.5.3. Die präjudizielle Frage müsse im Sinne der durch den Hof in seinem schon zitierten Urteil Nr. 77/97 getroffenen Entscheidung beantwortet werden. Daß die beanstandete Übergangsbestimmung die Weiterführung eines in einer Sprache begonnenen Asylverfahrens in einer anderen Sprache ermögliche, wenn der betreffende Asylbewerber die Hilfe eines Dolmetschers beantragt habe, ändere nichts daran. Der Betroffene sei nämlich immer berechtigt gewesen zu erklären, daß er nicht die Hilfe eines Dolmetschers benötige, weshalb er sich frei für die niederländische oder französische Sprache als Verfahrenssprache habe entscheiden können. Nirgends werde diese Wahl von der tatsächlichen Kenntnis einer dieser Sprachen abhängig gemacht, und sie könne z.B. im Interesse eines einsprachigen Rechtsbeistands getroffen werden. Auf den vorliegenden Fall angewandt bedeute dies, daß der Betroffene das seinerzeit in französischer Sprache begonnene Verfahren in derselben Sprache habe weiterführen lassen können. Daß der Betroffene sich selbst der Hilfe eines Dolmetschers beraube, wenn er seinen Anwalt die Verfahrenssprache wählen lasse, sei ebensowenig ungerechtfertigt. Man könne nämlich kaum verlangen, daß die Behörde, die demjenigen, der weder Niederländisch noch Französisch verstehe, einen Dolmetscher zur Verfügung stelle, damit er seinen Antrag persönlich verfolgen und verteidigen könne, ihm außerdem noch die Wahl der Verfahrenssprache überlassen müsse, weil dieser Antrag durch einen der Verfahrenssprache nicht mächtigen Rechtsbeistand verfolgt und verteidigt werden müsse.

Andererseits sei auch das Recht auf freie Wahl eines Rechtsbeistands nicht absolut. So könne die freie Wahl eines Anwalts, und somit eines einsprachigen Anwalts, kaum dazu führen, daß die Verfahrenssprache frei gewählt werden können müsse.

Schließlich müsse darauf hingewiesen werden, daß weder Artikel 30 der Verfassung, noch die Artikel 6 oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention ein absolutes Recht zugestehen würden, um in der Sprache seiner Wahl angehört und abgeurteilt zu werden. Daraus ergebe sich *a contrario*, daß von einer freien Wahl der Verfahrenssprache weder in Verwaltungsangelegenheiten noch in gerichtlichen Angelegenheiten die Rede sein könne.

— B —

Hinsichtlich der beanstandeten Bestimmungen

B.1. Das Gesetz vom 10. Juli 1996 ändert das Gesetz vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, indem es je nach dem Fall dieses Gesetz ergänzt oder einige seiner Bestimmungen ersetzt.

Artikel 2 fügt in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 einen Artikel 51/4 ein, der wie folgt lautet:

« § 1. Die Prüfung der Erklärung oder des Antrags, die beziehungsweise der in Artikel 50 und 51 erwähnt ist, erfolgt in französischer oder niederländischer Sprache.

Die Sprache der Prüfung ist auch die des Beschlusses, zu dem sie führt, und etwaiger Folgebeschlüsse zur Entfernung aus dem Staatsgebiet.

§ 2. Der in Artikel 50 oder 51 erwähnte Ausländer muß unwiderruflich und schriftlich angeben, ob er bei der Prüfung des im vorhergehenden Paragraphen erwähnten Antrags die Hilfe eines Dolmetschers braucht.

Erklärt der Ausländer nicht, daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, so kann er nach denselben Modalitäten Französisch oder Niederländisch als Sprache der Prüfung wählen.

Hat der Ausländer keine dieser Sprachen gewählt oder hat er erklärt, daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, bestimmt der Minister oder sein Beauftragter die Sprache der Prüfung unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Dienste und Instanzen. Gegen diesen Beschluß kann kein separater Widerspruch eingelegt werden.

§ 3. In etwaigen Folgeverfahren vor dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose, dem Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge und dem Staatsrat wird die gemäß Paragraph 2 gewählte oder bestimmte Sprache gebraucht.

Paragraph 1 Absatz 2 ist anwendbar. »

Artikel 8 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 sieht seinerseits Übergangsbestimmungen vor, die wie folgt lauten:

« § 1. Vorliegendes Gesetz ist ab seinem Inkrafttreten auf alle Fälle anwendbar, die in seinen Bestimmungen erwähnt sind.

§ 2. Artikel 2 des vorliegenden Gesetzes ist jedoch nicht auf Anträge auf Anerkennung als Flüchtling anwendbar, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes eingereicht worden sind.

Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten kann den Ausländer, der die Erklärung oder den Antrag, die beziehungsweise der in den Artikeln 50 und 51 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnt ist, vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes abgegeben beziehungsweise eingereicht hat, fragen, ob er die Hilfe eines Dolmetschers braucht.

Erklärt der Ausländer, daß er die Hilfe eines Dolmetschers nicht braucht, kann er Französisch oder Niederländisch als Verfahrenssprache wählen. Antwortet er auf die Frage, ob er die Hilfe eines Dolmetschers braucht, nicht binnen einem Monat, oder erklärt er, daß er die Hilfe eines Dolmetschers braucht, so kann der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten die Sprache der Prüfung frei bestimmen. Gegen diesen Beschluß kann kein separater Widerspruch eingelegt werden.

Der Ausländer, der die Erklärung oder den Antrag, die beziehungsweise der in den Artikeln 50 und 51 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise im Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern erwähnt ist, vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes abgegeben beziehungsweise eingereicht hat, gibt in dem vor dem Ständigen Widerspruchsausschuß für Flüchtlinge eingelegten Widerspruch unwiderruflich an, ob er die Hilfe eines Dolmetschers braucht. Erklärt der Ausländer, daß er die Hilfe eines Dolmetschers nicht braucht, kann er Französisch oder Niederländisch als Verfahrenssprache wählen. Wählt er keine dieser Sprachen oder erklärt er, daß er die Hilfe eines Dolmetschers braucht, bestimmen die ersten Vorsitzenden gemeinsam die Verfahrenssprache. Gegen diesen Beschluß kann kein separater Widerspruch eingelegt werden. »

Hinsichtlich der Wahl der Verfahrenssprache

B.2. Der Behandlungsunterschied, der in den Fragen angegeben wird, die in den unter den Geschäftsverzeichnisnummern 1282 und 1323 eingetragenen Rechtssachen gestellt wurden, beruht auf einer wörtlichen Interpretation der zwei miteinander verglichenen Bestimmungen.

Artikel 2 überläßt die Wahl der Sprache dem Ausländer, wenn er « nicht erklärt », daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlange; Artikel 8 § 2 Absatz 4 überläßt ihm diese Wahl, wenn er « erklärt », daß er eine solche Hilfe « nicht » braucht.

Dem ersten Text zufolge würde das Nichtvorhandensein eines Antrags Folgen nach sich ziehen, dem zweiten Text zufolge ergäben sich die Folgen aus dem Verzicht auf einen Antrag.

Es muß allerdings die Frage gestellt werden, ob diese beiden Texte auf entgegengesetzte Weise interpretiert werden müssen.

B.3. An erster Stelle stellt der Hof fest, daß in der Klage, die zu seinem Urteil Nr. 77/97 geführt hat und sich gegen Artikel 2 und Artikel 8 richtete, nicht behauptet wurde, daß die in diesen beiden Bestimmungen verwendeten Formulierungen von unterschiedlicher Bedeutung wären. Der Ministerrat hatte geltend gemacht:

« Hinsichtlich der Unterschiede unter den Asylbewerbern garantiere der eingeführte Mechanismus einem jenen von ihnen das Recht, sich in der von ihm gewählten Sprache zu äußern, wobei er entweder diese Sprache als Verfahrenssprache wähle — d.h. die französische oder niederländische Sprache —, oder, wenn es sich um eine andere Sprache handele, er die Unterstützung eines Dolmetschers in Anspruch nehme, mit der Möglichkeit, die Übersetzung der wichtigsten Verfahrensakten zu erhalten [...]. » (A.6, zweiter Absatz)

Der Hof hat seinerseits folgendes festgestellt:

« Der Hof weist darauf hin, daß die fraglichen Bestimmungen nicht das den Asylbewerbern zustehende Recht beeinträchtigen, sich ausdrücklich für das Französische oder Niederländische als Verfahrenssprache zu entscheiden. Soweit die Asylbewerber also die Sprache bestimmen können, in der ihr Antrag geprüft werden soll, werden sie nicht anders behandelt als die Benutzer der Zentraldienststellen, auf die sich die Artikel 41 und 42 der koordinierten Gesetze über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten beziehen. Erst dann, wenn sie die Unterstützung eines Dolmetschers verlangen, verlieren die Asylbewerber im Gegensatz zu den Benutzern der Zentraldienststellen diese Möglichkeit, selbst die Verfahrenssprache zu wählen. » (B.12.1)

Und er hat daraus abgeleitet:

« Diese Maßnahme erweist sich als in angemessener Weise gerechtfertigt angesichts der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzungen. Der Umstand, daß ein Asylbewerber um die Unterstützung eines Dolmetschers bittet, erlaubt es nämlich, zu vermuten, daß er nur unvollkommene Niederländisch- bzw. Französischkenntnisse, auf jeden Fall ungenügende Kenntnisse dieser Sprachen hat, um selbständig in einer von diesen beiden Sprachen seinen Antrag zu betreiben und zu verteidigen. [...]. » (B.12.2)

Daraus ergibt sich, daß sowohl Artikel 2 als auch Artikel 8 der Verfassungsmäßigkeitskontrolle haben standhalten können, weil beide der Behörde erlauben, die Verfahrenssprache für einen Asylbewerber zu wählen, der die Hilfe eines Dolmetschers beantragt. Zu keinem Zeitpunkt wurde behauptet oder angenommen, daß Artikel 8 den ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge dieselbe Wahl bieten würde für den Asylbewerber, der unzweideutig eine der beiden zulässigen Sprachen gewählt hat, der aber zusätzlich nicht erklärt hat, daß er die Hilfe eines Dolmetschers nicht verlangt.

B.4. Des weiteren weist der Hof darauf hin, daß sowohl der Ministerrat als auch die Flämische Regierung diese Bestimmungen dahingehend interpretieren, daß sie gleichbedeutend seien. Der Ministerrat schreibt nämlich in der Rechtssache mit der Geschäftsverzeichnisnummer 1323:

« Der vom ordentlichen Richter hervorgehobene Unterschied zwischen den Bestimmungen der Artikel 2 und 8 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 hinsichtlich des fakultativen Charakters des Sprachengebrauchs scheint nicht relevant zu sein, da der Gesetzgeber sowohl in der einen als auch in der anderen Bestimmung ausdrücklich festgelegt hat, daß der Ausländer, der nicht erklärt hat, daß er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, sich frei für die französische oder niederländische Sprache als Verfahrenssprache entscheiden kann (Artikel 2 § 2 Absatz 2 und Artikel 8 § 2 Absatz 3 des Gesetzes). »

Die Flämische Regierung schreibt in der von ihr vorgeschlagenen Neuformulierung, daß Artikel 8 § 2 Absatz 4 erlaubt, daß die ursprünglich verwendete Sprache verändert wird, « wenn der betreffende Asylbewerber die Hilfe eines Dolmetschers beantragt hat », was impliziert, daß eine solche Veränderung nicht möglich ist, wenn er eine solche Hilfe nicht beantragt hat, auch dann nicht, wenn er nicht ausdrücklich erklärt hat, daß er diese nicht verlangt.

B.5. Des weiteren stellt der Hof fest, daß in den Vorarbeiten nichts darauf hinweist, daß der Gesetzgeber zwei unterschiedliche Systeme beabsichtigt hätte — und noch weniger gerechtfertigt hätte —, je nachdem, ob man in den Anwendungsbereich von Artikel 2 oder in den der in Artikel 8 enthaltenen Übergangsbestimmung fällt. Artikel 2 wurde unter Berücksichtigung einer Bemerkung des Staatsrats in seiner heutigen Version abgefaßt. Der Gesetzgeber hat die Fassung von Artikel 8 nicht abgeändert, hat aber auch keinen einzigen Grund angegeben, der diese unterschiedliche Fassung rechtfertigen würde.

B.6. Der Unterschied zwischen den beiden Texten kann, was die Wahl zwischen der niederländischen Sprache und der französischen Sprache als Sprache der administrativen Untersuchung bzw. des Streitverfahrens angeht, nicht zu einem rechtlichen Unterschied führen; die Behörde — und zwar sowohl die in Artikel 51/4 § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 genannte als auch die in Artikel 8 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 genannte — kann die niederländische oder französische Sprache als Untersuchungs- oder Verfahrenssprache nur dann auferlegen, wenn der Asylbewerber zu dem gesetzlich festgelegten Zeitpunkt weder die niederländische noch die französische Sprache als zu verwendende Sprache angegeben hat oder wenn er die Hilfe eines Dolmetschers beantragt hat.

B.7. Die präjudizielle Frage muß verneinend beantwortet werden.

Hinsichtlich des separaten Widerspruchs

B.8.1. Die Fragen beziehen sich darauf, ob Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 vereinbar ist mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, « in Verbindung mit den Artikeln 6 und/oder 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention », insofern die obengenannte Bestimmung die eventuelle Einlegung eines separaten Widerspruchs gegen den Beschluß der ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge hinsichtlich der Verfahrenssprache verhindert.

B.8.2. Die beanstandete Bestimmung führt nicht dazu, daß dem betreffenden Ausländer die Beanstandung des Beschlusses der ersten Vorsitzenden untersagt wird. Sie führt einzig und allein dazu, daß diese Beanstandung nur bei der Kassationsklage erlaubt ist, die eventuell vor dem Staatsrat gegen den Beschluß des über den Widerspruch des Betroffenen befindenden Ausschusses eingereicht werden könnte.

B.8.3. Ohne daß untersucht werden muß, ob die Artikel 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention auf den vorliegenden Fall anwendbar sind, reicht es aus festzustellen, daß die beanstandete Maßnahme nicht als diskriminierend angesehen werden kann. Es ist Aufgabe des Gesetzgebers, insbesondere in dem Verfahren, dessen Abwicklung er im Interesse aller beteiligten Parteien beschleunigen will, zu urteilen, ob ein die Untersuchung eines Streitfalls betreffender, nicht auf den Grund der Sache eingehender Beschluß, sobald er gefaßt wurde, Gegenstand eines separaten Widerspruchs sein kann oder nur mit der definitiven Entscheidung beanstandet werden kann.

B.8.4. Dem Hof ist nicht deutlich, hinsichtlich welcher Kategorien von Personen, mit denen sie vergleichbar wäre, die in der beanstandeten Bestimmung genannte Kategorie von Ausländern diskriminiert sein soll. Er stellt fest, daß verschiedene Bestimmungen von Sondergesetzen oder des Gerichtsgesetzbuches, Klagen gegen Entscheidungen vor der Urteilsfällung zur Hauptsache ausschließen (Artikel 642 Absatz 1, 1003, 1013 und 893 des Gerichtsgesetzbuches) oder das Einreichen einer solchen Klage nur mit dem Endurteil erlauben (Artikel 944 und 1050 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches).

Was insbesondere die Wahl der Sprache angeht, schließen verschiedene Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Gebrauch der Sprachen in Gerichtsangelegenheiten jede Klage aus (Artikel 4 § 2 Absatz 2, Artikel 7 § 2, Artikel 7bis § 1 Absatz 3, Artikel 8, Artikel 9 Absatz 4, Artikel 18 § 3, Artikel 26 Absatz 3, Artikel 33 Absatz 2 und Artikel 36 Absatz 4).

B.8.5. Die präjudizielle Frage muß verneinend beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 8 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 10. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern verletzt nicht die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er, ebenso wie Artikel 2 des Gesetzes, der Behörde erlaubt, die Verfahrenssprache für den Asylbewerber zu wählen, der die Hilfe eines Dolmetschers beantragt hat.

Dieselbe Bestimmung verletzt nicht die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem sie festlegt, daß gegen den Beschluß der ersten Vorsitzenden des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge, die gemeinsam die Verfahrenssprache festlegen, kein separater Widerspruch eingelegt werden kann.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 30. März 1999.

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

[C - 99/11219]

Institut belge de Normalisation (IBN)

Enregistrement de normes belges

1. Conformément au § 5 de l'arrêté royal du 30 juillet 1976, relatif à l'homologation et l'enregistrement des normes rendues publiques par l'Institut belge de Normalisation, cet Institut annonce l'enregistrement des normes belges ci-après :

NBN EN 10087. — Aciers de décolletage - Conditions techniques de livraison pour les demi-produits, barres et fils-machine laminés à chaud (1e édition)

NBN EN 10271. — Produits plats en acier, revêtus de zinc-nickel (ZN) par voie électrolytique - Conditions techniques de livraison (1e édition)

NBN EN ISO 4157-1. — Dessins de bâtiment - Systèmes de désignation - Partie 1 : Bâtiments et parties de bâtiments (ISO 4157-1 : 1998) (1e édition)

NBN EN ISO 4157-2. — Dessins de bâtiment - Systèmes de désignation - Partie 2 : Noms et numéros de pièces (ISO 4157-2 : 1998) (1e édition)

NBN EN ISO 4157-3. — Dessins de bâtiment - Systèmes de désignation - Partie 3 : Identificateurs de pièces (ISO 4157-3 : 1998) (1e édition)

NBN EN 1799. — Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton - Méthodes d'essais - Essais de détermination de l'aptitude à l'emploi des colles structurales à appliquer sur les surfaces en béton (1e édition)

NBN ENV 1992-3. — Eurocode 2 : Calcul des structures en béton - Partie 3 : Structures de fondations (1e édition)

NBN ENV 1992-4. — Eurocode 2 : Calcul des structures en béton - Partie 4 : Structures de soutènement et réservoirs (1e édition)

NBN ENV 717-1. — Panneaux à base de bois - Détermination du dégagement de formaldéhyde - Partie 1 : Emission de formaldéhyde par la méthode à la chambre (1e édition)

NBN ENV 1156. — Panneaux à base de bois - Détermination des facteurs de durée de charge et de fluage (1e édition)

NBN ENV 1927-1. — Classement qualitatif des bois ronds résineux - Partie 1 : Epicéas et sapins (1e édition)

NBN ENV 1927-3. — Classement qualitatif des bois ronds résineux - Partie 3 : Mélèzes et douglas (1e édition)

NBN EN 12490. — Durabilité du bois et des matériaux dérivés du bois - Bois massif traité avec produit de préservation - Détermination des pénétrations et rétentions des créosotes dans le bois traité (1e édition)

NBN EN 947. — Portes battantes ou pivotantes - Détermination de la résistance à la charge verticale (1e édition)

NBN EN 949. — Fenêtres et façades-rideaux, portes, stores et fermetures - Détermination de la résistance au choc de corps mou et lourd pour les portes (1e édition)

NBN EN 951. — Vantaux de portes - Méthode de mesure des hauteur, largeur, épaisseur et équerrage (1e édition)

NBN EN 1933. — Stores extérieurs - Résistance à la charge due à l'accumulation d'eau - Méthode d'essai (1e édition)

NBN EN ISO 10545-7. — Carreaux et dalles céramiques - Partie 7 : Détermination de la résistance à l'abrasion de surface pour les carreaux et dalles émaillés (ISO 10545-7 : 1996) (1e édition)

NBN EN 1946-1. — Performance thermique des produits et composants pour le bâtiment - Critères particuliers pour l'évaluation des laboratoires mesurant les propriétés de transmission thermique - Partie 1 : Critères communs (1e édition)

NBN EN 1946-2. — Performance thermique des produits et composants pour le bâtiment - Critères particuliers pour l'évaluation des laboratoires mesurant les propriétés de transmission thermique - Partie 2 : Mesurages selon la méthode de la plaque chaude gardée (1e édition)

NBN EN 1946-3. — Performance thermique des produits et composants pour le bâtiment - Critères particuliers pour l'évaluation des laboratoires mesurant les propriétés de transmission thermique - Partie 3 : Mesurages selon la méthode fluxmétrique (1e édition)

NBN EN 50102/A1. — Degrés de protection procurés par les enveloppes de matériels électriques contre les impacts mécaniques externes (Code IK) (1e édition)

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 99/11219]

Belgisch Instituut voor Normalisatie (BIN)

Registratie van Belgische normen

1. Overeenkomstig § 5 van het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de bekrachtiging en de registratie van de door het Belgisch Instituut voor Normalisatie openbaar gemaakte normen, kondigt dit Instituut de registratie aan van de hierna volgende Belgische normen :

NBN EN 10087. — Automatenstaal - Technische leveringsvoorwaarden voor halfabrikaten, warmgewalste staven en walsdraad (1e uitgave)

NBN EN 10271. — Elektrolytisch met zink-nikkel (ZN) beklede platte staalproducten - Technische leveringsvoorwaarden (1e uitgave)

NBN EN ISO 4157-1. — Tekeningen voor het bouwwezen - Aanduidstelsels - Deel 1 : Gebouwen en gebouwgedeelten (ISO 4157-1 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4157-2. — Tekeningen voor het bouwwezen - Aanduidstelsels - Deel 2 : Vertreknamen en nummers (ISO 4157-2 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4157-3. — Tekeningen voor het bouwwezen - Aanduidstelsels - Deel 3 : Vertrekidentificatoren (ISO 4157-3 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN 1799. — Producten en systemen voor de bescherming en reparatie van betondraagsystemen - Beproevingmethoden - Proeven voor het meten van de geschiktheid van dragende lijnen voor de toepassing op betonoppervlakken (1e uitgave)

NBN ENV 1992-3. — Eurocode 2 : Berekening van betonconstructies - Deel 3 : Betonfunderingen (1e uitgave)

NBN ENV 1992-4. — Eurocode 2 : Berekening van betonconstructies - Deel 4 : Constructies voor kerens en opslaan van stoffen (1e uitgave)

NBN ENV 717-1. — Houten platen - Bepaling van de formaldehyde-afgifte - Deel 1 : Formaldehyde-afgifte volgens de proefkamerwerkwijze (1e uitgave)

NBN ENV 1156. — Houten platen - Bepaling van de belastingsduur en kruipgetal (1e uitgave)

NBN ENV 1927-1. — Indeling naar kwaliteit van rond naaldhout - Deel 1 : Sparren en dennen (1e uitgave)

NBN ENV 1927-3. — Indeling naar kwaliteit van rond naaldhout - Deel 3 : Lorken en douglas (1e uitgave)

NBN EN 12490. — Duurzaamheid van hout en houtwaren - Met verduurzamers behandeld volhout - Bepaling van de indringingsdiepte en de opname van creosoot in behandeld hout (1e uitgave)

NBN EN 947. — Scharnierende of taatsdeuren - Bepaling van de weerstand tegen verticale belasting (1e uitgave)

NBN EN 949. — Ramen en gordijnmuren, deuren, zonneschermen en luiken - Weerstand van deuren tegen stoten met een zacht en zwaar lichaam (1e uitgave)

NBN EN 951. — Deurbladen - Meetmethode voor hoogte, breedte, dikte en haaksheid (1e uitgave)

NBN EN 1933. — Zonneschermen - Weerstand tegen belasting door waterophoping - Beproevingmethode (1e uitgave)

NBN EN ISO 10545-7. — Keramiektegels - Deel 7 : Bepalen van de oppervlakteslijsterkte van glazuurtegels (ISO 10545-7 : 1996) (1e uitgave)

NBN EN 1946-1. — Warmteprestatie van bouwwaren en bouwonderdelen - Specifieke criteria voor de beoordeling van laboratoria bij de uitvoering van metingen voor de bepaling van de warmteoverdrachtseigenschappen - Deel 1 : Algemene criteria (1e uitgave)

NBN EN 1946-2. — Warmteprestatie van bouwwaren en bouwonderdelen - Specifieke criteria voor de beoordeling van laboratoria bij de uitvoering van metingen voor de bepaling van de warmteoverdrachtseigenschappen - Deel 2 : Metingen met behulp van de methode met afgeschermd « hot plate » (1e uitgave)

NBN EN 1946-3. — Warmteprestatie van bouwwaren en bouwonderdelen - Specifieke criteria voor de beoordeling van laboratoria bij de uitvoering van metingen voor de bepaling van de warmteoverdrachtseigenschappen - Deel 3 : Metingen met behulp van de methode met warmtestroommeter (1e uitgave)

NBN EN 50102/A1. — Beschermingsgraden van omhulsels van elektrisch materieel tegen uitwendige mechanische stoten (IK-codering) (1e uitgave)

NBN EN 60917-1. — Ordre modulaire pour le développement des structures mécaniques pour les infrastructures électroniques - Partie 1 : Norme générique (1e édition)

NBN EN 50015. — Matériel électrique pour atmosphères explosibles - Immersion dans l'huile « o » (3e édition)

NBN EN 50017. — Matériel électrique pour atmosphères explosibles - Remplissage pulvérulent « q » (3e édition)

NBN EN 50281-1-2. — Matériels électriques destinés à être utilisés en présence de poussières combustibles - Partie 1-2 : Matériels électriques protégés par enveloppes - Sélection, installation et entretien (1e édition)

NBN EN 50281-2-1. — Matériels électriques destinés à être utilisés en présence de poussières combustibles - Partie 2-1 Méthodes d'essai - Méthodes de détermination de la température minimale d'inflammation de la poussière (1e édition)

NBN EN 60455-1. — Composés réactifs à base de résine utilisés comme isolants électriques - Partie 1 : Définitions et prescriptions générales (1e édition)

NBN EN 61061-3-1. — Stratifiés de bois densifiés, non imprégnés, à usages électriques - Partie 3 : Spécifications pour matériaux particuliers - Feuille 1 : Planches réalisées à partir de placages de hêtre (1e édition)

NBN EN 50267-2-1. — Méthodes d'essai communes aux câbles soumis au feu - Essais sur les gaz émis lors de la combustion d'un matériau prélevé sur un câble - Partie 2-1 : Procédures - Détermination de la quantité de gaz acides halogénés (1e édition)

NBN EN 60811-2-1. — Matériaux d'isolation et de gainage des câbles électriques et optiques - Méthodes d'essais communes - Partie 2-1 : Méthodes spécifiques pour les mélanges élastomères - Essais relatifs à la résistance à l'ozone, à l'allongement à chaud et à la résistance à l'huile (3e édition)

NBN EN 50262. — Entrées de câble (presse-étoupe) à pas métrique pour installations électriques (1e édition)

NBN EN 60534-2-1. — Vannes de régulation des processus industriels - Partie 2-1 : Capacité d'écoulement - Equations de dimensionnement des vannes de régulation pour l'écoulement des fluides dans les conditions d'installation (3e édition)

NBN EN 60534-3-3. — Vannes de régulation des processus industriels - Partie 3-3 : Dimensions - Dimensions bout-à-bout des vannes de régulation à soupape à deux voies, à corps droit avec embouts à souder (1e édition)

NBN EN 60870-6-701. — Matériels et systèmes de téléconduite - Partie 6-701 : Protocoles de téléconduite compatibles avec les normes ISO et les recommandations de l'UIT-T - Profils fonctionnels pour fournir le service d'application TASE.1 dans les systèmes terminaux (1e édition)

NBN EN 60872-1. — Matériels et systèmes de navigation et de radiocommunication maritimes - Aides de pointage radar - Partie 1 : Aides de pointage radar automatiques (APRA) - Méthodes d'essai et résultats d'essai exigés (2e édition)

NBN EN 61162-2. — Matériels et systèmes de navigation et de radiocommunication maritimes - Interfaces numériques - Partie 2 : Emetteur unique et récepteurs multiples, transfert rapide de données (1e édition)

NBN EN 61326/A1. — Matériels électriques de mesure, de commande et de laboratoire - Prescriptions relatives à la CEM (1e édition)

NBN EN 61334-4-33. — Automatisation de la distribution à l'aide de systèmes de communication à courants porteurs - Partie 4-33 : Protocoles de communication de données - Couche liaison de données - Protocole orienté connexion (1e édition)

NBN EN 61334-4-61. — Automatisation de la distribution à l'aide de systèmes de communication à courants porteurs - Partie 4-61 : Protocoles de communication de données - Couche réseau - Protocole sans connexion (1e édition)

NBN EN 60730-2-13. — Dispositifs de commande électrique automatique à usage domestique et analogue - Partie 2 : Règles particulières pour les dispositifs de commande sensibles à l'humidité (1e édition)

NBN EN 50122-1. — Applications ferroviaires - Installations fixes - Partie 1 : Mesures de protection relatives à la sécurité électrique et à la mise à la terre (1e édition)

NBN EN 60917-1. — Modulaire volgorde voor de ontwikkeling van mechanische constructies voor elektronische apparaten - Deel 1 : Generieke norm (1e uitgave)

NBN EN 50015. — Elektrisch materieel voor plaatsen waar ontplofingsgevaar kan heersen - Olivulling « o » (3e uitgave)

NBN EN 50017. — Elektrisch materieel voor plaatsen waar ontplofingsgevaar kan heersen - Zandvulling « q » (3e uitgave)

NBN EN 50281-1-2. — Elektrische toestellen voor gebruik in de aanwezigheid van ontbrandbaar stof - Deel 1-2 : Elektrische toestellen beschermd door omhulsels - Selectie, opstelling en onderhoud (1e uitgave)

NBN EN 50281-2-1. — Elektrische toestellen voor gebruik in de aanwezigheid van ontbrandbaar stof - Deel 2-1 : Beproevingmethoden - Methoden voor de bepaling van de minimumontvlammings temperatuur van stof (1e uitgave)

NBN EN 60455-1. — Reactieve harsachtige substanties, toegepast voor elektrische isolatie - Deel 1 : Definities en algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 61061-3-1. — Niet-geïmpregneerd verdicht gelamineerd hout voor elektrische toepassingen - Deel 3 : Specificaties voor afzonderlijke materialen - Blad 1 : Vellen gemaakt van berkenfineer (1e uitgave)

NBN EN 50267-2-1. — Gemeenschappelijke beproevingsmethoden voor leidingen voor het gedrag bij brand - Beproevingmethoden voor gassen vrijgekomen bij verbranding van materiaal uit leidingen - Deel 2-1 : Procedures - Bepaling van het gehalte aan halogeenvoudende zure gassen (1e uitgave)

NBN EN 60811-2-1. — Isolatie- en mantelmateriaal van elektrische leidingen - Algemene beproevingsmethoden - Deel 2-1 : Beproevingmethoden voor elastomeren - Bestandheid tegen ozon, verlengproef bij hoge temperatuur en bestandheid tegen minerale olie (3e uitgave)

NBN EN 50262. — Metrische kabelwartels voor elektrische installaties (1e uitgave)

NBN EN 60534-2-1. — Regelkleppen voor de procesindustrie - Deel 2-1 : Doorstroomcapaciteit - Vergelijkingen voor de afmetingen van regelkleppen bij vloeistofstromen onder geïnstalleerde condities (3e uitgave)

NBN EN 60534-3-3. — Regelkleppen voor de procesindustrie - Deel 3-3 : Afmetingen - Inbouwmaten voor tweewegkogelregelkleppen met een stompe las (1e uitgave)

NBN EN 60870-6-701. — Materieel en systemen voor besturing op afstand - Deel 6-701 : Protocollen voor besturing op afstand, verenigbaar met ISO-normen en ITU-T-aanbevelingen - Functionele beschrijving voor het leveren van de TASE.1 toepassingsdienst in eindsystemen (1e uitgave)

NBN EN 60872-1. — Maritieme navigatie- en radiocommunicatie-apparatuur en -systemen - Hulpmiddelen voor het plotten van radarecho's - Deel 1 : Hulpmiddelen voor het automatisch plotten van radarecho's (ARPA) - Beproevingmethoden en vereiste beproevingsresultaten (2e uitgave)

NBN EN 61162-2. — Maritieme navigatie- en radiocommunicatie-apparatuur en -systemen - Digitale interfaces - Deel 2 : Eén zender en meer ontvangers, hoge snelheidstransmissie (1e uitgave)

NBN EN 61326/A1. — Elektrische uitrusting voor meting, besturing en laboratoriumgebruik - EMC-eisen (1e uitgave)

NBN EN 61334-4-33. — Distributie-automatisering met berichtenoverdracht over distributieverbindingen - Deel 4-33 : Protocollen voor gegevensoverdracht - Gegevensverbindingsslaag - Verbindingsprotocol (1e uitgave)

NBN EN 61334-4-61. — Distributie-automatisering met berichtenoverdracht over distributieverbindingen - Deel 4-61 : Protocollen voor gegevensoverdracht - Netwerklaag - Verbindingsloos protocol (1e uitgave)

NBN EN 60730-2-13. — Automatische elektrische regelaars voor huishoudelijk en soortgelijk gebruik - Deel 2 : Bijzondere eisen voor opvochtigheid reagerende regelaars (1e uitgave)

NBN EN 50122-1. — Railtoepassingen - Vaste opstellingen - Deel 1 : Beschermende maatregelen in verband met elektrische veiligheid en aarding (1e uitgave)

NBN EN 50123-5. — Applications ferroviaires - Installations fixes - Appareillage à courant continu - Partie 5 : Parafoudres et limiteurs de tension pour usage spécifique dans les systèmes à courant continu (1e édition)

NBN EN 50123-6. — Applications ferroviaires - Installations fixes - Appareillage à courant continu - Partie 6 : Montage d'appareillage en courant continu (1e édition)

NBN EN 50152-2. — Railway applications - Fixed installations - Particular requirements for a.c. switchgear - Part 2 : Single-phase disconnectors, earthing switches and switches with Um above 1 kV (1e édition)

NBN EN 60700-1. — Valves à thyristors pour le transport d'énergie en courant continu à haute tension (CCHT) - Partie 1 : Essais électriques (1e édition)

NBN EN 61429/A1. — Marquage des accumulateurs avec le symbole international de recyclage ISO 7000-1135 (1e édition)

NBN EN 60799. — Petit appareillage électrique - Cordons-connecteurs et cordons d'interconnexion (2e édition)

NBN EN 61009-1/A3. — Interrupteurs automatiques à courant différentiel résiduel avec protection contre les surintensités incorporés pour installations domestiques et analogues (DD) - Partie 1 : Règles générales (1e édition)

NBN EN 50298. — Enveloppes destinées aux ensembles d'appareillage à basse tension - Règles générales pour les enveloppes vides (1e édition)

NBN EN 60269-2/A2. — Fusibles basse tension - Partie 2 : Règles supplémentaires pour les fusibles destinés à être utilisés par des personnes habilitées (fusibles pour usages essentiellement industriels) (1e édition)

NBN EN 60947-4-2/A2. — Appareillage à basse tension - Partie 4 : Contacteurs et démarreurs de moteurs - Section 2 : Gradateurs et démarreurs à semi-conducteurs de moteurs à courant alternatif (1e édition)

NBN EN 60947-5-2. — Appareillage à basse tension - Partie 5 : Appareils et éléments de commutation pour circuits de commande - Section 2 : Détecteurs de proximité (2e édition)

NBN EN 60265-2/A2. — Interrupteurs à haute tension - Partie 2 : Interrupteurs à haute tension de tension assignée égale ou supérieure à 52 kV (+ erratum) (1e édition)

NBN EN 61854. — Lignes aériennes - Exigences et essais applicables aux entretoises (1e édition)

NBN EN 50085-1/A1. — Systèmes de goulottes et de conduits profilés pour installations électriques - Partie 1 : Règles générales (1e édition)

NBN EN 60598-2-22. — Luminaires - Partie 2-22 : Règles particulières - Luminaires pour éclairage de secours (3e édition)

NBN EN 60630. — Encombrement maximal des lampes à incandescence (1e édition)

NBN EN 50242. — Lave-vaisselle électriques pour usage domestique - Méthodes d'essai pour la mesure de l'aptitude à la fonction (1e édition)

NBN EN 60335-2-14/A1. — Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les machines de cuisine (1e édition)

NBN EN 60335-2-54/A1. — Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les appareils de nettoyage des surfaces, utilisant des liquides (1e édition)

NBN EN 60601-2-1. — Appareils électromédicaux - Partie 2-1 : Règles particulières de sécurité pour les accélérateurs d'électrons dans la gamme de 1 MeV à 50 MeV (1e édition)

NBN EN 60601-2-46. — Appareils électromédicaux - Partie 2-46 : Règles particulières de sécurité pour les tables d'opération (1e édition)

NBN EN 60974-1. — Matériel de soudage électrique - Partie 1 : Sources de courant pour soudage (3e édition)

NBN EN 50144-1. — Sécurité des outils électroportatifs à moteur - Partie 1 : Règles générales (2e édition)

NBN EN 50083-3. — Systèmes de distribution par câble pour signaux de télévision, signaux de radiodiffusion sonore et services interactifs - Partie 3 : Matériels actifs à large bande utilisés dans les réseaux de distribution coaxiale (2e édition)

NBN EN 61300-3-23. — Dispositifs d'interconnexion et composants passifs à fibres optiques - Méthodes fondamentales d'essais et de mesures - Partie 3-23 : Examens et mesures - Position de la fibre par rapport à l'extrémité de l'embout (1e édition)

NBN EN 50123-5. — Railtoepassingen - Gelijkstroomschakelininstallaties voor vaste opstellingen - Deel 5 : Overspanningsafleiders en laagspanningsbegrenzers voor specifiek gebruik in gelijkstroom installaties (1e uitgave)

NBN EN 50123-6. — Railtoepassingen - Gelijkstroomschakelininstallaties voor vaste opstellingen - Deel 6 : Samenstellingen van gelijkstroomschakelininstallaties (1e uitgave)

NBN EN 50152-2. — Railtoepassingen - Vaste opstellingen - Bijzondere eisen voor wisselstroomschakelmaterieel voor verdeling - Deel 2 : Eenfasescheiders, aardschakelaars en schakelaars met Um boven 1 kV (1e uitgave)

NBN EN 60700-1. — Thyristorventielen voor hoogspanningsgelijkstromtransmissie - Deel 1 : Elektrotechnische beproeving (1e uitgave)

NBN EN 61429/A1. — Merken van oplaadbare batterijen met het internationale symbool voor hergebruik ISO 7000-1135 (1e uitgave)

NBN EN 60799. — Elektrotechnisch installatiematerieel - Snoerstellen en doorverbindingssnoerstellen (2e uitgave)

NBN EN 61009-1/A3. — Automatische differentieelschakelaars met ingebouwde bescherming tegen overstromen voor huishoudelijk en dergelijk gebruik (RCBO's) - Deel 1 : Algemene regels (1e uitgave)

NBN EN 50298. — Lege omhulsels voor laagspanningsschakel- en verdeelinrichtingen - Algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 60269-2/A2. — Laagspanningssmeltveiligheden - Deel 2 : Aanvullende eisen voor smeltveiligheden voor gebruik door geautoriseerde personen (smeltveiligheden voornamelijk voor industriële toepassingen) (1e uitgave)

NBN EN 60947-4-2/A2. — Laagspanningsschakelaars - Deel 4 : Schakelaars en aanzetters voor motoren - Sectie 2 : Wisselstroomhalfgeleiderschakelaars en -aanzetters voor motoren (1e uitgave)

NBN EN 60947-5-2. — Laagspanningsschakelaars - Deel 5 : Stuurstroomkringen en schakelementen - Sectie 2 : Naderingsschakelaars (2e uitgave)

NBN EN 60265-2/A2. — Hoogspanningsschakelaars - Deel 2 : Hoogspanningsschakelaars voor een spanning van 52 kV en hoger (+ erratum) (1e uitgave)

NBN EN 61854. — Bovengrondse lijnen - Eisen en proeven voor veldafstandhouders (1e uitgave)

NBN EN 50085-1/A1. — Systemen van kabelgoten en systemen van kabelkokers voor elektrische installaties - Deel 1 : Algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 60598-2-22. — Verlichtingsarmaturen - Deel 2-22 : Bijzondere eisen - Verlichtingsarmaturen voor noodverlichting (3e uitgave)

NBN EN 60630. — Maximale lampcontouren voor gloeilampen (1e uitgave)

NBN EN 50242. — Elektrische vaatwasmachines voor huishoudelijk gebruik - Beproevingmethoden voor het meten van de gebruikseigenschappen (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-14/A1. — Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor keukenmachines (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-54/A1. — Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor oppervlakreinigingstoestellen die werken met vloeistoffen (1e uitgave)

NBN EN 60601-2-1. — Medisch-elektrische toestellen - Deel 2-1 : Bijzondere eisen voor de veiligheid van medische elektronenversnellers in het gebied van 1 MeV tot 50 MeV (1e uitgave)

NBN EN 60601-2-46. — Medisch-elektrische toestellen - Deel 2-46 : Bijzondere eisen voor de veiligheid van operatietafels (1e uitgave)

NBN EN 60974-1. — Uitrusting voor booglassen - Deel 1 : Lastoestellen (3e uitgave)

NBN EN 50144-1. — Veiligheid van handgereedschap met elektrische aandrijving - Deel 1 : Algemene eisen (2e uitgave)

NBN EN 50083-3. — Kabeldistributiesystemen voor televisiesignalen, geluidsignalen en interactieve service - Deel 3 : Actieve brede-band apparatuur voor coaxiale distributienetten (2e uitgave)

NBN EN 61300-3-23. — Optische-vezelverbindingselementen en passieve componenten - Basisbeproevingen en -meetprocedures - Deel 3-23 : Onderzoek en metingen - Positie van de vezel ten opzichte van het eindvlak van de afsluithuls (1e uitgave)

NBN EN 50157-2-1. — Spécification des interconnexions des équipements électroniques domestiques et à usage analogue : AV. link - Partie 2-1 : Adaptation de la qualité du signal et sélection automatique des équipements sources (2e édition)

NBN EN 50157-2-2. — Spécification des interconnexions des équipements électroniques domestiques et à usage analogue : AV. link - Partie 2-2 : Commandes de base du système (1e édition)

NBN EN 50157-2-3. — Spécification des interconnexions des équipements électroniques domestiques et à usage analogue : AV. link - Partie 2-3 : Application orientée système (1e édition)

NBN EN 55011. — Appareils industriels, scientifiques et médicaux (ISM) à fréquence radioélectrique - Caractéristiques de perturbations radioélectriques - Limites et méthodes de mesure (3e édition)

NBN EN 50201. — Interfaces pour décodeur DVB intégré (1e édition)

NBN EN 60431/A1. — Dimensions des noyaux carrés (noyaux RM) en oxydes magnétiques et pièces associées (1e édition)

NBN EN 60512-14-7. — Composants électromécaniques pour équipements électroniques - Procédures d'essai de base et méthodes de mesure - Partie 14 : Essais d'étanchéité - Section 7 : Essai 14g : Projection d'eau (1e édition)

NBN EN 60603-2. — Connecteurs pour fréquences inférieures à 3 MHz pour utilisation avec cartes imprimées - Partie 2 : Spécification particulière pour connecteurs en deux parties pour cartes imprimées, avec assurance de la qualité, pour grilles de base de 2,54 mm (0,1 in) avec caractéristiques de montage communes (1e édition)

NBN EN 61076-4-100. — Connecteurs sous assurance de la qualité, pour utilisation dans le cadre d'applications analogiques en courant continu et à basse fréquence et dans le cadre d'applications numériques utilisant des débits élevés pour le transfert des données - Partie 4 : Connecteurs pour cartes imprimées - Section 100 : Spécification particulière pour modules de connecteurs en deux parties pour cartes imprimées et fonds de panier, au pas de 2,5 mm (0,098 in) (1e édition)

NBN EN 61076-4-101. — Connecteurs sous assurance de la qualité, pour utilisation dans le cadre d'applications analogiques en courant continu et à basse fréquence et dans le cadre d'applications numériques utilisant des débits élevés pour le transfert des données - Partie 4 : Connecteurs pour cartes imprimées - Section 101 : Spécification particulière pour modules de connecteurs en deux parties pour cartes imprimées et fonds de panier, au pas de base de 2,0 mm selon la NBN EN 60917 (1e édition)

NBN EN 61076-4-105. — Connecteurs sous assurance de la qualité, pour utilisation dans le cadre d'applications analogiques en courant continu et à basse fréquence et dans le cadre d'applications numériques utilisant des débits élevés pour le transfert des données - Partie 4 : Connecteurs pour cartes imprimées - Section 105 : Spécification particulière d'un connecteur circulaire de 9 mm, de 3 à 8 contacts, à utiliser dans une large gamme d'applications incluant les télécommunications et le grand public (1e édition)

NBN EN 61188-1-2. — Cartes imprimées et cartes imprimées équipées - Conception et utilisation - Partie 1-2 : Prescriptions générales - Impédance contrôlée (1e édition)

NBN EN 61191-1. — Ensembles de cartes imprimées - Partie 1 : Spécification générique - Exigences relatives aux ensembles électriques ou électroniques brasés utilisant les techniques de montage en surface et associées (1e édition)

NBN EN 61191-2. — Ensembles de cartes imprimées - Partie 2 : Spécification intermédiaire - Exigences relatives à l'assemblage par brasage pour montage en surface (1e édition)

NBN EN 61191-4. — Ensembles de cartes imprimées - Partie 4 : Spécification intermédiaire - Exigences relatives à l'assemblage de bornes par brasage (1e édition)

NBN EN 61291-1. — Amplificateurs à fibres optiques - Partie 1 : Spécification générique (1e édition)

NBN EN 61747-4. — Dispositifs d'affichage à cristaux liquides et à semi-conducteurs - Partie 4 : Modules et cellules d'affichage à cristaux liquides - Valeurs limites et caractéristiques essentielles (1e édition)

NBN EN 61835. — Système de magnétoscope numérique à composantes à cassette à balayage hélicoïdal sur bande magnétique de 12,65 mm (0,5 in) - Format D-5 (1e édition)

NBN EN 50049-1/A1. — Prescriptions d'interconnexion des appareils électroniques grand public et analogues : Connecteur de péritelévision (1e édition)

NBN EN 60118-1/A1. — Appareils de correction auditive - Partie 1 : Appareils de correction auditive comportant une entrée à bobine d'induction captrice (1e édition)

NBN EN 61146-4. — Caméras vidéo (PAL/SECAM/NTSC) - Méthodes de mesure - Partie 4 : Fonctions automatiques des caméras vidéo et des caméscopes (1e édition)

NBN EN 50157-2-1. — Eisen voor de verbinding van huishoudelijke en soortgelijke elektronische toestellen : Audio-Video-verbindingen - Deel 2-1 : Kwaliteitsgelijkstelling van het signaal en automatisch uitkiezen van bronapparaten (2e uitgave)

NBN EN 50157-2-2. — Eisen voor de verbinding van huishoudelijke en soortgelijke elektronische toestellen : Audio-Video-verbindingen - Deel 2-2 : Op het basissysteem gerichte commando's (1e uitgave)

NBN EN 50157-2-3. — Eisen voor de verbinding van huishoudelijke en soortgelijke elektronische toestellen : Audio-Video-verbindingen - Deel 2-3 : Op het systeem gerichte toepassing (1e uitgave)

NBN EN 55011. — HF-apparatuur voor industriële, wetenschappelijke en medische doeleinden (ISM-apparatuur) - Radiostoringskenmerken - Grenswaarden en meetmethoden (3e uitgave)

NBN EN 50201. — Aansluitingen voor DVB-IRD (1e uitgave)

NBN EN 60431/A1. — Afmetingen van vierkante kernen (RM-kernen) van magnetische oxiden en toebehoren (1e uitgave)

NBN EN 60512-14-7. — Elektromechanische onderdelen voor elektronische apparatuur - Algemene beproevings- en meetmethoden - Deel 14 : Afdichtingsproeven - Sectie 7 : Proef 14g : Spatwater (1e uitgave)

NBN EN 60603-2. — Connectors voor printplaten en gebruik bij frequenties beneden 3 MHz - Deel 2 : Raamspecificatie voor tweedelige connectors van vastgestelde kwaliteit voor printplaten op een raster van 2,54 mm (0,1 in) met gezamenlijke montagekenmerken (1e uitgave)

NBN EN 61076-4-100. — Connectoren van vastgestelde kwaliteit, voor gebruik bij gelijkstroomgegevensoverdracht, analoog met lage frequentie en digitaal met hoge snelheid - Deel 4 : Printplaatconnectoren - Sectie 100 : Raamspecificatie voor tweedelige connectormodules met een raster van 2,5 mm (0,098 in) voor printplaten en achterpanelen (1e uitgave)

NBN EN 61076-4-101. — Connectoren van vastgestelde kwaliteit, voor gebruik bij gelijkstroomgegevensoverdracht, analoog met lage frequentie en digitaal met hoge snelheid - Deel 4 : Printplaatconnectoren - Sectie 101 : Raamspecificatie voor tweedelige connectormodules met een raster van 2,0 mm voor printplaten en achterpanelen volgens NBN EN 60917 (1e uitgave)

NBN EN 61076-4-105. — Connectoren van vastgestelde kwaliteit, voor gebruik bij gelijkstroomgegevensoverdracht, analoog met lage frequentie en digitaal met hoge snelheid - Deel 4 : Printplaatconnectoren - Sectie 105 : Raamspecificatie voor ronde connectoren met een middellijn van 9 mm en 3 tot 8 contacten, voor gebruik in een breed toepassingsgebied inclusief de telecommunicatie- en geluidindustrie (1e uitgave)

NBN EN 61188-1-2. — Printplaten en samenstellingen - Ontwerp en gebruik - Deel 1-2 : Algemene eisen - Beheerste impedantie (1e uitgave)

NBN EN 61191-1. — Printplaatsamenstellingen - Deel 1 : Hoofdspecificatie - Gesoldeerde elektrische en elektronische samenstellingen met gebruikmaking van oppervlaktemontage en verwante technologieën (1e uitgave)

NBN EN 61191-2. — Printplaatsamenstellingen - Deel 2 : Groepspecificatie - Gesoldeerde samenstellingen voor oppervlaktemontage (1e uitgave)

NBN EN 61191-4. — Printplaatsamenstellingen - Deel 4 : Groepsspecificatie - Samenstellingen met gesoldeerde klemmen (1e uitgave)

NBN EN 61291-1. — Optische vezel-versterkers - Deel 1 : Hoofdspecificatie (1e uitgave)

NBN EN 61747-4. — Beeldschermen gemaakt met vloeibare kristallen (LCD) en beeldschermen gemaakt met halfgeleiders - Deel 4 : LCD-modules en cellen - Essentiële kenmerken en eigenschappen (1e uitgave)

NBN EN 61835. — Digitaal videorecordercassettesysteem met diagonale registratie, met 12,65 mm (0,5 in) brede magnetische band - Formaat D-5 (1e uitgave)

NBN EN 50049-1/A1. — Elektronische toestellen voor huishoudelijk en soortgelijk gebruik - Eisen voor de onderlinge signaalverbinding : Peritelevisieconnector en snoerstellen (1e uitgave)

NBN EN 60118-1/A1. — Hoortoestellen - Deel 1 : Hoortoestellen met een luisterspoelingang (1e uitgave)

NBN EN 61146-4. — Videocamera's (PAL/SECAM/NTSC) - Meetmethoden - Deel 4 : Automatische functies van video-camera's en camerarecorders (1e uitgave)

NBN EN 61834-1. — Enregistrement - Système de magnétoscope numérique à cassette à balayage hélicoïdal utilisant la bande magnétique de 6,35 mm, destiné au grand public (Systèmes 525-60, 625-50, 1125-60 et 1250-50) - Partie 1 : Spécifications générales (1e édition)

NBN EN 61834-2. — Enregistrement - Système de magnétoscope numérique à cassette à balayage hélicoïdal utilisant la bande magnétique de 6,35 mm, destiné au grand public (Systèmes 525-60, 625-50, 1125-60 et 1250-50) - Partie 2 : Format SD pour les systèmes 525-60 et 625-50 (1e édition)

NBN EN 61834-5. — Enregistrement - Système de magnétoscope numérique à cassette à balayage hélicoïdal utilisant la bande magnétique de 6,35 mm, destiné au grand public (Systèmes 525-60, 625-50, 1125-60 et 1250-50) - Partie 5 : Structures des jeux de caractères (1e édition)

NBN EN 303-2. — Chaudières de chauffage - Partie 2 : Chaudières avec brûleurs à air soufflé - Prescriptions spéciales pour chaudières avec brûleurs à fioul à pulvérisation (2e édition)

NBN EN 307. — Echangeurs thermiques - Guide de préparation des notices d'installation, de fonctionnement et de maintenance nécessaires au maintien des performances de tous les types d'échangeurs thermiques (2e édition)

NBN EN 1048. — Echangeurs thermiques - Refroidisseurs de liquide à convection forcée - Procédures d'essai pour la détermination des performances (2e édition)

NBN EN 1117. — Echangeurs thermiques - Condenseurs à eau - Procédures d'essai pour la détermination des performances (1e édition)

NBN EN 1118. — Echangeurs thermiques - Refroidisseurs de liquides - Procédures d'essai pour la détermination de la performance (1e édition)

NBN EN 1148. — Echangeurs thermiques - Echangeurs eau/eau pour chauffage urbain - Procédures d'essai pour la détermination des performances (1e édition)

NBN EN 1216. — Echangeurs thermiques - Batteries à ailettes à circulation forcée - Procédures d'essai pour la détermination des performances (1e édition)

NBN EN 1397. — Echangeurs thermiques - Ventilconvecteurs à eau - Procédures d'essai pour la détermination des performances (1e édition)

NBN EN 299. — Gicleurs sans retour pour brûleurs à fioul domestique à pulvérisation - Détermination de l'angle et des caractéristiques de pulvérisation (2e édition)

NBN EN 1854/A1. — Dispositifs de surveillance de pression pour brûleurs à gaz et appareils à gaz (1e édition)

NBN EN 12067-1. — Dispositifs de régulation du rapport air/gaz pour brûleurs à gaz et appareils à gaz - Partie 1 : Dispositifs pneumatiques (1e édition)

NBN EN 1776. — Alimentation en gaz - Postes de comptage de gaz naturel - Prescriptions fonctionnelles (1e édition)

NBN EN ISO 5458. — Spécification géométrique des produits (GPS) - Tolérance géométrique - Tolérance de localisation (ISO 5458 : 1998) (1e édition)

NBN EN 12547. — Centrifugeuses - Prescriptions communes de sécurité (1e édition)

NBN EN ISO 3650. — Spécification géométrique des produits (GPS) - Etalons de longueur - Cales-étalons (ISO 3650 : 1998) (1e édition)

NBN EN 1554. — Courroies transporteuses - Essais de frottement au tambour (1e édition)

NBN EN 1718. — Courroies transporteuses légères - Méthode d'essai pour le mesurage du champ électrostatique engendré par une courroie transporteuse légère en marche (1e édition)

NBN EN 1724. — Courroies transporteuses légères - Méthodes d'essai pour la détermination du coefficient de frottement (1e édition)

NBN EN 1726-1. — Sécurité des chariots de manutention - Chariots automoteurs de capacité n'excédant pas 10 000 kg et tracteurs dont l'effort au crochet est inférieur ou égal à 20 000 N - Partie 1 : Prescriptions générales (1e édition)

NBN EN 996/A1. — Matériel de battage - Prescriptions de sécurité (1e édition)

NBN EN ISO 1461. — Revêtements par galvanisation à chaud sur produits finis ferreux - Spécifications et méthodes d'essai (ISO 1461 : 1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4535. — Emaux vitrifiés - Appareillage pour la détermination de la résistance aux solutions chaudes de détergent utilisées pour le lavage des textiles (ISO 4535 : 1983) (1e édition)

NBN EN ISO 14713. — Protection contre la corrosion du fer et de l'acier dans les constructions - Revêtements de zinc et d'aluminium - Lignes directrices (ISO 14713 : 1999) (1e édition)

NBN EN 61834-1. — Opname - Digitaal videorecordercassette-systeem met diagonale registratie, met 6,35 mm brede magnetische band voor gebruik door consumenten (525-60, 625-50, 1125-60 en 1250-50 systemen) - Deel 1 : Algemene specificaties (1e uitgave)

NBN EN 61834-2. — Opname - Digitaal videorecordercassettesysteem met diagonale registratie, met 6,35 mm brede magnetische band voor gebruik door consumenten (525-60, 625-50, 1125-60 en 1250-50 systemen) - Deel 2 : SD-formaat voor 525-60 en 625-50 systeem (1e uitgave)

NBN EN 61834-5. — Opname - Digitaal videorecordercassette-systeem met diagonale registratie, met 6,35 mm brede magnetische band voor gebruik door consumenten (525-60, 625-50, 1125-60 en 1250-50 systemen) - Deel 5 : Het tekeninformatiesysteem (1e uitgave)

NBN EN 303-2. — Verwarmingsketels - Deel 2 : Verwarmingsketels met ventilatorbranders - Speciale eisen voor ketelsmet verstuivingsbranders (2e uitgave)

NBN EN 307. — Warmtewisselaars - Leidraad voor installatie, bedrijfs- en onderhoudsinstructies vereist voor het onderhouden van de prestatie van elk type warmtewisselaar (2e uitgave)

NBN EN 1048. — Warmtewisselaars - Met lucht gekoelde vloeistofkoelers - Beproevingprocedure voor het vaststellen van de prestatie (2e uitgave)

NBN EN 1117. — Warmtewisselaars - Met vloeistof gekoelde koelmiddelverdampers - Beproevingprocedures voor het vaststellen van de prestatie (1e uitgave)

NBN EN 1118. — Warmtewisselaars - Met koelmiddel gekoelde vloeistofkoelers - Beproevingprocedures voor het vaststellen van de prestatie (1e uitgave)

NBN EN 1148. — Warmtewisselaars - Water/waterwarmtewisselaars voor stadsverwarming - Beproevingmethoden voor het vaststellen van de prestatiegegevens (1e uitgave)

NBN EN 1216. — Warmtewisselaars - Luchtkoelers en luchtverwarmers met gedwongen convectie - Beproevingprocedures voor het vaststellen van de prestatie (1e uitgave)

NBN EN 1397. — Warmtewisselaars - Water/lucht-ventilatorconvectoren - Beproevingprocedures voor het vaststellen van de prestatie (1e uitgave)

NBN EN 299. — Oliedrukverstuivers - Bepaling van de hoek en de sproeikarakteristiek (2e uitgave)

NBN EN 1854/A1. — Drukvoelers voor met gas gestookte branders en toestellen (1e uitgave)

NBN EN 12067-1. — Regelaars voor de gas/lucht-verhouding voor met gas gestookte branders en gasverbruikstoestellen - Deel 1 : Pneumatische soorten (1e uitgave)

NBN EN 1776. — Gasvoorzieningsystemen - Meetstations voor aardgas - Functionele eisen (1e uitgave)

NBN EN ISO 5458. — Geometrische productspecificaties (GPS) - Bepaling van het geometrische tolerantiegebied - Bepaling van het positionele tolerantiegebied (ISO 5458 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN 12547. — Centrifuges - Algemene veiligheidseisen (1e uitgave)

NBN EN ISO 3650. — Geometrische productspecificaties (GPS) - Lengtestandaarden - Eindmaten (ISO 3650 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN 1554. — Transportbanden - Beproeving van de trommelwrijving (1e uitgave)

NBN EN 1718. — Lichte transportbanden - Beproevingmethode voor het meten van het elektrostatisch veld opgewekt door een lopende lichte transportband (1e uitgave)

NBN EN 1724. — Lichte transportbanden - Beproevingmethode voor de bepaling van de wrijvingscoëfficiënt (1e uitgave)

NBN EN 1726-1. — Veiligheid van transportwerktuigen - Gemotoriseerde transportwerktuigen met een hefvermogen tot 10 000 kg en trekkers met een trekkracht tot 20 000 N - Deel 1 : Algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 996/A1. — Funderingsmachines - Veiligheidseisen (1e uitgave)

NBN EN ISO 1461. — Dompelverzinkte deklagen op gereede producten van ijzer en staal - Specificaties en beproevingsmethoden (ISO 1461 : 1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4535. — Email - Apparatuur voor de bepaling van bestandheid tegen hete oplossingen van wasmiddelen die voor het wassen van textiel worden toegepast (ISO 4535 : 1983) (1e uitgave)

NBN EN ISO 14713. — Bescherming van ijzer en staal in constructies tegen corrosie - Deklagen van zink en aluminium - Leidraden (ISO 14713 : 1999) (1e uitgave)

NBN EN 1065. — Etais télescopiques réglables en acier - Spécifications du produit, conception et évaluation par calculs et essais (1e édition)

NBN EN 1982. — Cuivre et alliages de cuivre - Lingots et pièces moulées (1e édition)

NBN EN 1971. — Cuivre et alliages de cuivre - Méthode de contrôle de tubes par courants de Foucault (1e édition)

NBN EN 12373-3. — Aluminium et alliages d'aluminium - Anodisation - Partie 3 : Détermination de l'épaisseur des couches anodiques - Méthode non destructive au microscope à coupe optique (1e édition)

NBN EN 12373-9. — Aluminium et alliages d'aluminium - Anodisation - Partie 9 : Détermination de la résistance à l'usure et de l'indice d'usure des couches d'oxyde anodiques par essai à la roue abrasive (1e édition)

NBN EN 12373-2. — Aluminium et alliages d'aluminium - Anodisation - Partie 2 : Détermination de la masse par unité de surface (masse surfacique) des couches anodiques - Méthode gravimétrique (1e édition)

NBN EN 12373-5. — Aluminium et alliages d'aluminium - Anodisation - Partie 5 : Evaluation de la qualité des couches anodiques colmatées par mesurage de l'admittance (1e édition)

NBN EN 12373-6. — Aluminium et alliages d'aluminium - Anodisation - Partie 6 : Evaluation de la qualité des couches anodiques colmatées par mesurage de la perte de masse après immersion en solution phosphochromique sans traitement acide préalable (1e édition)

NBN EN 12373-7. — Aluminium et alliages d'aluminium - Anodisation - Partie 7 : Evaluation de la qualité des couches anodiques colmatées par mesurage de la perte de masse après immersion en solution phosphochromique avec traitement acide préalable (1e édition)

NBN EN 12373-8. — Aluminium et alliages d'aluminium - Anodisation - Partie 8 : Détermination de la solidité comparée à la lumière ultraviolette et à la chaleur des couches anodiques colorées (1e édition)

NBN EN 12561-1. — Applications ferroviaires - Wagons citernes - Partie 1 : Marquages des wagons citernes destinés au transport des matières dangereuses (1e édition)

NBN EN ISO 389-3. — Acoustique - Zéro de référence pour l'étalonnage d'équipements audiométriques - Partie 3 : Niveaux de référence équivalents de force liminaire pour les vibreurs à sons purs et les ossivibreurs (ISO 389-3 : 1994) (1e édition)

NBN EN ISO 389-4. — Acoustique - Zéro de référence pour l'étalonnage d'équipements audiométriques - Partie 4 : Niveaux de référence pour bruit de masque en bande étroite (ISO 389-4 : 1994) (1e édition)

NBN EN ISO 5135. — Acoustique - Détermination des niveaux de puissance acoustique du bruit émis par les bouches d'air, les unités terminales, les registres et clapets au moyen de mesurages en salle réverbérante (ISO 5135 : 1997) (1e édition)

NBN EN ISO 11690-3. — Acoustique - Pratique recommandée pour la conception de locaux de travail à bruit réduit contenant des machines - Partie 3 : Propagation du son et prévision du bruit dans les locaux de travail (ISO/TR 11690-3 : 1997) (1e édition)

NBN EN 144-2. — Appareils de protection respiratoire - Robinets de bouteille à gaz - Partie 2 : Raccordements de sortie (1e édition)

NBN EN 465/A1. — Vêtements de protection - Protection contre les produits chimiques liquides - Exigences de performance des vêtements de protection chimique avec liaisons étanches aux brouillards entre les différentes parties du vêtement (Equipement de type 4) (1e édition)

NBN EN 466/A1. — Vêtements de protection - Protection contre les produits chimiques liquides - Exigences de performance des vêtements de protection chimique avec liaisons étanches aux liquides entre les différentes parties du vêtement (Equipement de type 3) (1e édition)

NBN EN 467/A1. — Vêtements de protection - Protection contre les produits chimiques liquides - Exigences de performance des articles d'habillement offrant une protection chimique à certaines parties du corps (1e édition)

NBN EN ISO 11554. — Optique et instruments d'optique - Lasers et équipements associés aux lasers - Méthodes d'essai de la puissance et l'énergie des lasers et de leurs caractéristiques temporelles (ISO 11554 : 1998) (1e édition)

NBN EN 3-6/A1. — Extincteurs d'incendie portatifs - Partie 6 : Modalité visant à évaluer la conformité des extincteurs portatifs conformément à l'EN 3 partie 1 à partie 5 (1e édition)

NBN EN 1065. — Stalen schroefstempels - Productspecificaties, ontwerp en onderzoek door berekeningen en beproevingen (1e uitgave)

NBN EN 1982. — Koper en koperlegeringen - Blokken en gietstukken (1e uitgave)

NBN EN 1971. — Koper en koperlegeringen - Wervelstroombeproeving voor buizen (1e uitgave)

NBN EN 12373-3. — Aluminium en aluminiumlegeringen - Anodiseren - Deel 3 : Bepaling van de dikte van anodisch aangebrachte oxidelagen - Niet-destructieve meting met een spleetlamp-microscop (1e uitgave)

NBN EN 12373-9. — Aluminium en aluminiumlegeringen - Anodiseren - Deel 9 : Meting van de slijtweerstand en het slijtgetal van anodisch aangebrachte oxidelagen met een slijtproef met gebruik van een beproevingsapparaat met een slijpwiël (1e uitgave)

NBN EN 12373-2. — Aluminium en aluminiumlegeringen - Anodiseren - Deel 2 : Bepaling van de areÖeke massa (oppervlaktedichtheid) van anodisch aangebrachte oxidelagen - Gravimetrische methode (1e uitgave)

NBN EN 12373-5. — Aluminium en aluminiumlegeringen - Anodiseren - Deel 5 : Beoordeling van de kwaliteit van gesloten, anodisch aangebrachte oxidelagen door het meten van de admittantie (1e uitgave)

NBN EN 12373-6. — Aluminium en aluminiumlegeringen - Anodiseren - Deel 6 : Beoordeling van de kwaliteit van gesloten, anodisch aangebrachte oxidelagen door het meten van het massaverlies na onderdompeling in een oplossing van chroomfosforzuur zonder voorafgaande zuurbehandeling (1e uitgave)

NBN EN 12373-7. — Aluminium en aluminiumlegeringen - Anodiseren - Deel 7 : Beoordeling van de kwaliteit van gesloten, anodisch aangebrachte oxidelagen door het meten van het massaverlies na onderdompeling in een oplossing van chroomfosforzuur met voorafgaande zuurbehandeling (1e uitgave)

NBN EN 12373-8. — Aluminium en aluminiumlegeringen - Anodiseren - Deel 8 : Bepaling van de vergelijkende kleurechtheid van gekleurde, anodisch aangebrachte oxidelagen tegen ultraviolet licht en warmte (1e uitgave)

NBN EN 12561-1. — Spoorwegtoepassingen - Tankwagens - Deel 1 : Markering van tankwagens voor gevaarlijke goederen (1e uitgave)

NBN EN ISO 389-3. — Geluidleer - Standaardverwijzingsnul voor het ijken van zuivere toon bij gehoormeters - Deel 3 : Gelijkwaardige drempelkrachtpeilen voor zuivere tonen en beengeleidingsgehoor (ISO 389-3 : 1994) (1e uitgave)

NBN EN ISO 389-4. — Geluidleer - Standaardverwijzingsnul voor het ijken van zuivere toon bij gehoormeters - Deel 4 : Verwijzingspeilen voor smalbandig maskeerlawaaï (ISO 389-4 : 1994) (1e uitgave)

NBN EN ISO 5135. — Geluidleer - Bepalen van geluidvermogenpeilen van luchtuitlaattoestellen, luchtuitlaateenheden, dempers en kranen door meting in een galmkamer (ISO 5135 : 1997) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11690-3. — Geluidleer - Aanbevolen aanpak voor het ontwerpen van lawaaïarme arbeidsplekken met machines - Deel 3 : Geluidvoortplanting en lawaaïvoorspelling in arbeidsruimten (ISO/TR 11690-3 : 1997) (1e uitgave)

NBN EN 144-2. — Ademhalingsbeschermingsmiddelen - Afsluiters voor gasflessen - Deel 2 : Uitlaataansluitingen (1e uitgave)

NBN EN 465/A1. — Beschermende kleding - Bescherming tegen vloeibare chemicaliën - Prestatie-eisen voor beschermende kleding met neveldichte verbindingen tussen de verschillende delen van de kleding (Uitrustings type 4) (1e uitgave)

NBN EN 466/A1. — Beschermende kleding - Bescherming tegen vloeibare chemicaliën - Prestatie-eisen voor tegen chemicaliën beschermende kleding met vloeistofdichte verbindingen tussen de verschillende delen van de kleding (Uitrustings type 3) (1e uitgave)

NBN EN 467/A1. — Beschermende kleding - Bescherming tegen vloeibare chemicaliën - Prestatie-eisen voor kledingstukken die delen van het lichaam beschermen tegen chemicaliën (1e uitgave)

NBN EN ISO 11554. — Optica en optische instrumenten - Lasers en laserapparatuur - Beproevingsmethoden voor vermogen, energie en tijdelijke kenmerken van laserstralen (ISO 11554 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN 3-6/A1. — Draagbare blussers - Deel 6 : Voorzieningen voor de vaststelling van overeenkomst van draagbare blussers volgens EN 3 delen 1 tot en met 5 (1e uitgave)

NBN ENV 1363-3. — Fire resistance tests - Part 3 : Verification of furnace performance (1e édition)

NBN EN 12022. — Echangeurs gaz/sang extra corporels (1e édition)

NBN EN 12376. — Dispositifs médicaux de diagnostic in vitro - Informations fournies par le fabricant de réactifs de coloration de diagnostic in vitro utilisés en biologie (1e édition)

NBN EN 993-5. — Méthodes d'essai pour produits réfractaires façonnés denses - Partie 5 : Détermination de la résistance à l'écrasement à température ambiante (1e édition)

NBN EN 993-7. — Méthodes d'essai pour produits réfractaires façonnés denses - Partie 7 : Détermination du module de rupture à températures élevées (1e édition)

NBN EN 993-17. — Méthodes d'essai pour produits réfractaires façonnés denses - Partie 17 : Détermination de la masse volumique apparente des matériaux en grains par la méthode au mercure sous vide (1e édition)

NBN EN 1094-2. — Produits réfractaires isolants - Partie 2 : Classification des produits façonnés (ISO 2245 : 1990 modifiée) (1e édition)

NBN EN 1094-6. — Produits réfractaires isolants - Partie 6 : Détermination de la variation permanente de dimensions des produits façonnés sous l'action de la chaleur (ISO 2477 : 1987 modifiée) (1e édition)

NBN ENV 1402-3. — Produits réfractaires non façonnés - Partie 3 : Caractérisation à l'état de réception (1e édition)

NBN EN 12475-4. — Classification des produits réfractaires façonnés denses - Partie 4 : Produits spéciaux (1e édition)

NBN EN 583-1. — Essais non destructifs - Contrôle ultrasonore - Partie 1 : Principes généraux (1e édition)

NBN EN 1811. — Méthode d'essai de référence pour la libération du nickel par les produits qui sont destinés à venir en contact direct et prolongé avec la peau (1e édition)

NBN EN ISO 11426. — Dosage de l'or dans les alliages d'or pour la bijouterie-joaillerie - Méthode de coupellation (essai au feu) (ISO 11426 : 1997) (1e édition)

NBN EN 12571. — Matériaux et articles en contact avec les denrées alimentaires - Conteneurs pour le transport de bacs contenant des denrées alimentaires préparées - Prescriptions thermiques et d'hygiène et méthodes d'essai (1e édition)

NBN ENV 13258. — Matériaux et articles en contact avec les denrées alimentaires - Méthode d'essai de la résistance au tressillage des articles en céramique (1e édition)

NBN EN 1176-5. — Equipements d'aires de jeux - Partie 5 : Exigences de sécurité et méthodes d'essai complémentaires spécifiques aux manèges (1e édition)

NBN EN 1882. — Plumes et duvets - Méthodes d'essais - Détermination de la masse commerciale d'un lot de plumes et duvets (1e édition)

NBN EN 1883. — Plumes et duvets - Echantillonnage en vue d'essais (1e édition)

NBN EN 1884. — Plumes et duvets - Méthodes d'essais - Détermination de l'état microbiologique (1e édition)

NBN EN 12061. — Systèmes de canalisation en plastique - Raccords en thermoplastique - Méthode d'essai de résistance au choc (1e édition)

NBN EN ISO 9308-3. — Qualité de l'eau - Recherche et dénombrement des Escherichia coli et des bactéries coliformes dans les eaux de surface et résiduaires - Partie 3 : Méthode miniaturisée (nombre le plus probable) pour ensemencement en milieu liquide (ISO 9308-3 : 1998) (1e édition)

NBN EN ISO 11348-3. — Qualité de l'eau - Détermination de l'effet inhibiteur des échantillons d'eau sur la luminescence de Vibrio fischeri (Essai de bactéries luminescentes) - Partie 3 : Méthode utilisant des bactéries lyophilisées (ISO 11348-3 : 1998) (1e édition)

NBN EN 12341. — Qualité de l'air - Détermination de la fraction MP10 de matière particulaire en suspension - Méthode de référence et procédure d'essai in situ pour démontrer l'équivalence à la référence de méthodes de mesure (1e édition)

NBN EN 908. — Matériel agricole et forestier - Enrouleurs d'irrigation - Sécurité (1e édition)

NBN EN 909. — Matériel agricole et forestier - Machines à irriguer types pivot et rampes frontales - Sécurité (1e édition)

NBN ENV 1363-3. — Vuurweerstandspoeven - Deel 3 : Nazicht van ovengedraging (1e uitgave)

NBN EN 12022. — Bloedgaswisselaars (1e uitgave)

NBN EN 12376. — In-vitro-diagnostische medische apparatuur - Informatie te verstrekken door de fabrikant met in-vitro-diagnostische reagentia voor biologische kleuring (1e uitgave)

NBN EN 993-5. — Beproevingmethoden voor dichte gevormde vuurvaste producten - Deel 5 : Bepaling van de koudedrukvastheid (1e uitgave)

NBN EN 993-7. — Beproevingmethoden voor dichte gevormde vuurvaste producten - Deel 7 : Bepaling van de buigvastheid bij verhoogde temperaturen (1e uitgave)

NBN EN 993-17. — Beproevingmethoden voor dichte gevormde vuurvaste producten - Deel 17 : Bepaling van de bulkdichtheid van korrelvormige materialen met een methode met kwik en vacuüm (1e uitgave)

NBN EN 1094-2. — Producten van isolerende vuurvaste materialen - Deel 2 : Indeling van gevormde producten (ISO 2245 : 1990 gewijzigd) (1e uitgave)

NBN EN 1094-6. — Producten van isolerende vuurvaste materialen - Deel 6 : Bepaling van de blijvende groei of krimp van gevormde producten bij verhitting (ISO 2477 : 1987 gewijzigd) (1e uitgave)

NBN ENV 1402-3. — Ongevormde vuurvaste producten - Deel 3 : Kenmerking in de leveringstoestand (1e uitgave)

NBN EN 12475-4. — Indeling van dichte gevormde vuurvaste producten - Deel 4 : Bijzondere producten (1e uitgave)

NBN EN 583-1. — Niet-destructief onderzoek - Ultrasoon onderzoek - Deel 1 : Algemene principes (1e uitgave)

NBN EN 1811. — Referentie-beproevingmethode voor de afgifte van nikkel van producten die bedoeld zijn om in rechtstreeks en langdurig contact te komen met de huid (1e uitgave)

NBN EN ISO 11426. — Bepaling van het goudgehalte in goudlegeringen voor sieraden - Cupelleermethode (gloeiproef) (ISO 11426 : 1997) (1e uitgave)

NBN EN 12571. — Materialen en artikelen in contact met voedingsmiddelen - Transporteenheden voor bereide voedingsmiddelen in voedselcontainers - Thermische en hygiënische eisen en beproeving (1e uitgave)

NBN ENV 13258. — Materialen en artikelen in contact met voedingsmiddelen - Beproevingmethoden voor de weerstand tegen haarscheuren van keramische artikelen (1e uitgave)

NBN EN 1176-5. — Speeltoestellen - Deel 5 : Aanvullende bijzondere veiligheidseisen en beproevingmethoden voor draaitoestellen (1e uitgave)

NBN EN 1882. — Veren en dons - Beproevingmethoden - Bepaling van de handelsmassa van een partij veren en dons (1e uitgave)

NBN EN 1883. — Veren en dons - Monsterneming voor beproevingen (1e uitgave)

NBN EN 1884. — Veren en dons - Beproevingmethoden - Bepaling van de microbiologische toestand (1e uitgave)

NBN EN 12061. — Kunststofleidingsystemen - Hulpstukken van thermoplasten - Beproevingmethode voor de slagweerstand (1e uitgave)

NBN EN ISO 9308-3. — Waterkwaliteit - Opsporing en telling van Escherichia coli en coliforme bacteriën in oppervlaktewater en afvalwater - Deel 3 : Geminiaturiseerde methode (meest waarschijnlijke aantal) door enting in een vloeibaar medium (ISO 9308-3 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11348-3. — Waterkwaliteit - Bepaling van het remmend effect van watermonsters op de emissie van licht door Vibrio fischeri (Proef met lichtgevende bacteriën) - Deel 3 : Methode met gebruik van gevriesdroogde bacteriën (ISO 11348-3 : 1998) (1e uitgave)

NBN EN 12341. — Luchtqualiteit - Bepaling van de PM10-fractie van zwevend stof - Referentiemethode en beproevingswerkwijze in situ voor het aantonen van de gelijkwaardigheid van meetmethoden met de referentiemethode (1e uitgave)

NBN EN 908. — Land- en bosbouwmachines - Beregeningsmachines met haspel - Veiligheid (1e uitgave)

NBN EN 909. — Land- en bosbouwmachines - Soorten irrigatiemachines met centrale ondersteuning en laterale verplaatsing - Veiligheid (1e uitgave)

NBN EN 12484-1. — Techniques d'irrigation - Installations avec arrosage automatique intégré des espaces verts - Partie 1 : Définition du programme d'équipement par le maître d'ouvrage (1e édition)

DISC PD 2000-1. — Définition des exigences en matière de conformité en vue de l'an 2000 (1e édition)

NBN ENV 12656. — Information géographique - Description des données - Qualité (1e édition)

NBN ENV 12657. — Information géographique - Description des données - Métadonnées (1e édition)

NBN ENV 12658. — Information géographique - Description des données - Transfert (1e édition)

NBN ENV 12661. — Information géographique - Systèmes de références - Identificateurs géographiques (1e édition)

NBN ETS 300 008-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No.7 - Message Transfer Part (MTP to support international connection - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 011-1. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Primary rate User Network Interface (UNI) - Part 1: Layer 1 specification (2e édition)

NBN ETS 300 011-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Primary rate User Network Interface (UNI) - Part 2 : Conformance test specification for interface IA and IB (2e édition)

NBN ETS 300 011-3. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Primary rate User Network Interface (UNI) - Part 3 : Implementation Conformance Statement (ICS) and Implementation extra Information for Testing (IXIT) proforma specification for interface IA and IB (2e édition)

NBN ETS 300 012-1. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 1: Layer 1 specification (2e édition)

NBN ETS 300 012-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 2 : Implementation Conformance Statement (ICS) and Implementation extra Information for Testing (IXIT) specification for interface (2e édition)

NBN ETS 300 012-3. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 3 : Implementation Conformance Statement (ICS) and Implementation extra Information for Testing (IXIT) specification for interface (2e édition)

NBN ETS 300 012-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 4 : Conformance test specification for interface (2e édition)

NBN ETS 300 012-5. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 5 : Conformance test specification for interface (2e édition)

NBN ETS 300 012-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) specification for interface (2e édition)

NBN ETS 300 012-7. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) specification for interface (2e édition)

NBN ETS 300 019-1-8. — Equipment Engineering (EE); Environmental conditions and environmental tests for telecommunications equipment - Part 1-8 : Classification of environmental conditions Stationary use at underground locations (1e édition)

NBN ETS 300 019-2-8. — Equipment Engineering (EE); Environmental conditions and environmental tests for telecommunications equipment - Part 2-8 : Specification of environmental tests Stationary use at underground locations (1e édition)

NBN ETS 300 048. — Integrated Services Digital Network (ISDN); ISDN Packet Mode Bearer Services (PMBS) - ISDN Virtual Call (VC) and Permanent Virtual Circuit (PVC) bearer services provided by the B-channel of the user access-basic and primary rate (2e édition)

NBN ETS 300 049. — Integrated Services Digital Network (ISDN); ISDN Packet Mode Bearer Services (PMBS) - ISDN Virtual Call (VC) and Permanent Virtual Circuit (PVC) bearer services provided by the D-channel of the user access-basic and primary rate (2e édition)

NBN ETS 300 356-34. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No.7 - ISDN User Part (ISUP) version 2 for the International interface - Part 34 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification for supplementary services (1e édition)

NBN EN 12484-1. — Irrigatietechniek - Automatische besproeiings-systemen voor grasvelden - Deel 1 : Definitie van het overzicht van de uitrusting van de eigenaar (1e uitgave)

DISC PD 2000-1. — Een omschrijving van de gelijkvormigheidsvereisten voor het jaar 2000 (1e uitgave)

NBN ENV 12656. — Geografische informatie - Gegevensbeschrijving - Kwaliteit (1e uitgave)

NBN ENV 12657. — Geografische informatie - Gegevensbeschrijving - Metadata (1e uitgave)

NBN ENV 12658. — Geografische informatie - Gegevensbeschrijving - Gegevensoverdracht (1e uitgave)

NBN ENV 12661. — Geografische informatie - Positionering - Geografische identificaties (1e uitgave)

NBN ETS 300 008-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No.7 - Message Transfer Part (MTP to support international connection - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 011-1. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Primary rate User Network Interface (UNI) - Part 1: Layer 1 specification (2e uitgave)

NBN ETS 300 011-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Primary rate User Network Interface (UNI) - Part 2 : Conformance test specification for interface IA and IB (2e uitgave)

NBN ETS 300 011-3. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Primary rate User Network Interface (UNI) - Part 3 : Implementation Conformance Statement (ICS) and Implementation extra Information for Testing (IXIT) proforma specification for interface IA and IB (2e uitgave)

NBN ETS 300 012-1. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 1: Layer 1 specification (2e uitgave)

NBN ETS 300 012-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 2 : Implementation Conformance Statement (ICS) and Implementation extra Information for Testing (IXIT) specification for interface (2e uitgave)

NBN ETS 300 012-3. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 3 : Implementation Conformance Statement (ICS) and Implementation extra Information for Testing (IXIT) specification for interface (2e uitgave)

NBN ETS 300 012-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 4 : Conformance test specification for interface (2e uitgave)

NBN ETS 300 012-5. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 5 : Conformance test specification for interface (2e uitgave)

NBN ETS 300 012-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) specification for interface (2e uitgave)

NBN ETS 300 012-7. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Basic User Network Interface (UNI) - Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) specification for interface (2e uitgave)

NBN ETS 300 019-1-8. — Equipment Engineering (EE); Environmental conditions and environmental tests for telecommunications equipment - Part 1-8 : Classification of environmental conditions Stationary use at underground locations (1e uitgave)

NBN ETS 300 019-2-8. — Equipment Engineering (EE); Environmental conditions and environmental tests for telecommunications equipment - Part 2-8 : Specification of environmental tests Stationary use at underground locations (1e uitgave)

NBN ETS 300 048. — Integrated Services Digital Network (ISDN); ISDN Packet Mode Bearer Services (PMBS) - ISDN Virtual Call (VC) and Permanent Virtual Circuit (PVC) bearer services provided by the B-channel of the user access-basic and primary rate (2e uitgave)

NBN ETS 300 049. — Integrated Services Digital Network (ISDN); ISDN Packet Mode Bearer Services (PMBS) - ISDN Virtual Call (VC) and Permanent Virtual Circuit (PVC) bearer services provided by the D-channel of the user access-basic and primary rate (2e uitgave)

NBN ETS 300 356-34. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No.7 - ISDN User Part (ISUP) version 2 for the International interface - Part 34 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification for supplementary services (1e uitgave)

NBN ETS 300 065/A1. — Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Narrow-band direct-printing telegraph equipment for receiving meteorological or navigational information (NAVTEX) - Technical characteristics and methods of measurement (1e édition)

NBN ETS 300 099. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Specification of the Packet Handler access point Interface (PHI) (2e édition)

NBN ETS 300 138-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Closed User Group (CUG) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Informations for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 142. — Integrated Services Digital Network (ISDN) and other digital telecommunications networks; Line transmission of non-telephone signals - Video codec for audiovisual services at p x 64 kbit/s [ITU-T Recommendation H.261 (1993), modified] (1e édition)

NBN ETS 300 162. — Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Radiotelephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in VHF bands - Technical characteristics and methods of measurement (2e édition)

NBN ETS 300 195-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Supplementary service interactions - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 195-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Supplementary service interactions - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 196-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Generic functional protocol for the support of supplementary services - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 196-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Generic functional protocol for the support of supplementary services - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 207-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Diversion supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 207-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Diversion supplementary service - Digital Subscriber Signalling System (No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 210-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Freephone (FPH) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 210-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Freephone (FPH) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 267-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 7 kHz and videotelephony teleservices - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 267-5. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 7 kHz and videotelephony teleservices - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 5 : Test Suite Structure and test Purposes (TSS&TP) specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 267-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 7 kHz and videotelephony teleservices - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 065/A1. — Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Narrow-band direct-printing telegraph equipment for receiving meteorological or navigational information (NAVTEX) - Technical characteristics and methods of measurement (1e uitgave)

NBN ETS 300 099. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Specification of the Packet Handler access point Interface (PHI) (2e uitgave)

NBN ETS 300 138-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Closed User Group (CUG) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Informations for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 142. — Integrated Services Digital Network (ISDN) and other digital telecommunications networks; Line transmission of non-telephone signals - Video codec for audiovisual services at p x 64 kbit/s [ITU-T Recommendation H.261 (1993), modified] (1e uitgave)

NBN ETS 300 162. — Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Radiotelephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in VHF bands - Technical characteristics and methods of measurement (2e uitgave)

NBN ETS 300 195-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Supplementary service interactions - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 195-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Supplementary service interactions - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 196-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Generic functional protocol for the support of supplementary services - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 196-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Generic functional protocol for the support of supplementary services - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 207-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Diversion supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 207-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Diversion supplementary service - Digital Subscriber Signalling System (No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 210-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Freephone (FPH) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 210-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Freephone (FPH) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 267-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 7 kHz and videotelephony teleservices - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 267-5. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 7 kHz and videotelephony teleservices - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 5 : Test Suite Structure and test Purposes (TSS&TP) specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 267-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Telephony 7 kHz and videotelephony teleservices - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 286-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); User-to-User Signalling (UUS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling system No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 286-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); User-to-User Signalling (UUS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 294. — Television Systems; 625-line television Wide Screen Signalling (WSS) (3e édition)

NBN ETS 300 298-3. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Basic characteristics and functional specification of ATM - Part 3 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 356-35. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - ISDN User Part (ISUP) version 2 for the International interface - Part 35 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for supplementary services (1e édition)

NBN ETS 300 356-36. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - ISDN User Part (ISUP) version 2 for the International interface - Part 36 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for supplementary services (1e édition)

NBN ETS 300 359-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Completion of Calls to Busy Subscriber (CCBS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 359-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Completion of Calls to Busy Subscriber (CCBS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 370. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Global System for Mobile communications (GSM) - DECT/GSM Interworking Profile (IWP) - Access and mapping (protocol/procedure description for 3,1 kHz speech service) (2e édition)

NBN ETS 300 374-4. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Core Intelligent Network Application Protocol (INAP) - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for Service Switching Function (SSF) and Specialized Resource Function (SRF) (1e édition)

NBN ETS 300 374-6. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Core Intelligent Network Application Protocol (INAP) - Part 6 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification for the Service Control Function (SCF) - Service Data Function (SDF) interface (1e édition)

NBN ETS 300 374-9. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Core Intelligent Network Application Protocol (INAP) - Part 9 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the Service Control Function (SCF) to Service Switching Function and the SCF to Specialized Resource Function (SRF) interfaces (1e édition)

NBN ETS 300 392-3-1. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 3 : Interworking at the Inter-System Interface (ISI) - Sub-part 1 : General design (1e édition)

NBN ETS 300 392-4-1. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 4 : Gateways basic operation - Sub-part 1 : Public Switched Telephone Network (PSTN) gateway (1e édition)

NBN ETS 300 392-11-6. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 11 : Supplementary services stage 2 - Sub-part 6 : Call Authorized by Dispatcher (CAD) (1e édition).

NBN ETS 300 392-11-9. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 11 : Supplementary services stage 2 - Sub-part 9 : Access Priority (AP) (1e édition)

NBN ETS 300 392-12-6. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 12 : Supplementary services stage 3 - Sub-part 6 : Call Authorized by Dispatcher (CAD) (1e édition)

NBN ETS 300 286-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); User-to-User Signalling (UUS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling system No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 286-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); User-to-User Signalling (UUS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 294. — Television Systems; 625-line television Wide Screen Signalling (WSS) (3e uitgave)

NBN ETS 300 298-3. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Basic characteristics and functional specification of ATM - Part 3 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 356-35. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - ISDN User Part (ISUP) version 2 for the International interface - Part 35 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for supplementary services (1e uitgave)

NBN ETS 300 356-36. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - ISDN User Part (ISUP) version 2 for the International interface - Part 36 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for supplementary services (1e uitgave)

NBN ETS 300 359-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Completion of Calls to Busy Subscriber (CCBS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 359-6. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Completion of Calls to Busy Subscriber (CCBS) supplementary service - Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 370. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Global System for Mobile communications (GSM) - DECT/GSM Interworking Profile (IWP) - Access and mapping (protocol/procedure description for 3,1 kHz speech service) (2e uitgave)

NBN ETS 300 374-4. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Core Intelligent Network Application Protocol (INAP) - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for Service Switching Function (SSF) and Specialized Resource Function (SRF) (1e uitgave)

NBN ETS 300 374-6. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Core Intelligent Network Application Protocol (INAP) - Part 6 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification for the Service Control Function (SCF) - Service Data Function (SDF) interface (1e uitgave)

NBN ETS 300 374-9. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Core Intelligent Network Application Protocol (INAP) - Part 9 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the Service Control Function (SCF) to Service Switching Function and the SCF to Specialized Resource Function (SRF) interfaces (1e uitgave)

NBN ETS 300 392-3-1. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 3 : Interworking at the Inter-System Interface (ISI) - Sub-part 1 : General design (1e uitgave)

NBN ETS 300 392-4-1. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 4 : Gateways basic operation - Sub-part 1 : Public Switched Telephone Network (PSTN) gateway (1e uitgave)

NBN ETS 300 392-11-6. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 11 : Supplementary services stage 2 - Sub-part 6 : Call Authorized by Dispatcher (CAD) (1e uitgave)

NBN ETS 300 392-11-9. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 11 : Supplementary services stage 2 - Sub-part 9 : Access Priority (AP) (1e uitgave)

NBN ETS 300 392-12-6. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 12 : Supplementary services stage 3 - Sub-part 6 : Call Authorized by Dispatcher (CAD) (1e uitgave)

NBN ETS 300 392-12-9. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 12 : Supplementary services stage 3 - Sub-part 9 : Access Priority (AP) (1e édition)

NBN ETS 300 392-14. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 14 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 394-2-1. — Terrestrial Trunked RAdio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-1 : Test suite structure and test purposes (1e Édition)

NBN ETS 300 394-2-2. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-2 : Abstract Test Suite (ATS) for Network (NWK) layer (1e édition)

NBN ETS 300 394-2-3. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-3 : Abstract Test Suite (ATS) for Logical Link Control (LLC) (1e édition)

NBN ETS 300 394-2-4. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-4 : Abstract Test Suite (ATS) for Medium Access Control (MAC) (1e édition). — NBN ETS 300 396-1

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 1 : General network design (1e édition)

NBN ETS 300 396-2. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 2 : Radio aspects (1e édition)

NBN ETS 300 396-3. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 3 : Mobile Station to Mobile Station (MS-MS) Air Interface (AI) protocol (1e édition)

NBN ETS 300 396-6. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Direct Mode Operation (DMO) - Part 6 : Security (1e édition)

NBN ETS 300 399-4. — Frame relay services - Part 4 : Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN) - Frame relay bearer service - Service definition (1e édition)

NBN ETS 300 402-7. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Data link layer - Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the general protocol (1e édition)

NBN ETS 300 403-5. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Signalling network layer for circuit-mode basic call control - Part 5 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 403-7. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Signalling network layer for circuit-mode basic call control - Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 417-5-1. — Transmission and Multiplexing (TM); Generic requirements of transport functionality of equipment - Part 5-1 : Plesiochronous Digital Hierarchy (PDH) path layer functions (1e édition)

NBN ETS 300 417-6-1. — Transmission and Multiplexing (TM); Generic requirements of transport functionality of equipment - Part 6-1 : Synchronization layer functions (1e édition)

NBN ETS 300 436-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Signalling ATM Adaptation Layer (SAAL) - Service Specific Connection Oriented Protocol (SSCOP) - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 392-12-9. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V + D) - Part 12 : Supplementary services stage 3 - Sub-part 9 : Access Priority (AP) (1e uitgave)

NBN ETS 300 392-14. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 14 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 394-2-1. — Terrestrial Trunked RAdio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-1 : Test suite structure and test purposes (1e uitgave)

NBN ETS 300 394-2-2. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-2 : Abstract Test Suite (ATS) for Network (NWK) layer (1e uitgave)

NBN ETS 300 394-2-3. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-3 : Abstract Test Suite (ATS) for Logical Link Control (LLC) (1e uitgave)

NBN ETS 300 394-2-4. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 2 : Protocol testing specification for Voice plus Data (V+D) - Part 2-4 : Abstract Test Suite (ATS) for Medium Access Control (MAC) (1e uitgave)

NBN ETS 300 396-1. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 1 : General network design (1e uitgave)

NBN ETS 300 396-2. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 2 : Radio aspects (1e uitgave)

NBN ETS 300 396-3. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 3 : Mobile Station to Mobile Station (MS-MS) Air Interface (AI) protocol (1e uitgave)

NBN ETS 300 396-6. — Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Direct Mode Operation (DMO) - Part 6 : Security (1e uitgave)

NBN ETS 300 399-4. — Frame relay services - Part 4 : Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN) - Frame relay bearer service - Service definition (1e uitgave)

NBN ETS 300 402-7. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Data link layer - Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the general protocol (1e uitgave)

NBN ETS 300 403-5. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Signalling network layer for circuit-mode basic call control - Part 5 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 403-7. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) protocol - Signalling network layer for circuit-mode basic call control - Part 7 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 417-5-1. — Transmission and Multiplexing (TM); Generic requirements of transport functionality of equipment - Part 5-1 : Plesiochronous Digital Hierarchy (PDH) path layer functions (1e uitgave)

NBN ETS 300 417-6-1. — Transmission and Multiplexing (TM); Generic requirements of transport functionality of equipment - Part 6-1 : Synchronization layer functions (1e uitgave)

NBN ETS 300 436-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Signalling ATM Adaptation Layer (SAAL) - Service Specific Connection Oriented Protocol (SSCOP) - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 438-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Signalling ATM Adaptation Layer (SAAL) - Service Specific Coordination Function (SSCF) for support of signalling at the Network Node Interface (NNI) - Part 2: Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 441/A1. — Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Technical characteristics and methods of measurement for maritime radiotelephone watch receivers for the distress and calling frequency 2 182 kHz (1e édition)

NBN ETS 300 467. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Support of Frame Relay Bearer Service (FRBS) in B-ISDN and frame relay interworking between B-ISDN and other networks (1e édition)

NBN ETS 300 469. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Management of the network element view [ITU-T Recommendation I.751 (1996)] (1e édition)

NBN ETS 300 478-1. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Framework and protocol specification at the User-Network Interface (UNI) - Part 1: Specification (1e édition)

NBN ETS 300 478-2. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Framework and protocol specification at the User-Network Interface (UNI) - Part 2: Connectionless Network Access Protocol (CLNAP) Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 479-1. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Protocol specification at the Network Node Interface (NNI) - Part 1: Specification (1e édition)

NBN ETS 300 479-2. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Protocol specification at the Network Node Interface (NNI) specification - Part 2: Connectionless Network Interface Protocol (CLNIP) Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 494-2/A1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Generic Access Profile (GAP) - Profile Test Specification (PTS) - Part 2: Profile Specific Test Specification (PSTS) - Portable radio Termination (PT) (1e édition)

NBN ETS 300 494-3/A1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Generic Access Profile (GAP) - Profile Test Specification (PTS) - Part 3: Profile Specific Test Specification (PSTS) - Fixed radio Termination (FT) (1e édition)

NBN ETS 300 497-1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 1: Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) for Medium Access Control (MAC) layer (2e édition)

NBN ETS 300 497-2. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 2: Abstract Test suite (ATS) for Medium Access Control (MAC) layer - Portable radio Termination (PT) (2e édition)

NBN ETS 300 497-3. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 3: Abstract Test Suite (ATS) for Medium Access Control (MAC) layer - Fixed radio Termination (FT) (2e édition)

NBN ETS 300 497-4. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 4: Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) - Data Link Control (DLC) layer (2e édition)

NBN ETS 300 497-5. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 5: Abstract Test Suite (ATS) - Data Link Control (DLC) layer (2e édition)

NBN ETS 300 497-6. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 6: Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) - Network (NWK) layer - Portable radio Termination (PT) (2e édition)

NBN ETS 300 497-7. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 7: Abstract Test Suite (ATS) for Network (NWK) layer - Portable radio Termination (PT) (2e édition)

NBN ETS 300 438-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Signalling ATM Adaptation Layer (SAAL) - Service Specific Co-ordination Function (SSCF) for support of signalling at the Network Node Interface (NNI) - Part 2: Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 441/A1. — Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Technical characteristics and methods of measurement for maritime radiotelephone watch receivers for the distress and calling frequency 2 182 kHz (1e uitgave)

NBN ETS 300 467. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Support of Frame Relay Bearer Service (FRBS) in B-ISDN and frame relay interworking between B-ISDN and other networks (1e uitgave)

NBN ETS 300 469. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Management of the network element view [ITU-T Recommendation I.751 (1996)] (1e uitgave)

NBN ETS 300 478-1. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Framework and protocol specification at the User-Network Interface (UNI) - Part 1: Specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 478-2. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Framework and protocol specification at the User-Network Interface (UNI) - Part 2: Connectionless Network Access Protocol (CLNAP) Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 479-1. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Protocol specification at the Network Node Interface (NNI) - Part 1: Specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 479-2. — Network Aspects (NA); Connectionless Broadband Data Service (CBDS) over Asynchronous Transfer Mode (ATM) - Protocol specification at the Network Node Interface (NNI) specification - Part 2: Connectionless Network Interface Protocol (CLNIP) Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 494-2/A1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Generic Access Profile (GAP) - Profile Test Specification (PTS) - Part 2: Profile Specific Test Specification (PSTS) - Portable radio Termination (PT) (1e uitgave)

NBN ETS 300 494-3/A1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Generic Access Profile (GAP) - Profile Test Specification (PTS) - Part 3: Profile Specific Test Specification (PSTS) - Fixed radio Termination (FT) (1e uitgave)

NBN ETS 300 497-1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 1: Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) for Medium Access Control (MAC) layer (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-2. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 2: Abstract Test suite (ATS) for Medium Access Control (MAC) layer - Portable radio Termination (PT) (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-3. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 3: Abstract Test Suite (ATS) for Medium Access Control (MAC) layer - Fixed radio Termination (FT) (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-4. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 4: Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) - Data Link Control (DLC) layer (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-5. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 5: Abstract Test Suite (ATS) - Data Link Control (DLC) layer (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-6. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 6: Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) - Network (NWK) layer - Portable radio Termination (PT) (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-7. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 7: Abstract Test Suite (ATS) for Network (NWK) layer - Portable radio Termination (PT) (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-8. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 8 : Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) - Network (NWK) layer - Fixed radio Termination (FT) (2e édition)

NBN ETS 300 497-9. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 9 : Abstract Test Suite (ATS) for Network (NWK) layer - Fixed radio Termination (FT) (2e édition)

NBN ETS 300 498-2. — Open Document Architecture (ODA); ODA communication services - Part 2 : Joint synchronous editing, joint document presentation/viewing (1e édition)

NBN ETS 300 646-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - Digital cellular telecommunications system (Phase 2) - Application of ISDN User Part (ISUP) version 2 for the ISDN-Public Land Mobile Network (PLMN) signalling interface - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 646-3. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - Digital cellular telecommunications system (Phase 2) - Application of ISDN User Part (ISUP) version 2 for the ISDN-Public Land Mobile Network (PLMN) signalling interface - Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (1e édition)

NBN ETS 300 646-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - Digital cellular telecommunications system (Phase 2) - Application of ISDN User Part (ISUP) version 2 for the ISDN-Public Land Mobile Network (PLMN) signalling interface - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) Structure and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 650. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Message Waiting Indication (MWI) supplementary service - Service description (1e édition)

NBN ETS 300 659-2. — Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services - Part 2 : Off-hook data transmission (1e édition)

NBN ETS 300 670. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Application of Intelligent Network Application Protocol (INAP) for UPT service set 1 [ITU-T Recommendation Q.1551 (1997)] (1e édition)

NBN ETS 300 725. — Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Test sequences for the GSM Enhanced Full Rate (EFR) speech codec (GSM 06.54 version 5.1.0) (1e édition)

NBN ETS 300 743. — Digital Video Broadcasting (DVB); DVB subtitling system (1e édition)

NBN ETS 300 751. — Radio Broadcasting systems; System for Wireless Infotainment Forwarding and Teledistribution (SWIFT) (1e édition)

NBN ETS 300 752. — Radio Equipment and Systems (RES); Terrestrial Flight Telecommunications System (TFTS) - Packet mode data (1e édition)

NBN ETS 300 759. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); DECT Authentication Module (DAM) - Test specification for DAM (1e édition)

NBN ETS 300 765-1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Radio in the Local Loop (RLL) Access Profile (RAP) - Part 1 : Basic telephony services (1e édition)

NBN ETS 300 765-2. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Radio in the Local Loop (RLL) Access Profile (RAP) - Part 2 : Advanced telephony services (1e édition)

NBN ETS 300 766. — Business Telecommunications (BTC); Multiple 64 kbit/s digital unrestricted leased lines with octet integrity presented at a structures 2 048 kbit/s interface at either or both ends (D64M) - Connection characteristics and network interface presentation (1e édition)

NBN ETS 300 770-1. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Closed User Group (CUG) supplementary service - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.2955.1 (1996), modified] (1e édition)

NBN ETS 300 497-8. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 8 : Test Suite Structure (TSS) and Test Purposes (TP) - Network (NWK) layer - Fixed radio Termination (FT) (2e uitgave)

NBN ETS 300 497-9. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Common Interface (CI) Test Case Library (TCL) - Part 9 : Abstract Test Suite (ATS) for Network (NWK) layer - Fixed radio Termination (FT) (2e uitgave)

NBN ETS 300 498-2. — Open Document Architecture (ODA); ODA communication services - Part 2 : Joint synchronous editing, joint document presentation/viewing (1e uitgave)

NBN ETS 300 646-2. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - Digital cellular telecommunications system (Phase 2) - Application of ISDN User Part (ISUP) version 2 for the ISDN-Public Land Mobile Network (PLMN) signalling interface - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 646-3. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - Digital cellular telecommunications system (Phase 2) - Application of ISDN User Part (ISUP) version 2 for the ISDN-Public Land Mobile Network (PLMN) signalling interface - Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 646-4. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No. 7 - Digital cellular telecommunications system (Phase 2) - Application of ISDN User Part (ISUP) version 2 for the ISDN-Public Land Mobile Network (PLMN) signalling interface - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) Structure and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 650. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Message Waiting Indication (MWI) supplementary service - Service description (1e uitgave)

NBN ETS 300 659-2. — Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services - Part 2 : Off-hook data transmission (1e uitgave)

NBN ETS 300 670. — Intelligent Network (IN); Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) - Application of Intelligent Network Application Protocol (INAP) for UPT service set 1 [ITU-T Recommendation Q.1551 (1997)] (1e uitgave)

NBN ETS 300 725. — Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Test sequences for the GSM Enhanced Full Rate (EFR) speech codec (GSM 06.54 version 5.1.0) (1e uitgave)

NBN ETS 300 743. — Digital Video Broadcasting (DVB); DVB subtitling system (1e uitgave)

NBN ETS 300 751. — Radio Broadcasting systems; System for Wireless Infotainment Forwarding and Teledistribution (SWIFT) (1e uitgave)

NBN ETS 300 752. — Radio Equipment and Systems (RES); Terrestrial Flight Telecommunications System (TFTS) - Packet mode data (1e uitgave)

NBN ETS 300 759. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); DECT Authentication Module (DAM) - Test specification for DAM (1e uitgave)

NBN ETS 300 765-1. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Radio in the Local Loop (RLL) Access Profile (RAP) - Part 1 : Basic telephony services (1e uitgave)

NBN ETS 300 765-2. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Radio in the Local Loop (RLL) Access Profile (RAP) - Part 2 : Advanced telephony services (1e uitgave)

NBN ETS 300 766. — Business Telecommunications (BTC); Multiple 64 kbit/s digital unrestricted leased lines with octet integrity presented at a structures 2 048 kbit/s interface at either or both ends (D64M) - Connection characteristics and network interface presentation (1e uitgave)

NBN ETS 300 770-1. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Closed User Group (CUG) supplementary service - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.2955.1 (1996), modified] (1e uitgave)

NBN ETS 300 770-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Closed User Group (CUG) supplementary service - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 771-1. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.2971 (1995), modified] (1e édition)

NBN ETS 300 771-3. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 771-4. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e édition)

NBN ETS 300 771-5. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 5 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 771-6. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e édition)

NBN ETS 300 777-1. — Terminal Equipment (TE); End-to-end protocols for multimedia information retrieval services - Part 1 : Coding of multimedia and hypermedia information for basic multimedia applications (MHEG-5) (1e édition)

NBN ETS 300 777-3. — Terminal Equipment (TE); End-to-end protocols for multimedia information retrieval services - Part 3 : Application Programmable Interface (API) for MHEG-5 (1e édition)

NBN ETS 300 778-1. — Public Switched Telephone Network (PSTN); Protocol over the local loop for display and related services - Terminal Equipment requirements - Part 1 : Off-line data transmission (1e édition)

NBN ETS 300 778-2. — Public Switched Telephone Network (PSTN); Protocol over the local loop for display and related services - Terminal Equipment requirements - Part 2 : On-line data transmission (1e édition)

NBN ETS 300 780. — Network Aspects (NA); Broadband Connection Oriented Bearer Service [ITU-T Recommendation F.811 (1996)] (1e édition)

NBN ETS 300 785. — Transmission and Multiplexing (TM); Synchronous Digital Hierarchy (SDH) - SDH radio specific functional blocks for transmission of Mx sub-STM-1 (1e édition)

NBN ETS 300 791. — Network Aspects (NA); Universal Personal Telecommunication (UPT) - Security architecture for UPT phase 2 - Conformance Test Specification (CTS) (1e édition)

NBN ETS 300 795. — Access Network (AN) supporting V5; Transmission characteristics and performance design objectives for call handling and bearer channel connection management (1e édition)

NBN ETS 300 796-1. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Generic functional protocol - Core aspects - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.2932.1 (1996), modified] (1e édition)

NBN ETS 300 796-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Generic functional protocol - Core aspects - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 770-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Closed User Group (CUG) supplementary service - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 771-1. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.2971 (1995), modified] (1e uitgave)

NBN ETS 300 771-3. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 771-4. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the user (1e uitgave)

NBN ETS 300 771-5. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 5 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 771-6. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - B-ISDN user-network interface layer 3 specification for point-to-multipoint call/bearer control - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation extra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (1e uitgave)

NBN ETS 300 777-1. — Terminal Equipment (TE); End-to-end protocols for multimedia information retrieval services - Part 1 : Coding of multimedia and hypermedia information for basic multimedia applications (MHEG-5) (1e uitgave)

NBN ETS 300 777-3. — Terminal Equipment (TE); End-to-end protocols for multimedia information retrieval services - Part 3 : Application Programmable Interface (API) for MHEG-5 (1e uitgave)

NBN ETS 300 778-1. — Public Switched Telephone Network (PSTN); Protocol over the local loop for display and related services - Terminal Equipment requirements - Part 1 : Off-line data transmission (1e uitgave)

NBN ETS 300 778-2. — Public Switched Telephone Network (PSTN); Protocol over the local loop for display and related services - Terminal Equipment requirements - Part 2 : On-line data transmission (1e uitgave)

NBN ETS 300 780. — Network Aspects (NA); Broadband Connection Oriented Bearer Service [ITU-T Recommendation F.811 (1996)] (1e uitgave)

NBN ETS 300 785. — Transmission and Multiplexing (TM); Synchronous Digital Hierarchy (SDH) - SDH radio specific functional blocks for transmission of Mx sub-STM-1 (1e uitgave)

NBN ETS 300 791. — Network Aspects (NA); Universal Personal Telecommunication (UPT) - Security architecture for UPT phase 2 - Conformance Test Specification (CTS) (1e uitgave)

NBN ETS 300 795. — Access Network (AN) supporting V5; Transmission characteristics and performance design objectives for call handling and bearer channel connection management (1e uitgave)

NBN ETS 300 796-1. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Generic functional protocol - Core aspects - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.2932.1 (1996), modified] (1e uitgave)

NBN ETS 300 796-2. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol - Generic functional protocol - Core aspects - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 799. — Digital Audio Broadcasting (DAB); Distribution interfaces - Ensemble Transport Interface (ETI) (1e édition)

NBN ETS 300 800. — Digital Video Broadcasting (DVB); Interaction channel for Cable TV distribution systems (CATV) (1e édition)

NBN ETS 300 801. — Digital Bideo Broadcasting (DVB); Interaction channel through PSTN/ISDN (1e édition)

NBN ETS 300 804-1. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services - Data Link Layer (DLL) - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS & TP) (1e Édition)

NBN ETS 300 804-2. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services) Data Link Layer (DLL) - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e édition)

NBN ETS 300 805-1. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services - Network Layer (NL) - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS & TP) (1e édition)

NBN ETS 300 805-2. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services - Network Layer (NL) - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e édition)

NBN ETS 300 806-1. — Private integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Generic functional protocol for the support of supplementary services - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS & TP) (1e édition)

NBN ETS 300 806-2. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Generic functional protocol for the support of supplementary services - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e édition)

NBN ETS 300 814. — Digital Video Broadcasting (DVB); DVB interface to Synchronous Digital Hierarchy (SDH) networks (1e édition)

NBN ETS 300 816. — Private Integrated Services Network (PISN); Cordless Terminal Mobility (CTM) - Handover Additional Network Feature - Service description (1e édition)

NBN ETS 300 817. — Private Integrated Services Network (PISN); Cordless Terminal Mobility (CTM) - Handover Additional Network Feature - Functional capabilities and information flows (1e édition)

NBN ETS 300 818. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Asynchransfer Mode (ATM) - Retainability performance for B-ISDN switched connections (1e édition)

NBN ETS 300 821. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); ATM Adaptation Layer (AAL) - Support of the High Level Data Link Control (HDLC) core service by AAL type 5 [ITU-T Recommendation I.365.4 (1996)] (1e édition)

NBN ETS 300 822. — Digital enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Integrated Services Digital Network (ISDN) - DECT/ISDN interworking for intermediate system configuration - Interworking and profile specification (1e édition)

NBN ETS 300 824. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Cordless Terminal Mobility (CTM) - CTM Access Profile (CAP) (1e édition)

NBN ETS 300 834. — Terminal Equipment (TE); Narrowband networks (PSTN or ISDN) - Access to interactive audio-visual retrieval services without datafacility - Access for ISDN or PSTN videophony terminals to audio-visual databases (1e édition)

NBN ETS 300 835. — Multimedia Terminals and Applications (MTA); Programmable Communication Interface (PCI) for file transfer over Integrated Services Digital Network (ISDN) (1e édition)

NBN ETS 300 836-1. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 1 : Conformance testing specification - Part 1 : Radio type approval and Radio Frequency (RF) conformance test specification (1e édition)

NBN ETS 300 836-2. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e édition)

NBN ETS 300 836-3. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (1e édition)

NBN ETS 300 799. — Digital Audio Broadcasting (DAB); Distribution interfaces - Ensemble Transport Interface (ETI) (1e uitgave)

NBN ETS 300 800. — Digital Video Broadcasting (DVB); Interaction channel for Cable TV distribution systems (CATV) (1e uitgave)

NBN ETS 300 801. — Digital Bideo Broadcasting (DVB); Interaction channel through PSTN/ISDN (1e uitgave)

NBN ETS 300 804-1. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services - Data Link Layer (DLL) - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS & TP) (1e uitgave)

NBN ETS 300 804-2. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services) Data Link Layer (DLL) - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 805-1. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services - Network Layer (NL) - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS & TP) (1e uitgave)

NBN ETS 300 805-2. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Circuit mode basic services - Network Layer (NL) - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 806-1. — Private integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Generic functional protocol for the support of supplementary services - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS & TP) (1e uitgave)

NBN ETS 300 806-2. — Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol - Generic functional protocol for the support of supplementary services - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 814. — Digital Video Broadcasting (DVB); DVB interface to Synchronous Digital Hierarchy (SDH) networks (1e uitgave)

NBN ETS 300 816. — Private Integrated Services Network (PISN); Cordless Terminal Mobility (CTM) - Handover Additional Network Feature - Service description (1e uitgave)

NBN ETS 300 817. — Private Integrated Services Network (PISN); Cordless Terminal Mobility (CTM) - Handover Additional Network Feature - Functional capabilities and information flows (1e uitgave)

NBN ETS 300 818. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Asynchransfer Mode (ATM) - Retainability performance for B-ISDN switched connections (1e uitgave)

NBN ETS 300 821. — Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); ATM Adaptation Layer (AAL) - Support of the High Level Data Link Control (HDLC) core service by AAL type 5 [ITU-T Recommendation I.365.4 (1996)] (1e uitgave)

NBN ETS 300 822. — Digital enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Integrated Services Digital Network (ISDN) - DECT/ISDN interworking for intermediate system configuration - Interworking and profile specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 824. — Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Cordless Terminal Mobility (CTM) - CTM Access Profile (CAP) (1e uitgave)

NBN ETS 300 834. — Terminal Equipment (TE); Narrowband networks (PSTN or ISDN) - Access to interactive audio-visual retrieval services without datafacility - Access for ISDN or PSTN videophony terminals to audio-visual databases (1e uitgave)

NBN ETS 300 835. — Multimedia Terminals and Applications (MTA); Programmable Communication Interface (PCI) for file transfer over Integrated Services Digital Network (ISDN) (1e uitgave)

NBN ETS 300 836-1. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 1 : Conformance testing specification - Part 1 : Radio type approval and Radio Frequency (RF) conformance test specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 836-2. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 836-3. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 836-4. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e édition)

NBN ETS 300 838. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Harmonized Programmable Communication Interface (HPCI) for ISDN (1e édition)

NBN ETS 300 917. — Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); GSM Application Programming Interface (GSM-API) (GSM 07.08 version 5.2.0) (1e édition)

2. Les normes dérivées des normes européennes (EN) sont en principe disponibles en anglais, en français et en allemand; les normes dérivées des normes internationales (ISO) sont en principe disponibles en anglais et en français.

3. Ces normes peuvent être obtenues contre paiement de leur prix à l'Institut belge de normalisation, avenue de la Brabançonne 29, 1000 Bruxelles.

4. Les normes :

NBN EN 299, 2e édition remplace NBN ENV 299, 1e édition

NBN EN 303-2, 2e édition remplace NBN EN 303-2, 1e édition

NBN EN 307, 2e édition remplace NBN ENV 307, 1e édition

NBN EN 1048, 2e édition remplace NBN ENV 1048, 1e édition

NBN EN ISO 389-3, 1e édition remplace NBN EN 27566, 1e édition

NBN EN ISO 389-4, 1e édition remplace NBN EN 28798, 1e édition

NBN EN ISO 1461, 1e édition remplace NBN I 07-001 a 008, 1e édition

NBN EN ISO 4157-1, 1e édition remplace NBN ISO 4157-1, 1e édition

NBN EN ISO 4157-2, 1e édition remplace NBN ISO 4157-2, 1e édition

NBN EN ISO 5135, 1e édition remplace NBN EN 25135, 1e édition

NBN EN ISO 14713, 1e édition remplace NBN I 07-001 a 008, 1e édition

NBN EN 50049-1/A1, 1e édition remplace NBN EN 50049-1/A1, 1e édition

NBN EN 50144-1, 2e édition remplace NBN C 79-001-1, 1e édition

NBN EN 60269-2/A2, 1e édition remplace NBN EN 60269-2/A1, 1e édition

NBN EN 60598-2-22, 3e édition remplace NBN C 71-598-222, 2e édition

NBN EN 60799, 2e édition remplace NBN C 61-799, 1e édition

NBN EN 60872-1, 2e édition remplace NBN EN 60872, 1e édition

NBN EN 60917-1, 1e édition remplace NBN EN 60917, 1e édition

NBN EN 60917-0,1

NBN EN 60974-1, 3e édition remplace NBN C 75-974-1, 2e édition

NBN ETS 300 048, 2e édition remplace NBN ETS 300 048, 1e édition

NBN ETS 300 049, 2e édition remplace NBN ETS 300 049, 1e édition

NBN ETS 300 099, 2e édition remplace NBN ETS 300 099, 1e édition

NBN ETS 300 294, 3e édition remplace NBN ETS 300 294, 1e édition

NBN ETS 300 370, 2e édition remplace NBN ETS 300 370, 1e édition

NBN ETS 300 497-1, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-1, 1e édition

NBN ETS 300 497-2, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-2, 1e édition

NBN ETS 300 497-3, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-3, 1e édition

NBN ETS 300 497-4, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-4, 1e édition

NBN ETS 300 497-5, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-5, 1e édition

NBN ETS 300 497-6, 2e édition remplace NBN ETS 497-6, 1e édition

NBN ETS 300 497-7, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-7, 1e édition

NBN ETS 300 497-8, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-8, 1e édition

NBN ETS 300 497-9, 2e édition remplace NBN ETS 300 497-9, 1e édition

NBN ETS 300 751, 1e édition remplace NBN ETS 300 751, 1e édition

5. L'enregistrement des normes belges suivantes est annulé :

NBN ISO 7389, 1e édition

NBN ISO 7201-1, 1e édition

NBN ETS 300 836-4. — Radio Equipment and Systems (RES); High Performance Radio Local Area Network (HIPERLAN) Type 1 - Conformance testing specification - Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) specification (1e uitgave)

NBN ETS 300 838. — Integrated Services Digital Network (ISDN); Harmonized Programmable Communication Interface (HPCI) for ISDN (1e uitgave)

NBN ETS 300 917. — Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); GSM Application Programming Interface (GSM-API) (GSM 07.08 version 5.2.0) (1e uitgave)

2. De normen afgeleid van de Europese normen (EN) zijn in principe beschikbaar in het Engels, het Frans en het Duits; de normen afgeleid van de internationale normen (ISO) zijn in principe beschikbaar in het Engels en in het Frans.

3. Deze normen zijn verkrijgbaar bij het Belgisch instituut voor normalisatie, Brabançonnellaan 29, 1000 Brussel, tegen betaling van hun prijs.

4. De normen :

NBN EN 299, 2e uitgave vervangt NBN ENV 299, 1e uitgave

NBN EN 303-2, 2e uitgave vervangt NBN EN 303-2, 1e uitgave

NBN EN 307, 2e uitgave vervangt NBN ENV 307, 1e uitgave

NBN EN 1048, 2e uitgave vervangt NBN ENV 1048, 1e uitgave

NBN EN ISO 389-3, 1e uitgave vervangt NBN EN 27566, 1e uitgave

NBN EN ISO 389-4, 1e uitgave vervangt NBN EN 28798, 1e uitgave

NBN EN ISO 1461, 1e uitgave vervangt NBN I 07-001 a 008, 1e uitgave

NBN EN ISO 4157-1, 1e uitgave vervangt NBN ISO 4157-1, 1e uitgave

NBN EN ISO 4157-2, 1e uitgave vervangt NBN ISO 4157-2, 1e uitgave

NBN EN ISO 5135, 1e uitgave vervangt NBN EN 25135, 1e uitgave

NBN EN ISO 14713, 1e uitgave vervangt NBN I 07-001 a 008, 1e uitgave

NBN EN 50049-1/A1, 1e uitgave vervangt NBN EN 50049-1/A1, 1e uitgave

NBN EN 50144-1, 2e uitgave vervangt NBN C 79-001-1, 1e uitgave

NBN EN 60269-2/A2, 1e uitgave vervangt NBN EN 60269-2/A1, 1e uitgave

NBN EN 60598-2-22, 3e uitgave vervangt NBN C 71-598-222, 2e uitgave

NBN EN 60799, 2e uitgave vervangt NBN C 61-799, 1e uitgave

NBN EN 60872-1, 2e uitgave vervangt NBN EN 60872, 1e uitgave

NBN EN 60917-1, 1e uitgave vervangt NBN EN 60917, 1e uitgave

NBN EN 60974-1, 3e uitgave vervangt NBN C 75-974-1, 2e uitgave

NBN ETS 300 048, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 048, 1e uitgave

NBN ETS 300 049, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 049, 1e uitgave

NBN ETS 300 099, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 099, 1e uitgave

NBN ETS 300 294, 3e uitgave vervangt NBN ETS 300 294, 1e uitgave

NBN ETS 300 370, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 370, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-1, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-1, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-2, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-2, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-3, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-3, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-4, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-4, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-5, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-5, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-6, 2e uitgave vervangt NBN ETS 497-6, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-7, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-7, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-8, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-8, 1e uitgave

NBN ETS 300 497-9, 2e uitgave vervangt NBN ETS 300 497-9, 1e uitgave

NBN ETS 300 751, 1e uitgave vervangt NBN ETS 300 751, 1e uitgave

5. De registratie van de volgende Belgische normen wordt ingetrokken :

NBN ISO 7389, 1e uitgave

NBN ISO 7201-1, 1e uitgave

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[99/09696]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- conseiller à la Cour de cassation dont la présentation incombe au Sénat : 1 (à partir du 14 décembre 1999);
- juge de complément pour le ressort de la cour d'appel de Liège : 1.

La première désignation de ce juge de complément sera le tribunal de première instance de Liège;

- juge de complément pour le ressort de la cour d'appel de Mons : 1.

La première désignation de ce juge de complément sera les tribunaux de première instance de Mons et de Tournai;

- substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Huy : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J.I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

[99/09698]

—————

**Commissions de libération conditionnelle
instituées en vertu de l'article 2 de la loi du 18 mars 1998**

Dans la commission de libération conditionnelle pour le ressort de la cour d'appel d'Anvers, ont été désignés, conformément à l'article 4 de la loi précitée, en qualité de président suppléant :

MM. :

- Cuykens, Fr., vice-président au tribunal de première instance d'Anvers;
- Thys, K., juge d'instruction au tribunal de première instance d'Anvers.

—————

**MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

[C - 99/16207]

**Centre d'Etudes et de Recherches vétérinaires et agrochimiques
Emploi à conférer**

Un emploi d'assistant concernant l'immunologie des volailles est à conférer au Centre d'Etudes et de Recherches vétérinaires et agrochimiques à Uccle. Cet emploi est attribué à des candidats pouvant être inscrits au rôle linguistique francophone.

Les personnes qui ont introduit valablement leur candidature suite à l'avis de recrutement C-99/16117 publié au *Moniteur belge* du 29 avril 1999 pour le même emploi ne doivent pas renouveler leur demande.

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- jouir des droits civils et politiques;
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction postulée.

Le profil général pour l'emploi à pourvoir est déterminé comme suit :

le candidat doit :

- justifier de préférence d'une expérience en recherche vétérinaire et/ou biomédicale;
- posséder une connaissance suffisante des langues étrangères pour parcourir la littérature professionnelle et y publier, pour participer à des congrès et des programmes internationaux de recherches et pour pouvoir collaborer avec des établissements et des organismes sur l'ensemble du territoire belge et dans l'UE;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09696]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- raadsheer in het Hof van Cassatie waarvan de voordracht toekomt aan de Senaat : 1 (vanaf 14 december 1999);
- toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Luik : 1.

De eerste aanwijzing van deze toegevoegd rechter zal de rechtbank van eerste aanleg te Luik zijn;

- toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Bergen : 1.

De eerste aanwijzing van deze toegevoegd rechter zal de rechtbanken van eerste aanleg te Bergen en te Doornik zijn;

- substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hoei : 1.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

[99/09698]

—————

**Commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling
ingesteld ingevolge artikel 2 van de wet van 18 maart 1998**

In de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen, werden aangewezen, overeenkomstig het artikel 4 van voornoemde wet, als plaatsvervangend voorzitter :

de heren :

- Cuykens, Fr., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen;
- Thys, K., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen.

—————

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

[C - 99/16207]

**Centrum voor Onderzoek in Diergeneeskunde en Agrochemie
Te begeven betrekking**

Een betrekking van assistent betreffende de immunologie bij pluimvee is te begeven bij het Centrum voor Onderzoek in Diergeneeskunde en Agrochemie te Ukkel. Deze betrekking zal worden toegekend aan kandidaten die kunnen ingeschreven worden op de Franse taalrol.

De personen die hun kandidatuur geldig ingediend hebben naar aanleiding van het aanwervingsbericht C-99/16117 verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 29 april 1999 voor dezelfde betrekking moeten hun aanvraag niet hernieuwen.

De kandidaten moeten de volgende voorwaarden vervullen :

- Belg zijn of burger van de Europese Unie;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking.

Het algemeen profiel voor de te begeven betrekking werd als volgt vastgesteld :

de kandidaat :

- heeft bij voorkeur ervaring op het vlak van diergeneeskundig en/of biomedisch onderzoek;
- beschikt over een voldoende kennis van vreemde talen om de vakliteratuur op te volgen en erin te publiceren, deel te nemen aan internationale congressen en onderzoeksprogramma's en samen te werken met instellingen en organisaties over het ganse Belgische grondgebied en binnen de EU;

- dominer les techniques du traitement des données informatisées et pouvoir travailler dans un réseau informatique local (LAN) et avec Internet;
- avoir de bonnes aptitudes à la communication (parlée et écrite) et savoir s'exprimer en public;
- pouvoir diriger et motiver un groupe de recherche et disposer de bonnes capacités d'organisation et de persévérance;
- avoir l'esprit d'initiative et de discipline, le souci de l'ordre et le sens du service;
- disposer d'un permis de conduire B.

Un doctorat, des publications dans des revues internationales et d'autres activités scientifiques sont des atouts.

Les aptitudes scientifiques spéciales requises pour l'emploi à pourvoir sont déterminées comme suit :

Le candidat doit être porteur du diplôme de docteur en médecine vétérinaire ou d'ingénieur agronome option biologie moléculaire ou de licencié en sciences ou d'un diplôme équivalent. Une spécialisation dans le diagnostic viral chez les volailles et/ou en immunologie aviaire et/ou en biologie moléculaire, complétée d'un doctorat après défense publique d'une thèse est un atout.

En cas de recrutement d'un citoyen de l'Union européenne porteur d'un diplôme visé au paragraphe précédent, délivré par un établissement d'enseignement autre qu'un établissement belge, le Jury de Recrutement et de Promotion du Centre d'Etudes et de Recherches vétérinaires et agrochimiques vérifiera préalablement, la validité du diplôme présenté par le candidat conformément à la procédure statutaire définie.

Pour des raisons de biosécurité, les employés du Centre d'Etudes et de Recherches vétérinaires et agrochimiques ne sont pas autorisés à détenir ou soigner des solipèdes, biongulés ou volailles, dans la mesure où ils entrent en contact avec des organismes pathogènes pour ces espèces lors de leurs activités professionnelles (tous les organismes de la liste A et certains organismes de la liste B de l'OIE fixés par la direction du Centre d'Etudes et de Recherches vétérinaires et agrochimiques). Le contact avec ces espèces dans la vie privée n'est pas autorisé non plus durant les 72 heures qui suivent la manipulation de ces organismes pathogènes.

La candidature accompagnée d'un curriculum vitae, d'une copie certifiée conforme du diplôme exigé et d'une liste des travaux scientifiques éventuellement publiés, doit être adressée, sous pli recommandé à la poste, dans les 30 jours calendrier à compter de la présente publication au *Moniteur belge*, au directeur général de l'Administration Recherche et Développement - DG6, W.T.C.-III, boulevard Simon Bolivar, 30, 20e étage, à 1000 Bruxelles.

Des renseignements complémentaires concernant ces emplois peuvent être obtenus au Secrétariat du Centre d'Etudes et de Recherches vétérinaires et agrochimiques, Groeselenberg 99, 1180 Bruxelles - tél. 02/375 44 55, fax 02/375 09 79.

- beheerst de technieken betreffende geïnformatiseerde gegevensverwerking en kunnen werken binnen een local area network (LAN) en met Internet;
- beschikt over goede communicatieve vaardigheden (gesproken en geschreven) en kunnen spreken voor een publiek;
- kan een onderzoeksgroep leiden en motiveren en ze beschikken over een goed organisatievermogen en doorzettingsvermogen;
- heeft zin voor initiatief, discipline, orde en dienstverlening;

— beschikt over een rijbewijs B.

Een doctoraat, publicaties in internationale tijdschriften en andere wetenschappelijke activiteiten strekken tot aanbeveling.

De vereiste speciale wetenschappelijke geschiktheid voor de te begeven betrekking werd als volgt vastgesteld :

De kandidaat moet houder zijn van het diploma van dierenarts of van doctor in de diergeneeskunde of van doctor in de veeartsnijkunde of van bio-ingenieur in de cel- en gen-biotechnologie of van licentiaat in de wetenschappen of van een gelijkwaardig diploma. Een specialisatie in de virologische diagnose bij pluimvee en/of in de aviaire immunologie en/of in de moleculaire biologie strekt tot aanbeveling, alsook een doctorsdiploma dat behaald werd na verdediging in het openbaar van een verhandeling.

In geval van aanwerving van een burger van de Europese Unie, houder van een diploma zoals bedoeld in vorige alinea dat werd uitgereikt door een andere dan een Belgische instelling, zal de Commissie voor Werving en Bevordering van het Centrum voor Onderzoek in Diergeneeskunde en Immunologie vooraf de geldigheid van het door de kandidaat voorgelegde diploma nagaan overeenkomstig de statutair vastgestelde procedure.

Om reden van bioveiligheid mogen de werknemers van het Centrum voor Onderzoek in Diergeneeskunde en Agrochemie geen eenhoevigen, onevenhoevigen of pluimvee houden of verzorgen, in zover ze voor hun beroepsbezigheden met voor deze diersoorten pathogene organismen (alle organismen van lijst A en sommige organismen van lijst B van het O.I.E. bepaald door de directie van het Centrum voor Onderzoek in Diergeneeskunde en Agrochemie in contact komen. Ook contact met één van deze diersoorten in het privé-leven binnen de 72 uur na het manipuleren van deze pathogene organismen is niet toegestaan.

De kandidatuur, moet samen met een curriculum vitae, een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma en een lijst van de eventueel gepubliceerde wetenschappelijke werken binnen de 30 kalenderdagen volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*, per aangetekend schrijven gericht worden aan de directeur-generaal van het Bestuur voor Onderzoek en Ontwikkeling - DG6, W.T.C.-III, Simon Bolivarlaan, 30, 20e verdieping, 1000 Brussel.

Nadere inlichtingen omtrent deze betrekkingen, kunnen bekomen worden bij het Secretariaat van het Centrum voor Onderzoek in Diergeneeskunde en Agrochemie, Groeselenberg 99, 1180 Brussel - tel. 02/375 44 55, fax 02/375 09 79.

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[98/53750]

Succession en déshérence de Markovics, Gyula

Markovics, Gyula, divorcé de Milleur, Liliane Madeleine Léon Louise, né à Kiskunhalas (Pest) (Hongrie) le 2 juin 1935, fils de Markovics, Gyula, et de Csonska, Etelka (conjoints décédés), domicilié à Jette, avenue Guillaume de Greef 392/9, app. 2, est décédé à Berchem-Sainte-Agathe le 30 octobre 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 14 octobre 1998, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 23 novembre 1998.

Le directeur a.i.,
P. De Mol.

(53750)

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[98/53750]

Erfloze nalatenschap van Markovics, Gyula

Markovics, Gyula, echtgescheiden van Milleur, Liliane Madeleine Léon Louise, geboren te Kiskunhalas (Pest) (Hongarije) op 2 juni 1935, zoon van Markovics, Gyula, en van Csonska, Etelka (overleden echtgenoten), wonende te Jette, Guillaume de Greefaan 392/9, app. 2, is overleden te Sint-Agatha-Berchem op 30 oktober 1995, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 14 oktober 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 23 november 1998.

De directeur a.i.,
P. De Mol.

(53750)

Succession en déshérence de Guibert, Pierrette

Guibert, Pierrette Raymonde, divorcée de Peybernes, Jean, veuve de Gielen, Georges, née à Saint-Antoine (France) le 19 mai 1924, domiciliée à Jambes, avenue de la Dame 72, est décédée à Namur le 16 août 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 9 novembre 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,
M. Biomez.

(53751)

Succession en déshérence de Berland, Andreas Wilfried

Berland, Andreas Wilfried, né à Courtrai le 18 septembre 1919, domicilié à Wevelgem, Kloosterstraat 21, célibataire, est décédé à Wevelgem le 7 novembre 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Courtrai a, par ordonnance du 25 novembre 1998, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Bruges, le 10 décembre 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Mme G. Despiegelaere.

(53752)

Erfloze nalatenschap van Guibert, Pierrette

Guibert, Pierrette Raymonde, echtgescheiden van Peybernes, Jean, weduwe van Gielen, Georges, geboren te Saint-Antoine (Frankrijk) op 19 mei 1924, wonende te Jambes, avenue de la Dame 72, is overleden te Namen op 16 augustus 1997, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 9 november 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 10 december 1998.

De gewestelijke directeur der registratie,
M. Biomez.

(53751)

Erfloze nalatenschap van Berland, Andreas Wilfried

Berland, Andreas Wilfried, geboren te Kortrijk op 18 september 1919, wonend te Wevelgem, Kloosterstraat 21, ongehuwd, is overleden te Wevelgem op 7 november 1996, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Kortrijk, bij beschikking van 25 november 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brugge, 10 december 1998.

De gewestelijke directeur van de registratie,
Mevr. G. Despiegelaere.

(53752)

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 99/23005]

**Sociétés mutualistes
Mutualités et unions nationales de mutualités
Approbation de modifications statutaires**

En application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, l'Office de contrôle a approuvé :

1) les modifications des articles 47 et 53 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het arr. Turnhout" (105), établie à Turnhout, décidées par l'assemblée générale le 26 mars 1999;

2) les modifications des articles 2, 47, 49, 49bis, 49ter, 64, 66, 67, 92 et 94 des statuts de la mutualité "Christelijk Ziekenfonds - Sint-Pietersbond" (108), établie à Kessel-Lo, les dispositions statutaires des nouveaux services "logopédie", "soins dentaires préventifs" et "garde des enfants malades à domicile", ainsi que les modifications des taux des cotisations perçues, décidées par l'assemblée générale le 13 mars 1999;

3) les modifications des articles 44 et 45L des statuts de la mutualité "Mutualité chrétienne de Liège" (130), établie à Liège, décidées par l'assemblée générale le 11 mars 1999;

4) la modification de l'article 50 des statuts de la mutualité "Fédération des Mutualités chrétiennes de l'Arrondissement de Verviers" (137), établie à Verviers, décidée par l'assemblée générale le 23 mars 1999;

5) les modifications des articles 40, 40bis, 40ter, 41, 42, 43, 48, 49, 49bis, 50, 51, 52, 53, 69 et 77 des statuts de la mutualité "Vlaams Onafhankelijk Ziekenfonds" (508), établie à Brugge, les dispositions statutaires du nouveau service "homéopathie", la nouvelle numérotation des sections à partir de la section 2, ainsi que les modifications des taux des cotisations perçues, décidées par l'assemblée générale le 15 décembre 1998;

6) les modifications des taux des cotisations perçues par l'union nationale "Alliance des Mutualités chrétiennes - Landsbond der Christelijke Mutualiteiten" (UN1), établie à Bruxelles, décidées par le conseil d'administration le 19 mars 1999.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 99/23005]

Maatschappijen van onderlinge bijstand. — Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen. — Goedkeuring van statutenwijzigingen

In toepassing van artikel 11, § 1, lid 3, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Controledienst goedgekeurd :

1) de wijzigingen aan de artikelen 47 en 53 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het arr. Turnhout" (105), gevestigd te Turnhout, beslist door de algemene vergadering van 26 maart 1999;

2) de wijzigingen aan de artikelen 2, 47, 49, 49bis, 49ter, 64, 66, 67, 92 en 94 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijk Ziekenfonds - Sint-Pietersbond" (108), gevestigd te Kessel-Lo, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten "logopedie", "preventieve tandzorg" en "thuisoppas zieke kinderen", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 13 maart 1999;

3) de wijzigingen aan de artikelen 44 en 45L van de statuten van het ziekenfonds "Mutualité chrétienne de Liège" (130), gevestigd te Liège, beslist door de algemene vergadering van 11 maart 1999;

4) de wijziging aan het artikel 50 van de statuten van het ziekenfonds "Fédération des Mutualités chrétiennes de l'Arrondissement de Verviers" (137), gevestigd te Verviers, beslist door de algemene vergadering van 23 maart 1999;

5) de wijzigingen aan de artikelen 40, 40bis, 40ter, 41, 42, 43, 48, 49, 49bis, 50, 51, 52, 53, 69 en 77 van de statuten van het ziekenfonds "Vlaams Onafhankelijk Ziekenfonds" (508), gevestigd te Brugge, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "homeopathie", de hernoeming van de afdelingen vanaf afdeling 2, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 15 december 1998;

6) de wijzigingen van de bijdragen geïnd door de landsbond "Landsbond der Christelijke Mutualiteiten - Alliance des Mutualités chrétiennes" (LB1), gevestigd te Brussel, beslist door de raad van bestuur van 19 maart 1999.